



RBC



*Toujours mériter le privilège d'être
le premier choix de nos clients*

**Banque Royale du Canada
Troisième trimestre de 2014**

Résultats de la Banque Royale du Canada pour le troisième trimestre de 2014

Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers dressés selon la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire*.

TORONTO, le 22 août 2014 – La Banque Royale du Canada (RY sur TSX et NYSE) a déclaré aujourd'hui un bénéfice net record de 2 378 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 juillet 2014, en hausse de 93 millions, ou 4 %, par rapport à l'exercice précédent et de 177 millions, ou 8 %, par rapport au trimestre précédent. Nous avons également annoncé une hausse de 0,04 \$, ou 6 %, de notre dividende trimestriel pour atteindre 0,75 \$ par action.

En excluant les éléments dont il est fait mention ci-dessous, le bénéfice net s'est établi à 2 418 millions de dollars, soit une hausse de 223 millions, ou 10 %, par rapport à l'exercice précédent et de 217 millions, ou 10 %⁽¹⁾, par rapport au dernier trimestre. Nos résultats découlent du bénéfice record des secteurs Services bancaires canadiens, Marchés des Capitaux, Gestion de patrimoine et Assurances, ainsi que des solides résultats du secteur Services aux investisseurs et trésorerie.

« RBC a affiché des résultats records au troisième trimestre, le bénéfice s'étant chiffré à plus de 2,3 milliards de dollars. Ces résultats témoignent de la force de notre modèle d'affaires diversifié », a déclaré Dave McKay, président et chef de la direction de RBC. Notre capacité à innover et à utiliser efficacement le capital tout en gérant les coûts nous permet de bénéficier d'une position favorable pour mettre en œuvre notre stratégie axée sur les clients et renforcer notre position de chef de file dans nos principaux secteurs d'activité. »

Troisième trimestre de 2014 par rapport au troisième trimestre de 2013

- Bénéfice net de 2 378 millions de dollars (en hausse de 4 % par rapport à 2 285 millions)
- Bénéfice dilué par action de 1,59 \$ (en hausse de 0,08 \$ par rapport à 1,51 \$)
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 19,6 % (en baisse par rapport à 21,3 %)
- Ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie de 9,5 %, calculé en vertu de l'accord de Bâle III

Résultats excluant les éléments précisés⁽¹⁾ : Troisième trimestre de 2014 par rapport au troisième trimestre de 2013

- Bénéfice net de 2 418 millions de dollars (en hausse de 10 % par rapport à 2 195 millions)
- Bénéfice dilué par action de 1,62 \$ (en hausse de 0,17 \$ par rapport à 1,45 \$)
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 20,0 % (en baisse par rapport à 20,4 %)

Les éléments précisés⁽¹⁾ comprennent une perte de 40 millions de dollars (avant et après impôt), qui tient compte de la comptabilisation ce trimestre d'un écart de change lié à la clôture de la vente des activités de RBC en Jamaïque, d'une perte de 60 millions de dollars (avant et après impôt) qui est aussi liée à la vente des activités de RBC en Jamaïque, des provisions liées à des avantages postérieurs à l'emploi et à des charges de restructuration concernant nos activités dans les Antilles de 40 millions (32 millions après impôt) comptabilisées au premier trimestre de 2014, d'un ajustement fiscal favorable de 90 millions comptabilisé au troisième trimestre de 2013, ainsi que d'une charge de restructuration de 44 millions (31 millions après impôt) liée à l'intégration des Services aux investisseurs comptabilisée au deuxième trimestre de 2013.

(1) Ces mesures sont des mesures hors PCGR. Pour de plus amples renseignements, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Table des matières

1	Faits saillants du troisième trimestre	14	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	42	Gestion des liquidités et du financement
2	Rapport de gestion	17	Gestion de patrimoine	50	Gestion du capital
2	Mise en garde au sujet des déclarations prospectives	18	Assurances	55	Information financière supplémentaire
2	Vue d'ensemble	19	Services aux investisseurs et trésorerie	55	Risques liés à certains instruments financiers
2	Aperçu de la Banque Royale du Canada	20	Marchés des Capitaux	56	Questions en matière de comptabilité et de contrôle
3	Faits saillants financiers et autres	22	Services de soutien généraux	56	Transactions entre parties liées
4	Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives	23	Analyse des résultats trimestriels et des tendances	57	Index des recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements
5	Principaux événements de 2014	24	Résultats par secteur géographique	58	États financiers intermédiaires résumés (non audité)
5	Rendement financier	25	Situation financière	64	Notes annexes (non audité)
5	Vue générale	25	Bilans résumés	97	Renseignements à l'intention des actionnaires
10	Résultats des secteurs d'exploitation	26	Arrangements hors bilan		
10	Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation	29	Gestion du risque		
10	Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR	29	Risque de crédit		
		34	Rendement au chapitre de la qualité du crédit		
		37	Risque de marché		

Rapport de gestion

Le rapport de gestion a pour objectif de permettre au lecteur d'évaluer nos résultats d'exploitation et notre situation financière au 31 juillet 2014 et pour le trimestre et la période de neuf mois clos à cette date, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent et au trimestre clos le 30 avril 2014. Le présent rapport de gestion, daté du 21 août 2014, doit être lu en parallèle avec nos états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités et les notes annexes pour le trimestre clos le 31 juillet 2014 (états financiers résumés), ainsi qu'avec notre rapport annuel 2013. Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers dressés selon la Norme comptable internationale (IAS) 34, *Information financière intermédiaire*, publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Des renseignements additionnels à notre sujet, y compris notre notice annuelle 2013, sont disponibles gratuitement sur notre site Web à l'adresse rbc.com/investisseurs, sur le site Web des Autorités canadiennes en valeurs mobilières à l'adresse sedar.com et dans la section EDGAR du site Web de la Securities and Exchange Commission des États-Unis (SEC) à l'adresse sec.gov.

Mise en garde au sujet des déclarations prospectives

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives verbalement ou par écrit au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris les règles d'exonération de la Private Securities Litigation Reform Act of 1995 des États-Unis, et de toute loi sur les valeurs mobilières applicable au Canada. Nous pouvons faire des déclarations prospectives dans le présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2014, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la SEC, dans d'autres rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. Les déclarations prospectives dans le présent document comprennent, sans toutefois s'y limiter, les déclarations relatives à nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques, à l'examen de la conjoncture économique et des marchés et aux perspectives concernant les économies canadienne, américaine, européenne et internationale, au contexte réglementaire au sein duquel nous exerçons nos activités, aux perspectives et aux priorités pour chacun de nos secteurs d'exploitation, ainsi qu'au contexte de gestion des risques, y compris la gestion des liquidités et du financement. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée afin d'aider les détenteurs de nos titres et les analystes financiers à comprendre notre situation financière et nos résultats d'exploitation aux dates présentées et pour les périodes closes à ces dates, ainsi que nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques, et pourrait ne pas convenir à d'autres fins. Les mots « croire », « s'attendre à », « prévoir », « se proposer », « estimer », « planifier », « projeter », « devoir » et « pouvoir », de même que l'emploi du futur ou du conditionnel ainsi que de mots et d'expressions semblables dénotent généralement des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives nous obligent à formuler des hypothèses et font l'objet d'incertitudes et de risques intrinsèques qui donnent lieu à la possibilité que nos prédictions, prévisions, projections, attentes et conclusions se révèlent inexactes, que nos hypothèses soient incorrectes, et que nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques ne se matérialisent pas. Nous avertissons nos lecteurs de ne pas se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats réels pourraient différer de façon significative des attentes exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs de risque. Ces facteurs, dont plusieurs sont indépendants de notre volonté et dont nous pouvons difficilement prévoir les répercussions, comprennent les risques de crédit, de marché, de liquidité et de financement, les risques liés à l'assurance, à l'environnement réglementaire, aux litiges, aux activités d'exploitation, aux stratégies, à la réputation, et à la concurrence, ainsi que d'autres risques qui sont expliqués aux rubriques Gestion du risque et Aperçu d'autres risques de notre rapport annuel 2013 et à la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2014; l'incidence des réformes réglementaires y compris celles ayant trait aux normes mondiales du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) liées à la réforme visant le capital et les liquidités, à la loi intitulée Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act et aux règlements édictés aux termes de cette loi et ceux qui seront édictés, à la réforme concernant les dérivés hors cote, au système de paiements au Canada, à la loi intitulée Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA) aux États-Unis et aux réformes réglementaires au Royaume-Uni et en Europe; les niveaux d'endettement élevés des ménages canadiens; la cybersécurité; la conjoncture commerciale et économique au Canada, aux États-Unis et dans certains autres pays où nous exerçons nos activités; l'incidence des modifications des politiques gouvernementales budgétaires, monétaires et autres; notre capacité à attirer des employés et à les maintenir en poste; l'exactitude et l'intégralité des renseignements concernant nos clients et nos contreparties; les faits nouveaux ainsi que les activités d'intégration touchant nos réseaux de distribution; les risques liés aux modèles, aux technologies de l'information et aux médias sociaux; ainsi que l'incidence des questions d'ordre environnemental.

Nous avertissons nos lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs de risque n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence défavorable sur nos résultats. Les investisseurs et autres personnes qui se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions ayant trait à la Banque doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres incertitudes et événements potentiels. Les hypothèses économiques significatives qui sous-tendent les déclarations prospectives du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2014 sont présentées à la rubrique Vue d'ensemble et perspectives et, pour chaque secteur d'exploitation, sous la rubrique Perspectives et priorités de notre rapport annuel 2013, et sont mises à jour à la rubrique Vue d'ensemble du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2014. Sauf si la loi l'exige, nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

Des renseignements supplémentaires sur ces facteurs et sur d'autres facteurs sont fournis aux rubriques Gestion du risque et Aperçu d'autres risques de notre rapport annuel 2013, ainsi qu'à la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2014.

L'information fournie dans les sites Web susmentionnés ou pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du présent rapport. Tous les renvois à des sites Web contenus dans le présent rapport sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

Vue d'ensemble

Aperçu de la Banque Royale du Canada

La Banque Royale du Canada est la plus importante banque au Canada, et l'une des plus importantes banques à l'échelle mondiale, au chapitre de la capitalisation boursière. Elle est l'une des principales sociétés de services financiers diversifiés en Amérique du Nord et offre, à l'échelle mondiale, des produits et services bancaires aux particuliers et aux entreprises, de gestion de patrimoine, d'assurance, aux investisseurs et liés aux marchés

des capitaux. Nous comptons environ 79 000 employés à temps plein et à temps partiel au service de plus de 16 millions de particuliers, d'entreprises de clients du secteur public et de clients institutionnels au Canada, aux États-Unis et dans 40 autres pays. Pour de plus amples renseignements, visitez le site rbc.com.

Faits saillants financiers et autres

	En date du et pour le trimestre clos le			En date du et pour la période de neuf mois close le	
	31 juillet 2014	30 avril 2014	31 juillet 2013 (1)	31 juillet 2014	31 juillet 2013 (1)
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, les nombres et les pourcentages)					
Total des revenus	8 977 \$	8 270 \$	7 168 \$	25 701 \$	22 743 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	283	244	267	819	903
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 009	830	263	2 821	1 906
Frais autres que d'intérêt	4 589	4 326	3 991	13 296	12 043
Bénéfice net avant impôt	3 096	2 870	2 647	8 765	7 891
Bénéfice net	2 378 \$	2 201 \$	2 285 \$	6 671 \$	6 241 \$
Bénéfice net (perte nette) par secteur					
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	1 138 \$	1 115 \$	1 167 \$	3 324 \$	3 310 \$
Gestion de patrimoine	285	278	233	798	684
Assurances	214	154	160	525	488
Services aux investisseurs et trésorerie	110	112	104	328	248
Marchés des Capitaux	641	507	386	1 653	1 231
Services de soutien généraux	(10)	35	235	43	280
Bénéfice net	2 378 \$	2 201 \$	2 285 \$	6 671 \$	6 241 \$
Données financières sommaires					
Bénéfice par action – de base	1,59 \$	1,47 \$	1,52 \$	4,45 \$	4,14 \$
– dilué	1,59	1,47	1,51	4,43	4,10
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (2), (3)	19,6 %	19,1 %	21,3 %	19,0 %	20,0 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,26 %	0,23 %	0,26 %	0,26 %	0,30 %
Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations	0,45 %	0,45 %	0,50 %	0,45 %	0,50 %
Ratios de capital et coefficients					
Ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie	9,5 %	9,7 %	9,2 %	9,5 %	9,2 %
Ratio du capital de première catégorie	11,2 %	11,4 %	11,3 %	11,2 %	11,3 %
Ratio du capital total	13,0 %	13,2 %	13,7 %	13,0 %	13,7 %
Coefficient actif-capital (4)	17,3X	17,5X	16,8X	17,3X	16,8X
Principales données figurant au bilan et autres renseignements					
Total de l'actif	913 870 \$	895 896 \$	850 073 \$	913 870 \$	850 073 \$
Valeurs mobilières	199 114	191 481	174 365	199 114	174 365
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts)	430 421	421 436	402 405	430 421	402 405
Actifs liés aux dérivés	72 823	72 633	77 846	72 823	77 846
Dépôts	598 049	587 122	547 078	598 049	547 078
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	46 965	45 933	41 829	46 965	41 829
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (2)	46 400	45 550	41 000	45 300	39 950
Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul du capital total	371 949	349 094	314 804	371 949	314 804
Biens sous gestion	446 500	430 600	376 900	446 500	376 900
Biens administrés (5)	4 472 300	4 393 000	3 906 100	4 472 300	3 906 100
Information sur les actions ordinaires					
Actions en circulation (en milliers) – moyenne (de base)	1 442 312	1 443 115	1 443 350	1 442 615	1 444 686
– moyenne (diluée)	1 449 455	1 450 271	1 465 991	1 452 868	1 467 781
– à la fin	1 441 536	1 441 349	1 440 178	1 441 536	1 440 178
Dividendes déclarés par action ordinaire	0,71 \$	0,71 \$	0,63 \$	2,09 \$	1,86 \$
Rendement de l'action (6)	3,7 %	4,0 %	4,1 %	3,7 %	4,1 %
Cours de clôture de l'action ordinaire (RY sur TSX)	80,47 \$	73,15 \$	64,16 \$	80,47 \$	64,16 \$
Capitalisation boursière (TSX)	116 000	105 435	92 402	116 000	92 402
Renseignements généraux liés aux activités					
Nombre d'employés (équivalent de travail à temps plein)	74 542	74 063	75 376	74 542	75 376
Nombre de succursales	1 364	1 379	1 368	1 364	1 368
Nombre de guichets automatiques bancaires (GAB)	4 940	4 972	5 043	4 940	5 043
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains pour la période (7)	0,925 \$	0,907 \$	0,963 \$	0,919 \$	0,983 \$
Équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains à la fin de la période	0,917 \$	0,912 \$	0,974 \$	0,917 \$	0,974 \$

(1) Les montants comparatifs antérieurs au 1^{er} novembre 2013 ont été retraités afin de tenir compte de l'adoption de nouvelles conventions comptables. Pour plus de détails, se reporter à la note 2 de nos états financiers résumés.

(2) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Elles ont trait au rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et à la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

(3) Ces mesures pourraient ne pas avoir de définition normalisée en vertu des principes comptables généralement reconnus (PCGR) et elles pourraient ne pas être comparables aux mesures analogues présentées par d'autres institutions financières. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

(4) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2013, le coefficient actif-capital est calculé sur une base transitoire, conformément aux lignes directrices du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) sur les normes de fonds propres.

(5) Comprend un montant de 31,4 milliards de dollars (32,2 milliards au 30 avril 2014; 33,3 milliards au 31 juillet 2013) en prêts hypothécaires et prêts sur cartes de crédit titrisés.

(6) Dividende par action ordinaire divisé par la moyenne des cours extrêmes pour la période visée.

(7) Les moyennes sont calculées à l'aide des cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives – Données en date du 21 août 2014

Canada

L'économie canadienne a affiché une reprise après avoir subi l'incidence des mauvaises conditions météorologiques au début de l'exercice, et son taux de croissance estimatif au deuxième trimestre civil de 2014 s'est chiffré à 2,5 %, stimulé par l'amélioration des activités sur le marché de l'habitation et l'augmentation plus prononcée de la consommation. Le taux de chômage est demeuré relativement stable pour s'établir à 7,0 % en juillet, comparativement à 6,9 % en avril 2014. Au cours du deuxième trimestre civil de 2014, le dollar canadien s'est apprécié légèrement par rapport au dollar américain, car le positionnement sur le marché a donné lieu à des achats de dollars canadiens, quoique l'appréciation ne se soit pas maintenue au début du troisième trimestre civil. La reprise des activités sur le marché de l'habitation, après les conditions météorologiques difficiles qui ont sévi au début de 2014, s'est poursuivie, le nombre de mises en chantier ayant augmenté par rapport au trimestre civil précédent. Nous nous attendons à ce que le taux de croissance estimatif de l'économie canadienne s'établisse à 2,3 % pour l'année civile 2014, soit un taux inférieur à nos estimations précédentes. Nous nous attendons à ce que le faible taux de croissance au premier trimestre civil, qui reflétait les mauvaises conditions météorologiques, soit largement neutralisé par la hausse de la demande pour les exportations canadiennes attribuable à la reprise de l'économie américaine et à la dépréciation du dollar canadien plus tard au cours de 2014. La Banque du Canada a maintenu le taux de financement à un jour à 1 % en juillet 2014, et nous ne nous attendons pas à ce qu'elle hausse ce taux avant le deuxième trimestre civil de 2015.

États-Unis

L'économie américaine a renversé le ralentissement économique général du premier trimestre civil de 2014 attribuable aux conditions météorologiques difficiles, et elle a affiché un taux de croissance estimatif de 4,0 % au deuxième trimestre civil de 2014, ce qui reflète un regain des activités dans la plupart des secteurs de l'économie. Le marché du travail a continué de s'améliorer, et le taux de chômage a diminué et s'élevait à 6,2 % en juillet 2014, après s'être établi en moyenne à 6,5 % au cours du premier semestre de l'année. La Réserve fédérale a réduit son programme d'achats d'actifs d'un montant additionnel de 10 milliards de dollars à chacune de ses réunions en juin et en juillet; actuellement, ses achats mensuels se chiffrent à 25 milliards. En raison de l'amélioration des conditions du marché du travail, nous nous attendons à ce que la Réserve fédérale continue de réduire ses achats d'actifs mensuels et annonce la conclusion du programme d'achats à sa réunion d'octobre 2014. Nous prévoyons que le taux de croissance de l'économie américaine s'établira à 2,1 % au cours de l'année civile 2014, soit un taux inférieur à nos estimations précédentes. Nous nous attendons à ce que la chute abrupte du produit intérieur brut au premier trimestre soit largement neutralisée par les solides profits qui devraient découler des dépenses de consommation et de l'augmentation des investissements effectués par les entreprises au cours de l'exercice. En raison du contexte continu de faible inflation et de la reprise en cours sur le marché du travail, nous nous attendons également à ce que la Réserve fédérale maintienne son taux directeur dans la fourchette cible actuelle de 0,0 % à 0,25 %, jusqu'au deuxième trimestre civil de 2015.

Europe

Le taux de croissance de l'économie dans la zone euro est demeuré stable au deuxième trimestre civil de 2014, car les économies de certains pays membres se sont contractées au cours du trimestre. Le taux de chômage est demeuré élevé et s'est établi à 11,5 % en juin 2014. L'inflation dans la zone euro a ralenti, s'établissant à environ 0,4 % en juillet 2014 comparativement à 0,7 % en avril, et elle devrait s'établir en moyenne à 0,6 % pour l'année civile 2014. Afin de stimuler la croissance et d'éviter une période de déflation, la Banque centrale européenne (BCE) a baissé son taux directeur de 10 points de base pour l'établir à 0,15 % en juin 2014, et nous nous attendons à ce que le taux directeur demeure à ce niveau dans un avenir prévisible. En outre, en juin 2014, la BCE a institué des taux de dépôt négatifs afin de favoriser les activités de prêts des banques européennes. En raison de la stagnation de l'économie dans la zone euro au deuxième trimestre civil de 2014, nous prévoyons que son taux de croissance s'établira à 0,8 % au cours de l'année civile 2014, soit un taux inférieur à celui de nos estimations précédentes.

Marchés financiers

Les marchés financiers ont, de façon générale, repris de la vigueur au Canada et aux États-Unis au cours du trimestre considéré, par rapport au dernier trimestre. De façon générale, les marchés des titres de participation ont été touchés par la volatilité vers la fin du trimestre, en raison de l'incertitude quant à l'échéancier relatif à l'augmentation des taux d'intérêt de la Réserve fédérale, de l'incertitude liée au secteur financier au Portugal, ainsi que des tensions politiques accrues en Ukraine et des sanctions connexes imposées à la Russie. Les taux de rendement des obligations d'État à long terme au Canada et aux États-Unis sont demeurés près des taux planchers historiques et essentiellement inchangés par rapport aux taux enregistrés à notre trimestre précédent. Les écarts de taux liés aux obligations de sociétés en Amérique du Nord ont continué de rétrécir ce trimestre, ce qui a permis aux sociétés d'effectuer des emprunts à des coûts relativement faibles.

Contexte réglementaire

Nous continuons de surveiller les faits nouveaux en matière de réglementation et de nous y préparer, afin d'assurer le respect intégral et en temps opportun des nouvelles exigences de façon à atténuer toute répercussion défavorable d'ordre commercial ou économique possible. Ces exigences comprennent les éléments applicables de la loi intitulée Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act aux États-Unis (la loi Dodd-Frank), y compris la règle Volcker et la règle sur les banques étrangères. Nous continuons également de surveiller les réformes mondiales concernant les dérivés hors cote dans certains secteurs et de nous y préparer, notamment les exigences liées à l'obligation de déclaration des transactions, aux services de compensation et aux opérations de change.

RBC se prépare à se conformer à l'interdiction aux États-Unis pour les entités de services bancaires d'exercer des activités de négociation pour compte propre et d'avoir certaines relations avec des fonds de couverture et de titres de placements privés (communément appelée la règle Volcker). Tel qu'il a été présenté au trimestre précédent, RBC continue d'évaluer l'incidence de la règle au moyen de discussions avec les organismes de réglementation et d'autres organismes du secteur, ainsi que d'analyses internes des répercussions sur les activités de RBC. Pour certaines de nos activités commerciales et certains de nos placements dans des entreprises, nous prévoyons être en mesure d'invoquer les exclusions et exemptions prévues par la règle, auquel cas des changements ne seront pas nécessaires. Les activités et les placements pour lesquels aucune exemption ni exclusion n'est prévue devront être rendus conformes avant la date d'entrée en vigueur, en juillet 2015, si aucune prolongation n'est accordée. Nos activités de conformité incluent la restructuration de notre unité Services mondiaux d'arbitrage et de négociation (activités de négociation pour compte propre) aux États-Unis. De plus, de vastes programmes de conformité et de surveillance seront requis dans plusieurs de nos secteurs d'activité pour surveiller la conformité avec la règle et en faire état. L'incidence combinée de ces changements ne devrait pas avoir une incidence significative sur nos résultats globaux.

Nous continuons également de prendre des mesures pour assurer la conformité à la règle de la Réserve fédérale s'appliquant aux banques étrangères ayant des filiales, des sociétés affiliées et des succursales en exploitation aux États-Unis (intitulée Enhanced Prudential Standards for Bank Holding Companies and Foreign Banking Organizations), publiée le 18 février 2014 (la « règle s'appliquant aux opérations bancaires étrangères »). Tel qu'il a été présenté auparavant, en tant que banque étrangère détenant plus de 50 milliards de dollars US en actifs américains non liés à des succursales, RBC devra constituer une société de portefeuille intermédiaire américaine dans laquelle toutes nos entités juridiques

américaines devront être placées et à laquelle certaines exigences propres aux États-Unis s'appliqueront. La société de portefeuille intermédiaire deviendra assujettie au contrôle de la Réserve fédérale américaine, comme les sociétés de portefeuille bancaires américaines. Par conséquent, des changements à nos pratiques existantes seront requis, afin de nous doter de la gouvernance et de l'infrastructure nécessaires pour nous conformer à ces exigences propres aux États-Unis en ce qui a trait à l'information financière, au capital et aux liquidités, à la gestion des risques et à la simulation de crise. Un plan de mise en application décrivant notre approche pour nous conformer à ces exigences d'ici la date d'entrée en vigueur, soit le 1^{er} juillet 2016, ce qui comprend la constitution de la société de portefeuille intermédiaire, doit être déposé auprès de la Réserve fédérale américaine d'ici le 1^{er} janvier 2015. La Réserve fédérale américaine a déclaré qu'elle prévoit publier, à une date ultérieure, des règles distinctes prévoyant l'application d'obligations de remédiation précoce et de limites relatives aux risques liés à des contreparties indépendantes. En vertu de la règle définitive, l'application des exigences en matière d'endettement propres aux États-Unis est également reportée au 1^{er} janvier 2018.

Le 23 juillet 2014, la SEC a adopté les modifications apportées à la réglementation visant les fonds du marché monétaire afin de réduire au minimum la possibilité que survienne un retrait systémique de fonds du marché monétaire. L'une des principales réformes a donné lieu à l'adoption d'une valeur liquidative variable applicable aux fonds institutionnels du marché monétaire préférentiel, en lieu et place du cours par action fixe de 1,00 \$. Ce cours par action fixe de 1,00 \$ peut toutefois être maintenu en ce qui concerne les fonds individuels du marché monétaire préférentiel et les fonds gouvernementaux du marché monétaire. De plus, la SEC a autorisé les conseils de fonds du marché monétaire autres que les fonds gouvernementaux à imposer des frais de liquidation et des obstacles au rachat afin d'atténuer les risques que des retraits de fonds du marché monétaire ne surviennent en période de tensions. Le RBC U.S. Prime Fund se compose de catégories d'actifs individuels et institutionnels, la majorité des actifs étant classés dans la catégorie des actifs individuels, et nous évaluons donc à l'heure actuelle quel serait le meilleur moyen d'assurer la conformité aux nouvelles exigences qui prendront effet en juillet 2016. RBC ne s'attend pas à ce que des problèmes importants découlent de la conformité aux règles définitives et à toutes modifications connexes apportées à nos fonds du marché monétaire.

Le 1^{er} août 2014, le ministère des Finances du gouvernement du Canada a publié le document de consultation sur la recapitalisation interne intitulé « Document de consultation sur le régime de protection des contribuables et de recapitalisation des banques », et des commentaires concernant ce document peuvent être soumis jusqu'au 12 septembre 2014. Le régime proposé, qui s'applique uniquement aux banques d'importance systémique nationale, vise à veiller i) à ce que les contribuables soient protégés de l'obligation de renflouer une banque d'importance systémique dans l'éventualité fort peu probable qu'une telle institution financière éprouve des difficultés et ii) à ce que le système financier canadien demeure solide en précisant que les actionnaires et les créanciers d'une banque ont la responsabilité d'assumer les pertes, ce qui, par la même occasion, inciterait davantage ces derniers à surveiller les activités associées à la prise de risques des banques. Le régime proposé met l'accent sur une série de passifs (p. ex., les titres de créance de gros à terme non garantis de premier rang qui sont négociables et transférables et dont la durée à l'échéance initiale est de plus de 400 jours), et il exclut les dépôts, les titres de créance de gros non garantis dont la durée est plus courte, ainsi que les dérivés. De plus, la Société d'assurance-dépôts du Canada continuera de garantir les dépôts assurés. Le gouvernement du Canada propose un pouvoir conféré par la loi permettant la conversion permanente, en totalité ou en partie, des passifs admissibles en actions ordinaires d'une banque. Le gouvernement du Canada propose également que le pouvoir de conversion s'applique uniquement aux éléments de passif des banques d'importance systémique nationale qui ont été émis, créés ou renégociés après une date de mise en œuvre déterminée par lui. Le régime ne s'appliquerait pas de manière rétroactive aux éléments de passif en circulation à la date de la mise en œuvre, laquelle n'a pas encore été déterminée.

Les banques canadiennes fournissent au BSIF des ratios de capital et des ratios de levier financier calculés selon l'accord de Bâle III depuis janvier 2013, et elles commenceront à faire rapport publiquement de leur ratio de levier financier à compter du 1^{er} janvier 2015. Conformément aux directives du BSIF fournies aux six banques d'importance systémique nationale, RBC devra se conformer à des exigences de capital accrues avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2016. Le 30 juillet 2014, le BSIF a amorcé des consultations concernant une exigence de levier financier de portée nationale, qui prévoit des plans visant à remplacer le coefficient actif-capital actuel prescrit par le BSIF par le ratio de levier financier global prescrit par l'accord de Bâle, avec prise d'effet au premier trimestre de 2015. RBC est bien positionnée pour satisfaire aux nouvelles exigences.

Pour une analyse des facteurs de risque découlant de ces réformes et d'autres faits nouveaux en matière de réglementation qui pourraient se répercuter sur nos activités et sur nos résultats financiers, se reporter à la rubrique Gestion du risque – Risques principaux et risques émergents de notre rapport annuel 2013. Pour plus de détails sur notre cadre et nos activités de gestion du risque, se reporter aux rubriques Gestion du risque et Gestion du capital de notre rapport annuel 2013, ainsi qu'aux rubriques Gestion du risque et Gestion du capital de notre rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2014.

Principaux événements de 2014

Activités bancaires en Jamaïque

Le 27 juin 2014, nous avons conclu la vente de RBC Royal Bank (Jamaica) Limited et de RBTT Securities Jamaica Limited (collectivement, les activités de RBC en Jamaïque) à Sagicor Group Jamaica Limited, comme il avait été annoncé le 29 janvier 2014. Par suite de la transaction, nous avons comptabilisé une perte à la cession totalisant 100 millions de dollars (avant et après impôt), y compris une perte de 60 millions au premier trimestre de 2014 et une autre perte de 40 millions comptabilisée au cours du trimestre considéré, qui tient compte de l'écart de change lié à la clôture de la vente des activités de RBC en Jamaïque. Pour plus de détails, se reporter à la note 7 de nos états financiers résumés.

Rendement financier

Vue générale

Troisième trimestre de 2014 par rapport au troisième trimestre de 2013

Le bénéfice net s'est établi à 2 378 millions de dollars, soit une hausse de 93 millions, ou 4 %, par rapport à l'exercice précédent. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 1,59 \$, en hausse de 0,08 \$, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est établi à 19,6 %, en baisse de 170 points de base, comparativement à 21,3 % à l'exercice précédent. Notre ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie s'est établi à 9,5 %.

En excluant les éléments précisés décrits ci-après, le bénéfice net s'est accru de 223 millions de dollars, ou 10 %, par rapport à l'exercice précédent pour s'établir à 2 418 millions, le bénéfice dilué par action a augmenté de 0,17 \$, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a diminué de 40 points de base. Nos résultats reflètent le solide rendement de l'ensemble de nos secteurs d'exploitation, qui est principalement attribuable à la croissance de toutes les activités du secteur Marchés des Capitaux, à la croissance des volumes de la plupart des activités du secteur Services bancaires canadiens et à la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients du secteur Gestion de patrimoine. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la hausse des coûts en raison surtout de la croissance des activités, par la hausse des provisions pour litiges et des frais juridiques connexes du secteur Marchés des Capitaux et par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises. Nos résultats de l'exercice précédent tenaient aussi compte d'ajustements fiscaux nets favorables.

Pour plus de détails sur nos résultats et sur le ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie, se reporter aux rubriques Résultats des secteurs d'exploitation et Gestion du capital, respectivement.

Troisième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2014

Le bénéfice net a augmenté de 177 millions de dollars par rapport au trimestre précédent. Le bénéfice dilué par action a augmenté de 0,12 \$, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est accru de 50 points de base, par rapport à 19,1 % au dernier trimestre.

En excluant les éléments précisés décrits ci-après, le bénéfice net s'est accru de 217 millions de dollars, ou 10 %, par rapport au trimestre précédent, le bénéfice dilué par action a augmenté de 0,15 \$, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a augmenté de 90 points de base. L'augmentation du bénéfice net s'explique principalement par la hausse des résultats tirés des services à la grande entreprise et services de banque d'investissement, qui reflète la forte croissance des activités de montage de titres de participation et de prêts et des activités de syndication de prêts. L'incidence positive de facteurs saisonniers sur nos services bancaires, y compris le fait que le trimestre considéré compte quelques jours de plus, et les ajustements favorables des provisions techniques reflétant les mesures prises par la direction et les modifications apportées aux hypothèses dans le secteur Assurances ont également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la hausse des coûts en raison surtout de la croissance des activités et la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises.

Troisième trimestre de 2014 par rapport au troisième trimestre de 2013 (résultats sur neuf mois)

Le bénéfice net s'est établi à 6 671 millions de dollars, soit une hausse de 430 millions, ou 7 %, par rapport à l'exercice précédent. Le bénéfice par action dilué pour la période de neuf mois s'est élevé à 4,43 \$, en hausse de 0,33 \$, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est établi à 19,0 %, en baisse de 100 points de base.

En excluant les éléments précisés décrits ci-après, le bénéfice net a augmenté de 621 millions de dollars, ou 10 %, par rapport à l'exercice précédent, le bénéfice dilué par action s'est accru de 0,46 \$, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a diminué de 40 points de base. Nos résultats reflètent la forte croissance de nos activités de négociation et des services à la grande entreprise et services de banque d'investissement, la solide croissance des volumes de la plupart de nos activités du secteur Services bancaires canadiens et la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients du secteur Gestion de patrimoine. L'augmentation tient aussi à la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances, principalement dans le secteur Marchés des Capitaux. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par la hausse des coûts en raison surtout de la croissance des activités et par l'augmentation des provisions pour litiges et des frais juridiques connexes du secteur Marchés des Capitaux.

Éléments précisés

Nos résultats du troisième trimestre ont été touchés par une perte de 40 millions de dollars (avant et après impôt), qui tient compte de l'écart de change lié à la clôture de la vente des activités de RBC en Jamaïque. Nos résultats au troisième trimestre de 2013 ont été touchés par un ajustement fiscal favorable de 90 millions de dollars lié à 2012 et comptabilisé dans le secteur Services de soutien généraux. Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2014, nos résultats ont été touchés par une perte totalisant 100 millions de dollars (avant et après impôt) liée à la vente des activités de RBC en Jamaïque, ainsi que par une provision de 40 millions (32 millions après impôt) liée à des avantages postérieurs à l'emploi et à des charges de restructuration concernant nos activités dans les Antilles. Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2013, en plus de l'ajustement fiscal favorable de 90 millions de dollars dont il est question ci-dessus, nos résultats ont été touchés par une charge de restructuration de 44 millions (31 millions après impôt) liée à l'intégration des Services aux investisseurs, qui concerne principalement nos activités en Europe. Les résultats excluant ces éléments précisés sont des mesures hors PCGR. Pour de plus amples renseignements, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Incidence estimative du change sur nos résultats financiers consolidés

Les fluctuations des taux de change influent sur nos résultats libellés en devises. Les revenus, la dotation à la provision pour pertes sur créances, les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, les frais autres que d'intérêt ainsi que le bénéfice net libellés en devises sont convertis à l'aide du taux de change moyen pour la période.

Le tableau suivant reflète l'incidence estimative du change sur les principaux éléments du compte de résultat :

	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes
	Troisième trimestre de 2014 par rapport au troisième trimestre de 2013	Troisième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2014	Troisième trimestre de 2014 par rapport au troisième trimestre de 2013
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)			
<i>Augmentation (diminution) :</i>			
Total des revenus	170 \$	(64)\$	674 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	3	–	5
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	18	(3)	60
Frais autres que d'intérêt	105	(38)	412
Bénéfice net	23	(16)	108
Incidence sur le bénéfice par action :			
De base	0,02 \$	(0,01)\$	0,07 \$
Dilué	0,02	(0,01)	0,07

Le tableau suivant illustre les taux de change moyens pertinents qui influent sur nos activités :

	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2014	le 30 avril 2014	le 31 juillet 2013	le 31 juillet 2014	le 31 juillet 2013
(moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en devises) (1)					
Dollar US	0,925	0,907	0,963	0,919	0,983
Livre sterling	0,547	0,541	0,633	0,550	0,634
Euro	0,682	0,656	0,735	0,673	0,749

(1) Les moyennes sont calculées à l'aide des cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

Total des revenus

	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2014	le 30 avril 2014	le 31 juillet 2013	le 31 juillet 2014	le 31 juillet 2013
(en millions de dollars canadiens)					
Revenu d'intérêt	5 673 \$	5 420 \$	5 349 \$	16 543 \$	15 757 \$
Frais d'intérêt	2 026	1 971	1 957	5 987	5 859
Revenu net d'intérêt	3 647 \$	3 449 \$	3 392 \$	10 556 \$	9 898 \$
Services de placement (1)	1 849 \$	1 794 \$	1 652 \$	5 431 \$	4 739 \$
Activités d'assurance (1)	1 383	1 125	561	3 790	2 828
Activités de négociation	285	300	100	895	607
Services bancaires (1)	1 085	991	967	3 070	2 889
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils	552	428	305	1 381	1 175
Autres (1)	176	183	191	578	607
Revenus autres que d'intérêt	5 330 \$	4 821 \$	3 776 \$	15 145 \$	12 845 \$
Total des revenus	8 977 \$	8 270 \$	7 168 \$	25 701 \$	22 743 \$
Renseignements supplémentaires					
Total des revenus tirés des activités de négociation					
Revenu net d'intérêt	578 \$	498 \$	418 \$	1 505 \$	1 271 \$
Revenus autres que d'intérêt	285	300	100	895	607
Total des revenus tirés des activités de négociation	863 \$	798 \$	518 \$	2 400 \$	1 878 \$

(1) Se reporter à la rubrique Rendement financier de notre rapport annuel 2013 pour une définition de ces catégories.

Troisième trimestre de 2014 par rapport au troisième trimestre de 2013

Le total des revenus a augmenté de 1 809 millions de dollars, ou 25 %, par rapport à l'exercice précédent. L'incidence de la conversion des devises ce trimestre s'est traduite par une augmentation de 170 millions de dollars du total de nos revenus.

Le revenu net d'intérêt s'est accru de 255 millions de dollars, ou 8 %, en raison principalement de la hausse du revenu net d'intérêt lié aux activités de négociation du secteur Marchés des Capitaux. L'augmentation s'explique également par la solide croissance des volumes de la plupart des secteurs d'activité du secteur Services bancaires canadiens et par la forte croissance des activités de prêts du secteur Marchés des Capitaux. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la compression des écarts.

Les revenus tirés des services de placement ont augmenté de 197 millions de dollars, ou 12 %, en raison essentiellement de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de l'appréciation du capital et des ventes nettes élevées du secteur Gestion de patrimoine. La hausse des frais de placement liés aux fonds communs de placement dans le secteur Services bancaires canadiens a également contribué à l'augmentation.

Les revenus tirés du secteur Assurances ont augmenté de 822 millions de dollars, résultat qui tient principalement à la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, laquelle découle de la baisse des taux d'intérêt à long terme et est en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Les revenus tirés des activités de négociation inscrits dans les revenus autres que d'intérêt ont augmenté de 185 millions de dollars. Le total des revenus tirés des activités de négociation, qui se compose des revenus tirés des activités de négociation comptabilisés dans le revenu net d'intérêt et dans les revenus autres que d'intérêt, a augmenté de 345 millions de dollars, ou 67 %, pour s'établir à 863 millions en raison principalement des revenus à la hausse tirés de nos activités de négociation, qui découlent de l'amélioration des conditions du marché pour nos activités des titres à revenu fixe, des titres de participation et des titres municipaux, par rapport aux conditions difficiles qui sévissaient sur le marché à l'exercice précédent.

Les revenus tirés des services bancaires se sont accrues de 118 millions de dollars, ou 12 %, en raison principalement de la forte croissance des activités de syndication de prêts, surtout aux États-Unis, de l'accroissement des soldes de prêts sur cartes de crédit et des volumes de transactions, ainsi que de la baisse des coûts liés au programme de fidélisation des clients détenteurs d'une carte de crédit.

Les commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils se sont accrues de 247 millions de dollars, ou 81 %, grâce essentiellement à l'accroissement considérable des activités de montage de titres de participation et de prêts, principalement aux États-Unis et au Canada.

Troisième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2014

Le total des revenus a augmenté de 707 millions de dollars, ou 9 %, par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, de l'accroissement considérable des activités de montage de titres de participation et de prêts ainsi que des revenus à la hausse tirés des activités de négociation. La forte croissance des activités de syndication de prêts, l'incidence positive de facteurs saisonniers sur nos services bancaires, y compris le fait que le trimestre considéré compte quelques jours de plus, et la hausse

de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients du secteur Gestion de patrimoine ont également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence de la conversion des devises et par la réduction des activités de fusion et d'acquisition dans le secteur Marchés des Capitaux.

Troisième trimestre de 2014 par rapport au troisième trimestre de 2013 (résultats sur neuf mois)

Le total des revenus a augmenté de 2 958 millions de dollars, ou 13 %, principalement en raison de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, ainsi que de l'incidence de la conversion des devises, qui a donné lieu à une hausse du total des revenus de 674 millions. Les revenus à la hausse tirés de nos activités de négociation de titres de participation et de titres à revenu fixe, l'accroissement considérable des activités de montage de titres de participation et de prêts qui reflète la hausse des activités des clients dans le secteur Marchés des Capitaux, ainsi que la solide croissance des volumes de la plupart des activités du secteur Services bancaires canadiens et l'inclusion de notre acquisition d'Ally Canada ont également contribué à l'augmentation. De plus, les résultats de l'exercice précédent ont été touchés de façon favorable par la cession de nos actions de la London Metal Exchange (LME).

Dotation à la provision pour pertes sur créances

Troisième trimestre de 2014 par rapport au troisième trimestre de 2013

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 16 millions de dollars, ou 6 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui tient principalement à la hausse des dotations liées aux services bancaires dans les Antilles et au secteur Services bancaires canadiens, facteur neutralisé en partie par la diminution des dotations du secteur Marchés des Capitaux.

Troisième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2014

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 39 millions de dollars, ou 16 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui tient principalement à la hausse des dotations liées aux services bancaires dans les Antilles et au secteur Services bancaires canadiens, facteur neutralisé en partie par la diminution des dotations du secteur Marchés des Capitaux.

Troisième trimestre de 2014 par rapport au troisième trimestre de 2013 (résultats sur neuf mois)

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 84 millions de dollars, ou 9 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la diminution des dotations du secteur Marchés des Capitaux, facteur neutralisé en partie par l'augmentation des dotations liées aux services bancaires dans les Antilles et au secteur Services bancaires canadiens.

Pour plus de détails sur la dotation à la provision pour pertes sur créances, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance

Troisième trimestre de 2014 par rapport au troisième trimestre de 2013

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 746 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, résultat qui découle en grande partie de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui a été en grande partie compensée dans les revenus du secteur Assurances. Ce facteur a été neutralisé en partie par les ajustements favorables des provisions techniques reflétant les mesures prises par la direction et les modifications apportées aux hypothèses, ainsi que par la diminution des coûts nets liés aux sinistres du secteur Assurances – Canada et du secteur Assurances – International, alors que les résultats de l'exercice précédent tenaient compte de sinistres nets de 14 millions de dollars (10 millions après impôt) liés aux intempéries qui ont sévi en Alberta et en Ontario.

Troisième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2014

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 179 millions de dollars, ou 22 %, par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui a été en grande partie compensée dans les revenus du secteur Assurances. Ce facteur a été neutralisé en partie par les ajustements favorables des provisions techniques reflétant les mesures prises par la direction et les modifications apportées aux hypothèses.

Troisième trimestre de 2014 par rapport au troisième trimestre de 2013 (résultats sur neuf mois)

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 915 millions de dollars, ou 48 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui a été en grande partie compensée dans les revenus du secteur Assurances. L'augmentation est aussi imputable à l'incidence de la conversion des devises. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les ajustements favorables des provisions techniques reflétant les mesures prises par la direction et les modifications apportées aux hypothèses.

Frais autres que d'intérêt

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2014	le 30 avril 2014	le 31 juillet 2013	le 31 juillet 2014	le 31 juillet 2013
Salaires	1 216 \$	1 185 \$	1 162 \$	3 601 \$	3 437 \$
Rémunération variable	1 253	1 104	921	3 465	2 966
Avantages du personnel et conservation du personnel	373	396	362	1 200	1 106
Rémunération fondée sur des actions	24	49	52	184	209
Ressources humaines	2 866 \$	2 734 \$	2 497 \$	8 450 \$	7 718 \$
Perte de valeur des autres immobilisations incorporelles	2	–	–	2	–
Autres charges	1 721	1 592	1 494	4 844	4 325
Frais autres que d'intérêt	4 589 \$	4 326 \$	3 991 \$	13 296 \$	12 043 \$

Troisième trimestre de 2014 par rapport au troisième trimestre de 2013

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 598 millions de dollars, ou 15 %. En excluant la perte comptabilisée au trimestre considéré relativement à la vente des activités de RBC en Jamaïque dont il est fait mention ci-dessus, les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 558 millions de dollars, ou 14 %, résultat qui reflète principalement la hausse de la rémunération variable découlant des résultats à la hausse du secteur Marchés des Capitaux et de l'augmentation des revenus du secteur Gestion de patrimoine. L'augmentation est aussi imputable à l'incidence de 105 millions de dollars de la conversion des devises, à la hausse des coûts en raison de la croissance des activités et à la hausse des provisions pour litiges et des frais juridiques connexes du secteur Marchés des Capitaux. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les avantages que nous continuons de tirer de l'attention soutenue prêtée à nos activités de gestion de l'efficacité.

Troisième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2014

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 263 millions de dollars, ou 6 %. En excluant la perte comptabilisée au trimestre considéré relativement à la vente des activités de RBC en Jamaïque dont il est fait mention ci-dessus, les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 223 millions de dollars, ou 5 %, résultat qui reflète en grande partie la hausse de la rémunération variable des secteurs Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine. L'augmentation est aussi imputable à l'incidence de facteurs saisonniers, y compris le fait que le trimestre considéré compte quelques jours de plus. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence de la conversion des devises.

Troisième trimestre de 2014 par rapport au troisième trimestre de 2013 (résultats sur neuf mois)

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 1 253 millions de dollars, ou 10 %. En excluant les éléments précisés dont il est fait mention ci-dessus, les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 1 157 millions de dollars, ou 10 %, résultat qui reflète en grande partie la hausse de la rémunération variable découlant des résultats à la hausse du secteur Marchés des Capitaux et de la hausse des revenus du secteur Gestion de patrimoine, ainsi que l'incidence de 412 millions de la conversion des devises. L'augmentation est aussi imputable à l'augmentation des provisions pour litiges et des frais juridiques connexes du secteur Marchés des Capitaux. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les avantages que nous continuons de tirer de l'attention soutenue prêtée à nos activités de gestion de l'efficacité.

Les frais autres que d'intérêt excluant les éléments précisés dont il est fait mention ci-dessus sont une mesure hors PCGR. Pour de plus amples renseignements, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Impôt sur le résultat

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2014	le 30 avril 2014	le 31 juillet 2013	le 31 juillet 2014	le 31 juillet 2013
Bénéfice net avant impôt	3 096 \$	2 870 \$	2 647 \$	8 765 \$	7 891 \$
Impôt sur le résultat	718 \$	669 \$	362 \$	2 094 \$	1 650 \$
Taux d'imposition effectif (1)	23,2 %	23,3 %	13,7 %	23,9 %	20,9 %

(1) Total de l'impôt sur le résultat en pourcentage du bénéfice net avant impôt sur le résultat.

Troisième trimestre de 2014 par rapport au troisième trimestre de 2013

L'impôt sur le résultat a augmenté de 356 millions de dollars, ce qui s'explique par le fait que des ajustements fiscaux nets favorables avaient été comptabilisés à l'exercice précédent, y compris un ajustement fiscal de 90 millions. L'augmentation est également imputable à la hausse du bénéfice avant impôt. Le taux d'imposition effectif a augmenté de 950 points de base pour s'établir à 23,2 %, comparativement à 13,7 % à l'exercice précédent. En excluant l'ajustement fiscal favorable de 90 millions de dollars comptabilisé à l'exercice précédent, le taux d'intérêt effectif a augmenté de 610 points de base par rapport à 17,1 %, ce qui s'explique par le fait que d'autres ajustements fiscaux nets favorables avaient été enregistrés à l'exercice précédent.

Troisième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2014

L'impôt sur le résultat a augmenté de 49 millions de dollars, ou 7 %, ce qui s'explique principalement par la hausse du bénéfice provenant de sources présentant des avantages fiscaux, contrebalancée en partie par l'augmentation des ajustements fiscaux défavorables. Le taux d'imposition effectif s'est établi à 23,2 %, en baisse de 10 points de base par rapport à 23,3 % au trimestre précédent.

Troisième trimestre de 2014 par rapport au troisième trimestre de 2013 (résultats sur neuf mois)

L'impôt sur le résultat a augmenté de 444 millions de dollars, ou 27 %, en raison de la hausse du bénéfice avant impôt et d'ajustements fiscaux nets favorables, y compris un ajustement fiscal de 90 millions à l'exercice précédent. Le taux d'imposition effectif s'est établi à 23,9 %, en hausse de

300 points de base par rapport à 20,9 %. En excluant l'ajustement fiscal favorable de 90 millions de dollars comptabilisé à l'exercice précédent, le taux d'intérêt effectif a augmenté de 180 points de base pour s'établir à 23,9 %, comparativement à 22,1 %, ce qui s'explique par le fait que d'autres ajustements fiscaux nets favorables avaient été enregistrés à l'exercice précédent.

Le taux d'imposition effectif excluant l'élément précisé ci-dessus est une mesure hors PCGR. Pour de plus amples renseignements, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Résultats des secteurs d'exploitation

Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation

La direction revoit périodiquement les principales méthodes et hypothèses que nous utilisons aux fins de notre cadre d'information de gestion afin de s'assurer de leur validité, et celles-ci n'ont pas changé depuis le 31 octobre 2013. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2013.

Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR

Mesures du rendement

Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires

Nous mesurons et évaluons le rendement de nos activités consolidées et de chacun de nos secteurs d'exploitation en fonction d'un certain nombre de paramètres, y compris le bénéfice net et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Nous utilisons le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, tant sur une base consolidée que par secteur d'exploitation, à titre de mesure du rendement du total du capital investi dans nos secteurs. La direction considère la mesure du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires par secteur d'exploitation comme une mesure utile pour appuyer les prises de décisions relatives aux investissements et à l'attribution des ressources puisqu'elle permet d'effectuer des ajustements en fonction de certains éléments qui pourraient avoir une incidence sur la comparabilité entre nos secteurs d'exploitation et certains de nos concurrents. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR de notre rapport annuel 2013.

Le tableau suivant présente un sommaire des calculs du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires :

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos							le 30 avril 2014	le 31 juillet 2013
	le 31 juillet 2014								
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total		
Bénéfice net (perte nette) disponible pour les actionnaires ordinaires	1 118 \$	278 \$	212 \$	107 \$	624 \$	(42)\$	2 297 \$	2 123 \$	2 197 \$
Total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1), (2)	15 100 \$	5 450 \$	1 600 \$	2 150 \$	14 650 \$	7 450 \$	46 400 \$	45 550 \$	41 000 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	29,4 %	20,3 %	53,2 %	20,1 %	16,9 %	n.s.	19,6 %	19,1 %	21,3 %

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les périodes de neuf mois closes							le 31 juillet 2013
	le 31 juillet 2014							
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	
Bénéfice net (perte nette) disponible pour les actionnaires ordinaires	3 262 \$	777 \$	519 \$	318 \$	1 601 \$	(52)\$	6 425 \$	5 975 \$
Total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1), (2)	14 950 \$	5 450 \$	1 550 \$	2 150 \$	13 950 \$	7 250 \$	45 300 \$	39 950 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	29,2 %	19,1 %	45,5 %	20,0 %	15,3 %	n.s.	19,0 %	20,0 %

(1) Les chiffres ayant trait à la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont arrondis.

(2) Les montants se rapportant aux différents secteurs d'exploitation sont désignés à titre de capital attribué ou de capital économique.

(3) Calculé conformément à l'accord de Bâle III, incluant les périodes comparatives. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires est fondé sur les soldes réels de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires avant arrondissement.

n.s. non significatif

Mesures hors PCGR

Nous sommes d'avis que certaines mesures hors PCGR sont plus représentatives de nos résultats d'exploitation courants et permettent aux lecteurs de mieux comprendre le point de vue de la direction à l'égard de notre performance. Ces mesures améliorent la comparabilité de notre performance

financière pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2014 par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent et au trimestre clos le 30 avril 2014. Ces mesures n'ont pas de définition normalisée en vertu des PCGR et ne sont pas nécessairement comparables à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières.

L'analyse qui suit décrit les mesures hors PCGR que nous utilisons pour évaluer nos résultats d'exploitation.

Bénéfice économique

Le bénéfice économique représente le bénéfice net à l'exclusion de l'incidence après impôt de l'amortissement des autres immobilisations incorporelles, moins une charge de capital liée à l'utilisation du capital attribué. Il permet d'évaluer le rendement généré par nos secteurs d'exploitation en sus de notre coût des capitaux, ce qui permet ainsi aux utilisateurs de l'information financière de connaître les contributions relatives à la valeur par les actionnaires.

La charge de capital comprend une charge au titre des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et des actions privilégiées. Avec prise d'effet au premier trimestre de 2014, nous avons révisé le coût des capitaux propres; ce coût, qui était de 8,5 % en 2013, a été porté à 9,0 %, en raison principalement de la hausse des taux d'intérêt à long terme.

Le tableau suivant présente un sommaire de notre bénéfice économique :

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos								
	le 31 juillet 2014							le 30 avril 2014	le 31 juillet 2013
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total	Total
Bénéfice net (perte nette)	1 138 \$	285 \$	214 \$	110 \$	641 \$	(10)\$	2 378 \$	2 201 \$	2 285 \$
Ajouter : Participations ne donnant pas le contrôle	(2)	(1)	–	–	–	(23)	(26)	(26)	(25)
Incidence après impôt de l'amortissement des autres immobilisations incorporelles (1)	7	18	–	5	3	(2)	31	31	31
Bénéfice net ajusté	1 143 \$	302 \$	214 \$	115 \$	644 \$	(35)\$	2 383 \$	2 206 \$	2 291 \$
Moins : Charge de capital	360	130	38	50	350	179	1 107	1 052	942
Bénéfice (perte) économique	783 \$	172 \$	176 \$	65 \$	294 \$	(214)\$	1 276 \$	1 154 \$	1 349 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de neuf mois closes							
	le 31 juillet 2014							le 31 juillet 2013
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total
Bénéfice net (perte nette)	3 324 \$	798 \$	525 \$	328 \$	1 653 \$	43 \$	6 671 \$	6 241 \$
Ajouter : Participations ne donnant pas le contrôle	(6)	(1)	–	(1)	–	(69)	(77)	(74)
Incidence après impôt de l'amortissement des autres immobilisations incorporelles (1)	21	55	–	16	3	–	95	87
Bénéfice net ajusté	3 339 \$	852 \$	525 \$	343 \$	1 656 \$	(26)\$	6 689 \$	6 254 \$
Moins : Charge de capital	1 061	387	109	151	992	520	3 220	2 730
Bénéfice (perte) économique	2 278 \$	465 \$	416 \$	192 \$	664 \$	(546)\$	3 469 \$	3 524 \$

(1) Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2014, comprend un montant de 2 millions de dollars lié à la perte de valeur des autres immobilisations incorporelles.

Résultats excluant les éléments précisés

Nos résultats ont été touchés par les éléments précisés suivants :

- Pour le trimestre clos le 31 juillet 2014, une autre perte de 40 millions de dollars (avant et après impôt), qui tient compte de l'écart de change lié à la clôture de la vente des activités de RBC en Jamaïque dans notre secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises.
- Pour le trimestre clos le 31 juillet 2013, un avantage fiscal favorable de 90 millions de dollars lié à 2012 dans notre secteur Services de soutien généraux.
- Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2014, une perte totalisant 100 millions de dollars (avant et après impôt) liée à la vente des activités de RBC en Jamaïque, qui tient compte de la perte de 40 millions (avant et après impôt) comptabilisée au troisième trimestre de 2014 et dont il est fait mention ci-dessus et d'une perte de 60 millions (avant et après impôt) comptabilisée au premier trimestre de 2014, ainsi qu'une provision de 40 millions (32 millions après impôt) liée à des avantages postérieurs à l'emploi et à des charges de restructuration concernant nos activités dans les Antilles, comptabilisées dans les deux cas dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises.
- Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2013, un ajustement fiscal favorable de 90 millions de dollars lié à 2012 dans le secteur Services de soutien généraux et une charge de restructuration de 44 millions (31 millions après impôt) liée à l'intégration des Services aux investisseurs, principalement en Europe, dans notre secteur Services aux investisseurs et trésorerie.

Les tableaux suivants présentent les calculs liés à nos résultats et mesures consolidés et sectoriels excluant ces éléments précisés :

Résultats consolidés

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)	Pour les trimestres clos					
	le 31 juillet 2014			le 31 juillet 2013		
	Données présentées	Élément exclu		Données présentées	Élément exclu	
Perte liée à la clôture de la vente des activités de RBC en Jamaïque (1)		Données ajustées	Ajustement fiscal		Données ajustées	
Total des revenus	8 977 \$	– \$	8 977 \$	7 168 \$	– \$	7 168 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	283	–	283	267	–	267
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 009	–	1 009	263	–	263
Frais autres que d'intérêt	4 589	(40)	4 549	3 991	–	3 991
Bénéfice net avant impôt	3 096 \$	40 \$	3 136 \$	2 647 \$	– \$	2 647 \$
Impôt sur le résultat	718	–	718	362	90	452
Bénéfice net	2 378 \$	40 \$	2 418 \$	2 285 \$	(90)\$	2 195 \$
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	2 297 \$	40 \$	2 337 \$	2 197 \$	(90)\$	2 107 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 442 312		1 442 312	1 443 350		1 443 350
Bénéfice de base par action (en dollars)	1,59 \$	0,03 \$	1,62 \$	1,52 \$	(0,06)\$	1,46 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)	1 449 455		1 449 455	1 465 991		1 465 991
Bénéfice dilué par action (en dollars)	1,59 \$	0,03 \$	1,62 \$	1,51 \$	(0,06)\$	1,45 \$
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	46 400 \$		46 400 \$	41 000 \$		41 000 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (2)	19,6 %		20,0 %	21,3 %		20,4 %
Taux d'imposition effectif	23,2 %		22,9 %	13,7 %		17,1 %

(1) Tient compte de la conversion des devises.

(2) Fondé sur les soldes réels avant leur arrondissement.

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)	Pour les périodes de neuf mois closes							
	le 31 juillet 2014				le 31 juillet 2013			
	Données présentées	Éléments exclus			Données ajustées	Données présentées	Éléments exclus	
Total de la perte à la vente des activités de RBC en Jamaïque (1)		Provision liée à des avantages postérieurs à l'emploi et à des charges de restructuration		Ajustement fiscal			Charge de restructuration (2)	Données ajustées
Total des revenus	25 701 \$	– \$	\$	25 701 \$	22 743 \$	– \$	– \$	22 743 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	819	–		819	903	–	–	903
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	2 821	–		2 821	1 906	–	–	1 906
Frais autres que d'intérêt	13 296	(100)	(40)	13 156	12 043	–	(44)	11 999
Bénéfice net avant impôt	8 765 \$	100 \$	40 \$	8 905 \$	7 891 \$	– \$	44 \$	7 935 \$
Impôt sur le résultat	2 094		8	2 102	1 650	90	13	1 753
Bénéfice net	6 671 \$	100 \$	32 \$	6 803 \$	6 241 \$	(90)\$	31 \$	6 182 \$
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	6 425 \$	100 \$	32 \$	6 557 \$	5 975 \$	(90)\$	31 \$	5 916 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 442 615			1 442 615	1 444 686			1 444 686
Bénéfice de base par action (en dollars)	4,45 \$	0,07 \$	0,02 \$	4,54 \$	4,14 \$	(0,06)\$	0,02 \$	4,10 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)	1 452 868			1 452 868	1 467 781			1 467 781
Bénéfice dilué par action (en dollars)	4,43 \$	0,07 \$	0,02 \$	4,52 \$	4,10 \$	(0,06)\$	0,02 \$	4,06 \$
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	45 300 \$			45 300 \$	39 950 \$			39 950 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	19,0 %			19,4 %	20,0 %			19,8 %
Taux d'imposition effectif	23,9 %			23,6 %	20,9 %			22,1 %

(1) Le total de la perte comprend une perte de 60 millions de dollars (avant et après impôt) comptabilisée au premier trimestre de 2014 et une autre perte de 40 millions (avant et après impôt), qui tient compte de l'écart de change comptabilisé au troisième trimestre de 2014.

(2) La charge de restructuration est liée à l'intégration des Services aux Investisseurs et touche principalement nos activités en Europe.

(3) Fondé sur les soldes réels avant leur arrondissement.

Services bancaires aux particuliers et aux entreprises

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour le trimestre clos (1)		
	le 31 juillet 2014		
	Données présentées	Élément exclu	
Perte liée à la clôture de la vente des activités de RBC en Jamaïque (2)		Données ajustées	
Total des revenus	3 454 \$	– \$	3 454 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	284	–	284
Frais autres que d'intérêt	1 624	(40)	1 584
Bénéfice net avant impôt	1 546	40	1 586
Bénéfice net	1 138 \$	40 \$	1 178 \$
Principales données et autres renseignements			
Frais autres que d'intérêt	1 624 \$	(40)\$	1 584 \$
Total des revenus	3 454	–	3 454
Ratio d'efficacité	47,0 %		45,9 %
Taux de croissance des revenus	2,4 %		2,4 %
Taux de croissance des frais autres que d'intérêt	2,4 %		(0,2)%
Levier d'exploitation	0,0 %		2,6 %

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour la période de neuf mois close (1)			
	le 31 juillet 2014			
	Données présentées	Éléments exclus		Données ajustées
Total de la perte à la vente des activités de RBC en Jamaïque (3)		Provision liée à des avantages postérieurs à l'emploi et à des charges de restructuration		
Total des revenus	10 171 \$	– \$	– \$	10 171 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	789	–	–	789
Frais autres que d'intérêt	4 869	(100)	(40)	4 729
Bénéfice net avant impôt	4 513	100	40	4 653
Bénéfice net	3 324 \$	100 \$	32 \$	3 456 \$
Principales données et autres renseignements				
Frais autres que d'intérêt	4 869 \$	(100)\$	(40)\$	4 729 \$
Total des revenus	10 171			10 171
Ratio d'efficacité	47,9 %			46,5 %
Taux de croissance des revenus	4,7 %			4,7 %
Taux de croissance des frais autres que d'intérêt	6,6 %			3,5 %
Levier d'exploitation	(1,9)%			1,2 %

(1) Aucun ajustement n'a été comptabilisé pour le trimestre clos le 30 avril 2014, ni pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2013.

(2) Tient compte de la conversion des devises.

(3) Le total de la perte comprend une perte de 60 millions de dollars (avant et après impôt) comptabilisée au premier trimestre de 2014 et une autre perte de 40 millions (avant et après impôt), qui tient compte de l'écart de change comptabilisé au troisième trimestre de 2014.

Services aux investisseurs et trésorerie

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour la période de neuf mois close (1)		
	le 31 juillet 2013		
	Données présentées	Élément exclu	
Charge de restructuration (2)		Données ajustées	
Total des revenus	1 358 \$	– \$	1 358 \$
Frais autres que d'intérêt	1 024	(44)	980
Bénéfice net avant impôt	334	44	378
Bénéfice net	248 \$	31 \$	279 \$
Principales données et autres renseignements			
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	238 \$	31 \$	269 \$
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	2 000		2 000
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	16,0 %		18,1 %

(1) Aucun ajustement n'a été comptabilisé pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2014, ni pour le trimestre clos le 31 juillet 2013.

(2) Liée à l'intégration des Services aux investisseurs, laquelle concerne principalement nos activités en Europe.

(3) Fondé sur les soldes réels avant leur arrondissement.

Services bancaires aux particuliers et aux entreprises

	En date du et pour le trimestre clos le			En date du et pour la période de neuf mois close le	
	31 juillet 2014	30 avril 2014	31 juillet 2013	31 juillet 2014	31 juillet 2013
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)					
Revenu net d'intérêt	2 475 \$	2 378 \$	2 445 \$	7 296 \$	7 029 \$
Revenus autres que d'intérêt	979	928	927	2 875	2 682
Total des revenus	3 454	3 306	3 372	10 171	9 711
Dotation à la provision pour pertes sur créances	284	231	226	789	720
Frais autres que d'intérêt	1 624	1 572	1 586	4 869	4 566
Bénéfice net avant impôt	1 546	1 503	1 560	4 513	4 425
Bénéfice net	1 138 \$	1 115 \$	1 167 \$	3 324 \$	3 310 \$
Revenus par division					
Services bancaires canadiens	3 244 \$	3 093 \$	3 172 \$	9 515 \$	9 111 \$
Services bancaires dans les Antilles et aux États-Unis	210	213	200	656	600
Principales données et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	29,4 %	30,5 %	31,2 %	29,2 %	31,7 %
Marge nette d'intérêt (1)	2,79 %	2,80 %	2,83 %	2,79 %	2,79 %
Ratio d'efficience (2)	47,0 %	47,5 %	47,0 %	47,9 %	47,0 %
Ratio d'efficience ajusté (2), (3)	45,9 %	s.o.	s.o.	46,5 %	s.o.
Levier d'exploitation	0,0 %	0,7 %	(3,4)%	(1,9)%	(0,8)%
Levier d'exploitation ajusté (3)	2,6 %	s.o.	s.o.	1,2 %	s.o.
Taux d'imposition effectif	26,4 %	25,8 %	25,2 %	26,3 %	25,2 %
Moyenne du total des actifs productifs (4)	352 500 \$	347 800 \$	342 300 \$	349 200 \$	336 300 \$
Moyenne des prêts et acceptations (4)	352 400	348 600	341 600	349 400	335 300
Moyenne des dépôts	279 100	275 800	264 400	276 700	260 200
Biens administrés (5)	213 600	207 400	185 800	213 600	185 800
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,32 %	0,27 %	0,26 %	0,30 %	0,29 %

	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes
	Troisième trimestre de 2014 par rapport au troisième trimestre de 2013	Troisième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2014	Troisième trimestre de 2014 par rapport au troisième trimestre de 2013
Incidence estimative, sur les principaux postes du compte de résultat, de la conversion de montants libellés en dollars américains et en dollars de Trinité-et-Tobago			
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)			
Augmentation (diminution) :			
Total des revenus	5 \$	(2)\$	36 \$
Frais autres que d'intérêt	3	(2)	32
Bénéfice net	–	1	(2)
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	(4)%	2 %	(6)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars de Trinité-et-Tobago	(4)%	1 %	(6)%

(1) La marge nette d'intérêt représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne du total des actifs productifs.

(2) Le ratio d'efficience représente les frais autres que d'intérêt divisés par le total des revenus.

(3) Les mesures ont été ajustées en excluant la perte liée à la vente des activités de RBC en Jamaïque ainsi que la provision liée à des avantages postérieurs à l'emploi et à des charges de restructuration concernant nos activités dans les Antilles. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

(4) Comprend la moyenne des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés pour le trimestre clos le 31 juillet 2014, laquelle s'est établie à 52,9 milliards de dollars et à 8,3 milliards, respectivement (52,7 milliards et 8,3 milliards au 30 avril 2014; 52,5 milliards et 6,8 milliards au 31 juillet 2013).

(5) Les biens administrés comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés de 23,1 milliards de dollars et de 8,3 milliards, respectivement, au 31 juillet 2014 (23,9 milliards et 8,3 milliards au 30 avril 2014; 26,5 milliards et 6,8 milliards au 31 juillet 2013).

s.o. sans objet

Troisième trimestre de 2014 par rapport au troisième trimestre de 2013

Le bénéfice net a diminué de 29 millions de dollars, ou 2 %, par rapport à l'exercice précédent. En excluant la perte de 40 millions de dollars (avant et après impôt), qui tient compte de l'écart de change lié à la clôture de la vente des activités de RBC en Jamaïque, le bénéfice net a augmenté de 11 millions, ou 1 %, en raison principalement de la croissance des volumes de la plupart des secteurs d'activité au pays, facteur neutralisé en grande partie par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Le total des revenus s'est accru de 82 millions de dollars, ou 2 %.

Les revenus tirés des Services bancaires canadiens ont augmenté de 72 millions de dollars, ou 2 %, résultat qui tient à la croissance des volumes de la plupart des secteurs d'activité, ainsi qu'à la hausse des frais de placement liés aux fonds communs de placement. Les résultats de l'exercice précédent ont été touchés de façon favorable par des ajustements à la juste valeur selon la méthode de l'acquisition liés à notre acquisition d'Ally Canada, ainsi que par la volatilité comptable.

Les revenus tirés des Services bancaires dans les Antilles et aux États-Unis se sont accrus de 10 millions de dollars, ou 5 %, en raison essentiellement de l'application de tarifs pour services traditionnels dans les Antilles.

La marge nette d'intérêt a diminué de 4 points de base, ce qui s'explique par le fait que les résultats de l'exercice précédent ont été touchés de façon favorable par des ajustements à la juste valeur selon la méthode de l'acquisition liés à notre acquisition d'Ally Canada, ainsi que par la volatilité comptable, qui a eu une incidence de 5 points de base sur la marge nette d'intérêt.

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est accrue de 58 millions de dollars, et le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 6 points de base, en raison principalement de la hausse des dotations liées à nos portefeuilles dans les Antilles, ainsi que de l'accroissement des dotations liées à nos portefeuilles de prêts commerciaux au Canada. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 38 millions de dollars, ou 2 %, par rapport à l'exercice précédent. En excluant la perte liée à la clôture de la vente des activités de RBC en Jamaïque dont il est fait mention ci-dessus, les frais autres que d'intérêt ont diminué de 2 millions de dollars, la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités ayant été plus que neutralisée par les avantages que nous continuons de tirer de nos activités de gestion de l'efficacité, lesquelles comprennent l'intégration complète d'Ally Canada.

Troisième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2014

Le bénéfice net a augmenté de 23 millions de dollars, ou 2 %, par rapport au trimestre précédent. En excluant la perte liée à la clôture de la vente des activités de RBC en Jamaïque dont il est fait mention ci-dessus, le bénéfice net s'est accru de 63 millions de dollars, ou 6 %, en raison principalement de l'incidence favorable de facteurs saisonniers, y compris le fait que le trimestre considéré compte quelques jours de plus, ainsi que de la croissance des volumes de la plupart de nos secteurs d'activité au pays. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée à nos activités dans les Antilles et au Canada.

La marge nette d'intérêt est demeurée relativement stable par rapport au trimestre précédent.

Troisième trimestre de 2014 par rapport au troisième trimestre de 2013 (résultats sur neuf mois)

Le bénéfice net s'est accru de 14 millions de dollars. En excluant la perte totalisant 100 millions de dollars (avant et après impôt) liée à la vente des activités de RBC en Jamaïque, ainsi que la provision de 40 millions (32 millions après impôt) liée à des avantages postérieurs à l'emploi et à des charges de restructuration concernant nos activités dans les Antilles comptabilisés au premier trimestre de 2014, le bénéfice net a augmenté de 146 millions, ou 4 %, en raison de la solide croissance des volumes de la plupart des secteurs d'activité au Canada, ainsi que de la prise en compte de notre acquisition d'Ally Canada, qui a été conclue le 1^{er} février 2013. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Le total des revenus a augmenté de 460 millions de dollars, ou 5 %, en raison principalement de la solide croissance des volumes de la plupart de nos secteurs d'activité au pays, de la prise en compte de notre acquisition d'Ally Canada, de la hausse des frais de placement liés aux fonds communs de placement, et de l'incidence de la conversion des devises.

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est accrue de 69 millions de dollars, et le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 1 point de base, en raison essentiellement de la hausse des dotations liées à nos portefeuilles dans les Antilles, ainsi que de l'accroissement des dotations liées à nos portefeuilles de prêts aux particuliers et de prêts aux petites entreprises au Canada. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 303 millions de dollars, ou 7 %. En excluant le total de la perte liée à la vente des activités de RBC en Jamaïque ainsi que la dotation concernant nos activités dans les Antilles, dont il est dans les deux cas fait mention ci-dessus, les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 163 millions de dollars, ou 4 %, résultat qui tient en grande partie à la hausse des coûts en raison de la croissance des activités, ainsi qu'à l'incidence de la conversion des devises. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les avantages que nous continuons de tirer de nos activités de gestion de l'efficacité, lesquelles comprennent l'intégration complète d'Ally Canada.

Les résultats excluant les éléments précisés dont il est fait mention ci-dessus sont des mesures hors PCGR. Pour de plus amples renseignements, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Services bancaires canadiens

	En date du et pour le trimestre clos le			En date du et pour la période de neuf mois close le	
	31 juillet 2014	30 avril 2014	31 juillet 2013	31 juillet 2014	31 juillet 2013
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)					
Revenu net d'intérêt	2 331 \$	2 236 \$	2 303 \$	6 863 \$	6 610 \$
Revenus autres que d'intérêt	913	857	869	2 652	2 501
Total des revenus	3 244	3 093	3 172	9 515	9 111
Dotation à la provision pour pertes sur créances	230	204	213	692	659
Frais autres que d'intérêt	1 418	1 392	1 414	4 200	4 066
Bénéfice net avant impôt	1 596	1 497	1 545	4 623	4 386
Bénéfice net	1 185 \$	1 110 \$	1 151 \$	3 432 \$	3 265 \$
Revenus par division					
Services financiers aux particuliers	1 849 \$	1 780 \$	1 812 \$	5 434 \$	5 172 \$
Services financiers aux entreprises	771	737	781	2 266	2 240
Solutions cartes et paiements	624	576	579	1 815	1 699
Principales données et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	37,7 %	37,7 %	37,9 %	37,4 %	38,7 %
Marge nette d'intérêt (1)	2,73 %	2,74 %	2,77 %	2,73 %	2,73 %
Ratio d'efficacité (2)	43,7 %	45,0 %	44,6 %	44,1 %	44,6 %
Levier d'exploitation	2,0 %	0,9 %	(4,0)%	1,1 %	(0,8)%
Taux d'imposition effectif	25,8 %	25,9 %	25,5 %	25,8 %	25,6 %
Moyenne du total des actifs productifs (3)	339 000 \$	334 900 \$	329 800 \$	336 100 \$	324 100 \$
Moyenne des prêts et acceptations (3)	344 800	341 000	334 200	341 800	328 000
Moyenne des dépôts	264 100	260 600	249 900	261 500	246 200
Biens administrés (4)	204 300	198 400	177 300	204 300	177 300
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,26 %	0,25 %	0,25 %	0,27 %	0,27 %

(1) La marge nette d'intérêt représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne du total des actifs productifs.

(2) Le ratio d'efficacité représente les frais autres que d'intérêt divisés par le total des revenus.

(3) Comprend la moyenne des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés pour le trimestre clos le 31 juillet 2014, laquelle s'est établie à 52,9 milliards de dollars et à 8,3 milliards, respectivement (52,7 milliards et 8,3 milliards au 30 avril 2014; 52,5 milliards et 6,8 milliards au 31 juillet 2013).

(4) Les biens administrés comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés de 23,1 milliards de dollars et de 8,3 milliards, respectivement, au 31 juillet 2014 (23,9 milliards et 8,3 milliards au 30 avril 2014; 26,5 milliards et 6,8 milliards au 31 juillet 2013).

Troisième trimestre de 2014 par rapport au troisième trimestre de 2013

Le bénéfice net a augmenté de 34 millions de dollars, ou 3 %, en raison principalement de la croissance des volumes de la plupart des secteurs d'activité, facteur neutralisé en partie par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Le total des revenus s'est accru de 72 millions de dollars, ou 2 %. Les résultats de l'exercice précédent ont été touchés de façon favorable par des ajustements à la juste valeur selon la méthode de l'acquisition liés à notre acquisition d'Ally Canada, ainsi que par la volatilité comptable.

Les revenus tirés des Services financiers aux particuliers ont augmenté de 37 millions de dollars, ou 2 %, résultat qui tient à la hausse des frais de placement liés aux fonds communs de placement, ainsi qu'à la croissance des volumes de prêts hypothécaires résidentiels et de dépôts des particuliers.

Les revenus tirés des Services financiers aux entreprises ont diminué de 10 millions de dollars, ou 1 %, résultat qui tient au fait que la croissance des volumes de dépôts des entreprises et de prêts aux entreprises a été plus que neutralisée par la compression des écarts découlant de la concurrence.

Les revenus tirés des Solutions cartes et paiements se sont accrus de 45 millions de dollars, ou 8 %, résultat qui reflète essentiellement l'augmentation des soldes de prêts sur cartes de crédit et des volumes de transactions, ainsi que la diminution des coûts liés au programme de fidélisation des clients détenteurs d'une carte de crédit.

La marge nette d'intérêt a diminué de 4 points de base par rapport à l'exercice précédent, les résultats de l'exercice précédent ayant été touchés de façon favorable par des ajustements à la juste valeur selon la méthode de l'acquisition liés à notre acquisition d'Ally Canada, ainsi que par la volatilité comptable, qui a eu une incidence de 5 points de base sur la marge nette d'intérêt.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 17 millions de dollars, et le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est accru de 1 point de base, en raison principalement de la hausse des dotations liées à notre portefeuille de prêts commerciaux, une reprise de provision pour pertes sur créances ayant été comptabilisée à l'exercice précédent.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 4 millions de dollars, résultat qui tient au fait que la hausse des coûts en raison de la croissance des activités a été neutralisée en grande partie par les avantages que nous continuons de tirer de nos activités de gestion de l'efficacité, lesquelles comprennent l'intégration complète d'Ally Canada.

Troisième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2014

Le bénéfice net a augmenté de 75 millions de dollars, ou 7 %, en raison principalement de l'incidence favorable de facteurs saisonniers, y compris le fait que le trimestre considéré compte quelques jours de plus, de la croissance des volumes de la plupart des secteurs d'activité, et de la hausse des frais de placement liés aux fonds communs de placement. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

La marge nette d'intérêt est demeurée relativement stable par rapport au trimestre précédent.

Troisième trimestre de 2014 par rapport au troisième trimestre de 2013 (résultats sur neuf mois)

Le bénéfice net s'est accru de 167 millions de dollars, ou 5 %, en raison essentiellement de la solide croissance des volumes de la plupart des secteurs d'activité, ainsi que de la prise en compte de notre acquisition d'Ally Canada. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Le total des revenus a augmenté de 404 millions de dollars, ou 4 %, résultat qui reflète la solide croissance des volumes de la plupart des secteurs d'activité, la hausse des frais de placement liés aux fonds communs de placement, et la prise en compte de notre acquisition d'Ally Canada.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 33 millions de dollars, et le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances est demeuré inchangé, en raison principalement de la hausse des dotations liées à nos portefeuilles de prêts aux particuliers et de prêts aux petites entreprises.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 134 millions de dollars, ou 3 %, ce qui s'explique par la hausse des coûts en raison de la croissance des activités, y compris l'accroissement des coûts liés à l'effectif, par les provisions pour litiges et par l'augmentation des coûts de marketing liés à notre commandite des Jeux olympiques. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les avantages que nous continuons de tirer de nos activités de gestion de l'efficacité, lesquelles comprennent l'intégration complète d'Ally Canada.

Gestion de patrimoine

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres et les pourcentages et sauf indication contraire)	En date du et pour le trimestre clos le			En date du et pour la période de neuf mois close le	
	31 juillet 2014	30 avril 2014	31 juillet 2013	31 juillet 2014	31 juillet 2013
Revenu net d'intérêt	117 \$	118 \$	104 \$	346 \$	293 \$
Revenus autres que d'intérêt					
Revenus tirés des services tarifés	1 059	997	890	3 073	2 553
Revenus tirés des transactions et autres revenus	409	439	393	1 255	1 226
Total des revenus	1 585	1 554	1 387	4 674	4 072
Dotation à la provision pour pertes sur créances	–	–	10	19	9
Frais autres que d'intérêt	1 191	1 173	1 064	3 555	3 130
Bénéfice net avant impôt	394	381	313	1 100	933
Bénéfice net	285 \$	278 \$	233 \$	798 \$	684 \$
Revenus par division					
Gestion de patrimoine – Canada	555 \$	528 \$	475 \$	1 603 \$	1 396 \$
Gestion de patrimoine – États-Unis et International	609	609	565	1 800	1 642
Gestion de patrimoine – États-Unis et International (en millions de dollars américains)	564	553	545	1 656	1 614
Gestion mondiale d'actifs (1)	421	417	347	1 271	1 034
Principales données et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	20,3 %	20,2 %	16,4 %	19,1 %	16,3 %
Marge avant impôt (2)	24,9 %	24,5 %	22,6 %	23,5 %	22,9 %
Nombre de conseillers (3)	4 396	4 396	4 409	4 396	4 409
Moyenne des prêts et acceptations	15 900 \$	15 700 \$	12 500 \$	15 400 \$	11 700 \$
Moyenne des dépôts	35 900	36 200	31 900	35 600	31 400
Biens administrés – Total (4)	700 600	690 800	615 800	700 600	615 800
– Gestion de patrimoine – États-Unis et International (4)	419 500	417 900	375 400	419 500	375 400
– Gestion de patrimoine – États-Unis et International (en millions de dollars américains) (4)	384 400	381 300	365 500	384 400	365 500
Biens sous gestion (4)	442 100	426 300	373 100	442 100	373 100
Moyenne des biens administrés	694 600	690 300	617 000	682 600	603 400
Moyenne des biens sous gestion	436 200	423 200	373 600	420 600	362 800

Incidence estimative, sur les principaux postes du compte de résultat, de la conversion de montants libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes
	Troisième trimestre de 2014 par rapport au troisième trimestre de 2013	Troisième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2014	Troisième trimestre de 2014 par rapport au troisième trimestre de 2013
Augmentation (diminution) :			
Total des revenus	41 \$	(15)\$	169 \$
Frais autres que d'intérêt	35	(13)	142
Bénéfice net	3	(2)	17
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	(4) %	2 %	(6) %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	(14) %	1 %	(13) %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	(7) %	4 %	(10) %

(1) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2014, les résultats de BlueBay ne sont plus présentés avec un décalage de un mois. En conséquence, les résultats du premier trimestre de 2014 tiennent compte des résultats de BlueBay pour quatre mois.

(2) La marge avant impôt s'entend du bénéfice net avant impôt, divisé par le total des revenus.

(3) Comprend les conseillers ayant un contact direct avec les clients au sein de tous nos services de gestion de patrimoine.

(4) Représente les soldes au comptant à la fin de la période.

Troisième trimestre de 2014 par rapport au troisième trimestre de 2013

Le bénéfice net a augmenté de 52 millions de dollars, ou 22 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients.

Le total des revenus s'est accru de 198 millions de dollars, ou 14 %.

Les revenus tirés de la Gestion de patrimoine – Canada ont augmenté de 80 millions de dollars, ou 17 %, résultat qui tient essentiellement à la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de l'appréciation du capital et des ventes nettes.

Les revenus tirés de la Gestion de patrimoine – États-Unis et International se sont accrus de 44 millions de dollars, ou 8 %. Libellés en dollars américains, les revenus ont augmenté de 19 millions de dollars, ou 3 %, en raison principalement de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de l'appréciation du capital et des ventes nettes, ainsi que de l'accroissement des volumes de transactions reflétant l'amélioration des conditions du marché.

Les revenus tirés de la Gestion mondiale d'actifs se sont accrus de 74 millions de dollars, ou 21 %, en raison principalement de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de l'appréciation du capital et des ventes nettes élevées, ainsi que de l'incidence de la conversion des devises.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 10 millions de dollars, ce qui s'explique par le fait que les résultats de l'exercice précédent tenaient compte d'une dotation ayant trait à un seul compte.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 127 millions de dollars, ou 12 %, ce qui s'explique essentiellement par la hausse de la rémunération variable découlant de l'accroissement des revenus, par l'incidence de la conversion des devises, ainsi que par l'accroissement de l'effectif et des investissements dans les infrastructures en raison de la croissance des activités.

Troisième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2014

Le bénéfice net a augmenté de 7 millions de dollars, ou 3 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de l'appréciation du capital et des ventes nettes.

Troisième trimestre de 2014 par rapport au troisième trimestre de 2013 (résultats sur neuf mois)

Le bénéfice net a augmenté de 114 millions de dollars, ou 17 %, en raison essentiellement de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients.

Le total des revenus s'est accru de 602 millions de dollars, ou 15 %, en raison principalement de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de l'appréciation du capital et des ventes nettes élevées, ainsi que de l'incidence de la conversion des devises.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 10 millions de dollars, résultat qui tient en grande partie à la hausse des dotations ayant trait à quelques comptes.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrues de 425 millions de dollars, ou 14 %, ce qui s'explique principalement par l'incidence la conversion des devises, par la hausse de la rémunération variable découlant de l'augmentation des revenus, ainsi que par l'accroissement de l'effectif et des investissements dans les infrastructures en raison de la croissance des activités.

Assurances

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	En date du et pour le trimestre clos le			En date du et pour la période de neuf mois close le	
	31 juillet 2014	30 avril 2014	31 juillet 2013	31 juillet 2014	31 juillet 2013
Revenus autres que d'intérêt					
Primes acquises, montant net	923 \$	926 \$	941 \$	2 802 \$	2 748 \$
Revenu de placement (1)	381	138	(439)	779	(109)
Honoraires	79	61	59	209	189
Total des revenus	1 383	1 125	561	3 790	2 828
Indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance (1)	925	728	154	2 537	1 562
Coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	84	102	109	284	344
Frais autres que d'intérêt	143	140	137	430	408
Bénéfice net avant impôt	231	155	161	539	514
Bénéfice net	214 \$	154 \$	160 \$	525 \$	488 \$
Revenus par division					
Assurances – Canada	871 \$	624 \$	24 \$	2 265 \$	1 351 \$
Assurances – International	512	501	537	1 525	1 477
Principales données et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	53,2 %	42,1 %	44,5 %	45,5 %	44,4 %
Primes et dépôts (2)	1 310 \$	1 260 \$	1 286 \$	3 846 \$	3 658 \$
Variations de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance (1)	255	18	(553)	396	(463)

Incidence estimative, sur les principaux postes du compte de résultat, de la conversion de montants libellés en dollars américains et en livres sterling (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes
	Troisième trimestre de 2014 par rapport au troisième trimestre de 2013	Troisième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2014	Troisième trimestre de 2014 par rapport au troisième trimestre de 2013
<i>Augmentation (diminution) :</i>			
Total des revenus	18 \$	(2) \$	59 \$
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	18	(3)	60
Frais autres que d'intérêt	–	–	–
Bénéfice net	(1)	–	(2)
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	(4) %	2 %	(6) %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	(14) %	1 %	(13) %

(1) Le revenu de placement peut être assujéti à la volatilité découlant des fluctuations de la juste valeur des actifs à la juste valeur par le biais du résultat net. Les placements à l'appui des obligations au titre des polices d'assurance sont principalement des actifs à revenu fixe désignés comme évalués à la juste valeur par le biais du résultat net; par conséquent, les variations de la juste valeur de ces actifs sont comptabilisées dans le poste Revenus de placement du compte consolidé de résultat. Les variations de la juste valeur de ces actifs sont en grande partie neutralisées par les variations de la juste valeur des provisions techniques, dont l'incidence est reflétée dans les indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance.

(2) Le poste Primes et dépôts comprend les primes liées aux produits d'assurance et de rente fondés sur le risque, ainsi que les dépôts des fonds distincts individuels et collectifs, conformément aux pratiques du secteur de l'assurance.

Troisième trimestre de 2014 par rapport au troisième trimestre de 2013

Le bénéfice net a augmenté de 54 millions de dollars, ou 34 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement des ajustements favorables des provisions techniques reflétant les mesures prises par la direction et les modifications apportées aux hypothèses, ainsi que de la diminution des coûts nets liés aux sinistres des secteurs Assurances – Canada et Assurances – International, alors que les résultats de l'exercice précédent tenaient compte de sinistres nets de 14 millions (10 millions après impôt) liés aux intempéries qui ont sévi en Alberta et en Ontario. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution du bénéfice tiré des contrats de réassurance de rentes au Royaume-Uni, les résultats de l'exercice précédent tenant compte d'un nouveau contrat de réassurance de rentes au Royaume-Uni.

Le total des revenus s'est accru de 822 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent.

Les revenus tirés du secteur Assurances – Canada ont augmenté de 847 millions de dollars, en raison principalement de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, laquelle découle de la diminution du taux d'intérêt à long terme et est en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Les revenus tirés du secteur Assurances – International ont diminué de 25 millions de dollars, ou 5 %, en raison essentiellement de la réduction du bénéfice tiré des contrats de réassurance de rentes au Royaume-Uni, les résultats de l'exercice précédent tenant compte d'un nouveau contrat de réassurance de rentes au Royaume-Uni.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 746 millions de dollars, résultat qui tient principalement à la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les revenus. Ce facteur a été neutralisé en partie par des ajustements favorables des provisions techniques reflétant les mesures prises par la direction et les modifications apportées aux hypothèses, ainsi que par la réduction des coûts nets liés aux sinistres des secteurs Assurances – Canada et Assurances – International.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 6 millions de dollars, ou 4 %, résultat qui tient essentiellement à la hausse des coûts liés à l'effectif en raison de la croissance des activités, facteur neutralisé en partie par les avantages que nous continuons de tirer de nos activités de gestion de l'efficience.

Troisième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2014

Le bénéfice net a augmenté de 60 millions de dollars, ou 39 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement des ajustements favorables des provisions techniques reflétant les mesures prises par la direction et les modifications apportées aux hypothèses, ainsi que de la réduction des coûts nets liés aux sinistres.

Troisième trimestre de 2014 par rapport au troisième trimestre de 2013 (résultats sur neuf mois)

Le bénéfice net s'est accru de 37 millions de dollars, ou 8 %, en raison essentiellement des ajustements favorables des provisions techniques reflétant les mesures prises par la direction et les modifications apportées aux hypothèses, ainsi que de la réduction des coûts nets liés aux sinistres du secteur Assurances – International. De plus, les résultats de l'exercice précédent tenaient compte de l'incidence favorable des intérêts et des activités liées aux actifs au titre des polices d'assurance vie au Canada.

Le total des revenus s'est accru de 962 millions de dollars, ou 34 %, en raison principalement de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, ainsi que de l'incidence de la conversion des devises.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 915 millions de dollars, ou 48 %, résultat qui tient essentiellement à la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, laquelle est en grande partie compensée dans les revenus. L'augmentation découle également de l'incidence de la conversion des devises. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par des ajustements favorables des provisions techniques reflétant les mesures prises par la direction et les modifications apportées aux hypothèses.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 22 millions de dollars, ou 5 %, ce qui s'explique essentiellement par la hausse des coûts en raison de la croissance des activités, facteur neutralisé en partie par les avantages que nous continuons de tirer de nos activités de gestion de l'efficience.

Services aux investisseurs et trésorerie

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	En date du et pour le trimestre clos le			En date du et pour la période de neuf mois close le	
	31 juillet 2014	30 avril 2014	31 juillet 2013	31 juillet 2014	31 juillet 2013
Revenu net d'intérêt	182 \$	184 \$	169 \$	549 \$	506 \$
Revenus autres que d'intérêt	298	292	287	859	852
Total des revenus	480	476	456	1 408	1 358
Frais autres que d'intérêt	330	325	316	965	1 024
Bénéfice net avant impôt	150	151	140	443	334
Bénéfice net	110 \$	112 \$	104 \$	328 \$	248 \$
Principales données et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	20,1 %	20,1 %	19,3 %	20,0 %	16,0 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté (1)	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	18,1 %
Moyenne des dépôts	110 200 \$	112 500 \$	108 500 \$	111 900 \$	104 800 \$
Dépôts des clients	42 700	42 200	38 800	41 900	38 900
Dépôts liés au financement de gros	67 500	70 300	69 700	70 000	65 900
Biens administrés	3 546 100	3 482 700	3 094 400	3 546 100	3 094 400
Moyenne des biens administrés	3 481 977	3 461 900	3 131 600	3 429 000	3 018 900

Incidence estimative, sur les principaux postes du compte de résultat, de la conversion de montants libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes
	Troisième trimestre de 2014 par rapport au troisième trimestre de 2013	Troisième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2014	Troisième trimestre de 2014 par rapport au troisième trimestre de 2013
Augmentation (diminution) :			
Total des revenus	15 \$	(8) \$	64 \$
Frais autres que d'intérêt	14	(5)	52
Bénéfice net	1	(2)	8
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	(4)%	2 %	(6)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	(14)%	1 %	(13)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	(7)%	4 %	(10)%

(1) Mesure ajustée en excluant une charge de restructuration liée à l'intégration des Services aux investisseurs. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.
s.o. sans objet

Troisième trimestre de 2014 par rapport au troisième trimestre de 2013

Le bénéfice net s'est accru de 6 millions de dollars, ou 6 %, résultat qui reflète essentiellement les résultats à la hausse liés à la gestion des liquidités et du financement, ainsi que la croissance des dépôts des clients. L'augmentation est aussi attribuable aux avantages que nous continuons de tirer de nos activités de gestion de l'efficacité. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des commissions de garde et par les résultats à la baisse tirés des prêts de titres.

Le total des revenus a augmenté de 24 millions de dollars, ou 5 %, en raison principalement de la hausse des revenus liés à la gestion des liquidités et du financement découlant de l'incidence favorable du resserrement des écarts de taux, et de l'incidence de la conversion des devises. L'augmentation est aussi attribuable à la hausse du revenu net d'intérêt, laquelle découle de la croissance des dépôts des clients. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction des commissions de garde et par la diminution des revenus tirés des prêts de titres tenant en grande partie aux volumes de transactions à la baisse.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 14 millions de dollars, ou 4 %, en raison essentiellement de l'incidence de la conversion des devises, facteur neutralisé en partie par les avantages que nous continuons de tirer de nos activités de gestion de l'efficacité.

Troisième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2014

Le bénéfice net a diminué de 2 millions de dollars, ou 2 %, résultat qui reflète en grande partie la baisse des commissions de garde et l'incidence de la conversion des devises. Ces facteurs ont été en grande partie neutralisés par la hausse saisonnière des résultats liés aux prêts de titres.

Troisième trimestre de 2014 par rapport au troisième trimestre de 2013 (résultats sur neuf mois)

Le bénéfice net s'est accru de 80 millions de dollars, ou 32 %. En excluant la charge de restructuration de 44 millions de dollars (31 millions après impôt) comptabilisée à l'exercice précédent relativement à l'intégration des Services aux investisseurs et ayant trait principalement à nos activités en Europe, le bénéfice net a augmenté de 49 millions de dollars, ou 18 %, en raison principalement des avantages que nous continuons de tirer de nos activités de gestion de l'efficacité et de la hausse du revenu net d'intérêt découlant de la croissance des dépôts des clients. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des commissions de garde.

Le total des revenus a augmenté de 50 millions de dollars, ou 4 %, résultat qui reflète essentiellement l'incidence de la conversion des devises et la hausse du revenu net d'intérêt découlant de la croissance des dépôts des clients. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction des commissions de garde.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 59 millions de dollars, ou 6 %. En excluant la charge de restructuration comptabilisée à l'exercice précédent, les frais autres que d'intérêt ont reculé de 15 millions de dollars, ou 2 %, résultat qui reflète essentiellement les avantages que nous continuons de tirer de nos activités de gestion de l'efficacité, facteur en grande partie neutralisé par l'incidence de la conversion des devises.

Les résultats excluant les éléments précisés dont il est fait mention ci-dessus sont des mesures hors PCGR. Pour de plus amples renseignements, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Marchés des Capitaux

	En date du et pour le trimestre clos le			En date du et pour les périodes de neuf mois closes le	
	31 juillet 2014	30 avril 2014	31 juillet 2013	31 juillet 2014	31 juillet 2013
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)					
Revenu net d'intérêt (1)	999 \$	848 \$	727 \$	2 608 \$	2 178 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 186	1 024	701	3 259	2 719
Total des revenus (1)	2 185	1 872	1 428	5 867	4 897
Dotation à la provision pour pertes sur créances	1	13	28	12	177
Frais autres que d'intérêt	1 269	1 111	884	3 445	2 896
Bénéfice net avant impôt	915	748	516	2 410	1 824
Bénéfice net	641 \$	507 \$	386 \$	1 653 \$	1 231 \$
Revenus par division					
Services à la grande entreprise et services de banque d'investissement	965 \$	800 \$	669 \$	2 591 \$	2 228 \$
Marchés Mondiaux	1 220	1 071	752	3 280	2 604
Autres	–	1	7	(4)	65
Principales données et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	16,9 %	14,5 %	12,6 %	15,3 %	14,2 %
Moyenne du total de l'actif	391 500 \$	384 400 \$	372 600 \$	384 000 \$	371 500 \$
Moyenne des titres détenus à des fins de transaction	103 200	106 100	100 700	103 300	101 500
Moyenne des prêts et acceptations	66 300	63 800	54 800	63 600	53 800
Moyenne des dépôts	45 300	42 600	36 300	42 400	34 600
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,01 %	0,08 %	0,20 %	0,02 %	0,44 %

	Pour les trimestres clos		Pour les périodes de neuf mois closes
	Troisième trimestre de 2014 par rapport au troisième trimestre de 2013	Troisième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2014	Troisième trimestre de 2014 par rapport au troisième trimestre de 2013
Incidence estimative, sur les principaux postes du compte de résultat, de la conversion de montants libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros			
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)			
<i>Augmentation (diminution) :</i>			
Total des revenus	91 \$	(37) \$	348 \$
Frais autres que d'intérêt	71	(20)	261
Bénéfice net	11	(12)	51
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	(4)%	2 %	(6)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	(14)%	1 %	(13)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	(7)%	4 %	(10)%

(1) La majoration au montant imposable équivalent s'élève à 174 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 juillet 2014 (122 millions au 30 avril 2014; 95 millions au 31 juillet 2013) et à 391 millions pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2014 (286 millions au 31 juillet 2013). Une analyse plus détaillée est présentée à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2013.

Troisième trimestre de 2014 par rapport au troisième trimestre de 2013

Le bénéfice net a augmenté de 255 millions de dollars, ou 66 %, résultat qui reflète la croissance de tous les secteurs d'activité tenant en grande partie à la solidité des marchés des titres d'emprunt et des titres de participation, à l'attention que nous continuons de prêter aux activités de montage et à l'accroissement des activités découlant des stratégies axées sur les clients. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse de la rémunération variable découlant de l'amélioration des résultats, ainsi que par l'augmentation des provisions pour litiges et des frais juridiques connexes. De plus, les résultats de l'exercice précédent ont été touchés par un ajustement fiscal favorable découlant d'une réduction du taux d'imposition effectif.

Le total des revenus s'est accru de 757 millions de dollars, ou 53 %, résultat qui tient compte de l'incidence de la conversion des devises.

Les revenus tirés des Services à la grande entreprise et services de banque d'investissement ont augmenté de 296 millions de dollars, ou 44 %, en raison principalement de la solide croissance des activités de montage de titres de participation et de prêts, principalement aux États-Unis et au Canada. La forte croissance des activités de prêts aux États-Unis et en Europe et des activités de syndication de prêts, principalement aux États-Unis, a également contribué à l'augmentation.

Les revenus tirés du secteur Marchés Mondiaux ont augmenté de 468 millions de dollars, ou 62 %, résultat qui tient essentiellement aux revenus à la hausse tirés des activités de négociation, lesquels reflètent l'amélioration des conditions du marché liées à nos activités pour nos activités des titres à revenu fixe, des titres de participation et des titres municipaux, par rapport aux conditions difficiles qui sévissaient sur le marché à l'exercice précédent. L'augmentation est aussi attribuable à la forte croissance des activités de montage de titres de participation et de prêts reflétant l'accroissement des activités d'émission.

Les autres revenus ont diminué de 7 millions de dollars.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 27 millions de dollars, ce qui s'explique par le fait que les résultats de l'exercice précédent tenaient compte d'une dotation ayant trait à un seul compte. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 385 millions de dollars, ou 44 %, en raison principalement de la hausse de la rémunération variable découlant de l'amélioration des résultats. L'augmentation tient également à la hausse des provisions pour litiges et des frais juridiques connexes, ainsi qu'à l'incidence de la conversion des devises. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les avantages que nous continuons de tirer de nos activités de gestion de l'efficience.

Troisième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2014

Le bénéfice net s'est accru de 134 millions de dollars, ou 26 %, en raison principalement des résultats à la hausse tirés des Services à la grande entreprise et services de banque d'investissement, lesquels reflètent la forte croissance des activités de montage de titres de participation et de prêts ainsi que des activités de syndication de prêts. L'augmentation est aussi attribuable aux revenus à la hausse tirés de nos activités de négociation dans la plupart des secteurs géographiques, lesquels reflètent la solidité des marchés des titres d'emprunt et des titres de participation, à l'attention que nous continuons de prêter aux activités de montage, et à l'accroissement des activités découlant des stratégies axées sur les clients. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse de la rémunération variable découlant de l'amélioration des résultats, ainsi que par la réduction des activités de fusion et d'acquisition dans la plupart des secteurs géographiques. De plus, les résultats du trimestre précédent tenaient compte d'un ajustement comptable favorable relatif à des ajustements liés à la juste valeur de certains titres d'emprunt de RBC.

Troisième trimestre de 2014 par rapport au troisième trimestre de 2013 (résultats sur neuf mois)

Le bénéfice net s'est accru de 422 millions de dollars, ou 34 %, en raison principalement de la forte croissance de nos activités de négociation et des services à la grande entreprise et services de banque d'investissement, de la réduction de la dotation à la provision pour pertes sur créances et de l'incidence de la conversion des devises. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse de la rémunération variable découlant de l'amélioration des résultats, par l'accroissement des provisions pour litiges et des frais juridiques connexes, ainsi que par la hausse des coûts en raison de la croissance des activités.

Le total des revenus a augmenté de 970 millions de dollars, ou 20 %, en raison essentiellement des revenus à la hausse tirés des activités de négociation de titres de participation et de titres à revenu fixe, lesquels découlent de l'accroissement des activités des clients et de l'amélioration des conditions du marché, par rapport aux conditions difficiles qui sévissaient sur le marché à l'exercice précédent, ainsi que de l'incidence de la conversion des devises. La forte croissance des activités de montage de titres de participation et de prêts reflétant l'accroissement des activités des clients, principalement aux États-Unis, de même que les revenus à la hausse tirés des activités de prêts, ont également contribué à l'augmentation. De plus, les revenus comptabilisés à l'exercice précédent ont été touchés de façon favorable par la cession de nos actions de la LME.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 165 millions de dollars, les résultats de l'exercice précédent tenant compte de la hausse des dotations ayant trait à quelques comptes.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 549 millions de dollars, ou 19 %, en raison essentiellement de la hausse de la rémunération variable découlant de l'amélioration des résultats, ainsi que de l'incidence de la conversion des devises. L'augmentation tient également à la hausse des provisions pour litiges et des frais juridiques connexes, ainsi qu'à l'accroissement des coûts en raison de la croissance des activités. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les avantages que nous continuons de tirer de nos activités de gestion de l'efficience.

Services de soutien généraux

(en millions de dollars canadiens)	En date du et pour le trimestre clos le			En date du et pour la période de neuf mois close le	
	31 juillet 2014	30 avril 2014	31 juillet 2013	31 juillet 2014	31 juillet 2013
Revenu net (perte nette) d'intérêt (1)	(126)\$	(79)\$	(53)\$	(243)\$	(108)\$
Revenus (pertes) autres que d'intérêt	16	16	17	34	(15)
Total des revenus (1)	(110)	(63)	(36)	(209)	(123)
Dotations à la provision pour pertes sur créances	(2)	–	3	(1)	(3)
Frais autres que d'intérêt	32	5	4	32	19
Bénéfice net (perte nette) avant impôt (1)	(140)	(68)	(43)	(240)	(139)
Charge (économie) d'impôt (1)	(130)	(103)	(278)	(283)	(419)
Bénéfice net (perte nette) (2)	(10)\$	35 \$	235 \$	43 \$	280 \$

(1) Majoration au montant imposable équivalent.

(2) Le bénéfice net reflète le bénéfice attribuable aux actionnaires et aux participations ne donnant pas le contrôle. Le bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle pour le trimestre clos le 31 juillet 2014 s'est établi à 23 millions de dollars (23 millions au 30 avril 2014; 22 millions au 31 juillet 2013) et, pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2014, il s'est élevé à 69 millions de dollars (69 millions au 31 juillet 2013).

Compte tenu de la nature des activités et des ajustements de consolidation présentés dans ce secteur, nous sommes d'avis qu'une analyse d'une période à l'autre n'est pas pertinente. Les renseignements qui suivent portent sur les éléments significatifs qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chaque période.

Le revenu net (la perte nette) d'intérêt et la charge (l'économie) d'impôt de chaque période comptabilisés dans le secteur Services de soutien généraux tiennent compte de la déduction des ajustements liés à la majoration au montant imposable équivalent des revenus provenant des dividendes imposables de sociétés canadiennes comptabilisés dans le secteur Marchés des Capitaux. Le montant porté en déduction du revenu net (de la perte nette) d'intérêt a été compensé par une augmentation équivalente de la charge (l'économie) d'impôt. Le montant lié à la majoration pour le trimestre clos le 31 juillet 2014 s'est établi à 174 millions de dollars, comparativement à 122 millions au trimestre précédent et à 95 millions à la période correspondante de l'exercice précédent. Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2014, le montant lié à la majoration s'est établi à 391 millions de dollars, comparativement à 286 millions à l'exercice précédent. Une analyse plus détaillée est présentée à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2013.

Outre l'incidence de la majoration au montant imposable équivalent dont il est fait mention ci-dessus, les renseignements qui suivent portent sur les autres éléments significatifs qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chaque période.

Troisième trimestre de 2014

La perte nette s'est élevée à 10 millions de dollars. Ce résultat reflète essentiellement les ajustements fiscaux nets défavorables, lesquels ont été en grande partie neutralisés par les mesures de gestion de l'actif et du passif.

Deuxième trimestre de 2014

Le bénéfice net s'est élevé à 35 millions de dollars, résultat qui reflète essentiellement les mesures de gestion de l'actif et du passif, ainsi que les profits découlant de placements privés.

Troisième trimestre de 2013

Le bénéfice net s'est établi à 235 millions de dollars, résultat qui reflète essentiellement les ajustements fiscaux nets favorables, y compris un ajustement fiscal de 90 millions lié à l'exercice 2012, ainsi que les mesures de gestion de l'actif et du passif.

Troisième trimestre de 2014 (résultats sur neuf mois)

Le bénéfice net s'est élevé à 43 millions de dollars, résultat qui reflète en grande partie les mesures de gestion de l'actif et du passif et les profits sur les titres de placements privés, facteurs neutralisés en partie par les ajustements fiscaux nets défavorables.

Troisième trimestre de 2013 (résultats sur neuf mois)

Le bénéfice net s'est établi à 280 millions de dollars, résultat qui reflète principalement les ajustements fiscaux nets favorables, y compris un ajustement fiscal de 90 millions lié à l'exercice 2012, ainsi que les mesures de gestion de l'actif et du passif.

Analyse des résultats trimestriels et des tendances ⁽¹⁾

Nos résultats trimestriels sont touchés par un certain nombre de tendances et de facteurs récurrents, qui comprennent le caractère saisonnier de certaines activités, la conjoncture générale et les conditions du marché, de même que les fluctuations du taux de change du dollar canadien par rapport à d'autres devises. Le tableau suivant présente un sommaire de nos résultats pour les huit derniers trimestres (la période) :

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)	2014				2013			2012
	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4
Revenu net d'intérêt	3 647 \$	3 449 \$	3 460 \$	3 351 \$	3 392 \$	3 222 \$	3 284 \$	3 174 \$
Revenus autres que d'intérêt	5 330	4 821	4 994	4 568	3 776	4 495	4 574	4 294
Total des revenus	8 977 \$	8 270 \$	8 454 \$	7 919 \$	7 168 \$	7 717 \$	7 858 \$	7 468 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	283	244	292	334	267	287	349	361
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 009	830	982	878	263	938	705	770
Frais autres que d'intérêt	4 589	4 326	4 381	4 151	3 991	4 009	4 043	3 854
Bénéfice net avant impôt	3 096 \$	2 870 \$	2 799 \$	2 556 \$	2 647 \$	2 483 \$	2 761 \$	2 483 \$
Impôt sur le résultat	718	669	707	455	362	574	714	584
Bénéfice net	2 378 \$	2 201 \$	2 092 \$	2 101 \$	2 285 \$	1 909 \$	2 047 \$	1 899 \$
Bénéfice par action – de base	1,59 \$	1,47 \$	1,39 \$	1,40 \$	1,52 \$	1,26 \$	1,35 \$	1,25 \$
– dilué	1,59	1,47	1,38	1,39	1,51	1,25	1,34	1,24
Bénéfice net (perte nette) par secteur								
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	1 138 \$	1 115 \$	1 071 \$	1 070 \$	1 167 \$	1 039 \$	1 104 \$	1 026 \$
Gestion de patrimoine	285	278	235	202	233	222	229	204
Assurances	214	154	157	107	160	164	164	195
Services aux investisseurs et trésorerie	110	112	106	91	104	65	79	71
Marchés des Capitaux	641	507	505	469	386	383	462	409
Services de soutien généraux	(10)	35	18	162	235	36	9	(6)
Total du bénéfice net	2 378 \$	2 201 \$	2 092 \$	2 101 \$	2 285 \$	1 909 \$	2 047 \$	1 899 \$
Taux d'imposition effectif	23,2 %	23,3 %	25,3 %	17,8 %	13,7 %	23,1 %	25,9 %	23,5 %
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains pour la période	0,925 \$	0,907 \$	0,926 \$	0,960 \$	0,963 \$	0,982 \$	1,005 \$	1,011 \$

(1) Les fluctuations du dollar canadien par rapport aux autres devises ont eu une incidence sur nos résultats consolidés pour la période.

Éléments importants ayant eu une incidence sur nos résultats consolidés

- Pour le troisième trimestre de 2014, nos résultats tiennent compte d'une autre perte de 40 millions de dollars (avant et après impôt), laquelle tient compte de l'écart de change lié à la clôture de la vente des activités de RBC en Jamaïque.
- Pour le premier trimestre de 2014, nos résultats tiennent compte d'une perte de 60 millions de dollars (avant et après impôt) liée à la vente des activités de RBC en Jamaïque, ainsi que d'une provision de 40 millions (32 millions après impôt) liée à des avantages postérieurs à l'emploi et à des charges de restructuration concernant nos activités dans les Antilles.
- Pour le quatrième trimestre de 2013, nos résultats tiennent compte d'une charge de 160 millions de dollars (118 millions après impôt) découlant d'une nouvelle loi fiscale au Canada qui a une incidence sur le traitement fiscal de certaines polices d'assurance vie individuelle pour les titulaires de polices, ainsi que d'ajustements fiscaux nets favorables, y compris un ajustement fiscal de 124 millions de dollars ayant trait à des exercices précédents.
- Pour le troisième trimestre de 2013, nos résultats tiennent compte d'ajustements fiscaux nets favorables, y compris un ajustement fiscal de 90 millions de dollars lié à l'exercice 2012.
- Pour le deuxième trimestre de 2013, nos résultats tiennent compte d'une charge de restructuration de 44 millions de dollars (31 millions après impôt) liée à l'intégration des Services aux investisseurs, laquelle touche principalement nos activités en Europe.

Analyse des tendances

L'économie au Canada et aux États-Unis a, de façon générale, poursuivi sa remontée au cours de la période, en raison de l'amélioration des marchés du travail et des solides activités sur les marchés de l'habitation. Les indices boursiers des deux pays se sont améliorés depuis 2013, malgré la récente diminution des achats mensuels d'actifs effectués par la Réserve fédérale. Les marchés financiers mondiaux ont récemment enregistré une volatilité découlant de l'instabilité politique et économique de certaines économies émergentes. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives.

Le bénéfice net a, de façon générale, affiché une tendance à la hausse au cours de la période, qui tient en grande partie à la solide croissance des volumes du secteur Services bancaires canadiens ainsi qu'aux très bons résultats du secteur Marchés des Capitaux, particulièrement depuis le quatrième trimestre de 2013. Le bénéfice du secteur Gestion de patrimoine a, de façon générale, augmenté au cours de la période, en raison de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, laquelle découle de l'appréciation du capital et des ventes nettes élevées. Les résultats du secteur Assurances ont fluctué au cours de la période, situation qui tient essentiellement au calendrier des nouveaux contrats de réassurance de rentes au Royaume-Uni, aux coûts liés aux sinistres et aux ajustements des provisions techniques. Une charge défavorable découlant d'une nouvelle loi fiscale au Canada et dont il est fait mention ci-dessus s'est répercutée sur les résultats du secteur Assurances au quatrième trimestre de 2013. Les résultats du secteur Services aux investisseurs et trésorerie ont de façon générale affiché une tendance à la hausse, qui tient aux avantages que nous tirons de nos activités de gestion de l'efficacité et au rendement amélioré de ce secteur.

Les revenus ont de façon générale affiché une tendance à la hausse au cours de la période, en raison essentiellement de la forte croissance des volumes d'activités du secteur Services bancaires canadiens, de la croissance du secteur Services à la grande entreprise et services de banque d'investissement, et de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients du secteur Gestion de patrimoine. Notre acquisition d'Ally Canada s'est traduite par des revenus supplémentaires depuis le deuxième trimestre de 2013. Les revenus tirés des activités de négociation ont, de façon générale, fluctué au cours de la période, l'augmentation enregistrée au cours des derniers trimestres tenant surtout à l'accroissement des activités des clients et à l'amélioration des conditions du marché. Le revenu net d'intérêt a aussi affiché une tendance à la hausse au cours de la période, en raison principalement de la solide croissance des volumes d'activités du secteur Services bancaires canadiens, facteur neutralisé en partie par la compression des écarts découlant du maintien de faibles taux d'intérêt et par la concurrence au chapitre des taux. Depuis le premier trimestre de 2014, la dépréciation du dollar canadien a contribué à la hausse des revenus.

Malgré la croissance des prêts, la dotation à la provision pour pertes sur créances est demeurée relativement stable au cours de la période, situation qui reflète la grande qualité des actifs. La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Marchés des Capitaux a varié au cours de la période, tandis que le secteur Gestion de patrimoine a comptabilisé des dotations ayant trait à quelques comptes au quatrième trimestre de 2013 et au premier trimestre de 2014.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont subi des fluctuations trimestrielles, qui reflètent les variations de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui sont en grande partie compensées dans les revenus. Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont aussi été touchés par la croissance des volumes liés à nos activités d'assurance, par les ajustements apportés aux provisions techniques et par la diminution générale des coûts liés aux sinistres. Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance au quatrième trimestre de 2013 tiennent compte d'une charge découlant d'une nouvelle loi fiscale au Canada, dont il est fait mention ci-dessus.

Bien que nous continuions de prêter une attention soutenue à nos activités de gestion de l'efficacité, les frais autres que d'intérêt ont, de façon générale, affiché une tendance à la hausse au cours de la période, principalement en raison de la croissance des activités. Notre acquisition d'Ally Canada a entraîné des coûts supplémentaires depuis le deuxième trimestre de 2013. Les résultats du premier trimestre de 2014 ont été touchés par la perte liée à la vente des activités de RBC en Jamaïque et par la dotation concernant nos activités dans les Antilles dont il est fait mention ci-dessus, tandis que les résultats du troisième trimestre de 2014 ont été touchés par une autre perte qui comprend l'écart de change lié à la clôture de la vente des activités de RBC en Jamaïque, dont il est également fait mention ci-dessus. Depuis le début du premier trimestre de 2014, la dépréciation du dollar canadien a également contribué à la hausse des frais autres que d'intérêt.

Notre taux d'imposition effectif a fluctué au cours de la période, reflétant en grande partie une proportion variable du bénéfice présenté dans des territoires où les taux d'imposition sont différents, et un bénéfice variable provenant de sources présentant des avantages fiscaux (dividendes imposables de sociétés canadiennes). Divers ajustements fiscaux favorables dont il est fait mention ci-dessus ont également influé sur notre taux d'imposition effectif.

Résultats par secteur géographique (1), (2)

Aux fins de la présentation des résultats par secteur géographique, nos activités sont regroupées dans les colonnes Canada, États-Unis et Autres pays. Les transactions sont principalement constatées selon l'emplacement qui reflète le mieux le risque lié aux variations négatives de la conjoncture économique et les occasions de croissance liées aux variations positives de cette conjoncture. Le tableau suivant présente un sommaire de nos résultats financiers par secteur géographique.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos									Pour les périodes de neuf mois closes					
	le 31 juillet 2014			le 30 avril 2014			le 31 juillet 2013			le 31 juillet 2014			le 31 juillet 2013		
	Canada	États-Unis	Autres pays	Canada	États-Unis	Autres pays	Canada	États-Unis	Autres pays	Canada	États-Unis	Autres pays	Canada	États-Unis	Autres pays
Total des revenus	5 610 \$	1 699 \$	1 668 \$	5 103 \$	1 547 \$	1 620 \$	4 573 \$	1 166 \$	1 429 \$	16 064 \$	4 806 \$	4 831 \$	14 472 \$	3 988 \$	4 283 \$
Total du bénéfice net	1 764 \$	342 \$	272 \$	1 611 \$	282 \$	308 \$	1 786 \$	286 \$	213 \$	4 952 \$	964 \$	755 \$	4 827 \$	817 \$	597 \$

(1) Aux fins de la présentation des résultats par secteur géographique, nos activités sont regroupées dans les colonnes Canada, États-Unis et Autres pays. Pour plus de détails, se reporter à la note 29 de nos états financiers consolidés annuels de 2013.

(2) Les montants comparatifs ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.

Troisième trimestre de 2014 par rapport au troisième trimestre de 2013

Le bénéfice net au Canada a diminué de 22 millions de dollars, ou 1 %, par rapport à l'exercice précédent, ce qui s'explique par le fait que les résultats de l'exercice précédent tenaient compte d'ajustements fiscaux nets favorables comptabilisés dans le secteur Services de soutien généraux. La croissance des volumes de la plupart des activités du secteur Services bancaires canadiens, la croissance de la plupart des activités du secteur Marchés des Capitaux, qui tient en grande partie à la solidité des marchés des titres d'emprunt et des titres de participation, à l'attention que nous continuons de prêter aux activités de montage et à l'accroissement des activités découlant des stratégies axées sur les clients, la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients du secteur Gestion de patrimoine et les ajustements favorables des provisions techniques reflétant les mesures prises par la direction et les modifications apportées aux hypothèses ont été neutralisés en partie par la hausse de la rémunération variable des secteurs Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine.

Le bénéfice net aux États-Unis s'est accru de 56 millions de dollars, ou 20 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison essentiellement des résultats à la hausse tirés des services à la grande entreprise et services de banque d'investissement et des activités de négociation tenant à l'amélioration des marchés des titres d'emprunt et des titres de capitaux propres par rapport aux conditions de marché difficiles enregistrées à l'exercice précédent, de l'attention que nous continuons de prêter aux activités de montage et de l'accroissement des activités découlant des stratégies liées aux clients. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse de la rémunération variable découlant de l'amélioration des résultats du secteur Marchés des Capitaux, ainsi que par l'accroissement des provisions pour litiges et des frais juridiques connexes. De plus, les résultats de l'exercice précédent tenaient compte d'un ajustement fiscal favorable de 90 millions de dollars lié à l'exercice 2012 et comptabilisé dans le secteur Services de soutien généraux.

Le bénéfice net dans les autres pays a augmenté de 59 millions de dollars, ou 28 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement des résultats à la hausse tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe et de titres de participation en Europe, lesquels reflètent l'amélioration des conditions du marché, ainsi que de l'accroissement des activités de prêts. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la perte de 40 millions de dollars (avant et après impôt) comptabilisée ce trimestre, laquelle tient compte de l'écart de change lié à la clôture de la vente des activités de RBC en Jamaïque, ainsi que par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée à nos activités dans les Antilles.

Troisième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2014

Le bénéfice net au Canada a augmenté de 153 millions de dollars, ou 9 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de l'incidence favorable de facteurs saisonniers, y compris le fait que le trimestre considéré compte quelques jours de plus en ce qui a trait à nos services bancaires. L'augmentation est aussi attribuable aux ajustements favorables des provisions techniques reflétant les mesures prises par la direction et les modifications apportées aux hypothèses dans le secteur Assurances, à la forte croissance des activités de montage de titres de participation, à l'accroissement des volumes de la plupart des secteurs d'activité du secteur Services bancaires canadiens, ainsi qu'à la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients du secteur Gestion de patrimoine. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse de la rémunération variable et par l'accroissement de la dotation à la provision pour pertes sur créances du secteur Services bancaires canadiens.

Le bénéfice net aux États-Unis s'est accru de 60 millions de dollars, ou 21 %, en raison essentiellement de la forte croissance des activités de montage de titres de participation et de prêts et des activités de syndication de prêts du secteur Marchés des Capitaux, ainsi que de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients et de l'accroissement des volumes de transactions du secteur Gestion de patrimoine. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse de la rémunération variable découlant de l'amélioration des résultats du secteur Marchés des Capitaux.

Le bénéfice net dans les autres pays a diminué de 36 millions de dollars, ou 12 %, résultat qui tient en grande partie à la perte comptabilisée ce trimestre relativement à la vente des activités de RBC en Jamaïque dont il est fait mention ci-dessus. La diminution tient également à l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée à nos activités dans les Antilles, ainsi qu'à la réduction des commissions de garde du secteur Services aux investisseurs et trésorerie. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'accroissement des activités de prêts, ainsi que par la diminution des coûts nets liés aux sinistres du secteur Assurances.

Troisième trimestre de 2014 par rapport au troisième trimestre de 2013 (résultats sur neuf mois)

Le bénéfice net au Canada a augmenté de 125 millions de dollars, ou 3 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète principalement la forte croissance des volumes liés à la plupart des secteurs d'activité du secteur Services bancaires canadiens, ainsi que la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients du secteur Gestion de patrimoine. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts en raison de la croissance des activités et par l'accroissement de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Le bénéfice net aux États-Unis s'est accru de 147 millions de dollars, ou 18 %, en raison essentiellement de la forte croissance des services à la grande entreprise et services de banque d'investissement ainsi que des revenus à la hausse tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe et de titres de participation, lesquels découlent de l'accroissement des activités des clients et de l'amélioration des conditions du marché. La diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances du secteur Marchés des Capitaux a également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse de la rémunération variable découlant de l'amélioration des résultats, ainsi que par l'augmentation des provisions pour litiges et des frais juridiques connexes du secteur Marchés des Capitaux. De plus, les résultats de l'exercice précédent tenaient compte de l'ajustement fiscal net favorable de 90 millions de dollars dont il est fait mention ci-dessus.

Le bénéfice net dans les autres pays a progressé de 158 millions de dollars, ou 26 %, résultat qui tient en grande partie à la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances du secteur Marchés des Capitaux et aux revenus à la hausse tirés des activités de négociation en Europe. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par une perte totalisant 100 millions de dollars (avant et après impôt) liée à la vente des activités de RBC en Jamaïque, ainsi que par une provision de 40 millions (32 millions après impôt) liée à des avantages postérieurs à l'emploi et à des charges de restructuration concernant nos activités dans les Antilles. De plus, les résultats de l'exercice précédent ont été touchés de façon défavorable par une charge de restructuration de 44 millions de dollars (31 millions après impôt) liée à l'intégration des Services aux investisseurs, qui concerne principalement nos activités en Europe.

Situation financière**Bilans résumés (1), (2)**

(en millions de dollars canadiens)	Au			
	31 juillet 2014	30 avril 2014	31 octobre 2013	31 juillet 2013
Actif				
Trésorerie et montants à recevoir de banques	16 297 \$	15 879 \$	15 550 \$	13 928 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	5 383	5 210	9 039	7 348
Valeurs mobilières	199 114	191 481	182 710	174 365
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	135 205	133 981	117 517	120 184
Prêts				
Prêts de détail	329 831	324 142	320 627	317 269
Prêts de gros	102 516	99 177	90 182	87 057
Provision pour pertes sur prêts	(1 926)	(1 883)	(1 959)	(1 921)
Actif net des fonds distincts	645	593	513	463
Autres – Dérivés	72 823	72 633	74 822	77 846
– Autres	53 982	54 683	50 744	53 534
Total de l'actif	913 870 \$	895 896 \$	859 745 \$	850 073 \$
Passif				
Dépôts	598 049 \$	587 122 \$	559 350 \$	547 078 \$
Passif des fonds distincts	645	593	513	463
Autres – Dérivés	75 096	73 206	76 745	80 378
– Autres	179 773	176 513	166 234	166 577
Déventures subordonnées	6 810	6 486	7 443	7 392
Total du passif	860 373	843 920	810 285	801 888
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	51 714	50 183	47 665	46 428
Participations ne donnant pas le contrôle	1 783	1 793	1 795	1 757
Total des capitaux propres	53 497	51 976	49 460	48 185
Total du passif et des capitaux	913 870 \$	895 896 \$	859 745 \$	850 073 \$

(1) Les actifs et les passifs libellés en devises sont convertis en dollars canadiens.

(2) Pour plus de détails, se reporter à la note 2 de nos états financiers résumés. Les montants comparatifs ont été révisés par rapport aux montants présentés précédemment.

Notre bilan consolidé a été touché par la conversion des devises, laquelle a donné lieu à une augmentation du total de l'actif et du total du passif et des capitaux propres d'environ 21 milliards de dollars par rapport à l'exercice précédent et d'environ 19 milliards par rapport au 31 octobre 2013, en raison de la dépréciation du dollar canadien. Par rapport au dernier trimestre, le total de l'actif et le total du passif et des capitaux propres ont diminué d'environ 4 milliards de dollars, en raison de l'appréciation du dollar canadien.

Troisième trimestre de 2014 par rapport au troisième trimestre de 2013

Le total de l'actif a augmenté de 64 milliards de dollars, ou 8 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les dépôts productifs d'intérêts à des banques ont diminué de 2 milliards de dollars, ou 27 %, en raison principalement de la réduction des dépôts de nuit, principalement des dépôts à des banques centrales, facteur neutralisé en partie par l'incidence de la conversion des devises.

Les valeurs mobilières ont augmenté de 25 milliards de dollars, ou 14 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui tient principalement à l'augmentation des créances d'entités gouvernementales et des titres d'emprunt de sociétés qui reflète en grande partie nos mesures de gestion du risque de liquidité et de financement. L'augmentation est aussi attribuable à l'incidence de la conversion des devises et à l'augmentation des positions liées aux activités de négociation de titres de participation à l'appui des activités commerciales.

Les biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés ont progressé de 15 milliards de dollars, ou 12 %, résultat qui tient essentiellement à l'accroissement des activités des clients et à l'incidence de la conversion des devises.

Les prêts ont augmenté de 28 milliards de dollars, ou 7 %, en raison principalement de la croissance des prêts de gros et de la forte croissance des volumes de prêts hypothécaires résidentiels. L'augmentation est aussi attribuable à l'incidence de la conversion des devises.

Les actifs dérivés ont diminué de 5 milliards de dollars, ou 6 %, résultat qui s'explique en grande partie par l'augmentation de la compensation financière et par la diminution de la juste valeur des contrats de change à terme, facteurs neutralisés en partie par l'accroissement de la juste valeur des positions liées aux swaps de devises, aux contrats d'actions et aux swaps de taux d'intérêt.

Le total du passif a augmenté de 58 milliards de dollars, ou 7 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les dépôts ont augmenté de 51 milliards de dollars, ou 9 %, résultat qui reflète principalement l'accroissement des dépôts des entreprises découlant en grande partie de l'émission d'obligations sécurisées et d'autres billets à terme fixe aux fins du respect des exigences en matière de financement, ainsi que l'accroissement des activités des clients. L'augmentation est aussi attribuable à l'incidence de la conversion des devises et à la demande visant nos comptes d'épargne et autres produits générant des rendements élevés offerts dans le cadre de nos services de détail.

Les passifs dérivés ont diminué de 5 milliards de dollars, ou 7 %, résultat qui est principalement attribuable à l'augmentation de la compensation financière et à la diminution de la juste valeur des contrats de change à terme, facteurs neutralisés en partie par l'accroissement de la juste valeur des positions liées aux swaps de devises, aux contrats d'actions et aux swaps de taux d'intérêt.

Le total des capitaux propres a augmenté de 5 milliards de dollars, ou 11 %, résultat qui reflète principalement la hausse des bénéfices non distribués, déduction faite des dividendes.

Troisième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2014

Le total de l'actif a augmenté de 18 milliards de dollars, ou 2 %, par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement de l'augmentation des créances d'entités gouvernementales et de la croissance des volumes liés aux produits de financement sur valeur nette au Canada. L'augmentation est également attribuable à la croissance des prêts de gros et à l'augmentation des conventions de revente tenant en grande partie à l'accroissement des activités des clients. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence de la conversion des devises.

Le total du passif a augmenté de 16 milliards de dollars, ou 2 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui découle principalement de l'accroissement des dépôts tenant aux raisons dont il est fait mention ci-dessus. L'augmentation est aussi attribuable, à l'augmentation des conventions de rachat tenant principalement à l'accroissement des activités des clients, ainsi qu'à l'augmentation des engagements afférents à des titres vendus à découvert. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence de la conversion des devises.

Troisième trimestre de 2014 par rapport au quatrième trimestre de 2013

Le total de l'actif a augmenté de 54 milliards de dollars, ou 6 %, en raison principalement de l'incidence de la conversion des devises et de l'augmentation des conventions de revente tenant en grande partie à l'accroissement des activités des clients. L'augmentation est aussi attribuable à la croissance des prêts de gros et à la forte croissance des volumes liés aux produits de financement sur valeur nette au Canada. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des actifs dérivés et par la réduction des dépôts productifs d'intérêts à des banques, qui tiennent dans les deux cas aux raisons dont il est fait mention ci-dessus.

Le total du passif a augmenté de 50 milliards de dollars, ou 6 %, en raison essentiellement de l'incidence de la conversion des devises et de l'accroissement des dépôts reflétant principalement les émissions de billets à terme fixe aux fins du respect des exigences en matière de financement ainsi que l'accroissement des activités des clients. L'augmentation découle également de la demande visant nos comptes d'épargne et autres produits générant des rendements élevés offerts dans le cadre de nos services de détail, ainsi que de l'accroissement des engagements afférents à des titres vendus à découvert. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des passifs dérivés tenant aux raisons dont il est fait mention ci-dessus.

Arrangements hors bilan

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos affaires, à diverses transactions financières qui, aux fins comptables, ne sont pas comptabilisées dans nos bilans consolidés. Les transactions hors bilan sont généralement effectuées aux fins de gestion des risques, du capital et du financement, à la fois pour notre propre compte et pour celui des clients. Ces transactions comprennent les transactions avec des entités structurées et peuvent aussi comprendre l'émission de garanties. Ces transactions entraînent divers risques tels que les risques de marché et de crédit et le risque de liquidité et de financement, à l'égard desquels une analyse est présentée à la rubrique Gestion du risque. Une analyse plus détaillée de ces types d'arrangements est présentée aux pages 48 à 51 de notre rapport annuel 2013.

Nous avons recours à des entités structurées pour titriser nos actifs financiers ainsi que pour aider nos clients à titriser leurs actifs financiers. Ces entités ne sont pas des entités en exploitation et n'ont généralement aucun effectif; elles peuvent être inscrites ou non à nos bilans consolidés.

Titrisation de nos actifs financiers

Nous procédons périodiquement à la titrisation de nos créances sur cartes de crédit et de prêts hypothécaires résidentiels et commerciaux, ainsi que de certificats de participation liés à des obligations, principalement afin de diversifier nos sources de financement, d'améliorer notre position de liquidité et aux fins du capital. Nous procédons aussi à la titrisation de prêts hypothécaires résidentiels et commerciaux dans le cadre de nos activités de vente et de négociation.

La majorité de nos transactions de titrisation sont comptabilisées dans nos bilans consolidés. Nous titrisons nos créances sur cartes de crédit par l'entremise d'une entité structurée consolidée, sur une base renouvelable. Nous titrisons des prêts hypothécaires résidentiels grevant des maisons individuelles et des immeubles d'habitation dans le cadre du Programme des titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur*

l'habitation (Programme des titres hypothécaires LNH), et ces prêts hypothécaires ne sont pas décomptabilisés dans nos bilans consolidés. Pour des détails sur nos transactions, se reporter aux notes 6 et 7 de nos états financiers consolidés annuels de 2013.

De plus, nous titrisons périodiquement des prêts hypothécaires résidentiels liés au programme d'habitation sociale du Canada dans le cadre du Programme des titres hypothécaires LNH, qui sont décomptabilisés de nos bilans consolidés lorsqu'ils sont vendus à des tiers investisseurs. Au cours du troisième trimestre de 2014, nous avons titrisé des prêts hypothécaires résidentiels de 80 millions de dollars liés au programme d'habitation sociale du Canada. Au cours de 2013, nous n'avons titrisé aucun prêt hypothécaire lié à ce programme.

Participations dans des entités structurées non consolidées

Nous nous livrons, dans le cours normal des activités, à diverses transactions financières par l'entremise d'entités structurées, afin de soutenir les besoins de nos clients en matière de financement et d'investissement. Nous procédons notamment à la titrisation des actifs financiers des clients, et nous créons des produits d'investissement et d'autres types de financement structuré. Le tableau suivant fournit des renseignements sur les entités structurées dans lesquelles nous détenons des participations financières importantes, mais que nous n'avons pas consolidées.

(en millions de dollars canadiens)	Au					
	31 juillet 2014		30 avril 2014		31 juillet 2013	
	Total de l'actif	Risque maximal (1)	Total de l'actif	Risque maximal (1)	Total de l'actif	Risque maximal (1)
Entités structurées non consolidées						
Conduits multicédants (2)	31 249 \$	31 856 \$	32 246 \$	32 873 \$	30 315 \$	30 783 \$
Entités de financement structuré	4 538	1 680	4 446	1 618	4 428	1 679
Fonds de placement	1 923	1 715	1 934	1 717	1 660	1 372
Entités de titrisation de tiers	10 783	1 417	12 138	1 295	8 472	1 093
Autres	304	75	304	92	1 270	296
	48 797 \$	36 743 \$	51 068 \$	37 595 \$	46 145 \$	35 223 \$

(1) Le risque de perte maximal découlant des participations financières importantes détenues dans ces entités est principalement lié aux placements, aux prêts, aux facilités de liquidités et de rehaussement de crédit, et à la juste valeur des dérivés. Le risque de perte maximal découlant de nos conduits multicédants pourrait excéder le total de l'actif de ces conduits, car le montant des facilités de liquidités que nous consentons peut parfois être accru et excéder le total de la valeur des actifs compris dans ces conduits.

(2) Représente les conduits multicédants que nous gérons.

Nous pouvons avoir recours à des mesures d'atténuation du risque de crédit telles que des garanties offertes par des tiers, des swaps sur défaillance et des biens affectés en garantie, qui nous permettent d'atténuer les risques assumés dans le cadre des transactions de titrisation et de retitrisation. Le processus mis en œuvre pour surveiller la qualité du crédit liée à nos transactions de titrisation et de retitrisation nécessite, entre autres, l'examen des données concernant le rendement des actifs sous-jacents. Nous confirmons nos cotes chaque trimestre et nous confirmons officiellement ou attribuons une nouvelle cote sur une base annuelle. Pour plus de détails sur nos activités de gestion du risque, se reporter à la rubrique Gestion du risque.

Une tranche d'environ 76 % des actifs dans des entités structurées non consolidées dans lesquelles nous détenons des participations financières importantes est assortie d'une note supérieure ou égale à A attribuée sur une base interne, comparativement à 74 % au trimestre précédent et à 80 % à l'exercice précédent. L'augmentation par rapport au trimestre précédent découle de la vente d'obligations émises par des entités de titrisation de tiers, acquises initialement au premier trimestre, et la diminution par rapport à l'exercice précédent est principalement liée aux actifs titrisés additionnels financés par d'autres investisseurs dans une entité ad hoc de titrisation de tiers. Dans le cas des conduits multicédants, 100 % des actifs sont assortis d'une note supérieure ou égale à A attribuée sur une base interne, soit un résultat conforme à celui enregistré au trimestre précédent et comparativement à 99 % à l'exercice précédent. Toutes les transactions financées par les conduits multicédants non consolidés sont assorties d'une note attribuée sur une base interne au moyen d'un système qui est, dans l'ensemble, conforme aux systèmes utilisés par les agences de notation externes.

Les actifs dans les entités ad hoc non consolidées au 31 juillet 2014 ont différentes dates d'échéance, et leur durée de vie moyenne pondérée restante prévue est d'environ 3,8 ans.

Conduits multicédants gérés par RBC

Nous administrons des conduits multicédants qui servent principalement à titriser des actifs financiers de nos clients. Au 31 juillet 2014, la valeur nominale des facilités de garantie de liquidités que nous fournissons à ces conduits a diminué de 1 milliard de dollars, ou 3 %, par rapport au trimestre précédent, et a augmenté de 957 millions, ou 3 %, par rapport à l'exercice précédent. Les rehaussements de crédit partiels que nous fournissons ont diminué de 107 millions de dollars par rapport au trimestre précédent et ont augmenté de 77 millions par rapport à l'exercice précédent. Les diminutions par rapport au trimestre précédent découlent essentiellement de la réduction des actifs titrisés. Les augmentations par rapport à l'exercice précédent tiennent principalement à des écarts de change. Le total des prêts consentis aux conduits multicédants en vertu des facilités de garantie de liquidités a diminué de 22 millions de dollars par rapport au trimestre précédent et de 177 millions par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison des remboursements de capital.

Notre risque global a diminué de 1 milliard de dollars, ou 3 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui s'explique principalement par la diminution des actifs titrisés, et il a augmenté de 1,1 milliard, ou 3 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison surtout des écarts de change. De ce fait, le total de l'actif des conduits multicédants a diminué de 997 millions de dollars, ou 3 %, par rapport au trimestre précédent, et il a augmenté de 934 millions, ou 3 %, par rapport à l'exercice précédent. L'augmentation par rapport à l'exercice précédent a trait principalement aux catégories d'actifs Prêts sur cartes de crédit, Financement au secteur des transports, Financement des stocks de concessionnaires et Prêts hypothécaires résidentiels, facteur neutralisé en partie par la diminution ayant trait à la catégorie d'actifs Prêts aux étudiants.

Au 31 juillet 2014, le total du papier commercial adossé à des actifs (PCAA) émis par des conduits s'est élevé à 19,6 milliards de dollars, en baisse de 231 millions, ou 1 %, par rapport au trimestre précédent et en hausse de 2 milliards, ou 11 %, par rapport à l'exercice précédent. La diminution du PCAA émis par les conduits multicédants par rapport au trimestre précédent reflète principalement un moins grand recours au papier commercial par les clients. L'augmentation par rapport à l'exercice précédent tient en grande partie au plus grand recours au papier commercial par les clients et aux écarts de change. Une tranche de 72 % de l'ensemble de ce PCAA a obtenu une notation parmi les plus élevées octroyées par les agences de notation qui évaluent le PCAA, et la tranche restante du papier commercial a obtenu une notation se situant dans la deuxième catégorie en importance prévue par ces agences de notation, comparativement à 73 % au trimestre précédent et à 75 % à l'exercice précédent.

Nous achetons à l'occasion le PCAA émis par les conduits multicédants, en notre qualité d'agent des placements, afin de faciliter la liquidité générale du programme. La juste valeur de nos placements au 31 juillet 2014 s'élevait à 32 millions de dollars (107 millions au 30 avril 2014; 17 millions au 31 juillet 2013). La variation de nos placements reflète des niveaux normaux d'activités de négociation. Ces placements sont classés au poste Valeurs mobilières – Titres détenus à des fins de transaction de nos bilans consolidés.

Entités de financement structuré

Nous investissons dans des titres à enchères de fiducies qui financent leurs placements à long terme dans des prêts aux étudiants au moyen de l'émission de billets de premier rang et de billets secondaires à court terme. Au 31 juillet 2014, le total des actifs des fiducies de titres à enchères non consolidées dans lesquelles nous avons des placements importants s'établissait à 2,8 milliards de dollars (2,9 milliards au 30 avril 2014; 2,9 milliards au 31 juillet 2013). Le risque de perte maximal, qui représente notre placement dans ces fiducies de titres à enchères figurant au bilan, s'élevait à 714 millions de dollars au 31 juillet 2014 (717 millions au 30 avril 2014; 730 millions au 31 juillet 2013). La diminution du risque de perte maximal par rapport aux périodes précédentes a trait à des rachats et à des écarts de change. Au 31 juillet 2014, environ 89 % de ces placements présentaient une note AA ou supérieure, selon les notations publiées par Standard & Poor's.

Nous fournissons également des facilités de liquidités à certains programmes d'obligations encaissables par anticipation liés à des obligations municipales dans lesquels nous détenons des participations importantes mais que nous ne consolidons pas. Au 31 juillet 2014, le total de l'actif de ces fiducies d'obligations encaissables par anticipation liées à des obligations municipales et non consolidées se chiffrait à 1,1 milliard de dollars (1,1 milliard au 30 avril 2014; 1,3 milliard au 31 juillet 2013), et le risque de perte maximal était de 654 millions (641 millions au 30 avril 2014; 907 millions au 31 juillet 2013). La diminution du total de l'actif et du risque de perte maximal par rapport à l'exercice précédent tient au fait que les investisseurs ont réduit l'effet de levier auxquels ils sont exposés relativement à notre programme d'obligations encaissables par anticipation.

Au cours de l'exercice considéré, nous avons agi à titre de prêteur sur stocks de premier rang et d'agent de structuration et des placements sur le marché des titres garantis par des prêts. Nous fournissons maintenant du financement sur stocks de premier rang à des entités structurées non liées et distinctes créées par des tiers, dont le but est l'acquisition de prêts et l'émission de titres garantis par des prêts à terme. Une tranche du produit de la vente des certificats de titres garantis par des prêts à terme sert à rembourser intégralement le financement sur stocks de premier rang que nous fournissons. Au cours du trimestre considéré, nous avons consenti une facilité de financement sur stocks de premier rang à une entité émettant des titres garantis par des prêts, et cette facilité est en cours. Au 31 juillet 2014, le risque de perte maximal relativement à cette facilité s'élevait à 305 millions de dollars (247 millions au 30 avril 2014 relativement à une entité non liée émettant des titres garantis par des prêts; néant au 31 juillet 2013).

Fonds de placement

En contrepartie de commissions, nous concluons des dérivés sur actions avec des tiers, y compris des fonds communs de placement, des sociétés de placement de parts et d'autres fonds de placement. Ces dérivés offrent aux investisseurs de ces entités le degré de risque qu'ils souhaitent relativement aux fonds référencés, et nous couvrons économiquement notre risque lié à ces produits dérivés en investissant dans ces fonds référencés, lesquels sont également gérés par des tiers. Notre risque maximal au 31 juillet 2014, qui vise principalement nos placements dans les fonds référencés, s'établissait à 1,1 milliard de dollars (1,1 milliard au 30 avril 2014; 942 millions au 31 juillet 2013). Le total de l'actif détenu dans des fonds référencés non consolidés, au 31 juillet 2014, s'élevait à 1,3 milliard de dollars (1,3 milliard au 30 avril 2014; 1,2 milliard au 31 juillet 2013).

Nous fournissons également des facilités de liquidités à certains fonds de placement de tiers. Les fonds émettent des actions privilégiées à taux variable non garanties et ils investissent dans des portefeuilles d'obligations municipales exonérées d'impôt. Au 31 juillet 2014, le total de l'actif de ces fonds s'élevait à 610 millions de dollars (613 millions au 30 avril 2014; 423 millions au 31 juillet 2013) et le risque de perte maximal, qui reflète nos engagements inutilisés relatifs aux liquidités, s'élevait à 621 millions (624 millions au 30 avril 2014; 430 millions au 31 juillet 2013). L'augmentation du total de l'actif et du risque de perte maximal auquel nous sommes exposés par rapport à l'exercice précédent a trait principalement à des écarts de change et à de nouveaux engagements conclus à l'exercice précédent, respectivement.

Entités de titrisation de tiers

Nous détenons des participations importantes dans certaines structures de titrisation mises en place par des tiers non consolidées, qui constituent des entités structurées. Tout comme d'autres institutions financières, nous sommes tenus de fournir à ces entités un financement n'excédant pas notre engagement maximal, et nous sommes exposés aux pertes sur créances à l'égard des actifs sous-jacents, compte tenu des divers rehaussements de crédit. Au 31 juillet 2014, le total de l'actif de ces entités s'élevait à 5,9 milliards de dollars (6,1 milliards au 30 avril 2014; 4,2 milliards au 31 juillet 2013), et le risque de perte maximal relativement à ces entités était de 977 millions (1 milliard au 30 avril 2014; 788 millions au 31 juillet 2013). La diminution du total de l'actif et du risque de perte maximal par rapport au trimestre précédent reflète principalement le remboursement intégral d'un engagement. Les augmentations par rapport à l'exercice précédent tiennent aux écarts de change ainsi qu'aux actifs titrisés supplémentaires que nous finançons.

Nous investissons également dans des titres émis par des entités structurées non consolidées mises en place par des tiers, y compris des entités dont le gouvernement est le promoteur, dans le cadre de nos activités de négociation. Ces placements ne sont assortis d'aucun engagement de financement; par conséquent, le risque de perte maximal auquel nous sommes exposés se limite à notre placement. Au 31 juillet 2014, le total de l'actif des entités ad hoc dans lesquelles nous avons des placements importants s'élevait à 4,9 milliards de dollars (6,0 milliards au 30 avril 2014; 4,2 milliards au 31 juillet 2013). Le risque de perte maximal auquel nous sommes exposés relativement à ces entités s'élevait à 440 millions de dollars (267 millions au 30 avril 2014; 305 millions au 31 juillet 2013). La variation des montants présentés relativement à ces entités reflète des niveaux normaux d'activités de négociation, ainsi que la mesure dans laquelle nos placements dans certaines entités est importante à la fin de la période de présentation de l'information financière.

Garanties, engagements envers la clientèle de détail et engagements commerciaux

Nous fournissons des garanties et des engagements à nos clients, qui nous exposent aux risques de liquidité et de financement. Le montant maximal potentiel des paiements futurs relatifs à nos garanties et à nos engagements s'est établi à 246 milliards de dollars au 31 juillet 2014, comparativement à 244 milliards au trimestre précédent et à 226 milliards à l'exercice précédent. L'augmentation par rapport à l'exercice précédent tient principalement à l'augmentation des autres engagements de crédit découlant de la croissance des activités, ainsi qu'à l'incidence de la conversion des devises. Pour plus de détails sur nos garanties et sur nos engagements, se reporter à la rubrique Gestion des liquidités et du financement ainsi qu'à la note 26 de nos états financiers consolidés annuels de 2013.

Gestion du risque

Risque de crédit

Risque de crédit par portefeuille et par secteur, montant brut

(en millions de dollars canadiens)	Au							30 avril 2014	31 octobre 2013
	31 juillet 2014						Risque total (3)		
	Risques liés aux prêts et autres risques			Risques liés aux activités de négociation					
	Prêts et acceptations			Mise en pension de titres	Dérivés (2)	Risque total (3)			
En cours	Engagements inutilisés	Autres (1)	Risque total (3)				Risque total (3)		
Prêts hypothécaires résidentiels	215 523 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	215 523 \$	211 255 \$	209 238 \$	
Prêts aux particuliers	95 065	82 864	–	–	–	177 929	175 744	170 354	
Prêts sur cartes de crédit	14 579	19 950	–	–	–	34 529	33 207	34 489	
Prêts aux petites entreprises (4)	4 664	4 462	–	–	–	9 126	8 873	8 472	
Prêts de détail	329 831 \$	107 276 \$	– \$	– \$	– \$	437 107 \$	429 079 \$	422 553 \$	
Prêts aux entreprises (4)									
Exploitations agricoles	5 594 \$	1 069 \$	47 \$	– \$	48 \$	6 758 \$	6 342 \$	6 152 \$	
Industrie automobile	6 402	4 450	303	–	650	11 805	11 728	10 475	
Biens de consommation	6 827	5 238	562	–	238	12 865	12 654	12 667	
Énergie	9 325	21 657	3 501	–	1 933	36 416	36 669	33 936	
Services financiers autres que ceux fournis par des banques	5 571	9 768	14 276	160 052	19 917	209 584	192 585	179 464	
Industrie forestière	997	416	99	–	11	1 523	1 586	1 446	
Produits industriels	4 532	4 644	389	–	425	9 990	9 694	8 344	
Mines et métaux	1 420	2 710	782	–	134	5 046	4 602	4 687	
Secteur immobilier et secteurs connexes	29 283	7 966	1 643	22	299	39 213	35 674	31 663	
Technologie et médias	4 960	8 256	515	3	893	14 627	14 313	12 012	
Transport et environnement	5 781	4 159	1 684	–	505	12 129	10 932	10 763	
Autres	26 162	11 509	8 175	4 790	13 695	64 331	58 256	58 543	
Organismes souverains (4)	4 450	5 611	40 218	26 928	8 213	85 420	87 116	80 224	
Banques (4)	1 655	964	73 823	96 423	22 096	194 961	202 719	177 793	
Prêts de gros	112 959 \$	88 417 \$	146 017 \$	288 218 \$	69 057 \$	704 668 \$	684 870 \$	628 169 \$	
Risque total	442 790 \$	195 693 \$	146 017 \$	288 218 \$	69 057 \$	1 141 775 \$	1 113 949 \$	1 050 722 \$	

(1) Tient compte des passifs éventuels tels que les lettres de crédit et les garanties, les titres d'emprunt disponibles à la vente, les dépôts auprès d'institutions financières et d'autres actifs.

(2) Montant en équivalent-crédit, compte tenu des conventions-cadres de compensation.

(3) Le risque de crédit brut est présenté compte non tenu de la provision pour pertes sur prêts. Les risques liés aux catégories d'actifs Expositions renouvelables sur la clientèle de détail admissibles et Autres expositions sur la clientèle de détail prévues par l'accord de Bâle III sont en grande partie inclus dans les risques liés aux prêts aux particuliers et aux prêts sur cartes de crédit, tandis que les risques liés aux marges de crédit sur valeur nette sont inclus dans les risques liés aux prêts aux particuliers.

(4) Se reporter à la note 5 de nos états financiers consolidés annuels de 2013 pour obtenir la définition de ces termes.

Troisième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2014

Le risque de crédit brut total auquel nous sommes exposés a augmenté de 28 milliards de dollars, ou 3 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui reflète l'augmentation des risques liés aux prêts de gros et aux prêts de détail. Les risques liés aux prêts de détail ont augmenté de 8 milliards de dollars, ou 2 %, résultat qui s'explique en grande partie par la croissance des volumes de produits de financement sur valeur nette au Canada. Le risque de crédit lié aux prêts de gros a augmenté de 20 milliards de dollars, ou 3 %, en raison principalement de la croissance des prêts et acceptations et de l'augmentation des mises en pension de titres stimulée essentiellement par la croissance des activités des clients. Le taux d'utilisation des prêts de gros s'est établi à 37 %, soit un taux légèrement inférieur à celui de 38 % au trimestre précédent.

Risque de crédit brut par région (1)

(en millions de dollars canadiens)	Au							30 avril 2014	31 octobre 2013
	31 juillet 2014						Risque total		
	Risques liés aux prêts et autres risques			Risques liés aux activités de négociation					
	Prêts et acceptations			Mise en pension de titres	Dérivés	Risque total			
En cours	Engagements inutilisés	Autres	Risque total				Risque total		
Canada	385 029 \$	140 310 \$	64 736 \$	56 272 \$	21 240 \$	667 587 \$	653 151 \$	640 407 \$	
États-Unis	27 360	40 326	19 958	156 341	11 429	255 414	237 114	211 932	
Europe	15 274	11 932	43 765	52 115	31 943	155 029	162 578	143 925	
Autres pays	15 127	3 125	17 558	23 490	4 445	63 745	61 106	54 458	
Risque total	442 790 \$	195 693 \$	146 017 \$	288 218 \$	69 057 \$	1 141 775 \$	1 113 949 \$	1 050 722 \$	

(1) Le profil géographique est principalement basé sur le pays de résidence de l'emprunteur.

Troisième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2014

La composition géographique du risque de crédit brut auquel nous sommes exposés n'a pas varié de façon importante par rapport au trimestre précédent au Canada, aux États-Unis, en Europe et dans les autres pays, et elle s'est établie à 58 %, à 22 %, à 14 % et à 6 %, respectivement, à la fin du trimestre.

Risque lié à l'Europe

(en millions de dollars canadiens)	Au							30 avril 2014	31 octobre 2013
	31 juillet 2014								
	Prêts et acceptations		Autres					Risque total lié à l'Europe	Risque total lié à l'Europe
En cours	Engagements inutilisés (1)	Valeurs mobilières (2)	Lettres de crédit et garanties	Mise en pension de titres	Dérivés	Risque total lié à l'Europe			
Risque brut lié à l'Europe	15 274 \$	11 932 \$	24 056 \$	19 709 \$	52 115 \$	31 943 \$	155 029 \$	162 578 \$	143 925 \$
Moins : Biens donnés en garantie à l'égard des mises en pension de titres	-	-	-	-	50 722	-	50 722	58 705	54 416
Montant additionnel au titre du risque de crédit éventuel	-	-	-	-	-	21 970	21 970	21 555	18 827
Engagements inutilisés	-	11 932	-	19 709	-	-	31 641	33 513	27 719
Risque de crédit brut lié à l'Europe – en cours	15 274 \$	- \$	24 056 \$	- \$	1 393 \$	9 973 \$	50 696 \$	48 805 \$	42 963 \$
Moins : Biens donnés en garantie à l'égard des dérivés	-	-	-	-	-	7 985	7 985	7 890	6 306
Ajouter : Titres détenus à des fins de transaction	-	-	14 920	-	-	-	14 920	16 542	13 816
Risque net lié à l'Europe (3)	15 274 \$	- \$	38 976 \$	- \$	1 393 \$	1 988 \$	57 631 \$	57 457 \$	50 473 \$

(1) Se compose d'engagements inutilisés de 8,9 milliards de dollars à des entreprises, de 2,1 milliards à des institutions financières et de 0,9 milliard à des organismes souverains. En ce qui concerne les pays, le risque se compose d'engagements inutilisés de 4,8 milliards de dollars au Royaume-Uni, de 2,4 milliards en France, de 1,9 milliard en Allemagne, de 385 millions en Irlande, de 383 millions en Espagne et de 1 million en Italie, la tranche résiduelle de 2 milliards ayant trait aux autres pays européens. Plus de 85 % des engagements inutilisés ont trait à des entités jouissant d'une notation de première qualité.

(2) Les valeurs mobilières comprennent des titres détenus à des fins de transaction de 14,9 milliards de dollars (16,5 milliards au 30 avril 2014), des dépôts de 13,8 milliards (13,4 milliards au 30 avril 2014) et des titres disponibles à la vente de 10,3 milliards (9,1 milliards au 30 avril 2014).

(3) Exclut un risque de 3,1 milliards de dollars (1,3 milliard au 30 avril 2014) lié aux organismes supranationaux et un risque de 0,6 milliard (2,6 milliards au 30 avril 2014) lié aux produits de réassurance crédit.

Le risque de crédit brut auquel nous sommes exposés est calculé en fonction des définitions présentées dans l'accord de Bâle III. En vertu de cette méthode, le risque est calculé compte non tenu de tout bien donné en garantie, mais compte tenu d'une estimation des variations futures possibles de ce risque de crédit. Conformément à cette définition, le total du risque de crédit lié à l'Europe auquel nous sommes exposés se chiffrait à 155 milliards de dollars au 31 juillet 2014. Le risque de crédit brut lié à l'Europe en cours se chiffrait à 51 milliards de dollars, compte tenu des biens donnés en garantie à l'égard des mises en pension de titres de 51 milliards, des lettres de crédit et garanties et des engagements inutilisés relatifs aux prêts de 31 milliards, ainsi que du montant de 22 milliards lié au risque de crédit éventuel au titre des dérivés. Le risque net auquel nous sommes exposés en Europe se chiffrait à 58 milliards de dollars, compte tenu des biens donnés en garantie, principalement des liquidités, de 8 milliards au titre des dérivés et de l'ajout de titres détenus à des fins de transaction de 15 milliards détenus dans notre portefeuille de négociation. Le risque net auquel nous sommes exposés en Europe reflète aussi une tranche de 0,4 milliard de dollars de l'atténuation des risques au moyen de swaps sur défaillance, qui sont régulièrement utilisés pour couvrir les risques liés à une seule entreprise et le risque de marché.

Risque net lié à l'Europe, par pays (1)

(en millions de dollars canadiens)	Au						30 avril 2014	31 octobre 2013	
	31 juillet 2014					Total			Total
	Prêts en cours	Valeurs mobilières	Mise en pension de titres	Dérivés	Total				
Royaume-Uni	9 581 \$	12 132 \$	1 103 \$	584 \$	23 400 \$	21 491 \$	17 515 \$		
Allemagne	484	8 472	94	465	9 515	9 026	8 270		
France	946	3 713	32	314	5 005	4 364	3 856		
Total – R.-U., Allemagne et France	11 011 \$	24 317 \$	1 229 \$	1 363 \$	37 920 \$	34 881 \$	29 641 \$		
Grèce	– \$	3 \$	– \$	– \$	3 \$	4 \$	– \$		
Irlande	596	7	5	56	664	598	174		
Italie	82	111	–	31	224	246	325		
Portugal	11	5	–	4	20	18	6		
Espagne	366	176	–	8	550	696	491		
Total – pays périphériques (2)	1 055 \$	302 \$	5 \$	99 \$	1 461 \$	1 562 \$	996 \$		
Luxembourg	469 \$	1 645 \$	– \$	48 \$	2 162 \$	4 346 \$	5 666 \$		
Pays-Bas	916	3 066	5	268	4 255	4 192	2 861		
Norvège	365	2 419	4	37	2 825	2 990	2 925		
Suède	1	2 732	62	–	2 795	3 185	2 831		
Suisse	497	3 142	87	46	3 772	3 984	3 094		
Autres	960	1 353	1	127	2 441	2 317	2 459		
Total – autres pays d'Europe	3 208 \$	14 357 \$	159 \$	526 \$	18 250 \$	21 014 \$	19 836 \$		
Total du risque lié à l'Europe	15 274 \$	38 976 \$	1 393 \$	1 988 \$	57 631 \$	57 457 \$	50 473 \$		

(1) Le profil géographique est basé sur le pays où survient le risque, ce qui reflète notre évaluation du risque géographique associé à un risque donné. Il s'agit en général du lieu de résidence de l'emprunteur.

(2) Le risque de crédit brut lié aux pays périphériques de l'Europe est de néant pour la Grèce (néant au 30 avril 2014), de 2 milliards de dollars pour l'Irlande (2,7 milliards au 30 avril 2014), de 0,2 milliard pour l'Italie (0,2 milliard au 30 avril 2014), de 0,1 milliard pour le Portugal (0,1 milliard au 30 avril 2014) et de 1 milliard pour l'Espagne (1,1 milliard au 30 avril 2014).

Troisième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2014

Le risque de crédit net lié à l'Europe est demeuré relativement inchangé par rapport au trimestre précédent. L'augmentation du risque lié au Royaume-Uni, à la France et à l'Allemagne a été contrebalancée en grande partie par la diminution du risque lié au Luxembourg. Le risque net auquel nous sommes exposés relativement aux pays périphériques de l'Europe, y compris la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Portugal et l'Espagne, est demeuré faible, et le risque de crédit total a diminué de 0,1 milliard de dollars au cours du trimestre pour atteindre 1,5 milliard au 31 juillet 2014, en grande partie en raison d'une diminution du risque lié à l'Espagne.

Le risque auquel nous sommes exposés concerne principalement les titres de première qualité. Le risque net auquel nous sommes exposés relativement aux plus grands pays européens, y compris le Royaume-Uni, l'Allemagne et la France, a trait principalement à nos secteurs Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine et aux services aux investisseurs; il concerne particulièrement les titres à revenu fixe, les services de trésorerie, les dérivés et les prêts aux grandes entreprises et aux particuliers. Dans le cadre de ces activités, qui sont essentiellement axées sur la clientèle, nous effectuons des transactions avec divers particuliers, institutions financières et grandes entreprises européens. Nous menons également des activités de courtier principal au Royaume-Uni, dans le cadre desquelles nous participons aux séances d'adjudication de créances d'entités gouvernementales, et nous exerçons des activités de tenue de marché et fournissons des liquidités à nos clients. Les risques auxquels nous sommes exposés relativement aux autres pays européens sont principalement liés aux valeurs mobilières, qui comprennent les titres détenus à des fins de transaction, les dépôts et les titres disponibles à la vente.

Les titres détenus à des fins de transaction sont liés à nos activités de tenue de marché pour nos clients et à nos besoins en matière de gestion des liquidités et du financement. Tous nos titres détenus à des fins de transaction sont évalués à la valeur de marché sur une base quotidienne. Les dépôts comprenaient principalement les dépôts auprès de banques centrales ou d'institutions financières, et comprennent aussi les dépôts relatifs à notre secteur Gestion de patrimoine dans les îles Anglo-Normandes. Les titres disponibles à la vente se composent principalement de créances d'entités gouvernementales de pays membres de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques et de titres d'emprunt de sociétés. Notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises en Europe est géré à l'échelle mondiale, et les normes en matière de commissions de prise ferme appliquées à ce portefeuille de prêts revêtent la même approche que celle adoptée au Canada et aux États-Unis pour ce qui est de l'utilisation de notre bilan. Nous avons comptabilisé une reprise de provision pour pertes sur créances de 1 million de dollars au titre de ce portefeuille ce trimestre, alors qu'aucune dotation à la provision pour pertes sur créances n'avait été comptabilisée au trimestre précédent. Le ratio du montant brut des prêts douteux de ce portefeuille de prêts s'est établi à 0,16 %, en légère baisse comparativement à 0,18 % au trimestre précédent.

Risque net lié à l'Europe par type de client

(en millions de dollars canadiens)	Au												30 avril 2014	31 octobre 2013
	31 juillet 2014													
	R.-U.	Allemagne	France	Total – R.-U., Allemagne et France	Grèce	Irlande	Italie	Portugal	Espagne	Total – pays périphériques	Autres pays d'Europe	Total – Europe		
Institutions financières	5 290 \$	6 369 \$	1 295 \$	12 954 \$	– \$	67 \$	63 \$	4 \$	143 \$	277 \$	10 995 \$	24 226 \$	26 872 \$	21 593 \$
Organismes souverains	8 956	2 263	2 689	13 908	–	15	8	–	10	33	3 974	17 915	15 893	16 205
Grandes entreprises	9 154	883	1 021	11 058	3	582	153	16	397	1 151	3 281	15 490	14 692	12 675
Total	23 400 \$	9 515 \$	5 005 \$	37 920 \$	3 \$	664 \$	224 \$	20 \$	550 \$	1 461 \$	18 250 \$	57 631 \$	57 457 \$	50 473 \$

Troisième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2014

La diminution du risque net auquel nous sommes exposés relativement aux institutions financières concerne principalement les autres pays d'Europe. L'augmentation du risque net auquel nous sommes exposés relativement aux organismes souverains et aux grandes entreprises concerne essentiellement le Royaume-Uni.

Prêts hypothécaires résidentiels et marges de crédit sur valeur nette

Prêts hypothécaires résidentiels et marges de crédit sur valeur nette (assurés et non assurés)

Les prêts hypothécaires résidentiels et les marges de crédit sur valeur nette sont garantis par des immeubles résidentiels. Le tableau suivant présente la répartition par région géographique :

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 31 juillet 2014					Marges de crédit sur valeur nette
	Prêts hypothécaires résidentiels (1)				Total	
	Assurés (2)		Non assurés			
Secteur géographique (3)						
Canada						
Provinces de l'Atlantique	6 274 \$	55 %	5 088 \$	45 %	11 362 \$	2 053 \$
Québec	12 778	50	12 852	50	25 630	4 092
Ontario	35 228	41	50 673	59	85 901	17 030
Provinces des Prairies	25 182	53	22 359	47	47 541	10 355
Colombie-Britannique et territoires	15 614	38	25 597	62	41 211	9 903
Total – Canada (4)	95 076 \$	45 %	116 569 \$	55 %	211 645 \$	43 433 \$
États-Unis	4	1	475	99	479	291
Autres pays	12	–	2 971	100	2 983	2 790
Total – autres pays	16 \$	– %	3 446 \$	100 %	3 462 \$	3 081 \$
Total	95 092 \$	44 %	120 015 \$	56 %	215 107 \$	46 514 \$
Total – 30 avril 2014	95 066 \$	45 %	115 618 \$	55 %	210 684 \$	46 143 \$

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 31 juillet 2013 (1)					Marges de crédit sur valeur nette
	Prêts hypothécaires résidentiels				Total	
	Assurés (2)		Non assurés			
Secteur géographique (3)						
Canada						
Provinces de l'Atlantique (5)	6 441 \$	59 %	4 548 \$	41 %	10 989 \$	1 967 \$
Québec (5)	12 535	53	11 269	47	23 804	3 963
Ontario (5)	36 914	45	45 174	55	82 088	16 566
Provinces des Prairies (5)	24 899	55	20 209	45	45 108	10 488
Colombie-Britannique et territoires (5)	16 170	40	24 393	60	40 563	10 131
Total – Canada	96 959 \$	48 %	105 593 \$	52 %	202 552 \$	43 115 \$
États-Unis	5	1	344	99	349	252
Autres pays	11	–	2 634	100	2 645	1 861
Total – autres pays	16 \$	1 %	2 978 \$	99 %	2 994 \$	2 113 \$
Total	96 975 \$	47 %	108 571 \$	53 %	205 546 \$	45 228 \$

- (1) Les prêts hypothécaires résidentiels excluent nos titres adossés à des créances hypothécaires de tiers de 416 millions de dollars (571 millions au 30 avril 2014; 895 millions au 31 juillet 2013).
- (2) Les prêts hypothécaires résidentiels assurés sont des prêts hypothécaires pour lesquels le risque de défaut auquel nous sommes exposés est atténué par l'assurance souscrite auprès de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) ou d'autres sociétés d'assurance indépendantes.
- (3) Se reporter à la rubrique Gestion du risque de notre rapport annuel 2013 pour la définition de ces secteurs géographiques.
- (4) Le solde total consolidé des prêts hypothécaires résidentiels au Canada de 212 milliards de dollars comprend des prêts hypothécaires résidentiels de 189 milliards et des prêts hypothécaires commerciaux de 5 milliards, dont une tranche de 3,4 milliards est garantie, dans le secteur Services bancaires canadiens, ainsi que des prêts hypothécaires résidentiels titrisés de 18 milliards dans le secteur Marchés des Capitaux.
- (5) Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2013, les montants comparatifs ont été révisés par rapport aux résultats présentés précédemment.

Les marges de crédit sur valeur nette ne sont pas assurées et elles sont présentées dans les prêts aux particuliers. Au 31 juillet 2014, les marges de crédit sur valeur nette du secteur Services bancaires canadiens représentaient une tranche de 43 milliards de dollars (43 milliards au 30 avril 2014) de ce portefeuille. Une tranche d'environ 97 % de ces marges de crédit (97 % au 30 avril 2014) est garantie par le biais d'un privilège de premier rang grevant la propriété, et une tranche de moins de 8 % (8 % au 30 avril 2014) des clients qui utilisent une marge de crédit sur valeur nette acquittent uniquement les paiements d'intérêt prévus.

Prêts hypothécaires résidentiels par période d'amortissement

Le tableau suivant présente un sommaire du pourcentage des prêts hypothécaires résidentiels qui sont classés dans les périodes d'amortissement restantes selon les paiements effectués par les clients, qui comprennent des paiements plus élevés que le montant contractuel minimal ou des paiements plus fréquents :

Période d'amortissement	Au					
	31 juillet 2014			30 avril 2014		
	Canada	États-Unis et autres pays	Total	Canada	États-Unis et autres pays	Total
25 ans ou moins	71 %	92 %	71 %	70 %	92 %	70 %
Plus de 25 à 30 ans	22	8	22	22	8	22
Plus de 30 à 35 ans	6	–	6	7	–	7
Plus de 35 ans	1	–	1	1	–	1
Total	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

Ratio prêt-valeur moyen concernant les nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, les prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et les produits de la gamme Marge Proprio

Le tableau suivant présente un sommaire du ratio prêt-valeur moyen des nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, des prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et des produits de la gamme Marge Proprio, par secteur géographique :

Secteur géographique (3)	Pour les trimestres clos				Pour la période de neuf mois close	
	le 31 juillet 2014		le 30 avril 2014		le 31 juillet 2014	
	Non assurés		Non assurés		Non assurés	
	Prêts hypothécaires résidentiels (1)	Produits de la gamme Marge Proprio (2)	Prêts hypothécaires résidentiels (1)	Produits de la gamme Marge Proprio (2)	Prêts hypothécaires résidentiels (1)	Produits de la gamme Marge Proprio (2)
Provinces de l'Atlantique	74 %	74 %	73 %	75 %	74 %	74 %
Québec	71	73	71	73	71	73
Ontario	71	71	71	71	71	71
Provinces des Prairies	74	74	73	73	74	73
Colombie-Britannique et territoires	71	68	68	67	69	67
États-Unis	72	n.s.	71	n.s.	71	n.s.
Autres pays	85	n.s.	85	n.s.	85	n.s.
Moyenne (4), (5)	72 %	71 %	71 %	71 %	72 %	71 %

(1) Les prêts hypothécaires résidentiels excluent les prêts hypothécaires résidentiels faisant partie des produits de la gamme Marge Proprio.

(2) Les produits de la gamme Marge Proprio comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des marges de crédit sur valeur nette.

(3) Se reporter à la rubrique Gestion du risque de notre rapport annuel 2013 pour la définition de ces secteurs géographiques.

(4) Nous calculons le ratio prêt-valeur moyen concernant les nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, les prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et les produits de la gamme Marge Proprio sur une base pondérée, selon le montant du prêt hypothécaire lors du montage.

(5) En ce qui a trait aux nouveaux prêts hypothécaires et aux produits de la gamme Marge Proprio, le ratio prêt-valeur est calculé en fonction du montant total de la facilité aux fins des prêts hypothécaires résidentiels et des produits de la gamme Marge Proprio, divisé par la valeur des propriétés résidentielles connexes.

n.s. non significatif

Bien que le tableau ci-dessus présente les ratios prêt-valeur concernant les prêts montés au cours du trimestre considéré, le ratio prêt-valeur des soldes en cours des prêts hypothécaires résidentiels non assurés de l'ensemble du secteur Services bancaires canadiens, y compris les produits de la gamme Marge Proprio, s'est établi à 55 % au 31 juillet 2014 (56 % au 30 avril 2014). Ce calcul est pondéré selon les soldes des prêts hypothécaires et ajusté pour tenir compte des valeurs des propriétés basées sur l'Indice composite de prix des maisons Teranet – Banque Nationale.

Nous avons recours à une approche fondée sur le risque pour évaluer les propriétés. Nos méthodes d'évaluation des propriétés comprennent des modèles d'évaluation automatisés et des estimations. Les modèles d'évaluation automatisés servent à estimer la valeur d'une propriété en fonction des données du marché, y compris les ventes de propriétés comparables et les tendances au chapitre des prix dans la zone statistique métropolitaine où se trouve la propriété évaluée. Nous avons également recours, dans le cadre d'une approche fondée sur le risque, à des méthodes d'évaluation, y compris des estimations à partir d'un véhicule et des estimations complètes sur place.

Nous continuons de gérer activement l'intégralité de notre portefeuille de prêts hypothécaires et effectuons des simulations de crise fondées sur une hausse du taux de chômage, conjuguée à des hausses de taux d'intérêt et à un ralentissement des marchés immobiliers. Ces simulations démontrent que la grande majorité des clients auxquels nous avons consenti un prêt hypothécaire résidentiel ou un produit de la gamme Marge Proprio sont en mesure de continuer à effectuer des paiements si un choc se répercute sur l'un des paramètres mentionnés ci-dessus.

Rendement au chapitre de la qualité du crédit

Dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2014	le 30 avril 2014	le 31 juillet 2013	le 31 juillet 2014	le 31 juillet 2013
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	284 \$	231 \$	226 \$	789 \$	720 \$
Gestion de patrimoine	–	–	10	19	9
Marchés des Capitaux	1	13	28	12	177
Services de soutien généraux et autres (1)	(2)	–	3	(1)	(3)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	283 \$	244 \$	267 \$	819 \$	903 \$
Canada (2)					
Prêts hypothécaires résidentiels	4 \$	5 \$	4 \$	17 \$	15 \$
Prêts aux particuliers	96	86	91	299	277
Prêts sur cartes de crédit	88	89	88	260	266
Prêts aux petites entreprises	8	11	7	33	23
Prêts de détail	196	191	190	609	581
Prêts de gros	30	24	39	88	109
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	226	215	229	697	690
États-Unis (2)					
Prêts de détail	1 \$	– \$	2 \$	1 \$	3 \$
Prêts de gros	4	2	22	7	40
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	5	2	24	8	43
Autres pays (2)					
Prêts de détail	21 \$	10 \$	7 \$	60 \$	33 \$
Prêts de gros	31	17	7	54	137
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	52	27	14	114	170
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	283 \$	244 \$	267 \$	819 \$	903 \$
Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances (3)					
Total du ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances	0,26 %	0,23 %	0,26 %	0,26 %	0,30 %
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	0,32	0,27	0,26	0,30	0,29
Services bancaires canadiens	0,26	0,25	0,25	0,27	0,27
Services bancaires dans les Antilles	3,07	1,60	0,76	1,85	1,14
Gestion de patrimoine	(0,02)	0,00	0,31	0,16	0,10
Marchés des Capitaux	0,01	0,08	0,20	0,02	0,44

(1) La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Services de soutien généraux et autres se compose principalement de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts qui n'ont pas encore été classés à titre de prêts douteux. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2013.

(2) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

(3) Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations.

Troisième trimestre de 2014 par rapport au troisième trimestre de 2013

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 16 millions de dollars, ou 6 %, par rapport à l'exercice précédent. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 26 points de base, soit un résultat inchangé par rapport à l'exercice précédent.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a augmenté de 58 millions de dollars, ou 26 %, et le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 6 points de base, résultats qui découlent principalement de la hausse des dotations liées à nos portefeuilles dans les Antilles et de la hausse des dotations liées à nos portefeuilles de prêts commerciaux au Canada.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Gestion de patrimoine a diminué de 10 millions de dollars, car les résultats de l'exercice précédent tenaient compte d'une dotation ayant trait à un seul compte.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Marchés des capitaux a diminué de 27 millions de dollars, car les résultats de l'exercice précédent tenaient compte de dotations ayant trait à un seul compte, lié au secteur Technologie et médias.

Troisième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2014

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 39 millions de dollars, ou 16 %, par rapport au trimestre précédent. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 26 points de base, en hausse de 3 points de base.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a augmenté de 53 millions de dollars, ou 23 %, et le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est accru de 5 points de base, résultats qui découlent principalement de la hausse des dotations liées à nos portefeuilles dans les Antilles et de la hausse des dotations liées à notre portefeuille de prêts commerciaux au Canada.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Marchés des Capitaux a diminué de 12 millions de dollars, car les résultats du trimestre précédent tenaient compte de dotations ayant trait à un seul compte, lié au secteur Technologie et médias.

Troisième trimestre de 2014 par rapport au troisième trimestre de 2013 (résultats sur neuf mois)

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 84 millions de dollars, ou 9 %, par rapport à l'exercice précédent. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 26 points de base, en baisse de 4 points de base.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a augmenté de 69 millions de dollars, ou 10 %, résultat qui découle principalement de la hausse des dotations liées à nos portefeuilles dans les Antilles et de la hausse des dotations liées à nos portefeuilles de prêts aux particuliers et de prêts aux petites entreprises au Canada.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Gestion de patrimoine a augmenté de 10 millions de dollars, en raison de la hausse des dotations à l'égard de quelques comptes.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Marchés des Capitaux a diminué de 165 millions de dollars, car les résultats de l'exercice précédent tenaient compte de dotations ayant trait à quelques comptes, liés au secteur Technologie et médias.

Montant brut des prêts douteux

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au		
	31 juillet 2014	30 avril 2014	31 juillet 2013
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	1 929 \$	1 905 \$	1 811 \$
Gestion de patrimoine	17	10	33
Marchés des Capitaux	50	56	219
Services aux investisseurs et trésorerie	2	3	3
Services de soutien généraux et autres	1	1	6
Total du montant brut des prêts douteux	1 999 \$	1 975 \$	2 072 \$
Canada (1)			
Prêts de détail	696 \$	769 \$	695 \$
Prêts de gros	480	487	490
Montant brut des prêts douteux	1 176	1 256	1 185
États-Unis (1)			
Prêts de détail	13 \$	15 \$	14 \$
Prêts de gros	18	15	136
Montant brut des prêts douteux	31	30	150
Autres pays (1)			
Prêts de détail	327 \$	312 \$	273 \$
Prêts de gros	465	377	464
Montant brut des prêts douteux	792	689	737
Total du montant brut des prêts douteux	1 999 \$	1 975 \$	2 072 \$
Ratio du montant brut des prêts douteux (2)			
Total du ratio du montant brut des prêts douteux	0,45 %	0,45 %	0,50 %
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	0,55	0,55	0,53
Services bancaires canadiens	0,33	0,36	0,33
Services bancaires dans les Antilles	11,01	9,57	9,84
Gestion de patrimoine	0,10	0,07	0,26
Marchés des Capitaux	0,08	0,09	0,40

(1) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

(2) Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations.

Troisième trimestre de 2014 par rapport au troisième trimestre de 2013

Le total du montant brut des prêts douteux a diminué de 73 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent. Le ratio du montant brut des prêts douteux a diminué de 5 points de base.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a augmenté de 118 millions de dollars, ou 7 %, et le ratio du montant brut des prêts douteux s'est chiffré à 55 points de base. L'augmentation du montant brut des prêts douteux s'explique surtout par le nombre plus élevé de prêts douteux liés à nos portefeuilles dans les Antilles et à nos portefeuilles de prêts commerciaux et de prêts aux particuliers au Canada. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par le nombre moins élevé de prêts douteux liés à notre portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels au Canada. Le ratio du montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires canadiens est demeuré inchangé par rapport à l'exercice précédent.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Gestion de patrimoine a diminué de 16 millions de dollars, en raison essentiellement des radiations liées à quelques comptes.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux a diminué de 169 millions de dollars, ou 77 %, en raison principalement du nombre moins élevé de prêts douteux liés aux secteurs Technologie et médias, Produits de financement et Transport et environnement, ce qui reflète en grande partie les ventes, les radiations et les remboursements.

Troisième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2014

Le total du montant brut des prêts douteux a augmenté de 24 millions de dollars, ou 1 %, par rapport au trimestre précédent. Le ratio du montant brut des prêts douteux est demeuré inchangé par rapport au trimestre précédent.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a augmenté de 24 millions de dollars, ou 1 %, résultat qui tient principalement au nombre plus élevé de prêts douteux liés à nos portefeuilles dans les Antilles, facteur neutralisé en partie par le nombre moins élevé de prêts douteux liés à nos portefeuilles de prêts hypothécaires résidentiels et de prêts aux particuliers au Canada.

Provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens)	Au		
	31 juillet 2014	30 avril 2014	31 juillet 2013
Provision pour prêts douteux			
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	537 \$	498 \$	477 \$
Gestion de patrimoine	10	11	9
Marchés des Capitaux	17	13	73
Services aux investisseurs et trésorerie	2	2	2
Services de soutien généraux et autres	1	–	–
Total de la provision pour prêts douteux	567	524	561
Canada (1)			
Prêts de détail	150 \$	162 \$	132 \$
Prêts de gros	156	143	170
Provision pour prêts douteux	306	305	302
États-Unis (1)			
Prêts de détail	1 \$	1 \$	3 \$
Prêts de gros	16	12	35
Provision pour prêts douteux	17	13	38
Autres pays (1)			
Prêts de détail	113 \$	105 \$	102 \$
Prêts de gros	131	101	119
Provision pour prêts douteux	244	206	221
Total de la provision pour prêts douteux	567	524	561
Provision au titre des prêts non encore désignés comme douteux	1 450	1 450	1 451
Total de la provision pour pertes sur créances	2 017 \$	1 974 \$	2 012 \$

(1) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

Troisième trimestre de 2014 par rapport au troisième trimestre de 2013

Le total de la provision pour pertes sur créances a augmenté de 5 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète principalement l'augmentation de la provision pour pertes sur créances liée à nos portefeuilles dans les Antilles et aux portefeuilles du secteur Services bancaires canadiens, facteur neutralisé en partie par la diminution de la provision pour pertes sur créances liée aux portefeuilles du secteur Marchés des Capitaux conformément aux variations du montant brut des prêts douteux dont il est fait mention ci-dessus.

Troisième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2014

Le total de la provision pour pertes sur créances a augmenté de 43 millions de dollars, ou 2 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui tient en grande partie à la hausse de la provision pour pertes sur créances liée à nos portefeuilles dans les Antilles.

Abstention relative aux prêts

Comme l'a recommandé le Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements, nous avons fourni un sommaire de notre politique d'abstention relativement aux prêts.

Dans le cadre de la gestion générale de nos relations avec des emprunteurs, il se pourrait que nous devions, pour des raisons d'ordre économique ou juridique, accorder une abstention à certains clients en ce qui a trait aux modalités initiales de leur prêt. Nous nous efforçons de déterminer suffisamment tôt quels emprunteurs sont aux prises avec des difficultés financières et de modifier les modalités de leur prêt ou de restructurer celui-ci, afin de maximiser les montants recouverts et d'éviter les saisies, les reprises de possession ou d'autres recours judiciaires. Lorsque de tels cas se produisent, l'emprunteur peut se voir accorder des allègements qui ne le seraient pas autrement. Nous avons mis en place des groupes spécialisés et des politiques officielles aux fins de la gestion des prêts en retard ou en défaillance. Les allègements offerts en ce qui a trait aux prêts de détail pourraient inclure une réduction du taux d'intérêt, une renonciation au principal et la prolongation de la durée à l'échéance. Les allègements offerts relativement aux prêts de gros pourraient inclure la restructuration du contrat de prêt, la modification des modalités initiales du contrat ou l'assouplissement des clauses restrictives. Tant en ce qui concerne les prêts de détail que les prêts de gros, les mesures correctrices appropriées sont basées sur la situation de l'emprunteur et reflètent la politique de la banque ainsi que la volonté et la capacité de l'emprunteur à se conformer au nouveau contrat. Lorsqu'un prêt est restructuré, le placement comptabilisé au titre du prêt est réduit à la date de la restructuration et ramené au montant des flux de trésorerie nets à recevoir en vertu des modalités modifiées du contrat, et il est actualisé au taux d'intérêt effectif du prêt (soit le taux avant la restructuration).

Risque de marché

Évaluations du risque de marché – positions évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net

VAR et VAR en période de tensions

Nous évaluons la VAR en fonction du 99^e centile de l'intervalle de confiance en ce qui a trait aux fluctuations des prix sur une période de détention de un jour, à l'aide d'une simulation historique fondée sur les deux derniers exercices pour lesquels il existe des données de marché historiques à pondération égale. Ces calculs sont révisés quotidiennement en fonction des positions de risque actuelles, sauf en ce qui concerne les ajustements de l'évaluation du crédit et certaines autres positions qui sont révisées chaque semaine. La VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché est calculée chaque semaine de manière semblable à la VAR liée à la gestion du risque de marché, sauf que les calculs sont basés sur une période historique de volatilité extrême de un an et sur la situation inverse, plutôt que sur les données historiques des deux derniers exercices. La période de tensions utilisée s'échelonne de septembre 2008 à août 2009. La VAR en période de tensions est calculée hebdomadairement pour tous les portefeuilles. Pour plus de détails sur notre démarche aux fins de la gestion du risque de marché, se reporter à la rubrique Risque de marché de notre rapport annuel 2013.

Le tableau ci-après illustre la VAR liée à la gestion du risque de marché et la VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché concernant toutes les positions qui sont évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net, sauf en ce qui concerne les positions faisant partie d'une relation de couverture désignée et les positions détenues dans le secteur RBC Assurances.

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2014				30 avril 2014		31 juillet 2013	
	Au 31 juillet	Pour le trimestre clos à cette date			Au 30 avril	Pour le trimestre clos à cette date	Au 31 juillet	Pour le trimestre clos à cette date
		Moyenne	Haut	Bas		Moyenne		Moyenne
Actions	9 \$	10 \$	14 \$	4 \$	16 \$	11 \$	10 \$	8 \$
Change	1	2	3	1	1	2	6	5
Marchandises	2	2	3	2	2	3	3	2
Taux d'intérêt	19	22	26	18	30	33	44	42
Risque spécifique de crédit (1)	8	8	10	6	8	8	10	10
Effet de diversification (2)	(16)	(18)	(23)	(15)	(24)	(21)	(27)	(22)
VAR liée à la gestion du risque de marché	23 \$	26 \$	32 \$	19 \$	33 \$	36 \$	46 \$	45 \$
VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché	76 \$	87 \$	105 \$	74 \$	96 \$	103 \$	95 \$	105 \$

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2014				31 juillet 2013	
	Au 31 juillet	Pour la période de neuf mois close à cette date			Au 31 juillet	Pour la période de neuf mois close à cette date
		Moyenne	Haut	Bas		Moyenne
Actions	9 \$	10 \$	17 \$	4 \$	10 \$	9 \$
Change	1	2	5	1	6	3
Marchandises	2	3	7	2	3	3
Taux d'intérêt	19	29	36	18	44	41
Risque spécifique de crédit (1)	8	9	11	6	10	10
Effet de diversification (2)	(16)	(21)	(30)	(15)	(27)	(23)
VAR liée à la gestion du risque de marché	23 \$	32 \$	39 \$	19 \$	46 \$	43 \$
VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché	76 \$	97 \$	121 \$	74 \$	95 \$	89 \$

(1) Le risque lié à l'écart de taux général est évalué en fonction de la VAR liée au taux d'intérêt, tandis que le risque spécifique de crédit tient compte de la volatilité de l'écart de taux lié à chaque émetteur.

(2) La VAR liée à la gestion du risque de marché est inférieure à la somme des VAR individuelles par facteur de risque, en raison de la diversification du portefeuille.

Troisième trimestre de 2014 par rapport au troisième trimestre de 2013

La moyenne de la VAR s'est établie à 26 millions de dollars au troisième trimestre de 2014, soit un résultat en baisse de 19 millions par rapport à l'exercice précédent. La diminution tient à l'actualisation de l'horizon historique utilisé pour calculer la VAR, qui ne tient plus compte de la volatilité des marchés en 2011 suivant la baisse de la notation des États-Unis ni de la volatilité des marchés au printemps 2012 découlant des craintes liées à l'endettement d'États souverains en Europe. La diminution de la VAR découle également d'un risque moins élevé à l'égard de portefeuilles de titres adossés à des créances hypothécaires non garantis par une agence et de la réduction du risque de change.

La moyenne de la VAR en période de tensions s'est établie à 87 millions de dollars au troisième trimestre de 2014, soit un résultat en baisse de 18 millions par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, résultat qui s'explique principalement par la réduction du risque à l'égard de certains portefeuilles de titres adossés à des créances hypothécaires. Cette diminution découle également de l'adoption des dispositions d'IFRS 9, *Instruments financiers* (IFRS 9), selon lesquelles les variations de la juste valeur des passifs non dérivés attribuables aux variations de notre risque de crédit ne sont plus comptabilisées dans les revenus et sont, par conséquent, exclues du modèle de la VAR à compter du 1^{er} mai 2014.

Troisième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2014

La moyenne de la VAR s'est établie à 26 millions de dollars, soit un résultat en baisse de 10 millions par rapport au trimestre précédent. La diminution tient essentiellement à l'actualisation de l'horizon historique utilisé pour calculer la VAR, lequel ne prend plus en compte la volatilité des marchés découlant des craintes liées à l'endettement d'États souverains en Europe au printemps 2012. La diminution du risque lié aux actions et l'adoption des dispositions d'IFRS 9 dont il est fait mention ci-dessus ont également contribué à la diminution de la VAR.

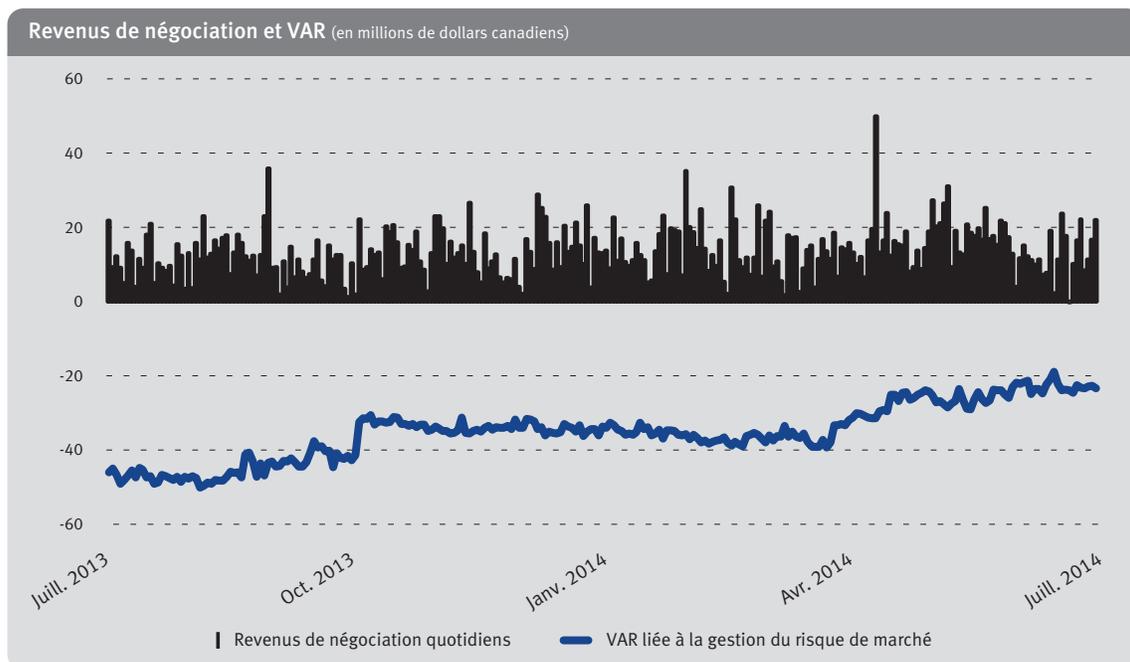
La moyenne de la VAR en période de tensions a diminué de 16 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de l'adoption des dispositions d'IFRS 9, de la réduction du risque à l'égard de certains portefeuilles de titres adossés à des créances hypothécaires garantis par une agence au cours du trimestre considéré et de la diminution du risque lié aux actions.

La diminution de la VAR et de la VAR en période de tensions découle également de l'incidence de la conversion des devises sur les portefeuilles libellés en devises.

Troisième trimestre de 2014 par rapport au troisième trimestre de 2013 (résultats sur neuf mois)

La moyenne de la VAR s'est établie à 32 millions de dollars, en baisse de 11 millions par rapport à l'exercice précédent, ce qui s'explique principalement par l'actualisation de l'horizon historique utilisé pour calculer la VAR et par la réduction du risque à l'égard de certains portefeuilles de titres adossés à des créances hypothécaires. La moyenne de la VAR en période de tensions a augmenté de 8 millions de dollars par rapport à 89 millions pour la période correspondante de l'exercice précédent, en raison principalement de l'accroissement du risque à l'égard des titres à revenu fixe dont les taux ont été particulièrement volatils au cours de la période historique utilisée pour calculer la VAR en période de tensions, comparativement aux données historiques plus récentes.

Le graphique ci-dessous illustre nos profits et pertes de négociation quotidiens, ainsi que notre VAR quotidienne liée à la gestion du risque de marché. Au cours du trimestre, nous avons connu une séance marquée par des pertes de négociation nettes totalisant 0,2 million de dollars, alors que nous n'avions connu aucune séance marquée par des pertes de négociation nettes au deuxième trimestre de 2014.



Évaluations du risque de marché – Autres positions évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net

Actifs et passifs de RBC Assurances

Nous offrons une vaste gamme de produits d'assurance à nos clients et détenons des placements afin de pouvoir respecter nos obligations futures au titre des polices d'assurance. Les placements à l'appui des obligations au titre des polices d'assurance sont principalement des actifs à revenu fixe désignés comme évalués à la juste valeur par le biais du résultat net; par conséquent, les variations de la juste valeur de ces actifs sont comptabilisées dans le poste Revenus de placement des comptes consolidés de résultat. Les variations de la juste valeur de ces actifs sont en grande partie neutralisées par les variations de la juste valeur des provisions techniques, dont l'incidence est reflétée dans les indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance. Les passifs relatifs aux obligations au titre des polices d'assurance se chiffraient à 8,5 milliards de dollars au 31 juillet 2014. Nous avons des titres détenus à des fins de transaction de 6,6 milliards de dollars à l'appui des passifs. Nous détenons également des titres de 1,6 milliard de dollars classés comme des placements disponibles à la vente.

Évaluations du risque de marché – Positions liées au taux d'intérêt structurel

Le tableau suivant présente l'incidence potentielle avant impôt d'une augmentation ou d'une diminution immédiate et soutenue de 100 points de base des taux d'intérêt sur le revenu net d'intérêt et sur la valeur économique des capitaux propres de notre portefeuille autre que de négociation, en présumant qu'aucune opération de couverture supplémentaire n'est effectuée. Toutes les mesures du risque de taux d'intérêt sont fondées sur nos positions de taux d'intérêt à un moment donné et elles changent continuellement en raison de nos activités commerciales et de nos mesures liées à la gestion des risques. Au cours du troisième trimestre de 2014, notre exposition au risque de taux d'intérêt s'est située dans les limites de nos objectifs.

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2014			30 avril 2014		31 juillet 2013				
	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres		Risque lié au revenu net d'intérêt (2)	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres					
	Incidence – dollar canadien	Incidence – dollar américain (1)			Incidence – dollar canadien	Incidence – dollar américain (1)	Risque lié au revenu net d'intérêt (2)			
Incidence avant impôt d'une :										
augmentation des taux de 100 p.b	(824)\$	(3)\$	(827)\$	382 \$	12 \$	394 \$	(692)\$	397 \$	(502)\$	439 \$
diminution des taux de 100 p.b	686	(1)	685	(319)	(2)	(321)	568	(358)	375	(311)

(1) Représente l'incidence sur les portefeuilles autres que de négociation détenus par nos Services bancaires aux États-Unis.

(2) Représente le risque lié au revenu net d'intérêt sur 12 mois découlant d'une variation instantanée et soutenue des taux d'intérêt.

Évaluations du risque de marché concernant les autres portefeuilles significatifs d'activités autres que de négociation

Risque de marché – Titres disponibles à la vente

Les titres classés comme disponibles à la vente se sont établis à 46 milliards de dollars au 31 juillet 2014, comparativement à 43 milliards au 30 avril 2014. Nous détenons des titres d'emprunt désignés comme disponibles à la vente à des fins de placement principalement et pour gérer le risque de taux d'intérêt lié à nos activités bancaires autres que de négociation. Certains portefeuilles de titres d'emprunt existants sont également classés comme disponibles à la vente. Au 31 juillet 2014, notre portefeuille de titres disponibles à la vente (en excluant ceux détenus dans le cadre de nos activités d'assurance) nous exposait au risque de taux d'intérêt, lequel représente une perte avant impôt de 5,7 millions de dollars, ce qui correspond à la variation de la valeur des titres découlant d'une augmentation parallèle de un point de base des rendements. Le portefeuille nous exposait également au risque lié à l'écart de taux, lequel représente une perte avant impôt de 10,2 millions de dollars, ce qui correspond à la variation de la valeur découlant de l'élargissement de un point de base des écarts de taux. Les variations de la valeur de ces titres sont présentées dans les autres éléments du résultat global. Nos titres disponibles à la vente comprenaient également des risques liés aux actions de 1,7 milliard de dollars au 31 juillet 2014, soit un résultat inchangé par rapport au dernier trimestre.

Dérivés dans le cadre de relations de couverture comptable

Les actifs dérivés dans le cadre d'une relation de couverture comptable désignée se sont établis à 1,9 milliard de dollars au 31 juillet 2014, en baisse par rapport à 2,0 milliards au trimestre précédent, et les passifs dérivés se sont chiffrés à 805 millions au 31 juillet 2014, soit un résultat inchangé par rapport au trimestre précédent. Nous avons recours à des swaps de taux d'intérêt pour gérer notre risque de taux d'intérêt structurel, comme il est décrit à la rubrique Risque de marché de notre rapport annuel 2013. Dans la mesure où ces swaps sont considérés comme des couvertures efficaces, les variations de leurs justes valeurs sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global. Le risque de taux d'intérêt lié aux couvertures des flux de trésorerie désignées, qui correspond à la variation de la valeur des dérivés découlant d'une augmentation parallèle de un point de base des rendements, représentait un montant positif de 3,1 millions de dollars au 31 juillet 2014.

Nous avons aussi recours à des swaps de taux d'intérêt pour couvrir la variation de la juste valeur de certains instruments à taux fixe. Les variations de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt et des instruments couverts qui sont liées aux fluctuations des taux d'intérêt sont comptabilisées en résultat.

Nous avons également recours à des dérivés de change pour gérer le risque auquel nous sommes exposés relativement aux placements en titres de capitaux propres dans des filiales qui sont libellés en devises, particulièrement ceux qui sont libellés en dollars américains et en livres sterling. Les variations de la juste valeur de ces couvertures et les écarts de conversion cumulés liés à notre risque de change structurel sont présentés dans les autres éléments du résultat global.

Lien entre le risque de marché et les principales données figurant au bilan

Le tableau ci-dessous illustre le lien entre les principales données figurant au bilan et les positions incluses dans les informations fournies à l'égard du risque de marché lié aux activités de négociation et du risque de marché lié aux activités autres que de négociation, ainsi que la façon dont nous gérons le risque de marché lié à nos actifs et passifs à l'aide de différentes mesures.

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 juillet 2014			Risque principal associé au risque lié aux activités autres que de négociation
	Montant figurant au bilan	Évaluation du risque de marché		
		Risque lié aux activités de négociation (1)	Risque lié aux activités autres que de négociation (2)	
Actifs exposés au risque de marché				
Trésorerie et montants à recevoir de banques (3)	16 297 \$	10 289 \$	6 008 \$	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts à des banques (4)	5 383	1 305	4 078	Taux d'intérêt
Valeurs mobilières				
Titres détenus à des fins de transaction (5)	152 756	146 102	6 654	Taux d'intérêt, écart de taux
Titres disponibles à la vente (6)	46 358	–	46 358	Taux d'intérêt, écart de taux, cours des actions
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés (7)	135 205	135 063	142	Taux d'intérêt
Prêts				
Prêts de détail (8)	329 831	16 180	313 651	Taux d'intérêt
Prêts de gros (9)	102 516	431	102 085	Taux d'intérêt
Provision pour pertes sur prêts	(1 926)	–	(1 926)	Taux d'intérêt
Actif net des fonds distincts (10)	645	–	645	Taux d'intérêt
Dérivés	72 823	69 199	3 624	Taux d'intérêt
Autres actifs (11)	47 787	13 848	33 939	Taux d'intérêt
Actifs non exposés au risque de marché (12)	6 195			
Total de l'actif	913 870 \$	392 417 \$	515 258 \$	
Passifs exposés au risque de marché				
Dépôts (13)	598 049 \$	115 410 \$	482 639 \$	Taux d'intérêt
Passif des fonds distincts (14)	645	–	645	Taux d'intérêt
Autres				
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	52 054	52 054	–	
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés (15)	65 423	65 288	135	Taux d'intérêt
Dérivés	75 096	73 451	1 645	Taux d'intérêt
Autres passifs (16)	48 988	14 770	34 218	Taux d'intérêt
Débitures subordonnées	6 810	–	6 810	Taux d'intérêt
Passifs non exposés au risque de marché (17)	13 308			
Total du passif	860 373 \$	320 973 \$	526 092 \$	
Total des capitaux propres	53 497 \$			
Total du passif et des capitaux propres	913 870 \$			

(1) Le risque lié aux activités de négociation comprend les positions évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net pour lesquelles les profits et pertes de réévaluation sont comptabilisés dans les revenus. Les évaluations du risque de marché liées à la VAR, à la VAR en période de tensions et aux simulations de crise servent de contrôles des risques pour le risque lié aux activités de négociation.

(2) Le risque lié aux activités autres que de négociation comprend les positions utilisées aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel et d'autres portefeuilles d'activités autres que de négociation. Les autres portefeuilles d'activités autres que de négociation significatifs comprennent les positions liées à nos activités d'assurance et les titres disponibles à la vente non pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

Les notes ci-dessous fournissent des renseignements additionnels sur les montants associés au risque lié aux activités autres que de négociation.

(3) La trésorerie et les montants à recevoir de banques comprennent un montant de 5 377 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Un montant additionnel de 631 millions de dollars est pris en compte dans les autres contrôles des risques.

(4) Des dépôts productifs d'intérêts à des banques de 4 078 millions de dollars sont pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

(5) Les titres détenus à des fins de transaction comprennent des titres d'un montant de 6 643 millions de dollars utilisés aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances, qui n'est pas pris en compte dans l'évaluation du risque de taux d'intérêt structurel que nous présentons.

(6) Des titres disponibles à la vente de 42 532 millions de dollars sont pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Des titres additionnels d'un montant de 3 826 millions de dollars sont détenus dans le cadre de nos activités d'assurance, titres qui ne sont pas pris en compte dans notre évaluation du risque de taux d'intérêt structurel, et relativement à certains actifs existants.

(7) Les biens achetés en vertu de conventions de revente comprennent un montant de 142 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

(8) Les prêts de détail comprennent un montant de 313 653 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

(9) Les prêts de gros comprennent un montant de 100 937 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Un montant additionnel de 1 148 millions de dollars est utilisé aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.

(10) Les placements pour le compte de détenteurs de fonds distincts sont pris en compte aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.

(11) Les autres actifs comprennent un montant de 31 579 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Un montant additionnel de 2 360 millions de dollars est utilisé aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.

(12) Les autres actifs comprennent des immobilisations corporelles et d'autres actifs d'un montant de 6 195 millions de dollars qui ne sont pas exposés au risque de marché.

(13) Les dépôts comprennent un montant de 482 639 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

(14) Les contrats d'assurance et de placement pour le compte de détenteurs de fonds distincts sont pris en compte aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.

(15) Les engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat comprennent un montant de 135 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

(16) Les autres passifs comprennent un montant de 9 158 millions de dollars utilisé aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances, et un montant de 25 060 millions utilisé aux fins de l'évaluation de notre risque de taux d'intérêt structurel.

(17) Les autres passifs comprennent des passifs liés à la paie et d'autres passifs d'un montant de 13 308 millions de dollars qui ne sont pas exposés au risque de marché.

Au 30 avril 2014				
	Montant figurant au bilan	Évaluation du risque de marché		Risque principal associé au risque lié aux activités autres que de négociation
		Risque lié aux activités de négociation (1)	Risque lié aux activités autres que de négociation (2)	
(en millions de dollars canadiens)				
Actifs exposés au risque de marché				
Trésorerie et montants à recevoir de banques (3)	15 879 \$	8 760 \$	7 119 \$	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts à des banques (4)	5 210	874	4 336	Taux d'intérêt
Valeurs mobilières				
Titres détenus à des fins de transaction (5)	148 398	142 115	6 283	Taux d'intérêt, écart de taux
Titres disponibles à la vente (6)	43 083	–	43 083	Taux d'intérêt, écart de taux, cours des actions
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés (7)	133 981	133 776	205	Taux d'intérêt
Prêts				
Prêts de détail (8)	324 142	16 908	307 234	Taux d'intérêt
Prêts de gros (9)	99 177	434	98 743	Taux d'intérêt
Provision pour pertes sur prêts	(1 883)	–	(1 883)	Taux d'intérêt
Actif net des fonds distincts (10)	593	–	593	Taux d'intérêt
Dérivés	72 633	68 783	3 850	Taux d'intérêt
Autres actifs (11)	48 178	12 279	35 899	Taux d'intérêt
Actifs non exposés au risque de marché (12)	6 505			
Total de l'actif	895 896 \$	383 929 \$	505 462 \$	
Passifs exposés au risque de marché				
Dépôts (13)	587 122 \$	110 122 \$	477 000 \$	Taux d'intérêt
Passif des fonds distincts (14)	593	–	593	Taux d'intérêt
Autres				
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	50 423	50 423	–	
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés (15)	63 790	63 602	188	Taux d'intérêt
Dérivés	73 206	72 003	1 203	Taux d'intérêt
Autres passifs (16)	50 964	14 954	36 010	Taux d'intérêt
Débitures subordonnées	6 486	–	6 486	Taux d'intérêt
Passifs non exposés au risque de marché (17)	11 336			
Total du passif	843 920 \$	311 104 \$	521 480 \$	
Total des capitaux propres	51 976 \$			
Total du passif et des capitaux propres	895 896 \$			

(1) Le risque lié aux activités de négociation comprend les positions évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net pour lesquelles les profits et pertes de réévaluation sont comptabilisés dans les revenus. Les évaluations du risque de marché liées à la VAR, à la VAR en période de tensions et aux simulations de crise servent de contrôles des risques pour le risque lié aux activités de négociation.

(2) Le risque lié aux activités autres que de négociation comprend les positions utilisées aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel et d'autres portefeuilles d'activités autres que de négociation. Les autres portefeuilles d'activités autres que de négociation significatifs comprennent les positions liées à nos activités d'assurance et les titres disponibles à la vente non pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

Les notes ci-dessous fournissent des renseignements additionnels sur les montants associés au risque lié aux activités autres que de négociation.

(3) La trésorerie et les montants à recevoir de banques comprennent un montant de 6 088 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Un montant additionnel de 1 031 millions de dollars est pris en compte dans les autres contrôles des risques.

(4) Des dépôts productifs d'intérêts à des banques de 4 336 millions de dollars sont pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

(5) Les titres détenus à des fins de transaction comprennent des titres d'un montant de 6 283 millions de dollars utilisés aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances, qui n'est pas pris en compte dans l'évaluation du risque de taux d'intérêt structurel que nous présentons.

(6) Des titres disponibles à la vente de 39 174 millions de dollars sont pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Des titres additionnels d'un montant de 3 909 millions de dollars sont détenus dans le cadre de nos activités d'assurance, titres qui ne sont pas pris en compte dans notre évaluation du risque de taux d'intérêt structurel, et relativement à certains actifs existants.

(7) Les biens achetés en vertu de conventions de revente comprennent un montant de 205 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

(8) Les prêts de détail comprennent un montant de 307 235 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

(9) Les prêts de gros comprennent un montant de 97 620 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Un montant additionnel de 1 123 millions de dollars est utilisé aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.

(10) Les placements pour le compte de détenteurs de fonds distincts sont pris en compte aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.

(11) Les autres actifs comprennent un montant de 33 526 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Un montant additionnel de 2 373 millions de dollars est utilisé aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.

(12) Les autres actifs comprennent des immobilisations corporelles et d'autres actifs d'un montant de 6 505 millions de dollars qui ne sont pas exposés au risque de marché.

(13) Les dépôts comprennent un montant de 477 000 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

(14) Les contrats d'assurance et de placement pour le compte de détenteurs de fonds distincts sont pris en compte aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.

(15) Les engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat comprennent un montant de 188 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

(16) Les autres passifs comprennent un montant de 8 818 millions de dollars utilisé aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances, et un montant de 27 192 millions utilisé aux fins de l'évaluation de notre risque de taux d'intérêt structurel.

(17) Les autres passifs comprennent des passifs liés à la paie et d'autres passifs d'un montant de 11 336 millions de dollars qui ne sont pas exposés au risque de marché.

Gestion des liquidités et du financement

Il n'y a eu aucun changement significatif à notre cadre de gestion des liquidités depuis celui décrit dans notre rapport annuel 2013. Nous continuons de maintenir une position de liquidité et de financement qui est appropriée pour mettre à exécution notre stratégie. Les risques de liquidité et de financement auxquels nous sommes exposés demeurent essentiellement dans les limites de notre goût du risque.

Contexte réglementaire

Nous continuons de surveiller et, le cas échéant, de modifier nos politiques, nos pratiques et nos processus aux fins de la gestion des risques en fonction des faits nouveaux en matière de réglementation, de manière à nous positionner en prévision de la mise en œuvre de réformes réglementaires dont l'application est prospective, notamment les normes de liquidités réglementaires de l'accord de Bâle III élaborées par le CBCB et appuyées par le BSIF et d'autres autorités. Les normes concernant les liquidités élaborées par le CBCB comprennent des exigences minimales liées à deux mesures de réglementation, soit le ratio de couverture des liquidités et le ratio de capitalisation stable net. En janvier 2013, le CBCB a publié ses règles définitives concernant le ratio de couverture des liquidités, ainsi qu'un échéancier aux fins de la mise en application graduelle de ces exigences, lequel prévoit une couverture minimale de 60 % en 2015, qui augmentera de 10 % annuellement pour atteindre 100 % en 2019. En janvier 2014, le CBCB a publié son document final intitulé *Liquidity coverage ratio disclosure standards*, ainsi qu'un document consultatif sur les exigences liées au ratio de capitalisation stable net. On s'attend à ce que les banques se conforment aux normes d'information relatives au ratio de couverture des liquidités du CBCB à compter du premier trimestre complet de l'année civile 2015 (soit le deuxième trimestre pour les banques canadiennes). Les commentaires sur le document consultatif à propos du ratio de capitalisation stable net ont été soumis au CBCB au début du mois d'avril. La mise en application du ratio de capitalisation stable net est prévue pour 2018.

En mai 2014, le BSIF a publié la version définitive de la ligne directrice sur les normes de liquidité. Cette ligne directrice a pour objectif de décrire les méthodes à l'appui d'une série de paramètres d'évaluation des liquidités qui seront utilisés par le BSIF pour évaluer l'adéquation des liquidités d'une institution. La ligne directrice sur les normes de liquidité convertit les exigences concernant les liquidités élaborées par le CBCB (y compris les paramètres d'évaluation des liquidités relatives au ratio de couverture des liquidités et au ratio de capitalisation stable net ainsi que les outils de surveillance) en ligne directrice du BSIF, en plus d'officialiser l'utilisation des flux de trésorerie nets cumulatifs du BSIF en tant qu'outil de supervision. La ligne directrice sur les normes de liquidité comporte des modifications aux hypothèses et aux paramètres concernant les flux de trésorerie nets cumulatifs que le BSIF avait introduits en 2010. Fait à noter dans la ligne directrice sur les normes de liquidité : tandis que la date de mise en application du ratio de couverture des liquidités de janvier 2015 est conforme aux exigences du CBCB, il n'y aura pas de période d'application progressive, puisque l'exigence minimale liée au ratio de couverture des liquidités pour les institutions canadiennes à cette date sera de 100 %, comparativement à la couverture minimale de 60 % prescrite par le CBCB. La mise en application des outils de surveillance révisés relatifs aux flux de trésorerie nets cumulatifs et aux autres liquidités est également prévue pour janvier 2015. Les outils de surveillance intrajournaliers seront mis en application d'ici 2017. En juillet 2014, le BSIF a publié sa ligne directrice qui établit des exigences en matière de communication de l'information au public concernant le ratio de couverture des liquidités pour les banques d'importance systémique nationale, ce qui est conforme aux normes internationales mises en place par les règles définitives du CBCB publiées plus tôt cette année. Tous les mois, nous établissons un rapport sur les flux de trésorerie nets cumulatifs pour le BSIF et nous soumettons au BSIF des résultats mensuels concernant le ratio de couverture des liquidités et des résultats trimestriels concernant le ratio de capitalisation stable net. Nous soumettons également des rapports au CBCB deux fois par année sur le ratio de couverture des liquidités et le ratio de capitalisation stable net.

En août 2014, le ministère des Finances du gouvernement du Canada a publié son document de consultation sur la recapitalisation interne intitulé « Régime de protection des contribuables et de recapitalisation des banques ». Des commentaires doivent être reçus d'ici le 12 septembre 2014. Le régime proposé s'applique seulement aux banques d'importance systémique nationale. Il met l'accent sur une série de passifs et exclut les dépôts. Nous évaluons actuellement l'incidence de l'adoption de ce régime proposé. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la section Contexte réglementaire de la rubrique Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives.

Mesure du risque

Pour surveiller et contrôler les risques en fonction de seuils de tolérance appropriés, nous établissons des plafonds relatifs à divers paramètres réglementaires et internes qui reflètent divers horizons et degrés de gravité des périodes de tensions. Nous revoyons et corroborons régulièrement les méthodes de gestion des risques et les hypothèses sous-jacentes quant aux paramètres internes afin d'évaluer leur concordance avec notre contexte d'exploitation, la conjoncture et les conditions du marché prévues, les préférences des agences de notation, les exigences des organismes de réglementation et les pratiques reconnues.

Selon nos paramètres internes, nous évaluons le risque de liquidité à l'aide des dates d'échéance contractuelles de certains actifs et passifs (p. ex., les prêts et le financement de gros) et des échéances réelles d'autres actifs et passifs. Dans le cas des évaluations fondées sur les échéances réelles, la valeur de liquidité des actifs et des passifs est calculée en fonction de modèles fondés sur des comportements observés ou sur le marché qui ne sont pas liés à l'échéance contractuelle. Par exemple, l'échéance réelle peut être plus courte que l'échéance contractuelle si le comportement observé de l'actif suggère que ce dernier peut être monétisé avant l'échéance. L'échéance réelle d'un passif peut être plus longue que l'échéance contractuelle si le comportement observé du passif suggère que ce dernier sera prolongé ou reconduit à l'échéance. En ce qui a trait aux actifs, cela est notamment le cas des obligations liées à des gouvernements, car elles peuvent être monétisées de façon rapide et sûre; en ce qui a trait aux passifs, cela est notamment le cas des dépôts basés sur les relations, une valeur de base étant habituellement attribuée à un grand nombre de ces dépôts, même si les dates d'échéance contractuelles peuvent être très rapprochées ou si les dépôts peuvent, sur le plan juridique, être considérés comme étant à vue (inversement, les prêts à vue affichent les attributs d'actifs à plus long terme et ils sont considérés comme tels pour ce qui est de l'échéance réelle). Les hypothèses formulées à l'interne tiennent compte de toutes les données et informations significatives et pertinentes disponibles ainsi que des méthodes utilisées pour quantifier le risque de liquidité.

Pour plus de détails sur nos méthodes et évaluations, se reporter à la rubrique Gestion des liquidités et du financement de notre rapport annuel 2013.

Profil de risque

Au 31 juillet 2014, les dépôts basés sur les relations, qui constituent la principale source de financement des prêts de détail et des prêts hypothécaires, se sont établis à 379 milliards de dollars, ou 53 % du total du financement (375 milliards ou 54 % au 30 avril 2014). Notre source de financement pour les actifs très liquides se composait principalement de financement de gros à court terme qui reflète la période de monétisation prévue de ces actifs. Ce financement de gros se composait de passifs à court terme non garantis de 80 milliards de dollars et de passifs garantis (conventions de rachat et ventes à découvert) de 124 milliards, qui représentaient 11 % et 17 % du total du financement au 31 juillet 2014, respectivement (74 milliards et 120 milliards, ou 10 % et 17 % du total du financement, respectivement, au 30 avril 2014). Le financement de gros à long terme sert principalement à financer les actifs de gros qui sont moins liquides. Des informations quantitatives supplémentaires sont fournies à la rubrique Financement ci-dessous.

Au 31 juillet 2014, nos actifs liquides en cas d'urgence se chiffraient à 12 milliards de dollars, soit 7 milliards de dollars US et 5 milliards de dollars CA (12 milliards, soit 7 milliards de dollars US et 5 milliards de dollars CA au 30 avril 2014). Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2014, nos actifs liquides en cas d'urgence s'élevaient en moyenne à 12 milliards de dollars, soit 7 milliards de dollars US et 5 milliards de dollars CA (12 milliards, soit 7 milliards de dollars US et 5 milliards de dollars CA au 30 avril 2014). Nous détenions également des réserves d'actifs liquides aux fins des activités de mise en gage des dérivés s'élevant à 3 milliards de dollars US au 31 juillet 2014 (4 milliards de dollars US au 30 avril 2014); elles servent à atténuer la volatilité de nos besoins nets relatifs aux activités de mise en gage des dérivés. Ces réserves se sont chiffrées en moyenne à 3 milliards de dollars US au cours du trimestre clos le 31 juillet 2014 (4 milliards de dollars US au 30 avril 2014).

Conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements, les tableaux suivants présentent des sommaires de nos réserves de liquidités ainsi que de nos charges grevant les actifs. Les actifs non grevés représentent dans la plupart des cas une source de financement à laquelle nous pouvons rapidement avoir accès, au besoin. Dans le tableau des réserves de liquidités, les actifs liquides disponibles comprennent la trésorerie et les portefeuilles de titres figurant au bilan, ainsi que les titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres (conventions de revente et transactions de financement contre sûretés hors bilan) et des transactions sur dérivés, et ils constituent notre source préférée d'accès rapide à des liquidités. Les autres éléments de notre réserve de liquidités sont constitués essentiellement de facilités de crédit non engagées et inutilisées consenties par des banques centrales auxquelles nous pouvons accéder dans des circonstances exceptionnelles, dans la mesure où certaines conditions préalables peuvent être respectées et lorsque des avances peuvent être appuyées par des actifs admissibles (p. ex. certains prêts non grevés) qui ne sont pas compris dans la catégorie des actifs liquides. Le tableau des charges grevant les actifs présente une vue d'ensemble détaillée des actifs dont peut disposer la Banque, pas seulement la réserve de liquidités, et détermine les actifs déjà donnés en garantie, de même que ceux disponibles à titre de garantie (y compris les actifs non grevés du tableau de la réserve de liquidités) aux fins du financement garanti. Les actifs moins liquides tels que les prêts hypothécaires et les créances sur cartes de crédit peuvent être monétisés en partie, mais la monétisation de ces actifs nécessite un plus long délai d'exécution que celle des actifs liquides. Au 31 juillet 2014, nos actifs disponibles à titre de garantie comprenaient 65 % du total de nos actifs liquides. Aux fins des tableaux présentés ci-après, les actifs grevés comprennent : i) les actifs liquides détenus par des banques qui sont donnés en garantie (p. ex., financement de rachat et dérivés donnés en garantie) ou qui ne peuvent être utilisés librement en raison d'exigences réglementaires ou de politiques internes (p. ex., pour assurer le maintien d'une réserve obligatoire ou le respect d'exigences locales en matière d'adéquation des fonds propres, et de manière à maintenir l'accès continu aux systèmes de paiement et de règlement); ii) les titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés qui ont été de nouveau donnés en garantie, lorsque cela est permis (p. ex., pour obtenir un financement à l'aide de conventions de rachat ou pour couvrir des titres vendus à découvert), ou qui n'ont aucune valeur de liquidité puisque qu'ils ne peuvent pas être de nouveau donnés en garantie; iii) les actifs illiquides qui ont été titrisés et vendus sur le marché ou qui ont été donnés en garantie à l'appui des entités de financement à terme structuré. Nous ne considérons pas les actifs grevés comme une source de liquidités disponibles aux fins de l'évaluation du risque de liquidité. Les actifs non grevés représentent l'écart entre le total des actifs et les actifs grevés, qu'ils figurent au bilan ou non.

Réserve de liquidités ⁽¹⁾

	Au 31 juillet 2014				
	Actifs liquides détenus par des banques	Titres reçus en garantie dans le cadre de transactions sur dérivés et de financement de titres	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés	Actifs liquides non grevés
(en millions de dollars canadiens)					
Trésorerie et placements auprès de banques centrales	14 262 \$	– \$	14 262 \$	1 007 \$	13 255 \$
Dépôts à un jour auprès d'autres banques	2 668	–	2 668	253	2 415
Titres émis ou garantis par des organismes souverains, des banques centrales ou des banques multilatérales de développement ^{(2), (3)}	219 436	16 793	236 229	110 964	125 265
Autres ⁽²⁾	102 697	24 292	126 989	61 084	65 905
Actifs liquides admissibles auprès de banques centrales (non inclus dans les éléments ci-dessus) ⁽⁴⁾	61	–	61	–	61
Lignes de crédit inutilisées accordées par des banques centrales ⁽⁵⁾	7 386	–	7 386	–	7 386
Autres actifs admissibles à titre de garanties pour obtenir un escompte ⁽⁶⁾	125 537	–	125 537	–	125 537
Autres actifs liquides ⁽⁷⁾	11 506	–	11 506	11 506	–
Total des actifs liquides	483 553 \$	41 085 \$	524 638 \$	184 814 \$	339 824 \$

Au 30 avril 2014

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2014				
	Actifs liquides détenus par des banques	Titres reçus en garantie dans le cadre de transactions sur dérivés et de financement de titres	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés	Actifs liquides non grevés
Trésorerie et placements auprès de banques centrales	12 290 \$	– \$	12 290 \$	1 057 \$	11 233 \$
Dépôts à un jour auprès d'autres banques	2 957	–	2 957	240	2 717
Titres émis ou garantis par des organismes souverains, des banques centrales ou des banques multilatérales de développement (2), (3), (8)	212 730	17 041	229 771	106 459	123 312
Autres (2)	94 375	24 017	118 392	58 229	60 163
Actifs liquides admissibles auprès de banques centrales (non inclus dans les éléments ci-dessus) (4)	61	–	61	–	61
Lignes de crédit inutilisées accordées par des banques centrales (5)	7 907	–	7 907	–	7 907
Autres actifs admissibles à titre de garanties pour obtenir un escompte (6)	123 083	–	123 083	–	123 083
Autres actifs liquides (7)	10 438	–	10 438	10 438	–
Total des actifs liquides	463 841 \$	41 058 \$	504 899 \$	176 423 \$	328 476 \$

(en millions de dollars canadiens)	Au	
	31 juillet 2014	30 avril 2014
Banque Royale du Canada (8)	216 910 \$	212 778 \$
Succursales à l'étranger	47 224	41 775
Filiales	75 690	73 923
Total des actifs liquides non grevés	339 824 \$	328 476 \$

- (1) L'information est présentée pour l'ensemble de l'entreprise et les montants indiqués sont fondés sur la valeur nominale. Pour gérer le risque de liquidité, nous tenons compte des restrictions juridiques, réglementaires et fiscales ainsi que de toute autre restriction susceptible d'entraver le transfert de liquidités entre les unités fonctionnelles de RBC.
- (2) Le montant des actifs liquides détenus par des banques tient compte des titres détenus sans condition par la banque ou acquis dans le cadre de transactions financières visant des titres figurant au bilan.
- (3) Inclut les titres liquides émis par des gouvernements provinciaux et des entités dont une entité gouvernementale américaine est le promoteur et dont le gouvernement fédéral des États-Unis est le curateur (p. ex. la Federal National Mortgage Association et la Federal Home Loan Mortgage Corporation).
- (4) Inclut les titres à enchères.
- (5) Inclut les prêts qui sont admissibles à titre de garanties pour la facilité d'escompte dont nous disposons à la Federal Reserve Bank of New York. Les montants sont présentés à la valeur nominale et pourraient être assujettis aux exigences en matière de marges de nantissement appliquées par la Federal Reserve Bank afin de déterminer la valeur de la garantie/la capacité d'emprunt. L'accès au programme d'emprunt sur la facilité d'escompte est conditionnel au respect des exigences établies par la Federal Reserve Bank, et les emprunts devraient normalement être rares et attribuables à des circonstances inhabituelles nécessitant des arrangements temporaires.
- (6) Représente notre portefeuille de prêts autres qu'hypothécaires non grevés en dollars canadiens (à la valeur nominale) qui pourrait, sous réserve du respect des conditions préalables à l'emprunt et à l'application des exigences en matière de marges de nantissement prescrites, être donné en garantie à la Banque du Canada en vue d'obtenir des avances en vertu de son programme d'aide d'urgence. Le programme d'aide d'urgence et d'autres facilités de la banque centrale ne sont pas considérés comme des sources de liquidités disponibles dans notre profil de risque de liquidité normal, mais pourraient, dans des circonstances exceptionnelles, lorsque la liquidité normale sur le marché est gravement perturbée, nous permettre, ainsi qu'à d'autres banques, de monétiser les actifs admissibles à titre de garanties auprès de la banque centrale afin de satisfaire aux exigences et d'atténuer toute perturbation supplémentaire des liquidités sur le marché.
- (7) Représente les biens donnés en garantie dans le cadre de transactions visant des dérivés négociés hors cote et en Bourse.
- (8) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.

Charges grevant les actifs (1)

(en millions de dollars canadiens)	Au									
	31 juillet 2014					30 avril 2014				
	Grevés		Non grevés			Grevés		Non grevés		
	Donnés en garantie	Autres (2)	Pouvant être donnés en garantie (3)	Autres (4)	Total (5)	Donnés en garantie	Autres (2)	Pouvant être donnés en garantie (3)	Autres (4)	Total (5)
Trésorerie et montants à recevoir de banques	166 \$	1 007 \$	14 846 \$	278 \$	16 297 \$	152 \$	1 057 \$	14 376 \$	294 \$	15 879 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	87	–	5 296	–	5 383	88	–	5 122	–	5 210
Valeurs mobilières										
Titres détenus à des fins de transaction (6)	64 996	–	86 872	888	152 756	61 050	–	86 266	1 082	148 398
Titres disponibles à la vente (6)	4 221	48	36 020	6 069	46 358	4 006	45	36 114	2 918	43 083
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	116 238	–	66 436	–	182 674	112 895	–	68 932	72	181 899
Prêts										
Prêts de détail										
Titres hypothécaires (6)	38 251	–	29 017	–	67 268	38 143	–	28 455	–	66 598
Prêts hypothécaires (6)	23 766	–	–	124 489	148 255	22 608	–	–	122 049	144 657
Prêts autres qu'hypothécaires	8 930	–	96 040	9 338	114 308	9 061	–	95 180	8 646	112 887
Prêts de gros	–	–	36 884	65 632	102 516	–	–	35 811	63 366	99 177
Provision pour pertes sur prêts	–	–	–	(1 926)	(1 926)	–	–	–	(1 883)	(1 883)
Actif net des fonds distincts	–	–	–	645	645	–	–	–	593	593
Autres – Dérivés	–	–	–	72 823	72 823	–	–	–	72 633	72 633
– Autres (7)	11 506	–	–	42 476	53 982	10 438	–	–	44 242	54 680
Total de l'actif	268 161 \$	1 055 \$	371 411 \$	320 712 \$	961 339 \$	258 441 \$	1 102 \$	370 256 \$	314 012 \$	943 811 \$

- (1) L'information est présentée pour l'ensemble de l'entreprise et les montants indiqués sont fondés sur la valeur nominale. Pour gérer le risque de liquidité, nous tenons compte des restrictions juridiques, réglementaires et fiscales ainsi que de toute autre restriction susceptible d'entraver le transfert de liquidités entre les unités fonctionnelles de RBC.
- (2) Inclut les actifs qui ne peuvent être utilisés pour obtenir un financement garanti en raison de restrictions juridiques ou d'autre nature.
- (3) Inclut les prêts qui pourraient être utilisés afin de garantir les avances consenties par les banques centrales. Notre portefeuille de prêts autres qu'hypothécaires non grevés en dollars canadiens (à la valeur nominale) pourrait, sous réserve du respect des conditions préalables à l'emprunt et à l'application des exigences en matière de marges de nantissement prescrites, être donné en garantie à la Banque du Canada en vue d'obtenir des avances en vertu de son programme d'aide d'urgence. Nous déposons également en garantie des prêts qui sont admissibles à titre de garanties au titre de la facilité d'escompte dont nous disposons à la Federal Reserve Bank of New York. Le programme d'aide d'urgence et d'autres facilités de la banque centrale ne sont pas considérés comme des sources de liquidités disponibles dans notre profil de risque de liquidité normal, mais pourraient, dans des circonstances exceptionnelles, lorsque la liquidité normale sur le marché a été gravement perturbée, nous permettre, ainsi qu'à d'autres banques, de monétiser les actifs admissibles à titre de garanties auprès de la banque centrale afin de satisfaire aux exigences et d'atténuer la perturbation des liquidités sur le marché.
- (4) Les autres actifs non grevés ne sont assujettis à aucune restriction en ce qui a trait à leur recours pour obtenir du financement ou à leur utilisation à titre de garantie, mais ils ne seront pas considérés comme aisément disponibles car ils pourraient ne pas être acceptables par les banques centrales ou conformément à d'autres programmes de prêts.
- (5) Inclut les actifs liquides détenus par des banques et les titres reçus en garantie dans le cadre de transactions sur dérivés et de financement de titres figurant au bilan.
- (6) Les montants comparatifs ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.
- (7) Les montants donnés en garantie ont trait aux transactions visant des dérivés négociés hors cote et en Bourse.

Les autres sources de liquidités qui pourraient être disponibles pour atténuer des périodes de tension comprennent : i) notre capacité inutilisée en matière de financement de gros, laquelle est régulièrement évaluée à l'aide d'une méthode qui est revue périodiquement et révisée, selon les besoins; ii) des facilités de crédit de soutien auprès de banques centrales advenant le cas où, dans des circonstances exceptionnelles, les sources sur le marché seraient perturbées et ne seraient temporairement pas assez liquides pour nous permettre de monétiser nos actifs liquides non grevés (par opposition aux prêts, comme il est décrit ci-dessus) pour satisfaire à nos besoins quotidiens normaux (p. ex., la Banque du Canada, la Federal Reserve Bank, la Banque d'Angleterre, la Banque de France et la Banque centrale du Luxembourg).

Financement

Stratégie de financement

Le financement de base, qui inclut le capital, les passifs liés au financement de gros à long terme et un portefeuille diversifié de dépôts de particuliers et, dans une moindre mesure, de dépôts d'entreprises et de dépôts institutionnels, constitue l'assise de notre position structurelle de liquidité.

Profil des dépôts

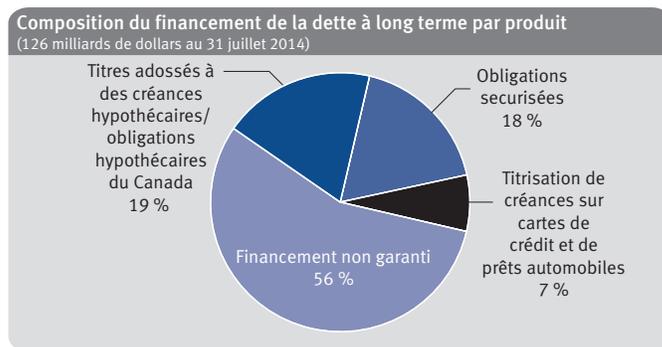
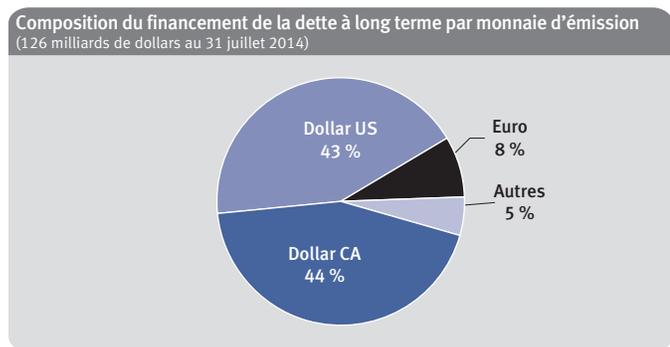
Les dépôts de base représentent actuellement 69 % du total de nos dépôts (70 % au 30 avril 2014). Ils tiennent compte de nos propres estimations statistiques, ajustées en fonction des liquidités, des tranches très stables des soldes des dépôts basés sur les relations (dépôts à vue, dépôts à préavis et dépôts à terme fixe), ainsi que des fonds de gros venant à échéance dans plus de un an. Au cours du trimestre, le niveau des dépôts est essentiellement demeuré inchangé, l'accroissement des dépôts basés sur les relations ayant été neutralisé par la diminution de la proportion des fonds de gros venant à échéance dans plus de un an. Pour plus de détails sur le montant brut de nos dépôts basés sur les relations et sur nos fonds de gros arrivant à échéance dans plus de un an, se reporter à la rubrique Profil de risque et au tableau de la composition du financement de gros ci-dessous, respectivement.

Émission de titres d'emprunt à long terme

Nos activités de financement de gros sont bien diversifiées sur le plan géographique, des secteurs d'investissement, des devises, de la structure et des échéances. Nous maintenons notre présence dans différents marchés de financement, ce qui nous permet de surveiller continuellement les faits nouveaux et les tendances qui se manifestent, de manière à déterminer les occasions ou les risques et à prendre sans délai les mesures qui s'imposent. Nous avons recours à des programmes d'émission de titres d'emprunt à plus long terme enregistrés. Le tableau ci-dessous présente un sommaire de ces programmes et des plafonds autorisés, par secteur géographique.

Canada	États-Unis	Europe/Asie
<ul style="list-style-type: none"> Prospectus préalable de base au Canada – 15 milliards de dollars 	<ul style="list-style-type: none"> Programme enregistré auprès de la SEC – 25 milliards de dollars US Obligations sécurisées enregistrées auprès de la SEC – 12 milliards de dollars US 	<ul style="list-style-type: none"> Programme européen d'émission de titres d'emprunt – 40 milliards de dollars US Programme d'obligations sécurisées – 23 milliards d'euros Programmes d'émission au Japon – 1 billion de yens

Nous obtenons également du financement à long terme à l'aide de billets de dépôt canadiens, de titres adossés à des créances hypothécaires en vertu du Programme des titres hypothécaires LNH du Canada, d'obligations hypothécaires du Canada, de titres adossés à des créances sur cartes de crédit, d'obligations kangourou (émises sur le marché australien par des firmes étrangères) et de certificats de dépôt Yankee (émis sur le marché américain par des firmes étrangères). Nous évaluons continuellement nos activités de diversification dans de nouveaux marchés et dans des secteurs d'investissement inexploités par rapport aux coûts d'émission relatifs, car la diversification se traduit par une plus grande souplesse du financement de gros, elle réduit la concentration du financement et la dépendance envers ce dernier et elle donne généralement lieu à des réductions des coûts de financement. Comme l'indiquent les graphiques ci-dessous, notre profil actuel de la dette à long terme est bien diversifié en ce qui concerne chaque monnaie et chaque type de produit de financement à long terme. Le maintien de notations concurrentielles est aussi un élément essentiel du financement rentable.



Le tableau suivant illustre la composition de notre financement de gros et il représente une divulgation accrue de renseignements, conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements.

Composition du financement de gros ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 juillet 2014							
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Moins de 1 an – sous-total	De 1 an à 2 ans	2 ans et plus	Total
Dépôts provenant de banques ⁽²⁾	2 957 \$	182 \$	249 \$	23 \$	3 411 \$	– \$	– \$	3 411 \$
Certificats de dépôt et papier commercial	1 384	5 373	4 464	15 429	26 650	4 565	326	31 541
Papier commercial adossé à des actifs ⁽³⁾	327	933	2 129	2 692	6 081	–	–	6 081
Billets à moyen terme non garantis de premier rang ⁽⁴⁾	28	3 860	5 011	5 909	14 808	13 841	39 770	68 419
Obligations structurées non garanties de premier rang ⁽⁵⁾	94	214	915	872	2 095	1 635	3 981	7 711
Titrisation de prêts hypothécaires	–	1 153	351	1 386	2 890	4 414	16 499	23 803
Obligations couvertes/titres adossés à des actifs ^{(6), (8)}	14	27	791	4 322	5 154	5 866	19 429	30 449
Passifs subordonnés	–	–	200	1 500	1 700	1 500	3 630	6 830
Autres ⁽⁷⁾	4 647	398	47	507	5 599	–	3 520	9 119
Total	9 451 \$	12 140 \$	14 157 \$	32 640 \$	68 388 \$	31 821 \$	87 155 \$	187 364 \$
Comprend :								
– Financement garanti ⁽⁸⁾	4 532 \$	2 114 \$	3 271 \$	8 400 \$	18 316 \$	10 279 \$	35 927 \$	64 522 \$
– Financement non garanti	4 919 \$	10 026 \$	10 886 \$	24 240 \$	50 072 \$	21 542 \$	51 228 \$	122 842 \$

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2014							
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Moins de 1 an – sous-total	De 1 an à 2 ans	2 ans et plus	Total
Dépôts provenant de banques ⁽²⁾	4 232 \$	61 \$	122 \$	260 \$	4 675 \$	– \$	– \$	4 675 \$
Certificats de dépôt et papier commercial	221	5 394	6 217	14 027	25 859	4 131	626	30 616
Papier commercial adossé à des actifs ⁽³⁾	83	808	1 512	3 128	5 531	–	–	5 531
Billets à moyen terme non garantis de premier rang ⁽⁴⁾	42	819	3 904	8 292	13 057	11 915	41 085	66 057
Obligations structurées non garanties de premier rang ⁽⁵⁾	319	377	379	1 031	2 106	1 590	3 669	7 365
Titrisation de prêts hypothécaires	9	832	1 154	2 672	4 667	2 032	17 367	24 066
Obligations couvertes/titres adossés à des actifs ^{(6), (8)}	17	33	50	3 208	3 308	4 755	21 101	29 164
Passifs subordonnés	–	600	–	200	800	3 000	2 632	6 432
Autres ⁽⁷⁾	4 588	205	843	567	6 203	–	3 536	9 739
Total	9 511 \$	9 129 \$	14 181 \$	33 385 \$	66 206 \$	27 423 \$	90 016 \$	183 645 \$
Comprend :								
– Financement garanti ⁽⁸⁾	4 598 \$	1 673 \$	2 716 \$	9 008 \$	17 995 \$	6 787 \$	38 468 \$	63 250 \$
– Financement non garanti	4 913 \$	7 456 \$	11 465 \$	24 377 \$	48 211 \$	20 636 \$	51 548 \$	120 395 \$

(1) Ne tient pas compte des acceptations bancaires.

(2) Inclut seulement les dépôts constitués à partir de la trésorerie. Ne tient pas compte des dépôts liés aux services que nous fournissons à ces banques (p. ex, services de garde, gestion de la trésorerie).

(3) Inclut seulement le passif consolidé, y compris notre programme de papier commercial garanti par des créances.

(4) Inclut les billets de dépôt.

(5) Inclut les billets pour lesquels le résultat est fonction des fluctuations du taux de change, des marchandises et des titres de participation.

(6) Inclut les prêts sur cartes de crédit, les prêts-auto et les prêts hypothécaires.

(7) Inclut les obligations encaissables par anticipation (garanties) de 4 191 millions de dollars (4 489 millions au 30 avril 2014), les billets de dépôt au porteur (non garantis) de 1 408 millions (1 714 millions au 30 avril 2014) et d'autres dépôts structurés à long terme (non garantis) de 3 520 millions (3 536 millions au 30 avril 2014).

(8) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.

Échéances contractuelles des actifs financiers, des passifs financiers et des éléments hors bilan

Les tableaux suivants présentent le profil des échéances contractuelles résiduelles liées à tous nos actifs, passifs et éléments hors bilan, en fonction de leur valeur comptable (c'est-à-dire le coût amorti ou la juste valeur), à la date du bilan, et les informations fournies ont été accrues conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements. Les éléments hors bilan sont attribués selon la date d'échéance du contrat.

Les renseignements détaillés sur les échéances contractuelles et les engagements de financement constituent une source de renseignements aux fins de la gestion du risque de liquidité. Ces renseignements détaillés servent notamment à modéliser un bilan préparé selon l'approche de la comptabilité behavioriste et qui est basé sur les échéances réelles, de manière à calculer les mesures du risque de liquidité. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Gestion du risque.

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 juillet 2014									
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	5 ans et plus	Sans échéance précise	Total
Actif										
Trésorerie et dépôts à des banques	18 593 \$	278 \$	9 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	2 800 \$	21 680 \$
Valeurs mobilières										
Titres détenus à des fins de transaction (1)	96 168	26	20	63	70	253	592	5 085	50 479	152 756
Titres disponibles à la vente	3 199	7 240	1 395	1 069	496	3 093	16 271	11 742	1 853	46 358
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	58 868	23 099	23 664	11 657	8 041	981	–	–	8 895	135 205
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts)	18 339	10 512	8 445	11 760	14 184	70 345	178 205	30 840	87 791	430 421
Autres										
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	5 118	1 906	437	428	2 548	–	6	–	–	10 443
Dérivés	2 258	2 765	4 696	2 271	1 842	7 064	17 988	33 934	5	72 823
Autres actifs financiers	17 302	455	639	304	92	194	298	796	1 048	21 128
Total des actifs financiers	219 845 \$	46 281 \$	39 305 \$	27 552 \$	27 273 \$	81 930 \$	213 360 \$	82 397 \$	152 871 \$	890 814 \$
Autres actifs non financiers	1 823	485	691	152	385	616	1 484	2 251	15 169	23 056
Total de l'actif	221 668 \$	46 766 \$	39 996 \$	27 704 \$	27 658 \$	82 546 \$	214 844 \$	84 648 \$	168 040 \$	913 870 \$
Passif et capitaux propres										
Dépôts (2)										
Emprunts non garantis	32 069 \$	18 836 \$	20 233 \$	21 525 \$	13 773 \$	56 125 \$	53 060 \$	15 570 \$	297 349 \$	528 540 \$
Emprunts garantis	41	1 865	798	1 129	3 143	9 164	20 560	9 233	–	45 933
Obligations couvertes	–	–	748	2 514	–	3 542	13 058	3 714	–	23 576
Autres										
Acceptations	5 118	1 906	437	428	2 548	–	6	–	–	10 443
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	52 054	–	–	–	–	–	–	–	–	52 054
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	58 873	1 213	748	240	984	1 000	–	–	2 365	65 423
Dérivés	2 334	3 366	5 219	2 584	2 290	8 149	18 546	32 607	1	75 096
Autres passifs financiers	22 496	987	530	321	184	280	316	4 455	191	29 760
Débitures subordonnées	–	–	202	–	–	–	–	6 608	–	6 810
Total des passifs financiers	172 985 \$	28 173 \$	28 915 \$	28 741 \$	22 922 \$	78 260 \$	105 546 \$	72 187 \$	299 906 \$	837 635 \$
Autres passifs non financiers	1 623	292	2 677	391	84	912	2 329	7 835	6 595	22 738
Capitaux propres	–	–	–	–	–	–	–	–	53 497	53 497
Total du passif et des capitaux propres	174 608 \$	28 465 \$	31 592 \$	29 132 \$	23 006 \$	79 172 \$	107 875 \$	80 022 \$	359 998 \$	913 870 \$
Éléments hors bilan										
Garanties financières	232 \$	798 \$	2 694 \$	2 299 \$	2 865 \$	2 474 \$	5 233 \$	182 \$	57 \$	16 834 \$
Engagements en vertu de baux	58	114	166	163	161	623	1 224	1 201	–	3 710
Engagements de crédit	2 499	5 163	4 594	4 370	6 794	13 990	87 597	2 708	3 482	131 197
Autres engagements	203	608	487	646	2 553	300	940	238	55 787	61 762
Total des éléments hors bilan	2 992 \$	6 683 \$	7 941 \$	7 478 \$	12 373 \$	17 387 \$	94 994 \$	4 329 \$	59 326 \$	213 503 \$

(1) Les titres d'emprunt détenus à des fins de transaction classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont pris en compte dans la catégorie Moins de 1 mois, car nous ne prévoyons pas détenir ces actifs jusqu'à leur échéance contractuelle.

(2) La majeure partie des dépôts basés sur les relations sont remboursables à vue ou sur un court préavis selon ce qui est prévu au contrat; toutefois, en pratique, ces soldes de clients forment notre principale source pour répondre à nos besoins d'exploitation et de liquidités, tel qu'il est expliqué à la rubrique Profil des dépôts présentée précédemment.

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2014									
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	5 ans et plus	Sans échéance précise	Total
Actif										
Trésorerie et dépôts à des banques	18 127 \$	420 \$	40 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	2 502 \$	21 089 \$
Valeurs mobilières										
Titres détenus à des fins de transaction (1)	93 380	11	28	25	63	200	629	4 805	49 257	148 398
Titres disponibles à la vente	4 410	4 145	2 010	693	1 108	2 842	14 526	11 487	1 862	43 083
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	61 326	23 792	17 118	9 854	14 229	1 096	–	–	6 566	133 981
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts)	16 428	14 459	8 703	10 190	10 709	58 967	184 934	30 541	86 505	421 436
Autres										
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	6 109	1 487	615	423	2 271	–	6	–	–	10 911
Dérivés	2 095	3 169	2 517	4 178	2 110	7 236	18 370	32 957	1	72 633
Autres actifs financiers	16 776	1 008	516	458	184	175	347	1 082	837	21 383
Total des actifs financiers	218 651 \$	48 491 \$	31 547 \$	25 821 \$	30 674 \$	70 516 \$	218 812 \$	80 872 \$	147 530 \$	872 914 \$
Autres actifs non financiers (2)	1 594	455	434	611	454	622	1 319	2 196	15 297	22 982
Total de l'actif	220 245 \$	48 946 \$	31 981 \$	26 432 \$	31 128 \$	71 138 \$	220 131 \$	83 068 \$	162 827 \$	895 896 \$
Passif et capitaux propres										
Dépôts (3)										
Emprunts non garantis	29 812 \$	15 181 \$	20 242 \$	17 899 \$	21 066 \$	53 980 \$	52 011 \$	15 729 \$	292 602 \$	518 522 \$
Emprunts garantis	48	1 968	1 914	802	1 300	8 965	22 222	8 933	–	46 152
Obligations couvertes	–	–	–	748	2 535	1 643	13 719	3 803	–	22 448
Autres										
Acceptations	6 109	1 487	615	423	2 271	–	6	–	–	10 911
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	50 423	–	–	–	–	–	–	–	–	50 423
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	57 705	1 628	528	363	249	1 000	–	–	2 317	63 790
Dérivés	1 942	3 080	3 141	4 546	2 329	8 544	18 500	31 116	8	73 206
Autres passifs financiers	22 979	1 569	532	318	380	346	529	4 395	168	31 216
Débitures subordonnées	–	–	–	190	–	–	–	6 296	–	6 486
Total des passifs financiers	169 018 \$	24 913 \$	26 972 \$	25 289 \$	30 130 \$	74 478 \$	106 987 \$	70 272 \$	295 095 \$	823 154 \$
Autres passifs non financiers	1 327	310	336	1 281	777	782	2 211	7 488	6 254	20 766
Capitaux propres (2)	–	–	–	–	–	–	–	–	51 976	51 976
Total du passif et des capitaux propres	170 345 \$	25 223 \$	27 308 \$	26 570 \$	30 907 \$	75 260 \$	109 198 \$	77 760 \$	353 325 \$	895 896 \$
Éléments hors bilan										
Garanties financières	439 \$	1 070 \$	1 790 \$	2 828 \$	3 179 \$	2 142 \$	4 806 \$	136 \$	58 \$	16 448 \$
Engagements en vertu de baux	57	113	167	162	159	621	1 266	1 267	–	3 812
Engagements de crédit	3 239	4 467	8 752	5 293	5 482	23 595	100 979	9 957	1 829	163 593
Autres engagements	169	471	730	602	2 362	342	906	130	58 542	64 254
Total des éléments hors bilan	3 904 \$	6 121 \$	11 439 \$	8 885 \$	11 182 \$	26 700 \$	107 957 \$	11 490 \$	60 429 \$	248 107 \$

(1) Les titres d'emprunt détenus à des fins de transaction classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont pris en compte dans la catégorie Moins de 1 mois, car nous ne prévoyons pas détenir ces actifs jusqu'à leur échéance contractuelle.

(2) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.

(3) La majeure partie des dépôts basés sur les relations sont remboursables à vue ou sur un court préavis selon ce qui est prévu au contrat; toutefois, en pratique, ces soldes de clients forment notre principale source pour répondre à nos besoins d'exploitation et de liquidités, tel qu'il est expliqué à la rubrique Profil des dépôts présentée précédemment.

Notations

Notre capacité à accéder aux marchés du financement non garanti et à effectuer certaines activités de titrisation efficaces dépend principalement du maintien de notations concurrentielles. Les notations et les perspectives fournies par les agences de notation reflètent le point de vue de ces dernières et elles sont basées sur leurs méthodes. Les notations font l'objet de modifications de temps à autre, en raison de facteurs comprenant, sans toutefois s'y limiter, notre solidité financière, notre situation concurrentielle et nos liquidités, ainsi que d'autres facteurs qui sont en partie indépendants de notre volonté.

Le 24 janvier 2014, Fitch Ratings a confirmé nos notations assorties d'une perspective stable, de même que les notations des six autres principales banques canadiennes.

Le 11 juin 2014, Moody's a confirmé nos notations à long terme et a modifié sa perspective, la faisant passer de stable à négative. Elle en a fait de même pour les six autres principales banques canadiennes. Les révisions de la perspective s'expliquent par le fait que Moody's est d'avis que les risques auxquels sont exposés les détenteurs de titres d'emprunt de premier rang et les déposants non assurés des banques canadiennes ont augmenté depuis que le gouvernement du Canada a annoncé son intention de mettre en place un régime de recapitalisation interne pour les banques d'importance systémique nationale et parce que la réduction des coûts publics liés aux mesures d'aide futures des banques grâce à ce partage des obligations est de plus en plus préconisée dans le monde.

Le 8 août 2014, Standard & Poor's a confirmé nos notations et a modifié sa perspective, la faisant passer de stable à négative. Elle en a fait de même pour les cinq autres principales banques canadiennes. Comme en ce qui concerne la révision de Moody's expliquée ci-dessus, la modification de la perspective reflète l'incidence possible du régime de recapitalisation interne proposé par le gouvernement du Canada qui a été rendu public le 1^{er} août 2014.

Pour en savoir davantage sur le régime de recapitalisation interne proposé, se reporter à la section Contexte réglementaire de la rubrique Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives.

Le tableau suivant présente nos principales notations et perspectives⁽¹⁾ au 21 août 2014 :

	Au 21 août 2014 (2)		
	Dette à court terme	Dette à long terme de premier rang	Perspective
Moody's	P-1	Aa3	négative (3)
Standard & Poor's	A-1+	AA-	négative (4)
Fitch Ratings	F1+	AA	stable
Dominion Bond Rating Services	R-1(élevée)	AA	stable

- (1) Les notations ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ni la détention d'une obligation financière, car elles ne fournissent pas de commentaires sur le cours du marché ni sur la pertinence pour un investisseur en particulier. Les notations sont déterminées par les agences de notation en fonction des critères que celles-ci établissent à l'occasion et elles peuvent faire l'objet d'une révision ou d'un retrait par une agence de notation en tout temps.
- (2) Le 19 août 2014, Kroll Bond Rating Agency a confirmé nos notations AA et K1+, respectivement, pour la dette à long terme de premier rang ainsi que pour la dette à court terme et les dépôts, avec une perspective stable. Ces notations sont non sollicitées, et nous n'avons pas participé au processus de notation.
- (3) Le 11 juin 2014, Moody's a révisé sa perspective, la faisant passer de stable à négative, en ce qui a trait aux notations de notre dette de premier rang et de nos dépôts non garantis.
- (4) Le 8 août 2014, Standard & Poor a révisé sa perspective nous concernant, la faisant passer de stable à négative, ce qui reflète la possible incidence du régime de recapitalisation interne proposé par le gouvernement du Canada.

Obligations contractuelles supplémentaires découlant de révisions à la baisse des notations

Une révision à la baisse de nos notations pourrait avoir une incidence négative sur notre capacité de financement ou sur notre accès aux marchés financiers. Elle pourrait aussi influencer sur notre capacité à effectuer des opérations sur dérivés ou des opérations de couverture dans le cours normal des activités et sur les coûts liés à ces opérations et pourrait faire en sorte que nous devions fournir des garanties additionnelles aux termes de certains contrats. Toutefois, en nous basant sur les examens périodiques des éléments susceptibles de déclencher une révision des notations qui sont intégrés dans nos activités actuelles, ainsi que sur notre sensibilité à l'égard de la capacité de financement, nous estimons qu'une légère révision à la baisse n'aurait pas de répercussions importantes sur la composition de notre dette, sur notre accès à du financement, sur le recours à des biens donnés en garantie ni sur les coûts connexes. Le tableau suivant illustre les obligations additionnelles au titre des garanties susceptibles d'être requises à la date de clôture advenant une révision à la baisse de un cran, de deux crans ou de trois crans de nos notations. Ces obligations additionnelles au titre des garanties constituent des exigences additionnelles pour chaque révision à la baisse consécutive et elles ne représentent pas l'incidence cumulative des révisions. Les montants présentés varient périodiquement en raison de plusieurs facteurs, y compris le transfert d'activités de négociation à des infrastructures du marché financier ayant fait l'objet d'une compensation centrale et à des Bourses, l'expiration de transactions mettant en jeu des événements susceptibles de déclencher des révisions à la baisse, l'application de limites internes aux nouveaux accords afin d'exclure les événements susceptibles de déclencher des révisions à la baisse, ainsi que le passage de position négative à position positive des positions évaluées à la valeur de marché dans le cours normal des activités liées à des contreparties garanties. Aucun titre d'emprunt de premier rang en circulation sur le marché ne comporte de modalités faisant en sorte qu'une révision des notations déclencherait un remboursement anticipé du capital.

Obligations contractuelles supplémentaires découlant de révisions à la baisse des notations

(en millions de dollars canadiens)	Au					
	31 juillet 2014			30 avril 2014		
	Révision à la baisse de un cran	Révision à la baisse de deux crans	Révision à la baisse de trois crans	Révision à la baisse de un cran	Révision à la baisse de deux crans	Révision à la baisse de trois crans
Exigences contractuelles liées au financement des dérivés ou aux marges	518 \$	128 \$	691 \$	510 \$	124 \$	760 \$
Autres exigences contractuelles liées au financement ou aux marges (1)	385	77	19	402	113	36

- (1) Comprend les CPG émis dans le cadre de nos activités sur les marchés des obligations municipales à New York et à Londres.

Gestion du capital

Il n'y a eu aucun changement important à notre cadre de gestion du capital depuis celui décrit dans notre rapport annuel 2013. Nous continuons de surveiller les faits nouveaux en matière de capital réglementaire et de nous y préparer, afin d'assurer le respect intégral et en temps opportun des nouvelles exigences.

Avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2014, les exigences de fonds propres liées à l'ajustement de l'évaluation du crédit seront appliquées graduellement sur une période de cinq ans débutant en 2014 et se terminant le 31 décembre 2018, afin d'assurer une mise en application similaire à celle effectuée dans d'autres pays. Conformément aux directives, deux options sont possibles pour appliquer graduellement les exigences de fonds propres liées à l'ajustement de l'évaluation du crédit. RBC a choisi l'option 1, selon laquelle l'ajustement de l'évaluation du crédit a augmenté l'actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul des ratios des capitaux propres ordinaires de première catégorie, du capital de première catégorie et du capital total; les exigences seront mises en application graduellement à l'aide de multiples de 57 %, de 65 % et de 77 %, respectivement, pour 2014 et varieront d'un exercice à l'autre pour atteindre 100 % d'ici la fin de 2018.

En janvier 2014, le CBCB a publié la version finale de son document intitulé Basel III leverage ratio framework and disclosure requirements, en vertu duquel les banques doivent présenter le ratio de levier financier et ses composantes, avec prise d'effet au premier trimestre de 2015. Le ratio de

levier financier se définit comme la mesure du capital divisée par la mesure des risques. La mesure du capital se définit actuellement comme le capital de première catégorie, et le risque correspond à la somme a) des risques figurant au bilan; b) des risques liés aux dérivés; c) des risques liés aux transactions de financement de titres; et d) des éléments hors bilan. Le ratio de levier financier minimum est de 3 %. Le 30 juillet 2014, le BSIF a entamé des consultations portant sur les exigences nationales en matière de levier financier, lesquelles comprennent des plans visant à remplacer le coefficient actif-capital actuel en vertu du BSIF par le ratio international de levier financier selon l'accord de Bâle à compter du premier trimestre de 2015. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Gestion du capital de notre rapport annuel 2013.

Le tableau suivant présente un sommaire des ratios cibles réglementaires établis par le BSIF en vertu de l'accord de Bâle III. Notre position de capital est demeurée solide au cours du trimestre et nos ratios de capital restent bien supérieurs aux cibles de capital réglementaire fixées par le BSIF.

Ratios du capital en vertu de l'accord de Bâle III	Exigences de ratios cibles du capital réglementaire du BSIF applicables aux grandes banques en vertu de l'accord de Bâle III					Ratios du capital de RBC au 31 juillet 2014	Ratios cibles du capital réglementaire du BSIF atteints ou dépassés	Année d'application des exigences de ratios cibles du capital réglementaire du BSIF (1)
	Ratio minimal	Réserve de conservation des fonds propres	Ratio minimal incluant la réserve de conservation des fonds propres	Supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique nationale (1)	Ratio minimal incluant la réserve de conservation des fonds propres et le supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique nationale (1)			
Capitaux propres ordinaires de première catégorie (%)	>4,5 %	2,5 %	>7,0 %	1,0 %	>8,0 %	9,5 %	✓	2013/2016
Capital de première catégorie (%)	>6,0 %	2,5 %	>8,5 %	1,0 %	>9,5 %	11,2 %	✓	2014/2016
Capital total (%)	>8,0 %	2,5 %	>10,5 %	1,0 %	>11,5 %	13,0 %	✓	2014/2016

(1) Le supplément qui s'applique aux banques d'importance systémique nationale concerne le capital pondéré en fonction des risques, et il aura prise d'effet le 1^{er} janvier 2016.

Capital réglementaire, actif pondéré en fonction des risques et ratios de capital

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et les coefficients)	Au			
	31 juillet 2014	30 avril 2014	31 octobre 2013	31 juillet 2013
Capital (1)				
Capitaux propres ordinaires de première catégorie	34 967 \$	33 756 \$	30 541 \$	29 048 \$
Capital de première catégorie	41 408	39 725	37 196	35 702
Capital total	48 188	46 237	44 716	43 180
Actif pondéré en fonction des risques utilisé lors du calcul des ratios de capital (1), (2)				
Aux fins du calcul du ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie	368 320	349 094	318 981	314 804
Aux fins du calcul du ratio du capital de première catégorie	369 772	349 094	318 981	314 804
Aux fins du calcul du ratio du capital total	371 949	349 094	318 981	314 804
L'actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul du ratio du capital total comprend (1) :				
Risque de crédit	281 684 \$	258 275 \$	232 641 \$	233 527 \$
Risque de marché	44 042	46 104	42 184	37 933
Risque d'exploitation	46 223	44 715	44 156	43 344
Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul du ratio du capital total	371 949 \$	349 094 \$	318 981 \$	314 804 \$
Ratios de capital et coefficients (1), (3)				
Ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie	9,5 %	9,7 %	9,6 %	9,2 %
Ratio du capital de première catégorie	11,2 %	11,4 %	11,7 %	11,3 %
Ratio du capital total	13,0 %	13,2 %	14,0 %	13,7 %
Coefficient actif-capital (4)	17,3X	17,5X	16,6X	16,8X
Montant brut de l'actif ajusté (en milliards) (4)	867,9 \$	849,8 \$	807,0 \$	792,0 \$

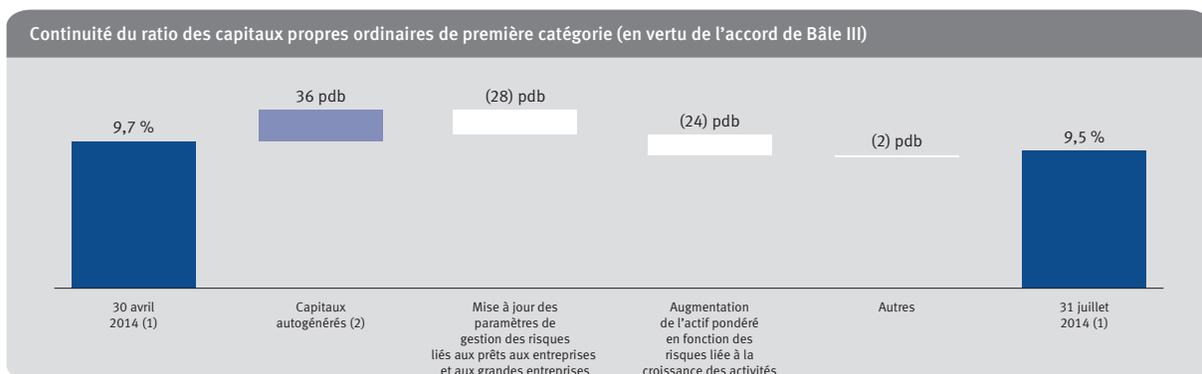
(1) Le capital, l'actif pondéré en fonction des risques et les ratios de capital et coefficients sont calculés à l'aide des normes de fonds propres du BSIF en vertu de l'accord de Bâle III.

(2) Avec prise d'effet pour le trimestre considéré, l'ajustement de l'évaluation du crédit au titre du calcul de notre actif pondéré en fonction des risques mis en œuvre au premier trimestre doit refléter différents pourcentages pour chaque catégorie de capital. Ce changement reflète l'application progressive des ajustements de l'évaluation du crédit se terminant au quatrième trimestre de 2018. Au cours de cette période d'application progressive, différents pourcentages annuels d'ajustement de l'évaluation du crédit s'appliqueront à l'actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul des ratios des capitaux propres ordinaires de première catégorie, du capital de première catégorie et du capital total.

(3) Afin d'accroître la comparabilité avec les autres institutions financières mondiales, nous utilisons les ratios de capital transitoires suivants : le ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie, le ratio du capital de première catégorie et le ratio du capital total transitoires étaient de 11,6 %, de 11,6 % et de 13,3 %, respectivement, au 31 juillet 2014. La base transitoire prévoit le calcul du capital en fonction de l'application des ajustements réglementaires et du retrait progressif des instruments de capital non admissibles au cours de l'exercice considéré.

(4) Le coefficient actif-capital et le montant brut de l'actif ajusté sont également calculés sur une base transitoire.

Troisième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2014



(1) Représente des chiffres arrondis.

(2) Les capitaux autogénérés de 1,3 milliard de dollars représentent le bénéfice net disponible pour les actionnaires, moins les dividendes sur les actions ordinaires et privilégiées.

Notre ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie en vertu de l'accord de Bâle III s'est établi à 9,5 % au 31 juillet 2014, en baisse de 20 points de base par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de l'augmentation de l'actif pondéré en fonction des risques, qui s'explique tant par une mise à jour des paramètres d'évaluation des risques liés aux prêts aux entreprises et aux grandes entreprises que par la croissance des activités, facteurs neutralisés en partie par les capitaux autogénérés.

L'actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul du ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie a augmenté de 19 milliards de dollars, principalement en raison d'une mise à jour de nos paramètres d'évaluation des risques liés aux prêts aux entreprises et aux grandes entreprises et de la croissance des activités du portefeuille de prêts. Nos paramètres d'évaluation des risques sont validés par des experts indépendants et mis à jour régulièrement. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Risque de crédit de notre rapport annuel 2013.

Notre ratio du capital de première catégorie en vertu de l'accord de Bâle III a diminué de 20 points de base, principalement en raison de l'augmentation de l'actif pondéré en fonction des risques, facteur neutralisé en partie par les capitaux autogénérés et par l'émission d'actions privilégiées pour un montant de 500 millions de dollars.

Notre ratio du capital total a diminué de 20 points de base, principalement en raison de l'augmentation de l'actif pondéré en fonction des risques, facteur neutralisé en partie par les capitaux autogénérés et par l'émission d'actions privilégiées pour un montant de 500 millions de dollars et de débentures subordonnées pour un montant de 1 milliard de dollars, facteurs neutralisés en partie par un rachat de débentures subordonnées pour un montant de 600 millions de dollars.

Au 31 juillet 2014, notre coefficient actif-capital (sur une base transitoire) était de 17,3 fois, comparativement à un coefficient actif-capital de 17,5 fois au 30 avril 2014. Cette diminution reflète principalement les capitaux autogénérés, l'émission d'actions privilégiées et l'augmentation nette des débentures subordonnées d'un montant de 400 millions de dollars, facteurs neutralisés en partie par la hausse du montant brut de l'actif ajusté découlant principalement de la croissance du bilan.

Troisième trimestre de 2014 par rapport au quatrième trimestre de 2013

Notre ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie en vertu de l'accord de Bâle III s'est établi à 9,5 % au 31 juillet 2014, soit une diminution de 10 points de base par rapport au 31 octobre 2013, principalement en raison de l'augmentation de l'actif pondéré en fonction des risques, qui s'explique par la croissance des activités, par une mise à jour des paramètres d'évaluation des risques liés aux activités de détail et aux prêts aux entreprises et aux grandes entreprises, par la mise en application d'exigences de fonds propres liées à l'ajustement de l'évaluation du crédit, par l'incidence nette de l'écart de change et par l'incidence de l'adoption des modifications à IAS 19, *Avantages du personnel*, facteurs neutralisés en partie par les capitaux autogénérés et le rapatriement du capital d'assurance.

L'actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul du ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie a augmenté de 49 milliards de dollars, ce qui s'explique surtout par une mise à jour des paramètres d'évaluation des risques liés aux activités de détail et aux prêts aux entreprises et aux grandes entreprises, par la mise en application d'exigences de fonds propres liées à l'ajustement de l'évaluation du crédit, par l'incidence de l'écart de change et par la croissance des activités.

Notre ratio du capital de première catégorie en vertu de l'accord de Bâle III a diminué de 50 points de base, en raison principalement des facteurs susmentionnés touchant le ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie. De plus, le ratio du capital de première catégorie a été touché de façon défavorable par le rachat d'actions privilégiées d'un montant de 850 millions de dollars et de titres TruCS d'un montant de 900 millions, contrebalancé en partie par l'émission d'actions privilégiées pour un montant de 1 milliard et par une diminution du retrait progressif des instruments de capital non admissibles.

Notre ratio du capital total en vertu de l'accord de Bâle III a diminué de 100 points de base, en raison des facteurs susmentionnés touchant le ratio du capital de première catégorie et du rachat de débentures subordonnées d'un montant de 1,6 milliard de dollars, neutralisés en partie par l'émission de débentures subordonnées pour 1 milliard de dollars.

Au 31 juillet 2014, notre coefficient actif-capital (sur une base transitoire) était de 17,3 fois, comparativement à un coefficient actif-capital de 16,6 fois au 31 octobre 2013. Cette augmentation reflète principalement la hausse du montant brut de l'actif ajusté attribuable à la croissance des activités, une diminution nette des autres instruments de capital de première catégorie et des débentures subordonnées, l'application progressive de déductions de capital, l'incidence de l'adoption des modifications à IAS 19, *Avantages du personnel* et l'incidence nette de l'écart de change, facteurs neutralisés en partie par les capitaux autogénérés, le rapatriement du capital d'assurance et une diminution du retrait progressif des instruments de capital non admissibles.

Principales activités de gestion du capital

Le tableau suivant présente nos principales activités de gestion du capital pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2014.

	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2014		Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2014	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)				
Capital de première catégorie				
Actions ordinaires émises				
Options sur actions exercées (1)	352	19 \$	2 026	114 \$
Actions achetées aux fins d'annulation	(165)	(2)	(1 546)	(16)
Émission d'actions privilégiées de série AK (2)	–	–	2 421	61
Émission d'actions privilégiées de série AZ (2), (3), (4)	–	–	20 000	500
Émission d'actions privilégiées de série BB (2), (3), (4)	20 000	500	20 000	500
Rachat d'actions privilégiées de série AN	–	–	(9 000)	(225)
Rachat d'actions privilégiées de série AP	–	–	(11 000)	(275)
Rachat d'actions privilégiées de série AR	–	–	(14 000)	(350)
Capital de deuxième catégorie				
Émission de débentures subordonnées échéant le				
17 juillet 2024 (2), (4)		1 000		1 000
Remboursement de débentures subordonnées échéant le				
18 juin 2103 (2)		(600)		(600)
Remboursement de débentures subordonnées échéant le				
4 novembre 2018 (2)		–		(1 000)
Remboursement de titres TruCS 2013 (2)		–		(900)

(1) Les montants comprennent les espèces reçues au titre des options sur actions exercées au cours de la période et les ajustements de la juste valeur des options sur actions.

(2) Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 10 de nos états financiers résumés.

(3) En fonction des montants bruts.

(4) Instruments de capital relatifs aux fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité.

Principales données concernant les actions (1)

	Au 31 juillet 2014		
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Dividendes déclarés par action
(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les dividendes par action)			
Actions ordinaires en circulation	1 441 536	14 475 \$	0,71 \$
Actions privilégiées de premier rang en circulation			
À dividende non cumulatif, série W (2)	12 000	300	0,31
À dividende non cumulatif, série AA	12 000	300	0,28
À dividende non cumulatif, série AB	12 000	300	0,29
À dividende non cumulatif, série AC	8 000	200	0,29
À dividende non cumulatif, série AD	10 000	250	0,28
À dividende non cumulatif, série AE	10 000	250	0,28
À dividende non cumulatif, série AF	8 000	200	0,28
À dividende non cumulatif, série AG	10 000	250	0,28
À dividende non cumulatif, série AJ (3)	13 579	339	0,22
À dividende non cumulatif, série AK (3)	2 421	61	0,18
À dividende non cumulatif, série AL (3)	12 000	300	0,27
À dividende non cumulatif, série AT (3)	11 000	275	0,39
À dividende non cumulatif, série AV (3)	16 000	400	0,39
À dividende non cumulatif, série AX (3)	13 000	325	0,38
À dividende non cumulatif, série AZ (3), (4)	20 000	500	0,25
À dividende non cumulatif, série BB (3), (4)	20 000	500	0,22
Actions propres – privilégiées	(57)	(1)	
Actions propres – ordinaires	118	10	
Options sur actions			
En circulation	9 276		
Pouvant être exercées	5 684		
Dividendes			
Actions ordinaires		1 025	
Actions privilégiées		55	

(1) Pour plus de détails au sujet de nos activités de gestion du capital, se reporter à la note 10 de nos états financiers résumés.

(2) Avec prise d'effet le 24 février 2010, nous avons le droit de convertir ces actions en actions ordinaires, à notre gré et sous réserve de certaines restrictions.

(3) Le taux de dividende sera révisé tous les cinq ans.

(4) Instruments de capital relatifs aux fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité.

Le 1^{er} novembre 2013, nous avons renouvelé notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités, en vertu de laquelle nous pouvons racheter un nombre maximal de 30 millions de nos actions ordinaires. Cette offre se poursuivra jusqu'au 31 octobre 2014. Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2014, nous avons racheté 165 milliers de nos actions ordinaires en vertu de cette offre publique de rachat. Le coût total du rachat d'actions s'est établi à 13 millions de dollars et il se compose d'une valeur comptable de 2 millions et d'une prime supplémentaire de 11 millions payée lors du rachat. Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2014, un total de 1,5 million d'actions ordinaires ont été rachetées. Le coût total du rachat d'actions s'est établi à 113 millions de dollars et il se compose d'une valeur comptable de 16 millions et d'une prime supplémentaire de 97 millions payée lors du rachat.

Le 3 juin 2014, nous avons émis 20 millions d'actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de série BB pour un produit brut de 500 millions de dollars. Le produit net sera affecté aux fins commerciales générales.

Le 18 juin 2014, nous avons racheté toutes les débetures subordonnées à 5,95 % échéant le 18 juin 2103 en circulation, d'un montant de 600 millions de dollars, pour un prix équivalant à 100 % de leur capital plus les intérêts courus.

Le 17 juillet 2014, nous avons émis pour un montant de 1 milliard de dollars de débetures subordonnées en conformité avec l'accord de Bâle III dans le cadre de notre programme canadien de billets à moyen terme. Le produit net sera affecté aux fins commerciales générales.

Le 18 juillet 2014, nous avons annoncé notre intention de racheter la totalité des actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de série AT et de série AV en circulation le 24 août 2014. Le rachat sera financé à même nos fonds d'administration générale.

Au 18 août 2014, le nombre d'actions ordinaires en circulation et d'options sur actions en cours se chiffrait à 1 441 540 122 et à 9 272 134, respectivement, et il y avait 190 000 000 d'actions privilégiées en circulation. Au 18 août 2014, le nombre de nos actions propres privilégiées et ordinaires s'établissait à 205 686 et à 86 183, respectivement.

Les clauses relatives aux fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV) exigent la conversion de l'instrument de capital en un nombre variable d'actions ordinaires si le BSIF considère la Banque comme non viable ou si le gouvernement fédéral ou un gouvernement provincial au Canada annonce publiquement que la Banque a accepté ou a convenu d'accepter une injection de capitaux. Si un événement déclencheur faisant intervenir les FPUNV devait se produire, les actions privilégiées de série AZ, les actions privilégiées de série BB et les débetures subordonnées échéant le 17 juillet 2024, qui sont des instruments de capital relatifs aux FPUNV, seraient converties en actions ordinaires de RBC selon une formule de conversion automatique à un prix de conversion correspondant au plus élevé des montants suivants : i) un prix plancher de 5,00 \$; ii) le cours du marché de nos actions ordinaires à la date de l'événement déclencheur (prix moyen pondéré sur 10 jours). Selon un prix plancher de 5,00 \$ et en tenant compte des dividendes et des intérêts cumulés estimatifs, ces instruments de capital relatifs aux FPUNV se convertiraient en un maximum de 507 millions d'actions ordinaires de RBC, au total, ce qui représenterait un effet dilutif de 26 % selon le nombre d'actions ordinaires de RBC en circulation au 31 juillet 2014.

Capital attribué

La méthode que nous utilisons consiste à attribuer le capital à nos secteurs d'exploitation selon le montant le plus élevé entre le capital économique pleinement diversifié et les exigences en matière de capital réglementaire de l'accord de Bâle III. L'attribution du capital fondée sur le risque fournit une mesure du rendement uniforme des secteurs d'exploitation, qui permet une comparaison avec notre objectif de rendement global et aide la direction à déterminer l'affectation des ressources, en fonction d'autres facteurs. L'attribution du capital à chaque secteur d'exploitation pourrait varier en raison des changements apportés au cadre réglementaire, tels que la mise en application d'exigences de fonds propres liées à l'ajustement de l'évaluation du crédit avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2014, et la mise en œuvre du supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique nationale à compter du 1^{er} janvier 2016.

Le tableau ci-après présente un sommaire des composantes de notre capital attribué :

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		
	le 31 juillet 2014	le 30 avril 2014	le 31 juillet 2013
Risque de crédit	13 900 \$	13 050 \$	11 700 \$
Risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation)	4 000	3 600	3 150
Risque d'exploitation	4 550	4 300	3 950
Risque commercial et risque lié aux immobilisations corporelles	2 850	2 750	2 500
Risque d'assurance	500	550	450
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	11 300	11 350	10 950
Attribution du capital réglementaire	4 050	4 400	4 500
Capital attribué	41 150 \$	40 000 \$	37 200 \$
Sous-attribution de capital	5 250	5 550	3 800
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	46 400 \$	45 550 \$	41 000 \$

Troisième trimestre de 2014 par rapport au troisième trimestre de 2013

Le capital attribué a augmenté de 4 milliards de dollars, principalement en raison de l'augmentation du risque de crédit reflétant l'incidence de la conversion des devises et l'accroissement des activités. Le risque de marché a augmenté en raison principalement d'une augmentation du risque de taux d'intérêt lié aux activités autres que de négociation et de l'introduction du risque de change structurel au premier trimestre de 2014 ainsi que de la hausse de l'exigence de fonds propres supplémentaire, facteurs neutralisés en partie par la réduction de l'ajustement de l'évaluation du crédit utilisé au titre de la VAR. Le risque d'exploitation et le risque commercial ont augmenté en raison de la hausse des revenus bruts. Le risque lié au goodwill et aux autres immobilisations incorporelles a augmenté essentiellement en raison de l'incidence de la conversion des devises.

Notre capitalisation demeure favorable, et les niveaux actuels des capitaux disponibles excèdent le capital attribué requis pour couvrir tous nos risques importants. Le capital non attribué a augmenté par rapport à l'exercice précédent, puisque nous avons conservé des capitaux additionnels en prévision des exigences supplémentaires du BSIF en matière de capital pour les banques d'importance systémique nationale.

Troisième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2014

Le capital attribué a augmenté de 1,1 milliard de dollars, principalement en raison de l'augmentation du risque de crédit reflétant l'accroissement des activités et du risque de marché reflétant l'augmentation du risque de taux d'intérêt lié aux activités autres que de négociation et la hausse de l'exigence de fonds propres supplémentaire, facteurs neutralisés en partie par la réduction du risque de change structurel et de l'ajustement de l'évaluation du crédit utilisé au titre de la VAR. Le risque d'exploitation et le risque commercial ont augmenté en raison de la hausse des revenus bruts.

Information financière supplémentaire

Risques liés à certains instruments financiers

Risques liés aux titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque et de catégorie Alt-A sur le marché américain, aux titres garantis par des créances (TGC) et aux prêts hypothécaires

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	31 juillet 2014				31 juillet 2013			
	Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque	Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles de catégorie Alt-A	TGC pouvant comprendre des prêts hypothécaires à risque ou de catégorie Alt-A	Total	Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque	Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles de catégorie Alt-A	TGC pouvant comprendre des prêts hypothécaires à risque ou de catégorie Alt-A	Total
Juste valeur des titres	212 \$	193 \$	– \$	405 \$	123 \$	252 \$	15 \$	390 \$
Juste valeur des titres selon la note								
AAA	2 \$	– \$	– \$		8 \$	– \$	– \$	
AA	27	4	–		29	3	–	
A	66	3	–		–	65	–	
BBB	24	4	–		24	–	–	
Inférieure à BBB-	93	182	–		62	184	15	
Total	212 \$	193 \$	– \$	405 \$	123 \$	252 \$	15 \$	390 \$
Juste valeur des titres par année de montage								
2003 (ou avant)	– \$	23 \$	– \$		1 \$	50 \$	– \$	
2004	7	38	–		4	66	–	
2005	80	82	–		84	83	15	
2006	103	42	–		28	40	–	
2007 et par la suite	22	8	–		6	13	–	
Total	212 \$	193 \$	– \$	405 \$	123 \$	252 \$	15 \$	390 \$
Coût amorti des prêts hypothécaires à risque et de catégorie Alt-A (prêts entiers)	9 \$	37 \$	– \$	46 \$	7 \$	27 \$	– \$	34 \$
Risque total lié aux prêts à risque et de catégorie Alt-A	221 \$	230 \$	– \$	451 \$	130 \$	279 \$	15 \$	424 \$

Sensibilité de la juste valeur des titres aux modifications des hypothèses :

Augmentation de 100 points de base de l'écart de taux	(7)\$	(9)\$
Augmentation de 100 points de base des taux d'intérêt	(2)	(19)
Augmentation de 20 % des taux de défaillance	(5)	(2)
Diminution de 25 % des taux de remboursement anticipé	(3)	5

Certaines activités et transactions que nous effectuons nous exposent au risque de défaillance lié aux prêts hypothécaires résidentiels à risque et de catégorie Alt-A sur le marché américain. Notre exposition aux prêts hypothécaires résidentiels à risque et de catégorie Alt-A sur le marché américain, qui s'est établie à 451 millions de dollars, représentait moins de 0,1 % du total de notre actif au 31 juillet 2014, contre 424 millions ou 0,1 % à l'exercice précédent. L'augmentation de 27 millions de dollars est principalement attribuable à l'incidence du change.

Troisième trimestre de 2014 par rapport au troisième trimestre de 2013

Le total de nos placements dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles présenté dans le tableau ci-dessus pourrait être exposé aux risques liés aux prêts à risque sur le marché américain. Au 31 juillet 2014, notre exposition aux risques liés aux titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque sur le marché américain s'établissait à 212 millions de dollars, en hausse de 89 millions, ou 72 %, par rapport à l'exercice précédent. Une tranche de 95 millions de dollars, ou 45 %, de nos placements liés à cette exposition présentait la notation A ou une notation plus élevée, soit une augmentation de 58 millions par rapport à l'exercice précédent, en raison de l'achat de certains titres.

Au 31 juillet 2014, nos placements dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque sur le marché américain qui présentaient la notation AAA représentaient 1 % du total de nos placements dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque sur le marché américain, comparativement à 7 % à l'exercice précédent, en raison de la vente de titres. Au 31 juillet 2014, notre exposition aux risques liés aux prêts à risque sur le marché américain se chiffrait à 9 millions de dollars, soit un résultat relativement inchangé par rapport à l'exercice précédent.

Du total de notre portefeuille de titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles, des placements d'une juste valeur de 193 millions de dollars pourraient être exposés aux risques liés aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain. L'exposition aux risques liés aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain a diminué de 59 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, en raison de la vente de certains titres. Environ 26 % de ces titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles ont été émis en 2006 ou par la suite, comparativement à 21 % à l'exercice précédent. Au 31 juillet 2014, notre exposition aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain s'établissait à 37 millions de dollars, en hausse de 10 millions par rapport à l'exercice précédent.

À l'heure actuelle, nous ne détenons pas de TGC qui pourraient être exposés aux risques liés aux prêts à risque ou aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain. Au 31 juillet 2014, les risques liés aux TGC à risque sur le marché américain ont diminué de 15 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, en raison de la vente de ces titres. Au 31 juillet 2014, la juste valeur de nos TGC de sociétés, qui se composent

principalement de titres garantis par des prêts de sociétés de 0,9 milliard de dollars, a diminué de 0,7 milliard par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement du rachat de certains titres.

Arrangements hors bilan

Pour de plus amples renseignements sur nos arrangements hors bilan, y compris les conduits multicédants, les instruments de placement structurés et les autres entités à détenteurs de droits variables au 31 juillet 2014, se reporter à la rubrique Arrangements hors bilan.

Financement avec endettement

Les activités de prêt avec endettement se rapportent à l'octroi de financement par emprunt dont le produit est généralement utilisé par les emprunteurs pour financer les rachats de participations, les fusions et acquisitions, les restructurations d'entreprise et les facilités de crédit-relais, et pour répondre à certains critères de levier financier. Au 31 juillet 2014, le total de nos engagements, y compris les montants capitalisés et non capitalisés, s'établissait à 14,8 milliards de dollars (15,8 milliards au 30 avril 2014).

Titres adossés à des créances hypothécaires commerciales

La juste valeur de nos placements directs dans des titres adossés à des créances hypothécaires commerciales s'élevait à 106 millions de dollars au 31 juillet 2014.

Actifs et passifs évalués à la juste valeur

Nos instruments financiers évalués à la juste valeur sont classés dans les niveaux 1, 2 ou 3, selon la hiérarchie de la juste valeur définie dans IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*. Pour de plus amples renseignements sur la juste valeur de nos instruments financiers et sur les transferts d'instruments entre les niveaux de la hiérarchie de la juste valeur, se reporter à la note 3 de nos états financiers résumés.

Le tableau ci-dessous illustre le total de la juste valeur de chaque catégorie principale d'actifs financiers et de passifs financiers évalués à la juste valeur, ainsi que le pourcentage de la juste valeur pour chaque catégorie classée dans les niveaux 1, 2 ou 3 au 31 juillet 2014.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 31 juillet 2014				Total
	Juste valeur (1)	Niveau 1 (1)	Niveau 2 (1)	Niveau 3 (1)	
Actifs financiers					
Valeurs mobilières évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net	152 756 \$	43 %	57 %	0 %	100 %
Valeurs mobilières classées dans les titres disponibles à la vente	45 664	16 %	73 %	11 %	100 %
Prêts de gros	3 653	0 %	87 %	13 %	100 %
Dérivés	113 542	2 %	97 %	1 %	100 %
Autres actifs	905	63 %	37 %	0 %	100 %
Passifs financiers					
Dépôts	78 517 \$	0 %	99 %	1 %	100 %
Dérivés	116 136	2 %	96 %	2 %	100 %

(1) Les actifs et passifs dérivés présentés dans le tableau ci-dessus ne reflètent pas l'incidence de la compensation.

Questions en matière de comptabilité et de contrôle

Sommaire des méthodes comptables et des estimations

Nos états financiers résumés ont été préparés conformément à IAS 34, *Information financière intermédiaire*. Les principales méthodes comptables sont présentées à la note 2 de nos états financiers résumés, ainsi qu'à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels de 2013.

Changements de méthodes comptables et informations à fournir

Nous avons adopté plusieurs IFRS nouvelles et modifiées avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2013. Ces normes nouvelles et modifiées comprennent IFRS 10, *États financiers consolidés*, IFRS 11, *Partenariats*, IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*, IAS 27, *États financiers individuels*, IAS 28, *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises*, IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*, IAS 19, *Avantages du personnel*, IFRS 7, *Instruments financiers – informations à fournir – compensation des actifs financiers et des passifs financiers*, et les dispositions sur le risque de crédit propre d'IFRS 9, *Instruments financiers*. Pour des détails sur ces changements, se reporter à la note 2 de nos états financiers résumés.

Contrôles et procédures

Contrôles et procédures de présentation de l'information

Au 31 juillet 2014, la direction a évalué l'efficacité de nos contrôles et processus liés à la présentation de l'information, conformément aux règles adoptées par la Securities and Exchange Commission des États-Unis. Cette évaluation a été faite sous la supervision et avec le concours du président et chef de la direction et du chef de l'administration et chef des finances. Selon cette évaluation, le président et chef de la direction ainsi que le chef de l'administration et chef des finances ont conclu que nos contrôles et processus liés à la présentation de l'information étaient efficaces au 31 juillet 2014.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2014, nous n'avons effectué aucune modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière ayant eu une incidence importante ou raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Transactions entre parties liées

Nos politiques et procédures relatives aux transactions entre parties liées n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 octobre 2013. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 28 de nos états financiers consolidés annuels de 2013.

Index des recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements

Le 29 octobre 2012, le Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements, qui a été mis en place par le Conseil de stabilité financière, a publié un rapport (intitulé Enhancing the Risk Disclosures of Banks) dans lequel il présente 32 recommandations visant à présenter des renseignements transparents et de grande qualité concernant les risques. En conséquence, les informations à fournir supplémentaires sont présentées dans notre rapport annuel 2013, dans notre rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2014 et dans notre document d'information financière complémentaire.

L'index suivant présente un sommaire de nos renseignements à fournir selon les recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements :

Catégorie de risque	Recommandation	Information à fournir	Information à fournir		
			Page du rapport aux actionnaires	Page du rapport annuel	Page de l'IFC
Généralités	1	Table des matières sur les informations relatives aux risques à fournir conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements	57	98	1
	2	Définir la terminologie et les mesures relatives aux risques	–	46-49	–
	3	Risques principaux et risques émergents	–	183-185	–
	4	Nouveaux ratios réglementaires	42,50-51	44-45 65,77	–
Gouvernance, gestion du risque et modèle d'affaires	5	Structure de gestion des risques	–	46-49	–
	6	Culture à l'égard du risque	–	46	–
	7	Risques relatifs au contexte dans lequel nous exerçons nos activités	–	49	–
	8	Simulation de crise	–	48,60	–
Adéquation des fonds propres et actif pondéré en fonction des risques	9	Ratios de capital minimaux en vertu de l'accord de Bâle III et supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique nationale	50-51	77	–
	10	Composition des fonds propres et rapprochement du bilan comptable et du bilan réglementaire	–	–	22-27
	11	État de l'évolution du capital réglementaire	–	–	28
	12	Actifs pondérés en fonction des risques par secteur d'activité	–	76	–
	13	Actif pondéré en fonction des risques par secteur d'activité	–	–	31
	14	Adéquation des fonds propres et actif pondéré en fonction des risques	–	50-52	29-30
	15	Information relative au risque de crédit lié aux actifs pondérés en fonction des risques et mesures de risque connexes	–	–	42-44
	16	Évolution de l'actif pondéré en fonction des risques par catégorie de risque	–	–	31
	17	Information relative au contrôle ex post en vertu de l'accord de Bâle	–	51	42
Liquidité	18	Analyse quantitative et qualitative de notre réserve de liquidités	43-44	66-67	–
Financement	19	Actifs grevés et non grevés par catégorie du bilan, et obligations contractuelles découlant de révisions des notations	45,50	66-67 73	–
	20	Analyse de l'ensemble des actifs, passifs et engagements hors bilan consolidés en fonction de la durée contractuelle résiduelle à la date du bilan	47-49	70-71	–
	21	Sources de financement et stratégie de financement	45-47	68-69	–
Risque de marché	22	Liens entre les postes du bilan et les mesures de risque de marché relatives aux portefeuilles de négociation et aux portefeuilles autres que de négociation	40-41	64	–
	23	Ventilation des facteurs de risque de marché	37-39	60-61,63	–
	24	Informations relatives à la validation et au contrôle ex post des mesures de risque de marché	–	60	–
	25	Principales techniques de gestion des risques au-delà des mesures et paramètres de risque présentés	–	60-61	–
Risque de crédit	26	Profil de risque de crédit de la banque	29-36	50-59 132-134	32-44
		Sommaire quantitatif de l'ensemble des expositions au risque de crédit en rapprochement avec le bilan	86-88	93-97	–
	27	Politiques de détermination des prêts douteux	36	86-87 114-115	–
	28	Rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des prêts douteux et des provisions pour dépréciation au cours de l'exercice	–	–	34,38
	29	Quantification de l'exposition notionnelle brute aux dérivés négociés hors cote ou en Bourse	–	–	46
	30	Mesures d'atténuation du risque de crédit, y compris les garanties détenues pour toutes les sources de risque de crédit	–	52	41
Autres	31	Autres risques	–	73-76	–
	32	Événements publics comportant des risques	–	76 170	–

Bilans consolidés intermédiaires résumés (non audité)

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	31 juillet 2014	30 avril 2014	31 octobre 2013	31 juillet 2013
Actif				
Trésorerie et montants à recevoir de banques	16 297 \$	15 879 \$	15 550 \$	13 928 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	5 383	5 210	9 039	7 348
Valeurs mobilières (note 4)				
Titres détenus à des fins de transaction	152 756	148 398	144 023	137 556
Titres disponibles à la vente	46 358	43 083	38 687	36 809
	199 114	191 481	182 710	174 365
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	135 205	133 981	117 517	120 184
Prêts (note 5)				
Prêts de détail	329 831	324 142	320 627	317 269
Prêts de gros	102 516	99 177	90 182	87 057
	432 347	423 319	410 809	404 326
Provision pour pertes sur prêts (note 5)	(1 926)	(1 883)	(1 959)	(1 921)
	430 421	421 436	408 850	402 405
Actif net des fonds distincts	645	593	513	463
Autres				
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	10 443	10 911	9 953	10 211
Dérivés (note 6)	72 823	72 633	74 822	77 846
Locaux et matériel	2 603	2 603	2 636	2 657
Goodwill	8 568	8 566	8 332	8 204
Autres immobilisations incorporelles	2 782	2 802	2 777	2 729
Participations dans des coentreprises et des entreprises associées	306	273	247	287
Actifs au titre des avantages du personnel	179	299	161	173
Autres actifs	29 101	29 229	26 638	29 273
	126 805	127 316	125 566	131 380
Total de l'actif	913 870 \$	895 896 \$	859 745 \$	850 073 \$
Passif et capitaux propres				
Dépôts (note 8)				
Particuliers	204 427 \$	202 670 \$	194 943 \$	191 383 \$
Entreprises et gouvernements	373 993	365 369	350 864	340 840
Banques	19 629	19 083	13 543	14 855
	598 049	587 122	559 350	547 078
Passif des fonds distincts	645	593	513	463
Autres				
Acceptations	10 443	10 911	9 953	10 211
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	52 054	50 423	47 128	46 473
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	65 423	63 790	60 416	65 550
Dérivés (note 6)	75 096	73 206	76 745	80 378
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	8 473	8 163	8 034	7 815
Passifs au titre des avantages du personnel	2 205	2 034	2 027	1 940
Autres passifs	41 175	41 192	38 676	34 588
	254 869	249 719	242 979	246 955
Débiteures subordonnées (note 10)	6 810	6 486	7 443	7 392
Total du passif	860 373	843 920	810 285	801 888
Capitaux propres attribuables aux actionnaires				
Actions privilégiées	4 750	4 250	4 600	4 600
Actions ordinaires (émises – 1 441 535 962, 1 441 348 556, 1 441 055 616 et 1 440 177 840)	14 475	14 458	14 377	14 333
Actions propres – privilégiées [détenues – 57 070, (11 321), (46 641) et 17 021]	(1)	–	1	(1)
– ordinaires [détenues – (117 579), (1 097 349), (666 366) et 107 308]	10	73	41	(10)
Bénéfices non distribués	30 526	29 489	27 438	26 468
Autres composantes des capitaux propres	1 954	1 913	1 208	1 038
	51 714	50 183	47 665	46 428
Participations ne donnant pas le contrôle	1 783	1 793	1 795	1 757
Total des capitaux propres	53 497	51 976	49 460	48 185
Total du passif et des capitaux propres	913 870 \$	895 896 \$	859 745 \$	850 073 \$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés. Les montants comparatifs ont été retraités. Se reporter à la note 2.

Comptes consolidés intermédiaires résumés de résultat (non audité)

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2014	le 30 avril 2014	le 31 juillet 2013	le 31 juillet 2014	le 31 juillet 2013
Revenu d'intérêt					
Prêts	4 318 \$	4 162 \$	4 134 \$	12 710 \$	12 181 \$
Valeurs mobilières	1 097	1 006	949	3 060	2 797
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	237	235	233	718	719
Dépôts et autres	21	17	33	55	60
	5 673	5 420	5 349	16 543	15 757
Frais d'intérêt					
Dépôts et autres	1 493	1 459	1 414	4 410	4 249
Autres passifs	473	451	463	1 394	1 347
Débitures subordonnées	60	61	80	183	263
	2 026	1 971	1 957	5 987	5 859
Revenu net d'intérêt	3 647	3 449	3 392	10 556	9 898
Revenus autres que d'intérêt					
Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires	1 383	1 125	561	3 790	2 828
Revenus tirés des activités de négociation	285	300	100	895	607
Commissions de gestion de placements et de services de garde	744	714	637	2 176	1 851
Revenus tirés des fonds communs de placement	765	729	669	2 223	1 885
Commissions de courtage en valeurs mobilières	340	351	346	1 032	1 003
Frais bancaires	380	364	361	1 108	1 069
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés de services-conseils	552	428	305	1 381	1 175
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	215	237	200	620	561
Revenus sur cartes	173	153	166	501	487
Commissions de crédit	317	237	240	841	772
Profit net sur les titres disponibles à la vente (note 4)	36	71	27	130	137
Quote-part des bénéfices des coentreprises et des entreprises associées	39	34	35	111	107
Autres	101	78	129	337	363
	5 330	4 821	3 776	15 145	12 845
Total des revenus	8 977	8 270	7 168	25 701	22 743
Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 5)	283	244	267	819	903
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 009	830	263	2 821	1 906
Frais autres que d'intérêt					
Ressources humaines (note 9)	2 866	2 734	2 497	8 450	7 718
Matériel	287	288	277	859	792
Frais d'occupation	350	331	306	997	911
Communications	183	190	187	529	518
Honoraires	178	162	189	500	531
Impartition de services de traitement	59	69	61	188	190
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	171	163	145	490	419
Perte de valeur des autres immobilisations incorporelles	2	-	-	2	-
Autres	493	389	329	1 281	964
	4 589	4 326	3 991	13 296	12 043
Bénéfice avant impôt	3 096	2 870	2 647	8 765	7 891
Impôt sur le résultat	718	669	362	2 094	1 650
Bénéfice net	2 378 \$	2 201 \$	2 285 \$	6 671 \$	6 241 \$
Bénéfice net attribuable aux :					
Actionnaires	2 352 \$	2 175 \$	2 260 \$	6 594 \$	6 167 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	26	26	25	77	74
	2 378 \$	2 201 \$	2 285 \$	6 671 \$	6 241 \$
Bénéfice de base par action (en dollars) (note 11)	1,59 \$	1,47 \$	1,52 \$	4,45 \$	4,14 \$
Bénéfice dilué par action (en dollars) (note 11)	1,59	1,47	1,51	4,43	4,10
Dividendes par action ordinaire (en dollars)	0,71	0,71	0,63	2,09	1,86

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés. Les montants comparatifs ont été retraités. Se reporter à la note 2.

États consolidés intermédiaires résumés du résultat global (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2014	le 30 avril 2014	le 31 juillet 2013	le 31 juillet 2014	le 31 juillet 2013
Bénéfice net	2 378 \$	2 201 \$	2 285 \$	6 671 \$	6 241 \$
Autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt					
Éléments qui seront reclassés en résultat dans une période future :					
Variation nette des profits (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente					
Profits nets (pertes nettes) latents sur les titres disponibles à la vente	39	8	(172)	121	(68)
Reclassement en résultat de profits nets sur les titres disponibles à la vente	(7)	(24)	(7)	(42)	(80)
	32	(16)	(179)	79	(148)
Écarts de change					
(Pertes) profits de change latents	(203)	(458)	553	1 819	670
Profits nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture	166	232	(358)	(1 115)	(416)
Reclassement en résultat de pertes de change	47	–	–	44	–
Reclassement en résultat de pertes sur les activités de couverture des investissements nets	–	–	–	3	–
	10	(226)	195	751	254
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie					
Profits nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	2	40	178	(76)	129
Reclassement de profits sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(3)	(2)	(8)	(8)	(28)
	(1)	38	170	(84)	101
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat dans une période future :					
Réévaluations des régimes d'avantages du personnel (note 9)	(178)	17	551	(84)	394
Variation nette de la juste valeur attribuable au risque de crédit lié aux passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	(28)	(82)	–	(110)	–
	(206)	(65)	551	(194)	394
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	(165)	(269)	737	552	601
Total du bénéfice global	2 213 \$	1 932 \$	3 022 \$	7 223 \$	6 842 \$
Total du bénéfice global attribuable aux :					
Actionnaires	2 187 \$	1 906 \$	2 997 \$	7 146 \$	6 768 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	26	26	25	77	74
	2 213 \$	1 932 \$	3 022 \$	7 223 \$	6 842 \$

L'incidence de l'impôt sur le résultat sur les états consolidés intermédiaires résumés du résultat global est présentée dans le tableau suivant.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2014	le 30 avril 2014	le 31 juillet 2013	le 31 juillet 2014	le 31 juillet 2013
Charge (économie) d'impôt liée aux profits nets (pertes nettes) latents sur les titres disponibles à la vente	26 \$	4 \$	(56)\$	56 \$	(28)\$
Charge d'impôt liée au reclassement en résultat de profits nets sur les titres disponibles à la vente	(3)	(2)	(2)	(6)	(11)
(Économie) charge d'impôt liée aux (pertes) profits de change latents	–	(1)	1	4	–
Charge (économie) d'impôt liée aux profits nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture	59	82	(126)	(395)	(146)
Économie d'impôt liée au reclassement en résultat de pertes sur les activités de couverture des investissements nets	–	–	–	1	–
Charge (économie) d'impôt liée aux profits nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	1	14	63	(27)	45
Charge d'impôt liée au reclassement en résultat de profits sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(2)	–	(3)	(3)	(10)
(Économie) charge d'impôt liée aux réévaluations des régimes d'avantages du personnel	(64)	2	198	(34)	143
Économie d'impôt liée à la variation nette de la juste valeur attribuable au risque de crédit lié aux passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	(10)	(30)	–	(40)	–
Total de la charge (de l'économie) d'impôt	7 \$	69 \$	75 \$	(444)\$	(7)\$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés. Les montants comparatifs ont été retraités. Se reporter à la note 2.

États consolidés intermédiaires résumés des variations des capitaux propres (non audité)

	Autres composantes des capitaux propres										Total des capitaux propres	
	Actions privilégiées	Actions ordinaires	Actions propres – privilégiées	Actions propres – ordinaires	Bénéfices non distribués	Titres disponibles à la vente	Écarts de change	Couvertures de flux de trésorerie	Total des autres composantes des capitaux propres	Capitaux propres attribuables aux actionnaires		Participations ne donnant pas le contrôle
(en millions de dollars canadiens)												
Solde au 30 avril 2013	4 813 \$	14 354 \$	– \$	40 \$	24 876 \$	450 \$	255 \$	147 \$	852 \$	44 935 \$	1 772 \$	46 707 \$
Variations des capitaux propres												
Capital social émis	–	25	–	–	–	–	–	–	–	25	–	25
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	–	(46)	–	–	(234)	–	–	–	–	(280)	–	(280)
Actions privilégiées rachetées	(213)	–	–	–	(9)	–	–	–	–	(222)	–	(222)
Actions propres – vente	–	–	35	1 458	–	–	–	–	–	1 493	–	1 493
Actions propres – achat	–	–	(36)	(1 508)	–	–	–	–	–	(1 544)	–	(1 544)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	(1)	–	–	–	–	(1)	–	(1)
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	(908)	–	–	–	–	(908)	–	(908)
Dividendes sur actions privilégiées et autres	–	–	–	–	(63)	–	–	–	–	(63)	(47)	(110)
Autres	–	–	–	–	(4)	–	–	–	–	(4)	7	3
Bénéfice net	–	–	–	–	2 260	–	–	–	–	2 260	25	2 285
Total des autres éléments du résultat global	–	–	–	–	551	(179)	195	170	186	737	–	737
Solde au 31 juillet 2013	4 600 \$	14 333 \$	(1) \$	(10) \$	26 468 \$	271 \$	450 \$	317 \$	1 038 \$	46 428 \$	1 757 \$	48 185 \$
Solde au 31 janvier 2014	5 100 \$	14 442 \$	– \$	33 \$	28 544 \$	410 \$	1 653 \$	54 \$	2 117 \$	50 236 \$	1 772 \$	52 008 \$
Variations des capitaux propres												
Capital social émis	–	30	–	–	–	–	–	–	–	30	–	30
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	–	(14)	–	–	(86)	–	–	–	–	(100)	–	(100)
Actions privilégiées rachetées	(850)	–	–	–	–	–	–	–	–	(850)	–	(850)
Actions propres – vente	–	–	31	1 041	–	–	–	–	–	1 072	–	1 072
Actions propres – achat	–	–	(31)	(1 001)	–	–	–	–	–	(1 032)	–	(1 032)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	(3)	–	–	–	–	(3)	–	(3)
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	(1 025)	–	–	–	–	(1 025)	–	(1 025)
Dividendes sur actions privilégiées et autres	–	–	–	–	(52)	–	–	–	–	(52)	–	(52)
Autres	–	–	–	–	1	–	–	–	–	1	(5)	(4)
Bénéfice net	–	–	–	–	2 175	–	–	–	–	2 175	26	2 201
Total des autres éléments du résultat global	–	–	–	–	(65)	(16)	(226)	38	(204)	(269)	–	(269)
Solde au 30 avril 2014	4 250 \$	14 458 \$	– \$	73 \$	29 489 \$	394 \$	1 427 \$	92 \$	1 913 \$	50 183 \$	1 793 \$	51 976 \$
Variations des capitaux propres												
Capital social émis	500	19	–	–	(7)	–	–	–	–	512	–	512
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	–	(2)	–	–	(11)	–	–	–	–	(13)	–	(13)
Actions privilégiées rachetées	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Actions propres – vente	–	–	49	1 746	–	–	–	–	–	1 795	–	1 795
Actions propres – achat	–	–	(50)	(1 809)	–	–	–	–	–	(1 859)	–	(1 859)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	(1)	–	–	–	–	(1)	–	(1)
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	(1 025)	–	–	–	–	(1 025)	–	(1 025)
Dividendes sur actions privilégiées et autres	–	–	–	–	(55)	–	–	–	–	(55)	(47)	(102)
Autres	–	–	–	–	(10)	–	–	–	–	(10)	11	1
Bénéfice net	–	–	–	–	2 352	–	–	–	–	2 352	26	2 378
Total des autres éléments du résultat global	–	–	–	–	(206)	32	10	(1)	41	(165)	–	(165)
Solde au 31 juillet 2014	4 750 \$	14 475 \$	(1) \$	10 \$	30 526 \$	426 \$	1 437 \$	91 \$	1 954 \$	51 714 \$	1 783 \$	53 497 \$

États consolidés intermédiaires résumés des variations des capitaux propres (non audité) (suite)

	Autres composantes des capitaux propres										Total des autres composantes des capitaux propres	Capitaux propres attribuables aux actionnaires	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres	
	Actions privilegiées	Actions ordinaires	Actions propres – privilegiées	Actions propres – ordinaires	Bénéfices non distribués	Titres disponibles à la vente	Écarts de change	Couvertures de flux de trésorerie	Total des autres composantes des capitaux propres	Capitaux propres attribuables aux actionnaires					
en millions de dollars canadiens)															
Solde au 31 octobre 2012	4 813 \$	14 323 \$	1 \$	30 \$	23 162 \$	419 \$	196 \$	216 \$	831 \$	43 160 \$	1 761 \$	44 921 \$			
Variations des capitaux propres															
Capital social émis	–	77	–	–	–	–	–	–	–	77	–	77			
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	–	(67)	–	–	(341)	–	–	–	–	(408)	–	(408)			
Actions privilégiées rachetées	(213)	–	–	–	(9)	–	–	–	–	(222)	–	(222)			
Actions propres – vente	–	–	105	3 350	–	–	–	–	–	3 455	–	3 455			
Actions propres – achat	–	–	(107)	(3 390)	–	–	–	–	–	(3 497)	–	(3 497)			
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	(3)	–	–	–	–	(3)	–	(3)			
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	(2 686)	–	–	–	–	(2 686)	–	(2 686)			
Dividendes sur actions privilégiées et autres	–	–	–	–	(192)	–	–	–	–	(192)	(94)	(286)			
Autres	–	–	–	–	(24)	–	–	–	–	(24)	16	(8)			
Bénéfice net	–	–	–	–	6 167	–	–	–	–	6 167	74	6 241			
Total des autres éléments du résultat global	–	–	–	–	394	(148)	254	101	207	601	–	601			
Solde au 31 juillet 2013	4 600 \$	14 333 \$	(1) \$	(10) \$	26 468 \$	271 \$	450 \$	317 \$	1 038 \$	46 428 \$	1 757 \$	48 185 \$			
Solde au 31 octobre 2013	4 600 \$	14 377 \$	1 \$	41 \$	27 438 \$	347 \$	686 \$	175 \$	1 208 \$	47 665 \$	1 795 \$	49 460 \$			
Variations des capitaux propres															
Capital social émis	1 000	114	–	–	(14)	–	–	–	–	1 100	–	1 100			
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	–	(16)	–	–	(97)	–	–	–	–	(113)	–	(113)			
Actions privilégiées rachetées	(850)	–	–	–	–	–	–	–	–	(850)	–	(850)			
Actions propres – vente	–	–	100	3 848	–	–	–	–	–	3 948	–	3 948			
Actions propres – achat	–	–	(102)	(3 879)	–	–	–	–	–	(3 981)	–	(3 981)			
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	(6)	–	–	–	–	(6)	–	(6)			
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	(3 016)	–	–	–	–	(3 016)	–	(3 016)			
Dividendes sur actions privilégiées et autres	–	–	–	–	(169)	–	–	–	–	(169)	(94)	(263)			
Autres	–	–	–	–	(10)	–	–	–	–	(10)	5	(5)			
Bénéfice net	–	–	–	–	6 594	–	–	–	–	6 594	77	6 671			
Total des autres éléments du résultat global	–	–	–	–	(194)	79	751	(84)	746	552	–	552			
Solde au 31 juillet 2014	4 750 \$	14 475 \$	(1) \$	10 \$	30 526 \$	426 \$	1 437 \$	91 \$	1 954 \$	51 714 \$	1 783 \$	53 497 \$			

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés. Les montants comparatifs ont été retraités. Se reporter à la note 2.

Tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2014	le 30 avril 2014	le 31 juillet 2013	le 31 juillet 2014	le 31 juillet 2013
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation					
Bénéfice net	2 378 \$	2 201 \$	2 285 \$	6 671 \$	6 241 \$
Ajustements liés aux éléments sans effet de trésorerie et autres					
Dotation à la provision pour pertes sur créances	283	244	267	819	903
Amortissement	125	123	110	367	326
Impôt différé	(177)	(95)	158	(24)	70
Amortissement et perte de valeur des autres immobilisations incorporelles	173	163	145	492	419
Perte (profit) à la vente de locaux et de matériel	8	7	(24)	13	(26)
Profit sur les titres disponibles à la vente	(39)	(78)	(32)	(156)	(159)
Perte à la cession d'activités	40	—	—	100	—
Perte de valeur de titres disponibles à la vente	2	5	4	17	21
Quote-part des bénéfices des coentreprises et des entreprises associées	(39)	(34)	(35)	(111)	(107)
Ajustements liés à la variation nette des actifs et passifs d'exploitation					
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	310	48	(413)	439	(106)
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	(133)	259	(260)	77	(415)
Impôt exigible	434	287	(286)	(132)	(131)
Actifs dérivés	(190)	6 842	15 847	1 999	13 451
Passifs dérivés	1 890	(7 496)	(17 287)	(1 649)	(16 384)
Titres détenus à des fins de transaction	(4 380)	450	2 231	(8 629)	(16 773)
Variation des prêts, déduction faite de la titrisation	(9 108)	(5 712)	(5 758)	(21 969)	(13 692)
Variation des biens achetés en vertu de conventions de revente et des titres empruntés	(1 224)	6 688	4 460	(17 688)	(7 927)
Variation des dépôts	10 927	(3 301)	14 953	40 017	28 999
Variation des engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	1 633	(3 225)	(6 834)	5 007	1 518
Variation des engagements afférents à des titres vendus à découvert	1 631	1 605	(3 155)	4 942	5 717
Variation nette des montants à payer aux courtiers ou à recevoir de courtiers	(631)	270	414	(628)	571
Autres	783	4 566	(4 033)	(896)	(1 328)
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation	4 696	3 817	2 757	9 078	1 188
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement					
Variation des dépôts productifs d'intérêts à des banques	(173)	3 035	(382)	3 656	2 898
Produit de la vente de titres disponibles à la vente	703	997	1 489	3 776	5 343
Produit de l'arrivée à échéance de titres disponibles à la vente	10 383	8 672	8 245	27 941	29 071
Acquisitions de titres disponibles à la vente	(14 381)	(12 263)	(9 734)	(38 173)	(30 321)
Produit de l'arrivée à échéance de titres détenus jusqu'à leur échéance	73	70	39	285	237
Acquisitions de titres détenus jusqu'à leur échéance	(367)	(53)	(37)	(552)	(210)
Acquisitions nettes de locaux, de matériel et d'autres immobilisations incorporelles	(290)	(231)	(255)	(832)	(651)
Produit de cessions	91	—	—	91	—
Flux de trésorerie affectés aux acquisitions	—	—	—	—	(2 537)
Flux de trésorerie nets (affectés aux) provenant des activités d'investissement	(3 961)	227	(635)	(3 808)	3 830
Flux de trésorerie liés aux activités de financement					
Rachat de titres de fiducie de capital	—	—	—	(900)	—
Émission de débentures subordonnées	1 000	—	—	1 000	2 046
Remboursement de débentures subordonnées	(600)	—	(1 000)	(1 600)	(2 000)
Émission d'actions ordinaires	19	30	25	114	77
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	(13)	(100)	(280)	(113)	(408)
Émission d'actions privilégiées	500	—	—	1 000	—
Rachat d'actions privilégiées	—	(850)	(222)	(850)	(222)
Actions propres – vente	1 795	1 073	1 493	3 949	3 455
Actions propres – achat	(1 859)	(1 033)	(1 544)	(3 982)	(3 497)
Dividendes versés	(1 077)	(1 028)	(974)	(3 131)	(2 839)
Frais d'émission	(7)	—	—	(14)	—
Dividendes/distributions versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	(47)	—	(47)	(94)	(94)
Variation des emprunts à court terme des filiales	(20)	(3)	1	(18)	(95)
Flux de trésorerie nets affectés aux activités de financement	(309)	(1 911)	(2 548)	(4 639)	(3 577)
Incidence de la variation des taux de change sur la trésorerie et les montants à recevoir de banques	(8)	(40)	43	116	59
Variation nette de la trésorerie et des montants à recevoir de banques	418	2 093	(383)	747	1 500
Trésorerie et montants à recevoir de banques au début de la période (1)	15 879	13 786	14 311	15 550	12 428
Trésorerie et montants à recevoir de banques à la fin de la période (1)	16 297 \$	15 879 \$	13 928 \$	16 297 \$	13 928 \$
Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation comprennent les éléments suivants :					
Intérêts versés	1 999 \$	1 487 \$	2 008 \$	5 656 \$	5 759 \$
Intérêts reçus	5 169	4 994	4 967	15 570	14 763
Dividendes reçus	537	384	391	1 290	1 125
Impôt sur le résultat payé	360	519	216	1 591	1 280

(1) Nous sommes tenus de maintenir des soldes auprès des banques centrales et d'autres organismes de réglementation. Le total des soldes était de 2,3 milliards de dollars au 31 juillet 2014 (2,3 milliards au 30 avril 2014; 2,6 milliards au 31 janvier 2014; 2,6 milliards au 31 octobre 2013; 2,8 milliards au 31 juillet 2013; 2,6 milliards au 30 avril 2013, 2,1 milliards au 31 octobre 2012).

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés. Les montants comparatifs ont été retraités. Se reporter à la note 2.

Note 1 Informations générales

Nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités (les états financiers résumés) sont présentés conformément à la Norme comptable internationale (IAS) 34, *Information financière intermédiaire*. Les états financiers résumés ne comprennent pas toutes les informations qui doivent être fournies dans les états financiers annuels, et ils doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés annuels 2013 audités et les notes annexes présentés aux pages 115 à 203 de notre rapport annuel 2013. L'information présentée dans les tableaux est en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages. Le 21 août 2014, le conseil d'administration a autorisé la publication des états financiers résumés.

Note 2 Sommaire des principales méthodes comptables, estimations et jugements

À l'exception de ce qui est expliqué ci-après, les états financiers résumés ont été préparés au moyen des mêmes méthodes comptables que celles utilisées pour préparer nos états financiers consolidés annuels de 2013 audités.

Changements de méthodes comptables

Au cours du deuxième trimestre, nous avons adopté la nouvelle norme comptable suivante :

Dispositions sur le risque de crédit propre d'IFRS 9, Instruments financiers (IFRS 9)

Les dispositions sur le risque de crédit propre d'IFRS 9 changent la manière de comptabiliser les passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net. Auparavant, sous IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* (IAS 39), toutes les variations de la juste valeur des passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net étaient comptabilisées en résultat net. En vertu d'IFRS 9, les variations de la juste valeur de ces passifs attribuables à notre risque de crédit propre sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global plutôt qu'en résultat. Les montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat global ne seront pas reclassés en résultat net dans une période future.

Nous avons adopté de façon prospective les dispositions sur le risque de crédit propre d'IFRS 9; la date de la première application est le 1^{er} novembre 2013. Les variations de la juste valeur de nos passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net attribuables aux modifications de notre risque de crédit propre sont désormais comptabilisées dans les autres éléments du résultat global. Les autres variations de la juste valeur continuent d'être comptabilisées aux postes Revenus tirés des activités de négociation ou Revenus autres que d'intérêts – Autres. Nous n'avons pas retraité nos résultats trimestriels ou annuels pour les périodes antérieures au 1^{er} février 2014, puisque les montants n'étaient pas importants. Les montants constatés dans le compte de résultat du premier trimestre de 2014 ont été comptabilisés dans les autres éléments du résultat global pour le trimestre clos le 30 avril 2014.

Le tableau ci-dessous présente l'incidence de l'adoption de la norme susmentionnée sur notre état consolidé du résultat global et sur notre compte consolidé de résultat pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2014. Les données présentées en vertu des dispositions sur le risque de crédit propre d'IFRS 9 sont comparées aux résultats pro forma que nous aurions comptabilisés si nous avions continué d'appliquer IAS 39. L'adoption n'a pas eu d'incidence sur notre bilan consolidé.

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2014		
	Données pro forma (IAS 39)	Incidence	Données présentées (IFRS 9)
État consolidé du résultat global			
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	662 \$	(110)\$	552 \$
Compte consolidé de résultat			
Revenus autres que d'intérêt – Revenus tirés des activités de négociation	758 \$	137 \$	895 \$
Revenus autres que d'intérêt – Autres	324	13	337
Frais autres que d'intérêt – Ressources humaines (1)	8 404	46	8 450
Bénéfice net	6 595	76	6 671
Bénéfice de base par action (en dollars)	4,40	0,05	4,45
Bénéfice dilué par action (en dollars)	4,38	0,05	4,43

(1) Les ajustements ont trait aux arrangements de rémunération variable.

Au cours du premier trimestre, nous avons adopté les nouvelles normes comptables suivantes :

IAS 19, Avantages du personnel (IAS 19)

Les modifications à IAS 19 changent la manière de comptabiliser les prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi, particulièrement les gains actuariels et les pertes actuarielles, les coûts des services passés, les frais d'intérêt et le rendement des actifs des régimes. La norme modifiée élimine le report et l'amortissement des écarts actuariels par le biais du résultat net, exigeant plutôt la comptabilisation immédiate des écarts actuariels dans les autres éléments du résultat global. Les coûts des services passés sont également comptabilisés immédiatement dans la période où un régime est modifié. Le montant net des intérêts, calculé en appliquant le taux d'actualisation à l'actif net ou au passif net au titre des prestations définies, remplace les composantes coût financier et rendement prévu des actifs des régimes de la charge au titre des régimes à prestations définies. Les modifications présentent également un certain nombre d'exigences en matière d'informations intermédiaires et annuelles à fournir sur les régimes à prestations définies.

Nous avons adopté les modifications de façon rétrospective le 1^{er} novembre 2013. Aux termes de la norme modifiée, nous comptabilisons la valeur actualisée de notre obligation au titre des prestations définies pour chaque régime de retraite à prestations définies, déduction faite de la juste valeur des actifs du régime, comme un passif au poste Passifs au titre des avantages du personnel dans nos bilans consolidés. Dans le cas des régimes comportant un actif net au titre des prestations définies, le montant est comptabilisé comme un actif au poste Actifs au titre des avantages du personnel. Les nouvelles informations intermédiaires à fournir sont présentées à la note 9.

IFRS 10, États financiers consolidés (IFRS 10)

IFRS 10 remplace les exigences relatives à la consolidation prévues par IAS 27, *États financiers consolidés et individuels* (IAS 27), et SIC-12, *Consolidation – Entités ad hoc* (SIC-12), et elle fournit un modèle de consolidation unique applicable à tous les types d'entités. IFRS 10 est fondée sur le principe qu'une entité doit consolider toutes les autres entités qu'elle contrôle.

Aux termes d'IAS 27 et de SIC-12, le contrôle était basé sur le fait de détenir la majorité des participations avec droit de vote ou, dans le cas des entités ad hoc, sur une évaluation globale de l'objet et de la conception de l'entité, de nos droits décisionnels et de notre exposition à la majorité des risques et avantages attachés à la propriété. Aux termes d'IFRS 10, trois conditions doivent être remplies pour avoir le contrôle : i) il faut avoir un pouvoir décisionnel en ce qui a trait aux activités pertinentes, ii) il faut être exposé à des rendements variables et iii) il doit y avoir un lien entre pouvoir décisionnel et rendements. IFRS 10 présente un guide d'application substantiel qui approfondit les principes nouveaux et existants liés à la détermination du contrôle. Elle met davantage l'accent sur le pouvoir décisionnel en en faisant une condition pour avoir le contrôle, ne présente plus une définition claire de l'évaluation de l'exposition aux risques et aux avantages, mais amène de nouveaux faits à prendre en considération pour déterminer si nous agissons pour notre propre compte ou comme mandataire pour des entités sur lesquelles nous exerçons un pouvoir décisionnel. La détermination du contrôle est fondée sur les faits et circonstances actuels et doit faire l'objet d'une évaluation sur une base continue.

Nous avons adopté IFRS 10 de façon rétrospective le 1^{er} novembre 2013. Lors de l'adoption, la Fiducie de capital RBC II a été déconsolidée, car notre participation ne nous expose pas à des rendements variables. Se reporter à la note 20 de notre rapport annuel de 2013 pour en savoir davantage sur les instruments de capital innovateurs.

IFRS 11, *Partenariats* (IFRS 11)

IFRS 11 exige d'une partie à un partenariat qu'elle détermine le type de partenariat auquel elle participe en évaluant ses droits et obligations issus du partenariat. IFRS 11 exige d'un coparticipant qu'il comptabilise et évalue les actifs et passifs liés à sa participation dans le partenariat, et d'un coentrepreneur qu'il applique la méthode de la mise en équivalence. Nous avons adopté IFRS 11 de façon rétrospective le 1^{er} novembre 2013. Par suite de l'adoption, nous utilisons la méthode de la mise en équivalence pour la comptabilisation des coentreprises, et non plus la méthode de la consolidation proportionnelle.

IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités* (IFRS 12)

IFRS 12 fournit des directives plus détaillées sur les informations à fournir annuellement à l'égard des intérêts d'une entité présentant l'information financière dans d'autres entités. La norme exige qu'une entité présente de l'information qui aide les utilisateurs à évaluer i) la nature de ses intérêts détenus dans des filiales, des coentreprises, des entreprises associées et des entités structurées non consolidées (structures hors bilan) et les risques qui leur sont associés et ii) l'incidence de ces intérêts sur la situation financière, la performance financière et les flux de trésorerie de l'entité. Nous avons adopté IFRS 12 le 1^{er} novembre 2013. Toutefois, l'adoption d'IFRS 12 n'a eu aucune incidence sur les états financiers résumés. Les informations annuelles requises par IFRS 12, y compris celles des périodes comparatives, seront présentées dans nos états financiers annuels consolidés pour l'exercice 2014.

IAS 27, *États financiers individuels* (IAS 27) et IAS 28, *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises* (IAS 28)

En raison des nouvelles IFRS, soit IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12, l'IASB a publié des versions modifiées d'IAS 27 et d'IAS 28 et en a changé les titres. Nous avons adopté de façon rétrospective ces nouvelles exigences le 1^{er} novembre 2013. L'adoption n'a eu aucune incidence sur nos états financiers résumés.

IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur* (IFRS 13)

IFRS 13 présente une définition révisée de la juste valeur et établit, dans une même norme, un cadre pour l'évaluation de la juste valeur. IFRS 13 exige également la présentation d'informations à fournir plus exhaustives sur l'évaluation de la juste valeur. Les exigences relatives à l'évaluation et aux informations à fournir d'IFRS 13 s'appliquent lorsqu'une autre norme impose ou permet que l'élément soit évalué à la juste valeur, sauf quelques exceptions limitées. Nous avons adopté de façon prospective IFRS 13 le 1^{er} novembre 2013. L'adoption n'a pas eu une incidence significative sur nos états financiers résumés. Les nouvelles informations intermédiaires à fournir aux termes d'IAS 34 par suite de l'adoption d'IFRS 13 sont présentées à la note 3.

IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir* (IFRS 7)

Les modifications à IFRS 7 exigent la présentation d'informations supplémentaires afin de permettre aux utilisateurs d'évaluer l'incidence des accords de compensation sur la situation financière d'une entité. En vertu des modifications, les entités doivent présenter le montant brut et le montant net des conventions-cadres de compensation et des accords semblables, y compris l'incidence des garanties financières, qu'elles soient présentées ou non au montant net dans le bilan. Nous avons adopté les modifications à IFRS 7 le 1^{er} novembre 2013. L'adoption des modifications n'a eu aucune incidence sur les états financiers résumés. Les informations annuelles requises par les modifications, y compris celles des périodes comparatives, seront présentées dans les états annuels consolidés pour l'exercice 2014.

Note 2 Sommaire des principales méthodes comptables, estimations et jugements (suite)

L'incidence de l'adoption au premier trimestre des normes expliquées ci-dessus sur nos bilans consolidés au 31 octobre 2013, au 31 juillet 2013 et au 31 octobre 2012 et sur nos comptes consolidés de résultat pour les exercices clos les 31 octobre 2013 et 2012 est présentée dans les tableaux suivants.

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Au 31 octobre 2013					
	Montant publié	Ajustements			Incidence totale	Montant retraité
		IAS 19	IFRS 10	IFRS 11		
Bilan consolidé						
Trésorerie et montants à recevoir de banques	15 870 \$	– \$	– \$	(320)\$	(320)\$	15 550 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	9 061	–	–	(22)	(22)	9 039
Valeurs mobilières – Titres détenus à des fins de transaction et Titres disponibles à la vente	182 718	–	1	(9)	(8)	182 710
Prêts – Prêts de gros (1)	89 998	–	3	181	184	90 182
Autres – Participations dans des coentreprises et des entreprises associées	112	–	–	135	135	247
Autres – Actifs au titre des avantages du personnel	1 084	(923)	–	–	(923)	161
Autres – Autres postes touchés par les changements de méthodes comptables (2)	40 503	292	–	(412)	(120)	40 383
Postes non touchés par les changements de méthodes comptables	521 473	–	–	–	–	521 473
Total de l'actif	860 819	(631)	4	(447)	(1 074)	859 745
Dépôts – Entreprises et gouvernements (1)	349 994	–	903	(33)	870	350 864
Autres – Passifs au titre des avantages du personnel	1 759	268	–	–	268	2 027
Autres – Autres passifs	39 113	(24)	1	(414)	(437)	38 676
Titres de fiducie de capital	900	–	(900)	–	(900)	–
Bénéfices non distribués	28 314	(876)	–	–	(876)	27 438
Autres composantes des capitaux propres	1 207	1	–	–	1	1 208
Postes non touchés par les changements de méthodes comptables	439 532	–	–	–	–	439 532
Total du passif et des capitaux propres	860 819 \$	(631)\$	4 \$	(447)\$	(1 074)\$	859 745 \$
Compte consolidé de résultat						
Bénéfice net (exercice clos le 31 octobre 2013)	8 429 \$	(87)\$	– \$	– \$	(87)\$	8 342 \$
<i>Trimestre clos le 31 janvier 2013</i>	2 070	(23)	–	–	(23)	2 047
<i>Trimestre clos le 30 avril 2013</i>	1 936	(27)	–	–	(27)	1 909
<i>Trimestre clos le 31 juillet 2013</i>	2 304	(19)	–	–	(19)	2 285
<i>Trimestre clos le 31 octobre 2013</i>	2 119	(18)	–	–	(18)	2 101
Bénéfice de base par action (en dollars) (exercice clos le 31 octobre 2013)	5,60	(0,07)	–	–	(0,07)	5,53
Bénéfice dilué par action (en dollars) (exercice clos le 31 octobre 2013)	5,54	(0,05)	–	–	(0,05)	5,49

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 juillet 2013					
	Montant publié	Ajustements			Incidence totale	Montant retraité
		IAS 19	IFRS 10	IFRS 11		
Bilan consolidé						
Trésorerie et montants à recevoir de banques	14 083 \$	– \$	– \$	(155)\$	(155)\$	13 928 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	7 376	–	–	(28)	(28)	7 348
Valeurs mobilières – Titres détenus à des fins de transaction et Titres disponibles à la vente	174 302	–	73	(10)	63	174 365
Prêts – Prêts de gros (1)	86 872	–	3	182	185	87 057
Autres – Participations dans des coentreprises et des entreprises associées	135	–	–	152	152	287
Autres – Actifs au titre des avantages du personnel	1 099	(926)	–	–	(926)	173
Autres – Autres postes touchés par les changements de méthodes comptables (2)	43 385	249	–	(771)	(522)	42 863
Postes non touchés par les changements de méthodes comptables	524 052	–	–	–	–	524 052
Total de l'actif	851 304	(677)	76	(630)	(1 231)	850 073
Dépôts – Entreprises et gouvernements (1)	339 975	–	903	(38)	865	340 840
Autres – Passifs au titre des avantages du personnel	1 806	134	–	–	134	1 940
Autres – Autres passifs	35 205	(26)	1	(592)	(617)	34 588
Titres de fiducie de capital	828	–	(828)	–	(828)	–
Bénéfices non distribués	27 251	(783)	–	–	(783)	26 468
Autres composantes des capitaux propres	1 040	(2)	–	–	(2)	1 038
Postes non touchés par les changements de méthodes comptables	445 199	–	–	–	–	445 199
Total du passif et des capitaux propres	851 304 \$	(677)\$	76 \$	(630)\$	(1 231)\$	850 073 \$

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Au 31 octobre 2012 et pour l'exercice clos à cette date					Montant retraité
	Montant publié	Ajustements			Incidence totale	
		IAS 19	IFRS 10	IFRS 11		
Bilan consolidé						
Trésorerie et montants à recevoir de banques	12 617 \$	– \$	– \$	(189)\$	(189)\$	12 428 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	10 255	–	–	(9)	(9)	10 246
Valeurs mobilières – Titres détenus à des fins de transaction et Titres disponibles à la vente	161 611	–	1	(10)	(9)	161 602
Prêts – Prêts de gros (1)	79 953	–	3	(7)	(4)	79 949
Autres – Participations dans des coentreprises et des entreprises associées	125	–	–	452	452	577
Autres – Actifs au titre des avantages du personnel	1 049	(920)	–	–	(920)	129
Autres – Autres postes touchés par les changements de méthodes comptables (2)	47 881	367	–	(834)	(467)	47 414
Postes non touchés par les changements de méthodes comptables	511 609	–	–	–	–	511 609
Total de l'actif	825 100	(553)	4	(597)	(1 146)	823 954
Dépôts – Entreprises et gouvernements (1)	312 314	–	903	(21)	882	313 196
Autres – Passifs au titre des avantages du personnel	1 729	589	–	–	589	2 318
Autres – Autres passifs	41 371	(35)	1	(576)	(610)	40 761
Titres de fiducie de capital	900	–	(900)	–	(900)	–
Bénéfices non distribués	24 270	(1 108)	–	–	(1 108)	23 162
Autres composantes des capitaux propres	830	1	–	–	1	831
Postes non touchés par les changements de méthodes comptables	443 686	–	–	–	–	443 686
Total du passif et des capitaux propres	825 100 \$	(553)\$	4 \$	(597)\$	(1 146)\$	823 954 \$
Compte consolidé de résultat						
Bénéfice net	7 539 \$	(32)\$	– \$	– \$	(32)\$	7 507 \$
Bénéfice de base par action (en dollars)	4,98	(0,02)	–	–	(0,02)	4,96
Bénéfice dilué par action (en dollars)	4,93	(0,02)	–	–	(0,02)	4,91

(1) Les montants ont été retraités par rapport à ceux publiés initialement afin de refléter les changements de classement effectués au cours de la période considérée.

(2) Comprend les locaux et le matériel, le goodwill, les autres immobilisations incorporelles et les autres actifs.

Modification du classement des actions privilégiées de premier rang de série AZ

Au cours du trimestre, les actions privilégiées de premier rang de série AZ ont été reclassées des passifs aux capitaux propres. Les actions privilégiées de premier rang de série AZ sont désormais incluses dans le poste Actions privilégiées des capitaux propres, dans nos bilans. La présentation des montants comparatifs est conforme à celle adoptée pour le trimestre considéré.

Changements futurs de méthodes comptables et des informations à fournir

Nous évaluons actuellement l'incidence de l'adoption des normes suivantes sur nos états financiers consolidés :

IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients (IFRS 15)

En mai 2014, l'IASB a publié IFRS 15, qui établit les principes de présentation de la nature, du montant, du calendrier et du degré d'incertitude des produits des activités ordinaires et des flux de trésorerie tirés des contrats d'une entité avec des clients. La norme fournit un modèle unique composé de cinq étapes et fondé sur des principes pour la comptabilisation des produits. Ce modèle doit être appliqué à tous les contrats conclus avec des clients. En ce qui nous concerne, IFRS 15 entrera en vigueur le 1^{er} novembre 2017.

IFRS 9, Instruments financiers

En juillet 2014, l'IASB a publié la version intégrale d'IFRS 9, norme publiée pour la première fois en novembre 2009 qui réunit les étapes de classement et d'évaluation, de dépréciation et de comptabilité de couverture qui composent le projet de l'IASB visant à remplacer IAS 39.

IFRS 9 établit une approche basée sur les principes pour le classement des actifs financiers, en fonction du modèle économique d'une entité et de la nature des flux de trésorerie de l'actif. Tous les actifs financiers, y compris les contrats hybrides, sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat net, à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou au coût amorti. Pour les passifs financiers, IFRS 9 comprend les exigences en matière de classement et d'évaluation auparavant incluses dans IAS 39.

IFRS 9 établit également un modèle de perte de valeur attendue pour tous les actifs financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Le modèle se compose de trois étapes : 1) lors de la comptabilisation initiale, les pertes sur créances attendues sur douze mois sont comptabilisées en résultat net et une provision pour perte est établie; 2) si le risque de crédit augmente de façon importante et qu'il n'est pas considéré comme faible, les pertes de crédit attendues sur toute la durée de vie sont comptabilisées; 3) lorsqu'un actif financier est considéré comme ayant subi une perte sur créances, le revenu d'intérêt est calculé selon la valeur comptable de l'actif, déduction faite de la provision pour perte, plutôt que selon sa valeur comptable brute.

Enfin, IFRS 9 introduit un nouveau modèle de comptabilité de couverture afin de mieux harmoniser la comptabilisation des relations de couverture avec les activités de gestion des risques d'une entité.

Nous avons adopté les dispositions sur le risque de crédit propre d'IFRS 9 au cours du deuxième trimestre de l'exercice considéré. En ce qui nous concerne, les dernières sections d'IFRS 9 entreront en vigueur d'ici le 1^{er} novembre 2018.

Note 3 Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur d'un instrument financier correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. Nous déterminons la juste valeur en tenant compte de tous les facteurs que les participants du marché prendraient en considération pour établir un prix, y compris les méthodes d'évaluation généralement reconnues.

Le Conseil d'administration surveille l'évaluation des instruments financiers principalement par l'entremise du Comité d'audit et du Comité de révision et de la politique du risque. Le Comité d'audit revoit la présentation des instruments financiers qui sont évalués à la juste valeur et les informations à fournir, tandis que le Comité de révision et de la politique du risque évalue le caractère adéquat des structures de gouvernance et des processus de contrôle concernant ces instruments.

Nous avons mis en place des politiques, des procédures et des contrôles liés aux méthodes et aux techniques d'évaluation afin de nous assurer que la juste valeur fait l'objet d'une estimation raisonnable. Les principaux processus et contrôles d'évaluation comprennent, sans s'y limiter, la ventilation des profits et des pertes, la vérification indépendante des prix et les normes de validation des modèles. Ces processus de contrôle sont gérés soit par le groupe Finance, soit par la Gestion des risques du Groupe et ils sont indépendants des secteurs d'activité connexes et de leurs fonctions de négociation. La ventilation des profits et des pertes est un processus qui vise à expliquer les variations de la juste valeur de certaines positions et elle est effectuée quotidiennement pour les portefeuilles de négociation. Tous les instruments comptabilisés à la juste valeur sont soumis à la vérification indépendante des prix, soit un processus en vertu duquel les évaluations de la fonction de négociation sont comparées aux cours du marché externe et à d'autres données de marché pertinentes. Les sources de données de marché comprennent les cours du marché, les courtiers et les prix du vendeur. D'autres techniques d'évaluation sont utilisées lorsque les prix ou les cours ne sont pas disponibles. Certains processus d'évaluation ont recours à des modèles d'évaluation pour déterminer la juste valeur. Notre démarche en matière d'utilisation de modèles est systématique et constante. L'utilisation de modèles d'évaluation conformes à notre cadre de gestion des risques liés aux modèles est approuvée. Le cadre traite, entre autres choses, des normes d'établissement des modèles, des processus et procédures de validation et des autorités d'approbation. Le processus de validation est l'un des principaux contrôles de modèles. La validation des modèles a pour objectif de s'assurer qu'un modèle est adéquat pour l'utilisation prévue et de définir des limitations quant à son utilisation. Tous les modèles sont régulièrement soumis au processus de validation.

Au nombre des autres contrôles figure l'utilisation d'une liste de sources tierces attestées pour l'établissement des prix. La liste de sources tierces pour l'établissement des prix accorde la priorité aux services et aux prix dont l'exactitude est la plus élevée et la plus constante. Le niveau d'exactitude est établi au fil du temps en comparant les prix déterminés par des tiers aux prix déterminés par des courtiers ou un système, aux prix déterminés par d'autres services d'établissement des prix et, lorsqu'elles sont disponibles, aux données de négociation réelles.

Pour une description des techniques d'évaluation utilisées pour déterminer la juste valeur de nos principaux actifs et passifs financiers, se reporter à la note 2 de notre rapport annuel 2013. Aucun changement important n'a été apporté à nos techniques d'évaluation.

Pour déterminer la juste valeur, on utilise une hiérarchie qui place en ordre de priorité les données utilisées dans les techniques d'évaluation. Selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur, le plus haut niveau correspond aux prix cotés non ajustés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques (niveau 1) et le niveau le plus bas correspond aux données non observables (niveau 3). La hiérarchie qui s'applique dans le cadre de la détermination de la juste valeur exige l'utilisation de données observables sur le marché chaque fois que de telles données existent. Les données du niveau 1 correspondent aux prix cotés non ajustés sur des marchés actifs, auxquels nous avons accès à la date d'évaluation, pour des actifs ou des passifs identiques. Les données du niveau 2 comprennent les prix cotés pour des actifs ou passifs semblables sur des marchés actifs, les prix cotés pour des actifs ou passifs identiques ou semblables sur des marchés qui sont inactifs, et les données du modèle qui sont observables ou qui peuvent être corroborées par des données observables sur le marché sur pratiquement toute la durée de vie des actifs ou des passifs. Les données du niveau 3 correspondent à une ou à plusieurs données non observables qui sont importantes aux fins du calcul de la juste valeur de l'actif ou du passif. Les données non observables sont utilisées pour évaluer la juste valeur dans la mesure où des données observables ne sont pas disponibles à la date d'évaluation. La disponibilité des données aux fins de l'évaluation peut influencer sur la sélection des techniques d'évaluation. Un instrument financier est classé aux fins de présentation en fonction de la donnée du niveau le plus bas qui a une importance dans l'évaluation de la juste valeur.

Valeur comptable et juste valeur de certains instruments financiers

Les tableaux suivants illustrent la comparaison de la valeur comptable et de la juste valeur de chaque type d'instrument financier.

	Au 31 juillet 2014							
	Valeur comptable et juste valeur			Valeur comptable	Juste valeur	Placements détenus jusqu'à leur échéance évalués au coût amorti	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
	Instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments disponibles à la vente évalués à la juste valeur	Prêts et créances et passifs autres que détenus à des fins de transaction au coût amorti	Prêts et créances et passifs autres que détenus à des fins de transaction			
(en millions de dollars canadiens)								
Actifs financiers								
Valeurs mobilières								
Titres détenus à des fins de transaction	142 768 \$	9 988 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	152 756 \$	152 756 \$
Titres disponibles à la vente	–	–	45 677	–	–	681	46 358	46 358
Total des valeurs mobilières	142 768	9 988	45 677	–	–	681	199 114	199 114
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	–	92 405	–	42 800	42 800	–	135 205	135 205
Prêts								
Prêts de détail	–	–	–	328 665	328 549	–	328 665	328 549
Prêts de gros	1 524	2 129	–	98 103	97 647	–	101 756	101 300
Total des prêts	1 524	2 129	–	426 768	426 196	–	430 421	429 849
Autres								
Dérivés	72 823	–	–	–	–	–	72 823	72 823
Autres actifs	–	905	–	30 666	30 666	–	31 571	31 571
Passifs financiers								
Dépôts								
Particuliers	– \$	12 323 \$	–	192 104 \$	192 447 \$	–	204 427 \$	204 770 \$
Entreprises et gouvernements (1)	–	58 784	–	315 209	316 377	–	373 993	375 161
Banques (2)	–	7 410	–	12 219	12 219	–	19 629	19 629
Total des dépôts	–	78 517	–	519 532	521 043	–	598 049	599 560
Autres								
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	52 054	–	–	–	–	–	52 054	52 054
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	60 134	–	5 289	5 289	–	65 423	65 423
Dérivés	75 096	–	–	–	–	–	75 096	75 096
Autres passifs	(2)	32	–	40 173	40 173	–	40 203	40 203
Débitures subordonnées	–	112	–	6 698	6 719	–	6 810	6 831

	Au 30 avril 2014							
	Valeur comptable et juste valeur			Valeur comptable	Juste valeur	Placements détenus jusqu'à leur échéance évalués au coût amorti	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
	Instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments disponibles à la vente évalués à la juste valeur	Prêts et créances et passifs autres que détenus à des fins de transaction au coût amorti	Prêts et créances et passifs autres que détenus à des fins de transaction			
(en millions de dollars canadiens)								
Actifs financiers								
Valeurs mobilières								
Titres détenus à des fins de transaction	138 783 \$	9 615 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	148 398 \$	148 398 \$
Titres disponibles à la vente	–	–	42 696	–	–	387	43 083	43 083
Total des valeurs mobilières	138 783	9 615	42 696	–	–	387	191 481	191 481
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	–	90 262	–	43 719	43 719	–	133 981	133 981
Prêts								
Prêts de détail	–	–	–	322 989	322 323	–	322 989	322 323
Prêts de gros	1 641	1 594	–	95 212	94 864	–	98 447	98 099
Total des prêts	1 641	1 594	–	418 201	417 187	–	421 436	420 422
Autres								
Dérivés	72 633	–	–	–	–	–	72 633	72 633
Autres actifs	–	997	–	30 792	30 792	–	31 789	31 789
Passifs financiers								
Dépôts								
Particuliers	– \$	11 512 \$	–	191 158 \$	191 461 \$	–	202 670 \$	202 973 \$
Entreprises et gouvernements (1)	–	54 259	–	311 110	312 251	–	365 369	366 510
Banques (2)	–	6 323	–	12 760	12 759	–	19 083	19 082
Total des dépôts	–	72 094	–	515 028	516 471	–	587 122	588 565
Autres								
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	50 423	–	–	–	–	–	50 423	50 423
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	58 063	–	5 727	5 727	–	63 790	63 790
Dérivés	73 206	–	–	–	–	–	73 206	73 206
Autres passifs	1	119	–	41 566	41 566	–	41 686	41 686
Débitures subordonnées	–	112	–	6 374	6 389	–	6 486	6 501

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

	Au 31 octobre 2013								
	Valeur comptable et juste valeur			Valeur comptable		Juste valeur		Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
	Instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments disponibles à la vente évalués à la juste valeur	Prêts et créances et passifs autres que détenus à des fins de transaction au coût amorti	Prêts et créances et passifs autres que détenus à des fins de transaction	Placements détenus jusqu'à leur échéance évalués au coût amorti			
(en millions de dollars canadiens)									
Actifs financiers									
Valeurs mobilières									
Titres détenus à des fins de transaction	135 346 \$	8 677 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	144 023 \$	144 023 \$	
Titres disponibles à la vente	–	–	38 286	–	–	401	38 687	38 687	
Total des valeurs mobilières	135 346	8 677	38 286	–	–	401	182 710	182 710	
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	–	82 023	–	35 494	35 494	–	117 517	117 517	
Prêts									
Prêts de détail	–	–	–	319 447	316 562	–	319 447	316 562	
Prêts de gros	614	964	–	87 825	87 163	–	89 403	88 741	
Total des prêts	614	964	–	407 272	403 725	–	408 850	405 303	
Autres									
Dérivés	74 822	–	–	–	–	–	74 822	74 822	
Autres actifs	–	983	–	28 820	28 820	–	29 803	29 803	
Passifs financiers									
Dépôts									
Particuliers	– \$	9 069 \$	–	185 874 \$	186 058 \$	–	194 943 \$	195 127 \$	
Entreprises et gouvernements (1), (3)	–	56 037	–	294 827	295 713	–	350 864	351 750	
Banques (2)	–	1 932	–	11 611	11 611	–	13 543	13 543	
Total des dépôts	–	67 038	–	492 312	493 382	–	559 350	560 420	
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	47 128	–	–	–	–	–	47 128	47 128	
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	53 948	–	6 468	6 468	–	60 416	60 416	
Dérivés	76 745	–	–	–	–	–	76 745	76 745	
Autres passifs	(2)	42	–	38 081	38 081	–	38 121	38 121	
Déventures subordonnées	–	109	–	7 334	7 285	–	7 443	7 394	

	Au 31 juillet 2013								
	Valeur comptable et juste valeur			Valeur comptable		Juste valeur		Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
	Instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments disponibles à la vente évalués à la juste valeur	Prêts et créances et passifs autres que détenus à des fins de transaction au coût amorti	Prêts et créances et passifs autres que détenus à des fins de transaction	Placements détenus jusqu'à leur échéance évalués au coût amorti			
(en millions de dollars canadiens)									
Actifs financiers									
Valeurs mobilières									
Titres détenus à des fins de transaction	128 366 \$	9 190 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	137 556 \$	137 556 \$	
Titres disponibles à la vente	–	–	36 322	–	–	487	36 809	36 809	
Total des valeurs mobilières	128 366	9 190	36 322	–	–	487	174 365	174 365	
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	–	87 634	–	32 550	32 550	–	120 184	120 184	
Prêts									
Prêts de détail	–	–	–	316 133	313 327	–	316 133	313 327	
Prêts de gros	309	1 284	–	84 679	84 292	–	86 272	85 885	
Total des prêts	309	1 284	–	400 812	397 619	–	402 405	399 212	
Autres									
Dérivés	77 846	–	–	–	–	–	77 846	77 846	
Autres actifs	–	952	–	31 618	31 618	–	32 570	32 570	
Passifs financiers									
Dépôts									
Particuliers	– \$	8 142 \$	–	183 241 \$	183 474 \$	–	191 383 \$	191 616 \$	
Entreprises et gouvernements (1), (3)	–	55 530	–	285 310	285 925	–	340 840	341 455	
Banques (2)	–	2 464	–	12 391	12 391	–	14 855	14 855	
Total des dépôts	–	66 136	–	480 942	481 790	–	547 078	547 926	
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	46 473	–	–	–	–	–	46 473	46 473	
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	57 720	–	7 830	7 830	–	65 550	65 550	
Dérivés	80 378	–	–	–	–	–	80 378	80 378	
Autres passifs	16	33	–	35 250	35 250	–	35 299	35 299	
Déventures subordonnées	–	108	–	7 284	7 236	–	7 392	7 344	

(1) Le poste Entreprises et gouvernements comprend les dépôts provenant d'institutions de dépôt réglementées qui ne sont pas des banques réglementées.

(2) Les banques désignent les banques réglementées.

(3) La juste valeur de certains dépôts a été révisée par rapport aux résultats présentés précédemment.

Le tableau suivant présente les variations de la juste valeur de nos passifs financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net ainsi que leur valeur à l'échéance contractuelle et leur valeur comptable. Les variations de la juste valeur de nos passifs financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net attribuables aux modifications du risque de crédit représentent la différence entre le total des variations de la juste valeur de l'instrument au cours de la période et les variations de la juste valeur attribuables aux changements dans les conditions du marché tels que les variations du taux d'intérêt de référence ou du taux de change.

Passifs désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net

	Au 31 juillet 2014				
	Valeur à l'échéance contractuelle	Valeur comptable	Différence entre la valeur comptable et la valeur à l'échéance contractuelle	Variations de la juste valeur pour la période de neuf mois attribuables aux modifications du risque de crédit comprises dans les autres éléments du résultat global relativement aux positions encore détenues	Variation cumulative de la juste valeur attribuable aux modifications du risque de crédit relativement aux positions encore détenues (1)
(en millions de dollars canadiens)					
Dépôts à terme					
Particuliers	12 113 \$	12 323 \$	210 \$	29 \$	35 \$
Entreprises et gouvernements (2)	58 653	58 784	131	111	108
Banques (3)	7 410	7 410	–	–	–
Total des dépôts à terme	78 176	78 517	341	140	143
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	60 135	60 134	(1)	–	–
Autres passifs	32	32	–	–	–
Débitures subordonnées	106	112	6	3	(3)
Total	138 449 \$	138 795 \$	346 \$	143 \$	140 \$

- (1) La variation cumulative est mesurée depuis la comptabilisation initiale des passifs désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net. Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2014, des pertes liées à la juste valeur de 7 millions de dollars comprises antérieurement dans les autres éléments du résultat global ont été réalisées relativement aux passifs financiers décomptabilisés au cours de la période.
- (2) Le poste Entreprises et gouvernements comprend les dépôts provenant d'institutions de dépôt réglementées qui ne sont pas des banques réglementées.
- (3) Les banques désignent les banques réglementées.

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)**Juste valeur des actifs et des passifs évalués de façon récurrente et classés selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur**

Les tableaux suivants présentent les instruments financiers qui sont évalués à la juste valeur de façon récurrente et classés selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur définie dans IFRS 13.

(en millions de dollars canadiens)	Au											
	31 juillet 2014					30 avril 2014						
	Évaluations à la juste valeur selon le			Total de la juste valeur, montant brut	Ajustements de compensation	Actifs/passifs à la juste valeur	Évaluations à la juste valeur selon le			Total de la juste valeur, montant brut	Ajustements de compensation	Actifs/passifs à la juste valeur
Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 1				Niveau 2	Niveau 3				
Actifs financiers												
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	– \$	1 195 \$	– \$	1 195 \$	\$	1 195 \$	– \$	785 \$	– \$	785 \$	\$	785 \$
Valeurs mobilières												
Titres détenus à des fins de transaction												
Créances d'entités gouvernementales canadiennes (1)												
Gouvernement fédéral	8 547	6 810	–	15 357		15 357	7 797	7 548	–	15 345		15 345
Provinces et municipalités	–	11 994	–	11 994		11 994	–	12 335	–	12 335		12 335
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (1)	4 932	25 194	7	30 133		30 133	3 693	24 470	21	28 184		28 184
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE (2)	4 958	9 470	–	14 428		14 428	4 637	8 726	–	13 363		13 363
Titres adossés à des créances hypothécaires (1)	–	1 139	21	1 160		1 160	–	958	36	994		994
Titres adossés à des actifs												
TGC (3)	–	31	71	102		102	–	76	18	94		94
Titres non garantis par des créances	–	990	302	1 292		1 292	–	1 074	433	1 507		1 507
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	14	27 600	197	27 811		27 811	15	26 849	455	27 319		27 319
Titres de participation	46 579	3 736	164	50 479		50 479	45 306	3 733	218	49 257		49 257
	65 030	86 964	762	152 756		152 756	61 448	85 769	1 181	148 398		148 398
Titres disponibles à la vente (4)												
Créances d'entités gouvernementales canadiennes (1)												
Gouvernement fédéral	313	11 482	–	11 795		11 795	312	10 220	–	10 532		10 532
Provinces et municipalités	–	822	–	822		822	–	637	–	637		637
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (1)	–	4 986	2 092	7 078		7 078	–	5 247	2 119	7 366		7 366
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	6 949	6 684	11	13 644		13 644	5 750	6 475	–	12 225		12 225
Titres adossés à des créances hypothécaires (1)	–	134	–	134		134	–	157	–	157		157
Titres adossés à des actifs												
TGC	–	890	71	961		961	–	1 031	81	1 112		1 112
Titres non garantis par des créances	–	338	177	515		515	–	275	169	444		444
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	–	7 309	1 566	8 875		8 875	–	6 784	1 577	8 361		8 361
Titres de participation	144	523	1 045	1 712		1 712	149	470	1 103	1 722		1 722
Titres de substitut de prêt	104	24	–	128		128	102	24	–	126		126
	7 510	33 192	4 962	45 664		45 664	6 313	31 320	5 049	42 682		42 682
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés												
Prêts	–	92 405	–	92 405		92 405	–	90 262	–	90 262		90 262
Autres	–	3 193	460	3 653		3 653	–	2 771	464	3 235		3 235
Dérivés												
Contrats de taux d'intérêt	21	85 264	361	85 646		85 646	22	78 746	226	78 994		78 994
Contrats de change	–	20 489	43	20 532		20 532	–	21 797	50	21 847		21 847
Dérivés de crédit	–	182	14	196		196	–	228	22	250		250
Autres contrats	2 671	4 512	500	7 683		7 683	2 475	3 793	438	6 706		6 706
Ajustements de l'évaluation (5)	–	(450)	(65)	(515)		(515)	–	(422)	(89)	(511)		(511)
Total des dérivés, montant brut	2 692	109 997	853	113 542		113 542	2 497	104 142	647	107 286		107 286
Ajustements de compensation												
Total des dérivés												
Autres actifs	573	332	–	905		905	611	386	–	997		997
	75 805 \$	327 278 \$	7 037 \$	410 120 \$	(40 719) \$	369 401 \$	70 869 \$	315 435 \$	7 341 \$	393 645 \$	(34 653) \$	358 992 \$
Passifs financiers												
Dépôts												
Particuliers	– \$	11 879 \$	444 \$	12 323 \$	\$	12 323 \$	– \$	10 986 \$	526 \$	11 512 \$	\$	11 512 \$
Entreprises et gouvernements	–	58 608	176	58 784		58 784	–	49 187	5 072	54 259		54 259
Banques	–	7 410	–	7 410		7 410	–	6 323	–	6 323		6 323
Autres												
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	35 027	17 011	16	52 054		52 054	36 646	13 752	25	50 423		50 423
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	60 134	–	60 134		60 134	–	58 063	–	58 063		58 063
Dérivés												
Contrats de taux d'intérêt	15	80 647	720	81 382		81 382	10	74 276	774	75 060		75 060
Contrats de change	–	22 816	28	22 844		22 844	–	22 921	26	22 947		22 947
Dérivés de crédit	–	288	19	307		307	–	307	27	334		334
Autres contrats	2 452	8 026	1 092	11 570		11 570	2 031	7 010	1 074	10 115		10 115
Ajustements de l'évaluation (5)	–	11	22	33		33	–	4	35	39		39
Total des dérivés, montant brut	2 467	111 788	1 881	116 136		116 136	2 041	104 518	1 936	108 495		108 495
Ajustements de compensation												
Total des dérivés												
Autres passifs	–	32	(2)	30		30	–	119	1	120		120
Débitures subordonnées	–	112	–	112		112	–	–	112	112		112
	37 494 \$	266 974 \$	2 515 \$	306 983 \$	(41 040) \$	265 943 \$	38 687 \$	242 948 \$	7 672 \$	289 307 \$	(35 289) \$	254 018 \$

(en millions de dollars canadiens)	Au											
	31 octobre 2013					31 juillet 2013						
	Évaluations à la juste valeur selon le			Total de la juste valeur, montant brut	Ajustements de compensation	Actifs/passifs à la juste valeur	Évaluations à la juste valeur selon le			Total de la juste valeur, montant brut	Ajustements de compensation	Actifs/passifs à la juste valeur
Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 1				Niveau 2	Niveau 3				
Actifs financiers												
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	- \$	2 424 \$	- \$	2 424 \$	\$	2 424 \$	- \$	563 \$	- \$	563 \$	\$	563 \$
Valeurs mobilières												
Titres détenus à des fins de transaction												
Créances d'entités gouvernementales canadiennes (1)												
Gouvernement fédéral	11 978	6 976	-	18 954		18 954	9 778	8 058	-	17 836		17 836
Provinces et municipalités	-	12 146	-	12 146		12 146	-	11 225	-	11 225		11 225
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (1)	5 480	23 980	22	29 482		29 482	4 639	23 653	40	28 332		28 332
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE (2)	2 815	8 101	370	11 286		11 286	2 422	8 292	163	10 877		10 877
Titres adossés à des créances hypothécaires (1)	-	802	28	830		830	-	786	52	838		838
Titres adossés à des actifs												
TGC (3)	-	-	31	31		31	-	2	15	17		17
Titres non garantis par des créances	-	1 084	260	1 344		1 344	-	966	189	1 155		1 155
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	-	24 346	415	24 761		24 761	5	22 794	478	23 277		23 277
Titres de participation	41 874	3 132	183	45 189		45 189	40 915	2 899	185	43 999		43 999
	62 147	80 567	1 309	144 023		144 023	57 759	78 675	1 122	137 556		137 556
Titres disponibles à la vente (4)												
Créances d'entités gouvernementales canadiennes (1)												
Gouvernement fédéral	153	9 690	-	9 843		9 843	310	9 595	-	9 905		9 905
Provinces et municipalités	-	667	-	667		667	-	641	-	641		641
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (1)	26	4 238	2 014	6 278		6 278	49	3 912	1 684	5 645		5 645
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	5 463	5 434	-	10 897		10 897	5 014	5 376	-	10 390		10 390
Titres adossés à des créances hypothécaires (1)	-	139	-	139		139	-	207	-	207		207
Titres adossés à des actifs												
TGC	-	1 294	103	1 397		1 397	-	1 430	92	1 522		1 522
Titres non garantis par des créances	-	283	180	463		463	-	238	257	495		495
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	-	5 096	1 673	6 769		6 769	-	3 992	1 669	5 661		5 661
Titres de participation	137	585	969	1 691		1 691	136	651	922	1 709		1 709
Titres de substitut de prêt	103	24	-	127		127	109	24	-	133		133
	5 882	27 450	4 939	38 271		38 271	5 618	26 066	4 624	36 308		36 308
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés												
Prêts	-	82 023	-	82 023		82 023	-	87 634	-	87 634		87 634
Autres	-	1 164	414	1 578		1 578	-	1 001	592	1 593		1 593
Dérivés												
Contrats de taux d'intérêt	22	78 517	333	78 872		78 872	16	78 309	366	78 691		78 691
Contrats de change	-	20 709	76	20 785		20 785	-	23 390	43	23 433		23 433
Dérivés de crédit	-	193	32	225		225	-	151	55	206		206
Autres contrats	2 558	3 219	858	6 635		6 635	2 738	2 662	473	5 873		5 873
Ajustements de l'évaluation (5)	(2)	(398)	(105)	(505)		(505)	(13)	(421)	(156)	(590)		(590)
Total des dérivés, montant brut	2 578	102 240	1 194	106 012		106 012	2 741	104 091	781	107 613		107 613
Ajustements de compensation						(31 190)				(29 767)		(29 767)
Total des dérivés						74 822				77 846		77 846
Autres actifs	520	452	11	983		983	476	465	11	952		952
	71 127 \$	296 320 \$	7 867 \$	375 314 \$	(31 190) \$	344 124 \$	66 594 \$	298 495 \$	7 130 \$	372 219 \$	(29 767) \$	342 452 \$
Passifs financiers												
Dépôts												
Particuliers	- \$	8 033 \$	1 036 \$	9 069 \$		9 069 \$	- \$	341 \$	7 801 \$	8 142 \$		8 142 \$
Entreprises et gouvernements	-	52 104	3 933	56 037		56 037	-	52 188	3 342	55 530		55 530
Banques	-	1 932	-	1 932		1 932	-	2 464	-	2 464		2 464
Autres												
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	31 832	15 280	16	47 128		47 128	29 011	17 456	6	46 473		46 473
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	-	53 948	-	53 948		53 948	-	57 720	-	57 720		57 720
Dérivés												
Contrats de taux d'intérêt	9	74 113	791	74 913		74 913	10	73 644	785	74 439		74 439
Contrats de change	-	22 715	193	22 908		22 908	-	26 992	183	27 175		27 175
Dérivés de crédit	-	295	37	332		332	-	228	61	289		289
Autres contrats	2 379	5 979	1 727	10 085		10 085	2 106	5 276	1 316	8 698		8 698
Ajustements de l'évaluation (5)	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.		s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.		s.o.
Total des dérivés, montant brut	2 388	103 102	2 748	108 238		108 238	2 116	106 140	2 345	110 601		110 601
Ajustements de compensation						(31 493)				(30 223)		(30 223)
Total des dérivés						76 745				80 378		80 378
Autres passifs	-	37	3	40		40	-	30	19	49		49
Débitures subordonnées	-	-	109	109		109	-	-	108	108		108
	34 220 \$	234 436 \$	7 845 \$	276 501 \$	(31 493) \$	245 008 \$	31 127 \$	236 339 \$	13 621 \$	281 087 \$	(30 223) \$	250 864 \$

- (1) Au 31 juillet 2014, les titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles et commerciales inclus dans tous les niveaux de la juste valeur des titres détenus à des fins de transaction étaient de 7 455 millions de dollars et de 81 millions (5 117 millions et 91 millions au 30 avril 2014; 4 934 millions et 93 millions au 31 octobre 2013; 6 015 millions et 127 millions au 31 juillet 2013), respectivement, et ceux inclus dans tous les niveaux de la juste valeur des titres disponibles à la vente se chiffraient à 6 340 millions et à 25 millions (5 301 millions et 33 millions au 30 avril 2014; 3 512 millions et 35 millions au 31 octobre 2013; 3 627 millions et 37 millions au 31 juillet 2013), respectivement.
- (2) OCDE signifie « Organisation de Coopération et de Développement Économiques ».
- (3) TGC signifie « titres garantis par des créances ».
- (4) Ne comprend pas les titres disponibles à la vente et détenus jusqu'à leur échéance d'un montant de 13 millions de dollars et de 681 millions, respectivement (14 millions et 387 millions au 30 avril 2014; 15 millions et 401 millions au 31 octobre 2013; 14 millions et 487 millions au 31 juillet 2013), qui sont comptabilisés au coût.
- (5) Les exigences d'IFRS 13 sont appliquées de façon prospective, et la norme permet une exception, au moyen d'un choix de méthode comptable, visant l'évaluation de la juste valeur d'un portefeuille d'instruments financiers selon la position de risque nette ouverte lorsque certains critères sont respectés. Nous avons opté pour ce choix de méthode afin de déterminer la juste valeur de certains portefeuilles d'instruments financiers, principalement des dérivés, en fonction de l'exposition nette au risque de crédit ou de marché. Les montants de l'ajustement de l'évaluation figurant dans ce tableau comprennent ceux établis pour l'ensemble du portefeuille.

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)**Information quantitative sur les évaluations de la juste valeur à l'aide de données non observables importantes (instruments de niveau 3)**

Le tableau suivant présente la juste valeur de nos principaux instruments financiers de niveau 3, les techniques d'évaluation utilisées pour déterminer leur juste valeur, les fourchettes et les moyennes pondérées des données non observables.

Au 31 juillet 2014 (en millions de dollars canadiens, sauf les prix, les pourcentages et les ratios)

Produits	Poste dans le tableau de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur	Juste valeur		Techniques d'évaluation	Principales données non observables (1)	Fourchette des valeurs des données (2), (3), (4)		
		Actifs	Passifs			Bas	Haut	Moyenne pondérée/ventilation des données (5)
Instruments financiers non dérivés								
Titres adossés à des actifs	Titres adossés à des actifs Engagements afférents à des titres vendus à découvert	459 \$	4 \$	Fondée sur les prix Flux de trésorerie actualisés	Prix Marges d'escompte Rendements Taux de défaillance Taux de remboursement anticipé Ampleur des taux de perte	88,75 \$ 0,66 % 0,03 % 1,00 % 15,00 % 30,00 %	88,75 \$ 6,96 % 1,20 % 5,00 % 30,00 % 70,00 %	88,75 \$ 3,31 % 0,89 % 2,84 % 22,09 % 50,00 %
Titres à enchères	Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains Titres adossés à des actifs	1 615 162		Flux de trésorerie actualisés	Marges d'escompte Taux de défaillance Taux de remboursement anticipé Taux de recouvrement	1,36 % 9,00 % 4,00 % 40,00 %	4,61 % 10,00 % 8,00 % 97,50 %	3,16 % 9,65 % 5,07 % 81,86 %
Titres d'emprunt de sociétés	Titres d'emprunt de sociétés et autres créances Prêts Engagements afférents à des titres vendus à découvert	122 460	12	Fondée sur les prix Flux de trésorerie actualisés	Prix Rendements Écarts de taux Taux de capitalisation	1,01 \$ 0,51 % 3,45 % 6,31 %	107,57 \$ 9,00 % 5,56 % 14,14 %	96,42 \$ 3,35 % 3,65 % 10,23 %
Créances d'entités gouvernementales et obligations municipales	Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	484 11 1 641		Fondée sur les prix Flux de trésorerie actualisés	Prix Rendements	19,38 \$ 0,01 %	103,99 \$ 47,27 %	99,37 \$ 2,73 %
Financement bancaire et dépôts	Dépôts Débentures subordonnées		176 -	Flux de trésorerie actualisés	Écarts de financement	0,45 %	0,45 %	0,45 %
Titres de placements privés, placements dans des fonds de couverture et dérivés sur actions connexes	Titres de participation Actifs liés aux dérivés Passifs liés aux dérivés	1 209 10	495	Cours de marché comparable Fondée sur les prix	Ratios valeur de l'entreprise/BALIA Ratios c/b Ratios valeur de l'entreprise/revenus Escomptes de liquidité (6) Valeurs liquidatives/ prix (7)	3,00X 15,83X 1,70X 30,00 % s.o.	5,90X 15,83X 6,10X 30,00 % s.o.	5,73X 15,83X 5,51X 30,00 % s.o.
Instruments financiers dérivés								
Dérivés sur taux d'intérêt et obligations structurées liées à des taux d'intérêt (8)	Actifs liés aux dérivés Dépôts Passifs liés aux dérivés	379	- 743	Flux de trésorerie actualisés Modèle d'évaluation des options	Taux d'intérêt Taux des swaps sur IPC Écarts de financement Corrélation taux d'intérêt/taux d'intérêt Corrélation taux de change/taux d'intérêt Corrélation taux de change/taux de change Volatilités des taux d'intérêt	3,16 % 1,87 % 0,45 % 19,00 % 29,00 % 75,00 % 15,00 %	3,16 % 2,48 % 0,45 % 67,00 % 56,00 % 75,00 % 24,66 %	Ventilation égale Ventilation égale Ventilation égale Ventilation égale Tranche supérieure
Dérivés sur actions et obligations structurées liées à des titres de participation (8)	Actifs liés aux dérivés Dépôts Passifs liés aux dérivés	345	444 434	Flux de trésorerie actualisés Modèle d'évaluation des options	Rendements des actions Écarts de financement Corrélation cours des actions/cours des actions Corrélation cours des actions/taux de change Volatilités des cours des actions	0,02 % 0,39 % 7,40 % (72,00)% 1,00 %	13,60 % 0,45 % 97,40 % 45,00 % 127,00 %	Tranche inférieure Ventilation égale Milieu Milieu Tranche inférieure
Autres (9)	Titres adossés à des créances hypothécaires Actifs liés aux dérivés Passifs liés aux dérivés Autres passifs	21 119	209 (2)					
Total		7 037 \$	2 515 \$					

Au 30 avril 2014 (en millions de dollars canadiens, sauf les prix, les pourcentages et les ratios)

Produits	Poste dans le tableau de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur	Juste valeur		Techniques d'évaluation	Principales données non observables (1)	Fourchette des valeurs des données (2), (3), (4)		Moyenne pondérée/ventilation des données (5)
		Actifs	Passifs			Bas	Haut	
Instruments financiers non dérivés								
Titres adossés à des actifs								
	Titres adossés à des actifs	548 \$		Fondée sur les prix Flux de trésorerie actualisés	Prix	72,22 \$	102,13 \$	88,55 \$
	Engagements afférents à des titres vendus à découvert		25 \$		Marges d'escompte	0,74 %	7,76 %	3,45 %
					Rendements	2,00 %	2,00 %	2,00 %
					Taux de défaillance	1,00 %	5,00 %	2,00 %
					Taux de remboursement anticipé	15,00 %	30,00 %	20,00 %
					Ampleur des taux de perte	30,00 %	70,00 %	50,00 %
Titres à enchères								
	Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	1 599		Flux de trésorerie actualisés	Marges d'escompte	1,47 %	4,58 %	3,25 %
	Titres adossés à des actifs	153			Taux de défaillance	9,00 %	10,00 %	9,65 %
					Taux de remboursement anticipé	4,00 %	8,00 %	5,02 %
					Taux de recouvrement	40,00 %	97,50 %	81,87 %
Titres d'emprunt de sociétés								
	Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	327		Fondée sur les prix Flux de trésorerie actualisés	Prix	0,01 \$	117,03 \$	88,98 \$
	Prêts	464			Rendements	3,23 %	8,29 %	4,79 %
	Engagements afférents à des titres vendus à découvert		–		Écarts de taux	0,70 %	5,10 %	4,14 %
					Taux de capitalisation	6,33 %	14,76 %	10,55 %
Créances d'entités gouvernementales et obligations municipales								
	Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	541		Fondée sur les prix Flux de trésorerie actualisés	Prix	18,73 \$	129,60 \$	98,34 \$
	Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–			Rendements	0,02 %	21,95 %	1,64 %
	Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 705						
Financement bancaire et dépôts								
	Dépôts		4 865	Flux de trésorerie actualisés	Écarts de financement	0,00 %	0,50 %	0,50 %
	Débiteures subordonnées		112					
Titres de placements privés, placements dans des fonds de couverture et dérivés sur actions connexes								
	Titres de participation	1 321		Cours de marché comparable Fondée sur les prix	Ratios valeur de l'entreprise/BAIIA	3,00X	5,90X	5,73X
	Actifs liés aux dérivés	–			Ratios c/b	15,08X	15,08X	15,08X
	Passifs liés aux dérivés		494		Ratios valeur de l'entreprise/revenus	1,70X	6,90X	5,03X
					Escomptes de liquidité (6)	20,00 %	30,00 %	28,05 %
					Valeurs liquidatives/ prix (7)	s.o.	s.o.	s.o.
Instruments financiers dérivés								
Dérivés sur taux d'intérêt et obligations structurées liées à des taux d'intérêt (8)								
	Actifs liés aux dérivés	245		Flux de trésorerie actualisés Modèle d'évaluation des options	Taux d'intérêt	3,24 %	3,35 %	Tranche inférieure
	Dépôts		207		Taux des swaps sur IPC	1,77 %	2,35 %	Ventilation égale
	Passifs liés aux dérivés		797		Écarts de financement	0,48 %	0,50 %	Tranche supérieure
					Corrélation taux d'intérêt/taux d'intérêt	19,00 %	67,00 %	Ventilation égale
					Corrélation taux de change/taux d'intérêt	29,00 %	56,00 %	Ventilation égale
					Corrélation taux de change/taux de change	75,00 %	75,00 %	Ventilation égale
					Volatilités des taux d'intérêt	18,21 %	38,50 %	Tranche supérieure
Dérivés sur actions et obligations structurées liées à des titres de participation (8)								
	Actifs liés aux dérivés	354		Flux de trésorerie actualisés Modèle d'évaluation des options	Rendements des actions	0,02 %	15,56 %	Tranche inférieure
	Dépôts		526		Écarts de financement	0,48 %	0,52 %	Ventilation égale
	Passifs liés aux dérivés		514		Corrélation cours des actions/cours des actions	7,40 %	99,00 %	Milieu
					Corrélation cours des actions/taux de change	(72,30) %	49,70 %	Milieu
					Volatilités des cours des actions	3,00 %	153,00 %	Tranche inférieure
Autres (9)								
	Titres adossés à des créances hypothécaires	36						
	Actifs liés aux dérivés	48						
	Passifs liés aux dérivés		131					
	Autres passifs		1					
Total		7 341 \$	7 672 \$					

(1) Les acronymes désignent les termes suivants : (i) bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements (BAIIA); (ii) cours/bénéfice (c/b); et (iii) indice des prix à la consommation (IPC).

(2) L'information comparative relative aux périodes antérieures au 1^{er} novembre 2013 n'est pas requise en vertu d'IFRS 13.

(3) Les valeurs du bas et du haut représentent les données des niveaux réels le plus bas et le plus élevé qui sont utilisées pour évaluer un groupe d'instruments financiers d'une catégorie de produits en particulier. Ces fourchettes de données ne reflètent pas le niveau d'incertitude des données, mais sont influencées par les différents instruments sous-jacents de la catégorie de produits. Par conséquent, les fourchettes de données varient d'une période à l'autre en fonction des caractéristiques des instruments sous-jacents détenus à chaque date de bilan. Lorsqu'elle est présentée, la moyenne pondérée des valeurs des données est calculée en fonction de la juste valeur relative des instruments de la catégorie de produits. Les moyennes pondérées des dérivés ne sont pas présentées dans le tableau, car elles ne constituent pas une mesure comparable, mais la ventilation des principales données non observables dans la fourchette indiquée pour chacune des catégories de produits y est présentée.

(4) Les données fondées sur les prix sont importantes pour certains titres d'emprunt et elles sont fondées sur des données de référence externes, des instruments comparables ou des données de négociation datées d'avant la fin du trimestre. Pour ces instruments, la donnée sur le prix est exprimée en dollars pour chaque tranche de 100 \$ de la valeur nominale. Par exemple, si la donnée sur le prix est de 105 \$, un instrument est évalué à prime sur sa valeur nominale.

(5) Le niveau de regroupement et de diversité de chaque catégorie d'instruments dérivés peut faire en sorte que certaines fourchettes de données soient étendues et que les données y soient réparties inégalement. Dans le tableau, nous avons indiqué si la majorité des données sont concentrées dans la partie supérieure, centrale ou inférieure de la fourchette, ou si elles sont réparties également dans la fourchette.

(6) La juste valeur des titres, compte tenu des données sur les escomptes de liquidité, totalisait 68 millions de dollars (96 millions au 30 avril 2014).

(7) La valeur liquidative d'un fonds de couverture est la juste valeur totale de l'actif moins le passif, divisée par le nombre de parts du fonds. La valeur liquidative des fonds et les dérivés sur actions correspondants fondés sur la valeur liquidative ne sont pas considérés comme des données observables, car nous ne pouvons racheter certains de ces fonds de couverture à la valeur liquidative avant la prochaine date de clôture trimestrielle. Les titres de placements privés sont évalués à la valeur liquidative ou selon des techniques d'évaluation. La fourchette de la valeur liquidative par part ou du prix par action n'a pas été présentée pour les fonds de couverture ou les titres de placements privés en raison de la dispersion des prix qui découle de la diversité des placements.

(8) Les obligations structurées comprennent des dérivés incorporés sur taux d'intérêt et sur actions dont les données non observables sont semblables à celles des dérivés sur actions et sur taux d'intérêt.

(9) La catégorie Autres inclut principalement des instruments non importants comme les dérivés sur marchandises, les dérivés de change, les dérivés de crédit et les contrats d'assurance vie détenus par des banques.

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)**Sensibilité aux données non observables et relations entre les données non observables***Rendement, écarts de taux/marges d'escompte*

Le rendement d'un instrument financier est le taux d'intérêt utilisé pour actualiser les flux de trésorerie futurs dans un modèle d'évaluation. Une augmentation du rendement, de façon isolée, se traduirait par une diminution de l'évaluation de la juste valeur, et réciproquement. Un écart de taux/une marge d'escompte est la différence entre le rendement d'un instrument d'emprunt et le rendement d'un instrument de référence. Les instruments de référence sont assortis de notations élevées et d'échéances semblables et sont souvent des obligations d'entités gouvernementales.

Par conséquent, l'écart de taux/la marge d'escompte représente le taux d'actualisation utilisé pour présenter la valeur des flux de trésorerie futurs d'un actif afin de refléter le rendement du marché nécessaire pour compenser l'incertitude des flux de trésorerie estimatifs. L'écart de taux ou la marge d'escompte d'un instrument fait partie du rendement utilisé pour calculer les flux de trésorerie actualisés. En général, une augmentation de l'écart de taux ou la marge d'escompte se traduira par une diminution de la juste valeur, et réciproquement.

Écart de financement

Les écarts de financement sont les écarts de taux qui s'appliquent particulièrement aux taux de nos dépôts ou de nos financements. Une diminution des écarts de financement, de façon isolée, se traduira par une augmentation de la juste valeur de nos passifs, et réciproquement.

Taux de défaillance

Le taux de défaillance est le taux auquel les emprunteurs omettent d'effectuer leurs remboursements prévus. Une diminution du taux de défaillance donnera habituellement lieu à une augmentation de la juste valeur du prêt, et réciproquement. Cet effet sera beaucoup plus prononcé pour un prêt aux étudiants non garanti par un gouvernement que pour un prêt garanti par un gouvernement.

Taux de remboursement anticipé

Le taux de remboursement anticipé est le taux auquel un prêt sera remboursé par anticipation par rapport à son amortissement prévu. Les remboursements anticipés modifient les flux de trésorerie futurs d'un prêt. Une augmentation du taux de remboursement anticipé, de façon isolée, se traduira par une augmentation de la juste valeur si le taux d'intérêt du prêt est inférieur au taux de réinvestissement en vigueur, et une diminution du taux de remboursement anticipé, de façon isolée, se traduira par une diminution de la juste valeur si le taux d'intérêt d'un prêt est inférieur au taux de réinvestissement en vigueur. Les taux de remboursement anticipés sont, en général, corrélés négativement par rapport aux taux d'intérêt.

Taux de recouvrement et ampleur des taux de perte

Le taux de recouvrement est une estimation du montant qui devrait être recouvré dans un scénario de prêt en défaillance. Le taux de recouvrement est le pourcentage du montant recouvré divisé par le solde du prêt. La notion inverse du recouvrement est l'ampleur des taux de perte. L'ampleur des taux de perte est une estimation du montant qui ne sera pas recouvré si un prêt est en défaillance. L'ampleur des taux de perte est le pourcentage de la perte divisé par le solde du prêt. En général, une augmentation du taux de recouvrement ou une diminution de l'ampleur des taux de perte se traduira par une augmentation de la juste valeur du prêt, et réciproquement.

Taux de capitalisation

Un taux de capitalisation est le taux de rendement d'un placement dans un bien immobilier calculé en divisant le revenu du bien par la valeur du bien. Un taux de capitalisation moins élevé se traduira par une augmentation de la valeur du bien, et réciproquement.

Taux de volatilité

La volatilité mesure la variabilité potentielle des prix futurs et est souvent évaluée comme l'écart normal des fluctuations des prix. La volatilité est une donnée des modèles d'évaluation des options qui est utilisée pour déterminer la valeur des dérivés et des obligations structurées émises. La volatilité est utilisée pour évaluer les options sur actions, sur taux d'intérêt, sur marchandises et sur devises. Un taux de volatilité plus élevé représente une plus forte probabilité que le taux ou le prix sous-jacent fluctuera. Des taux de volatilité plus élevés pourraient se traduire par une augmentation ou une diminution de la juste valeur de l'option, selon les modalités de l'option. La détermination des taux de volatilité dépend de divers facteurs y compris, sans s'y limiter, le cours du marché sous-jacent, le prix d'exercice et l'échéance.

Rendement de l'action

Le rendement de l'action correspond au rendement prévu des actions sous-jacentes, exprimé en pourcentage annuel de leur prix. Le rendement de l'action est utilisé comme donnée des modèles d'évaluation des prix des contrats à terme de gré à gré sur actions et des options. Une augmentation du rendement de l'action se traduira par une diminution du prix à terme et réciproquement. Une augmentation du rendement de l'action se traduira par une augmentation ou une diminution de la valeur d'une option, selon les modalités de l'option.

Taux de corrélation

La corrélation est la relation linéaire entre les variations de deux variables différentes. La corrélation est une donnée utilisée pour évaluer les contrats dérivés et les obligations structurées émises lorsque le rendement d'un instrument est déterminé par des variables corrélées. Lorsque les variables sont corrélées positivement, une augmentation d'une variable se traduira par une augmentation de l'autre variable. Lorsque les variables sont corrélées négativement, une augmentation d'une variable se traduira par une diminution de l'autre variable. Les variables en question peuvent faire partie d'une seule catégorie d'actifs ou d'un seul marché (cours des actions, taux d'intérêt, prix des marchandises, écarts de taux et taux de change) ou faire partie de différentes catégories d'actifs (cours des actions par rapport aux taux de change, taux d'intérêt par rapport aux taux de change, etc.). Les variations de la corrélation donneront lieu à une augmentation ou à une diminution de la juste valeur d'un instrument financier selon les modalités de son rendement contractuel.

Taux d'intérêt

Un taux d'intérêt est le montant à payer en pourcentage sur le capital ou le capital nominal. Une augmentation des taux d'intérêt entraînera une diminution de la valeur des flux de trésorerie actualisés d'un instrument financier, et réciproquement.

Taux des swaps sur l'indice des prix à la consommation

Le taux d'un swap sur l'indice des prix à la consommation (IPC) est exprimé en pourcentage d'une augmentation du prix moyen d'un panier de produits et services, par exemple dans les secteurs du transport, de l'alimentation et des soins de santé. Une augmentation du taux des swaps sur IPC se traduira par une augmentation des paiements des swaps sur inflation, et réciproquement.

Ratios valeur de l'entreprise/BAIIA, ratios c/b, ratios valeur de l'entreprise/revenus et escomptes de liquidité

Les données d'évaluation des titres de placements privés incluent les ratios valeur de l'entreprise/BAIIA, les ratios c/b et les ratios valeur de l'entreprise/revenus. Ces ratios sont utilisés pour calculer soit la valeur de l'entreprise, soit la valeur de l'action d'une société en se fondant sur un multiple des bénéfices ou des revenus estimés. Des multiples plus élevés se traduiraient par des justes valeurs plus élevées pour tous les types de ratios, et réciproquement. Un escompte de liquidité peut être appliqué lorsqu'il y a peu de transactions sur lesquelles fonder les évaluations, voire aucune.

Relations entre les données non observables

Les données non observables liées aux titres à enchères, y compris celles présentées ci-dessus, soit la marge d'escompte, le taux de défaillance, le taux de remboursement anticipé, le taux de recouvrement et l'ampleur des taux de perte, pourraient ne pas être indépendantes l'une de l'autre. Une variation du taux de défaillance, du taux de remboursement anticipé, du taux de recouvrement et de l'ampleur des taux de perte pourrait avoir une incidence sur la marge d'escompte des titres à enchères. En général, les marges d'escompte diminueront si les taux de défaillance diminuent ou si les taux de recouvrement augmentent. Les remboursements anticipés pourraient se traduire par une augmentation ou une diminution de la juste valeur.

Variations de l'évaluation à la juste valeur pour les instruments évalués de façon récurrente et classés dans le niveau 3

Les tableaux suivants présentent les variations des évaluations récurrentes à la juste valeur pour les instruments compris dans le niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur.

	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2014								Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux positions encore détenues au titres des actifs et des passifs pour la période close le 31 juillet 2014
	Juste valeur au 1 ^{er} mai 2014	Total des profits (pertes) réalisés/latents compris dans le résultat	Total des profits (pertes) latents compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs/émissions de passifs	Ventes d'actifs/règlements de passifs et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transfert hors du niveau 3	Juste valeur au 31 juillet 2014	
(en millions de dollars canadiens)									
Actifs									
Valeurs mobilières									
Titres détenus à des fins de transaction									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	21 \$	– \$	– \$	3 \$	(16)\$	– \$	(1)\$	7 \$	– \$
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	36	(1)	–	16	(24)	–	(6)	21	–
Titres adossés à des actifs									
TGC	18	6	(4)	58	(7)	–	–	71	4
Titres non garantis par des créances	433	–	(3)	342	(467)	–	(3)	302	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	455	(1)	(3)	53	(299)	–	(8)	197	–
Titres de participation	218	1	(1)	16	(10)	1	(61)	164	(1)
	1 181	5	(11)	488	(823)	1	(79)	762	3
Titres disponibles à la vente									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	2 119	–	28	–	(55)	–	–	2 092	s.o.
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	–	–	–	11	–	–	11	s.o.
Titres adossés à des créances hypothécaires	–	–	–	–	–	–	–	–	s.o.
Titres adossés à des actifs									
TGC	81	–	–	–	(8)	–	(2)	71	s.o.
Titres non garantis par des créances	169	–	8	–	–	–	–	177	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 577	–	5	698	(714)	–	–	1 566	s.o.
Titres de participation	1 103	27	(16)	11	(80)	–	–	1 045	s.o.
	5 049	27	25	709	(846)	–	(2)	4 962	s.o.
Prêts de gros	464	(1)	(2)	–	(1)	–	–	460	–
Autres									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(548)	(21)	3	14	(1)	82	112	(359)	(40)
Contrats de change	24	(7)	–	–	(1)	–	(1)	15	(7)
Dérivés de crédit	(5)	(8)	–	–	8	–	–	(5)	(1)
Autres contrats	(636)	(54)	4	(17)	29	(36)	118	(592)	(59)
Ajustements de l'évaluation	(124)	(4)	1	–	41	–	(1)	(87)	(6)
Autres actifs	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	5 405 \$	(63)\$	20 \$	1 194 \$	(1 594)\$	47 \$	147 \$	5 156 \$	(110)\$
Passifs									
Dépôts									
Particuliers	(526)\$	(12)\$	4 \$	(134)\$	46 \$	(33)\$	211 \$	(444)\$	1 \$
Entreprises et gouvernements	(5 072)	(24)	10	(169)	159	–	4 920	(176)	(3)
Banques	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	(25)	–	–	(45)	54	–	–	(16)	–
Autres passifs	(1)	(2)	–	–	5	–	–	2	2
Débitures subordonnées	(112)	1	(1)	–	–	–	112	–	1
	(5 736)\$	(37)\$	13 \$	(348)\$	264 \$	(33)\$	5 243 \$	(634)\$	1 \$

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

Pour le trimestre clos le 30 avril 2014

	Juste valeur au 1 ^{er} février 2013	Total des profits (pertes) réalisés/latents compris dans le résultat	Total des profits (pertes) latents compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs/émissions de passifs	Ventes d'actifs/règlements de passifs et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur au 30 avril 2014	Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux positions encore détenues aux titres des actifs et des passifs pour la période close le 30 avril 2014
(en millions de dollars canadiens)									
Actifs									
Valeurs mobilières									
Titres détenus à des fins de transaction									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	4 \$	– \$	(1)\$	19 \$	(6)\$	5 \$	– \$	21 \$	– \$
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	30	1	(1)	49	(26)	1	(18)	36	–
Titres adossés à des actifs									
TGC	19	–	–	10	(3)	7	(15)	18	–
Titres non garantis par des créances	297	–	(4)	646	(516)	16	(6)	433	(2)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	389	4	2	154	(62)	–	(32)	455	2
Titres de participation	185	(1)	(2)	56	(20)	–	–	218	(1)
	924	4	(6)	934	(633)	29	(71)	1 181	(1)
Titres disponibles à la vente									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	2 160	–	(15)	–	(17)	–	(9)	2 119	s.o.
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	–	–	–	–	–	–	–	s.o.
Titres adossés à des créances hypothécaires	–	–	–	–	–	–	–	–	s.o.
Titres adossés à des actifs									
TGC	93	–	1	–	(13)	–	–	81	s.o.
Titres non garantis par des créances	171	–	(1)	–	(1)	–	–	169	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 837	–	(36)	284	(439)	–	(69)	1 577	s.o.
Titres de participation	1 064	38	12	13	(24)	–	–	1 103	s.o.
	5 325	38	(39)	297	(494)	–	(78)	5 049	s.o.
Prêts de gros	447	(3)	(6)	27	(1)	–	–	464	(3)
Autres									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(409)	(49)	(3)	1	(13)	–	(75)	(548)	(47)
Contrats de change	45	(20)	(1)	–	2	(2)	–	24	(15)
Dérivés de crédit	(5)	(9)	–	–	9	–	–	(5)	(2)
Autres contrats	(644)	22	9	(19)	42	(42)	(4)	(636)	43
Ajustements de l'évaluation	(80)	1	(1)	–	(106)	–	62	(124)	–
Autres actifs	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	5 603 \$	(16)\$	(47)\$	1 240 \$	(1 194)\$	(15)\$	(166)\$	5 405 \$	(25)\$
Passifs									
Dépôts									
Particuliers	(516)\$	(11)\$	1 \$	(133)\$	51 \$	(74)\$	156 \$	(526)\$	(7)\$
Entreprises et gouvernements	(4 762)	(108)	42	(769)	63	–	462	(5 072)	(111)
Banques	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	(10)	1	–	(84)	68	–	–	(25)	–
Autres passifs	16	39	(1)	–	(55)	–	–	(1)	(17)
Débentures subordonnées	(112)	(1)	1	–	–	–	–	(112)	(1)
	(5 384)\$	(80)\$	43 \$	(986)\$	127 \$	(74)\$	618 \$	(5 736)\$	(136)\$

Pour le trimestre clos le 31 juillet 2013

	Juste valeur au 1 ^{er} mai 2013	Total des profits (pertes) réalisés/latents compris dans le résultat	Total des profits (pertes) latents compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs/émissions de passifs	Ventes d'actifs/règlements de passifs et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur au 31 juillet 2013	Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux positions détenues aux titres des actifs et des passifs pour la période close le 31 juillet 2013
(en millions de dollars canadiens)									
Actifs									
Valeurs mobilières									
Titres détenus à des fins de transaction									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	64 \$	1 \$	1 \$	101 \$	(123)\$	(2)\$	(2)\$	40 \$	– \$
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	1	–	–	162	–	–	–	163	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	43	2	1	15	(19)	11	(1)	52	2
Titres adossés à des actifs									
TGC	31	2	1	–	(12)	–	(7)	15	2
Titres non garantis par des créances	255	(2)	3	1 375	(1 418)	2	(26)	189	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	677	(13)	1	143	(331)	11	(10)	478	(10)
Titres de participation	196	–	4	10	(26)	1	–	185	7
	1 267	(10)	11	1 806	(1 929)	23	(46)	1 122	1
Titres disponibles à la vente									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	1 784	5	21	–	(135)	9	–	1 684	s.o.
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	–	–	–	–	–	–	–	s.o.
Titres adossés à des créances hypothécaires	–	–	–	–	–	–	–	–	s.o.
Titres adossés à des actifs									
TGC	1 740	1	29	–	(248)	–	(1 430)	92	s.o.
Titres non garantis par des créances	309	(1)	15	–	(66)	–	–	257	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 639	–	32	272	(274)	–	–	1 669	s.o.
Titres de participation	885	15	44	6	(28)	–	–	922	s.o.
	6 357	20	141	278	(751)	9	(1 430)	4 624	s.o.
Prêts de gros	547	–	10	72	(37)	–	–	592	(5)
Autres									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(542)	134	(2)	3	(8)	(4)	–	(419)	237
Contrats de change	(211)	64	6	(1)	1	–	1	(140)	–
Dérivés de crédit	(12)	(7)	–	–	13	–	–	(6)	(2)
Autres contrats	(885)	(8)	(15)	53	(14)	(2)	28	(843)	26
Ajustements de l'évaluation	(210)	28	–	–	26	–	–	(156)	43
Autres actifs	12	(1)	–	–	–	–	–	11	–
	6 323 \$	220 \$	151 \$	2 211 \$	(2 699)\$	26 \$	(1 447)\$	4 785 \$	300 \$
Passifs									
Dépôts									
Particuliers	(6 936)\$	(95)\$	(97)\$	(2 156)\$	1 528 \$	(64)\$	19 \$	(7 801)\$	(39)\$
Entreprises et gouvernements	(3 002)	139	(59)	(638)	94	–	124	(3 342)	32
Banques	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	(5)	–	–	6	(5)	(3)	1	(6)	–
Autres passifs	(86)	70	(3)	–	–	–	–	(19)	67
Déventures subordonnées	(108)	1	(1)	–	–	–	–	(108)	1
	(10 137)\$	115 \$	(160)\$	(2 788)\$	1 617 \$	(67)\$	144 \$	(11 276)\$	61 \$

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2014									
(en millions de dollars canadiens)	Juste valeur au 1 ^{er} novembre 2013	Total des profits (pertes) réalisés/latents compris dans le résultat	Total des profits (pertes) latents compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs/émissions de passifs	Ventes d'actifs/règlements de passifs et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur au 31 juillet 2014	Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux positions encore détenues aux titres des actifs et des passifs pour la période close le 31 juillet 2014
Actifs									
Valeurs mobilières									
Titres détenus à des fins de transaction									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	22 \$	– \$	1 \$	34 \$	(51)\$	5 \$	(4)\$	7 \$	– \$
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	370	–	(4)	–	–	–	(366)	–	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	28	(1)	1	82	(62)	1	(28)	21	–
Titres adossés à des actifs									
TGC	31	14	(4)	74	(36)	7	(15)	71	4
Titres non garantis par des créances	260	2	9	1 651	(1 624)	16	(12)	302	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	415	(3)	30	285	(480)	–	(50)	197	(2)
Titres de participation	183	6	9	79	(61)	9	(61)	164	(11)
	1 309	18	42	2 205	(2 314)	38	(536)	762	(9)
Titres disponibles à la vente									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	2 014	–	159	–	(72)	–	(9)	2 092	s.o.
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	–	–	–	11	–	–	11	s.o.
Titres adossés à des créances hypothécaires	–	–	–	–	–	–	–	–	s.o.
Titres adossés à des actifs									
TGC	103	–	11	–	(33)	–	(10)	71	s.o.
Titres non garantis par des créances	180	(4)	20	–	(19)	–	–	177	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 673	–	75	1 221	(1 334)	–	(69)	1 566	s.o.
Titres de participation	969	74	105	33	(136)	–	–	1 045	s.o.
	4 939	70	370	1 254	(1 583)	–	(88)	4 962	s.o.
Prêts de gros	414	2	18	27	(1)	–	–	460	(29)
Autres									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(458)	(74)	(2)	29	(13)	82	77	(359)	(111)
Contrats de change	(117)	(15)	–	–	1	(2)	148	15	(11)
Dérivés de crédit	(5)	(23)	(2)	–	25	–	–	(5)	(4)
Autres contrats	(869)	5	(36)	(50)	90	(129)	397	(592)	(52)
Ajustements de l'évaluation	(105)	5	(1)	–	(65)	–	79	(87)	(7)
Autres actifs	11	–	–	–	–	–	(11)	–	–
	5 119 \$	(12)\$	389 \$	3 465 \$	(3 860)\$	(11)\$	66 \$	5 156 \$	(223)\$
Passifs									
Dépôts									
Particuliers	(1 036)\$	(10)\$	(52)\$	(441)\$	171 \$	(147)\$	1 071 \$	(444)\$	(1)\$
Entreprises et gouvernements	(3 933)	(177)	(186)	(1 551)	261	–	5 410	(176)	(20)
Banques	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	(16)	1	(1)	(147)	147	–	–	(16)	–
Autres passifs	(3)	51	–	–	(50)	–	4	2	–
Débitures subordonnées	(109)	–	(3)	–	–	–	112	–	–
	(5 097)\$	(135)\$	(242)\$	(2 139)\$	529 \$	(147)\$	6 597 \$	(634)\$	(21)\$

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2013

(en millions de dollars canadiens)	Juste valeur au 1 ^{er} novembre 2012	Total des profits (pertes) réalisés/latents compris dans le résultat	Total des profits (pertes) latents compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs/émissions de passifs	Ventes d'actifs/règlements de passifs et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur au 31 juillet 2013	Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux positions encore détenues aux titres des actifs et des passifs pour la période close le 31 juillet 2013
Actifs									
Valeurs mobilières									
Titres détenus à des fins de transaction									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	99 \$	3 \$	1 \$	339 \$	(433)\$	34 \$	(3)\$	40 \$	– \$
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	375	–	–	362	(168)	–	(406)	163	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	55	8	1	19	(37)	21	(15)	52	2
Titres adossés à des actifs TGC	59	10	1	–	(48)	–	(7)	15	9
Titres non garantis par des créances	23	(2)	4	3 835	(3 682)	70	(59)	189	(1)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	397	4	(4)	526	(456)	74	(63)	478	5
Titres de participation	302	11	6	41	(178)	3	–	185	15
	1 310	34	9	5 122	(5 002)	202	(553)	1 122	30
Titres disponibles à la vente									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	1 906	5	43	–	(279)	9	–	1 684	s.o.
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	–	–	–	–	–	–	–	s.o.
Titres adossés à des créances hypothécaires	–	–	–	–	–	–	–	–	s.o.
Titres adossés à des actifs TGC	1 996	2	58	–	(534)	–	(1 430)	92	s.o.
Titres non garantis par des créances	645	(3)	28	–	(413)	–	–	257	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 446	3	43	1 063	(906)	20	–	1 669	s.o.
Titres de participation	948	63	2	10	(101)	–	–	922	s.o.
	6 941	70	174	1 073	(2 233)	29	(1 430)	4 624	s.o.
Prêts de gros	403	3	14	288	(116)	–	–	592	(9)
Autres									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(487)	117	(2)	23	(69)	(4)	3	(419)	169
Contrats de change	(198)	26	21	19	(12)	13	(9)	(140)	–
Dérivés de crédit	(22)	(14)	–	–	30	–	–	(6)	(7)
Autres contrats	(1 052)	(148)	(23)	177	75	(56)	184	(843)	24
Ajustements de l'évaluation	(282)	107	–	(5)	26	(2)	–	(156)	98
Autres actifs	14	(3)	–	–	–	–	–	11	1
	6 627 \$	192 \$	193 \$	6 697 \$	(7 301)\$	182 \$	(1 805)\$	4 785 \$	306 \$
Passifs									
Dépôts									
Particuliers	(6 840)\$	(444)\$	34 \$	(5 773)\$	5 196 \$	(64)\$	90 \$	(7 801)\$	(160)\$
Entreprises et gouvernements	(2 519)	40	(46)	(1 372)	382	–	173	(3 342)	(126)
Banques	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	(8)	10	–	(66)	61	(8)	5	(6)	–
Autres passifs	(101)	82	(3)	–	3	–	–	(19)	82
Débitures subordonnées	(122)	(7)	21	–	–	–	–	(108)	(7)
	(9 590)\$	(319)\$	6 \$	(7 211)\$	5 642 \$	(72)\$	268 \$	(11 276)\$	(211)\$

(1) Ces montants comprennent les profits et les pertes de change découlant de la consolidation des filiales étrangères à l'égard des instruments de niveau 3, s'il y a lieu. Les profits latents sur les titres disponibles à la vente se sont établis à 38 millions de dollars, comptabilisés dans les autres éléments du résultat global, pour le trimestre clos le 31 juillet 2014 (profits de 41 millions au 30 avril 2014; profits de 17 millions au 31 juillet 2013) et les profits se sont chiffrés à 142 millions pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2014 (néant au 31 juillet 2013), à l'exclusion des profits ou des pertes de change qui découlent de la consolidation.

(2) Comprend l'amortissement des primes ou des escomptes comptabilisés dans le résultat net.

(3) Le montant net des dérivés au 31 juillet 2014 comprend des actifs dérivés de 853 millions de dollars (647 millions au 30 avril 2014; 1 194 millions au 31 octobre 2013; 781 millions au 31 juillet 2013) et des passifs dérivés de 1 881 millions (1 936 millions au 30 avril 2014; 2 748 millions au 31 octobre 2013; 2 345 millions au 31 juillet 2013).

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)**Total des profits (pertes) réalisés/latents des instruments de niveau 3 comptabilisés en résultat** (1)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos						Pour la période de neuf mois close		
	le 31 juillet 2014			le 30 avril 2014			le 31 juillet 2014		
	Actifs	Passifs	Total	Actifs	Passifs	Total	Actifs	Passifs	Total
Revenus autres que d'intérêt									
Revenus tirés des activités de négociation	165 \$	(282)\$	(117)\$	174 \$	(300)\$	(126)\$	642 \$	(835)\$	(193)\$
Profit net sur les titres disponibles à la vente	26	–	26	38	–	38	69	–	69
Commissions de crédit et autres	(1)	(8)	(9)	(1)	(7)	(8)	(2)	(21)	(23)
	190 \$	(290)\$	(100)\$	211 \$	(307)\$	(96)\$	709 \$	(856)\$	(147)\$

Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux positions encore détenues au titre des actifs et des passifs à la fin des périodes (1)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos						Pour la période de neuf mois close		
	le 31 juillet 2014			le 30 avril 2014			le 31 juillet 2014		
	Actifs	Passifs	Total	Actifs	Passifs	Total	Actifs	Passifs	Total
Revenus autres que d'intérêt									
Revenus tirés des activités de négociation	60 \$	(168)\$	(108)\$	63 \$	(223)\$	(160)\$	105 \$	(347)\$	(242)\$
Commissions de crédit et autres	(1)	–	(1)	(2)	1	(1)	(2)	–	(2)
	59 \$	(168)\$	(109)\$	61 \$	(222)\$	(161)\$	103 \$	(347)\$	(244)\$

(1) L'information comparative relative aux périodes antérieures au 1^{er} novembre 2013 n'est pas requise en vertu de l'IFRS 13.

Transferts entre les niveaux de hiérarchie de la juste valeur pour les instruments inscrits à la juste valeur de façon récurrente

Les transferts entre les niveaux 1 et 2, et les transferts d'instruments dans le niveau 3 et les sorties d'instruments de ce niveau sont présumés avoir eu lieu à la fin de la période. Pour un actif ou un passif transféré dans le niveau 3 au cours de la période, la variation totale de la juste valeur pour la période est exclue de la colonne Total des profits (pertes) réalisés/latents compris dans le résultat du tableau de rapprochement ci-dessus, alors que pour les sorties du niveau 3 effectuées au cours de la période, la variation totale de la juste valeur pour la période est comprise dans cette colonne du tableau de rapprochement ci-dessus.

Les transferts entre les niveaux 1 et 2 sont effectués selon que la juste valeur est obtenue au moyen des cours du marché sur les marchés actifs (niveau 1) ou estimée au moyen des données observables d'un modèle de flux de trésorerie actualisés (niveau 2). Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2014, certaines obligations liées à des gouvernements d'un montant de 370 millions de dollars, présentées au poste Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains des catégories des titres détenus à des fins de transaction et des titres disponibles à la vente, et un montant de 269 millions présenté au poste Engagements afférents à des titres vendus à découvert ont été transférés du niveau 1 aux soldes du niveau 2 correspondants (585 millions et 150 millions pour le trimestre clos le 30 avril 2014; 552 millions et 191 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2014).

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2014, les transferts importants du niveau 3 au niveau 2 comprenaient ce qui suit : i) des billets et des obligations structurées de 5 032 millions de dollars inclus dans les dépôts des entreprises et gouvernements et dans les débentures subordonnées, car l'écart de financement est devenu observable; ii) des obligations liées à des titres de participation de 211 millions incluses dans les dépôts des particuliers, les données non observables n'ayant pas eu une incidence importante sur leurs justes valeurs; iii) des options sur actions négociées sur le marché hors cote de 187 millions au titre des actifs liés aux dérivés et de 263 millions au titre des passifs liés aux dérivés, pour un solde net de 76 millions, dans les autres contrats, les données non observables n'ayant pas eu une incidence importante sur leurs justes valeurs et iv) les passifs nets liés aux dérivés sur taux d'intérêt de 112 millions, en raison de l'observabilité accrue des swaps de taux d'intérêt.

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2014, les transferts importants du niveau 3 au niveau 2 comprenaient ce qui suit : i) des options sur actions négociées sur le marché hors cote de 668 millions de dollars au titre des actifs liés aux dérivés et de 660 millions au titre des passifs liés aux dérivés, pour un solde net de 8 millions, dans les autres contrats en raison de l'observabilité accrue de la volatilité des titres de participation; ii) des certificats de placement garantis de municipalités de 462 millions inclus au poste Dépôts – Entreprises et gouvernements, car les rendements sont devenus observables; et iii) certaines obligations liées à des titres de participation de 156 millions, incluses dans les dépôts des particuliers, les données non observables n'ayant pas eu une incidence importante sur leurs justes valeurs.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2014, les transferts importants du niveau 3 au niveau 2 comprenaient ce qui suit : i) des créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE de 366 millions de dollars en raison de la transparence accrue des prix; ii) certaines obligations liées à des titres de participation de 704 millions, incluses dans les dépôts des particuliers; iii) des polices d'assurance vie détenues par des banques de 311 millions adossées à des actifs sous-jacents dont les prix sont observables; et iv) des swaps de devises de 149 millions, inclus dans les soldes nets des dérivés en raison de durées jusqu'à l'échéance plus courtes.

Variation de la juste valeur positive et négative des instruments financiers de niveau 3 évalués de façon récurrente découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles

Un instrument financier est classé dans le niveau 3 si une ou plusieurs de ses données non observables peuvent avoir une incidence importante sur l'évaluation de sa juste valeur. Dans le cadre de l'établissement des états financiers, les niveaux appropriés de ces données non observables sont choisis de manière à tenir compte des indications actuelles du marché et du jugement de la direction. En raison de la nature non observable des cours ou des taux, il peut y avoir une incertitude à l'égard de l'évaluation de ces instruments financiers de niveau 3.

Le tableau suivant résume l'incidence sur la juste valeur des instruments financiers de niveau 3 de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles. Cette analyse de sensibilité vise à illustrer l'incidence éventuelle que peut avoir le facteur d'incertitude relative lié à la juste valeur des instruments financiers de niveau 3. Pour la présentation des sensibilités ci-dessous, nous avons pris en considération les soldes qui se compensaient lorsque : i) la variation du facteur d'évaluation compensait la juste valeur positive et négative, ii) les deux éléments qui se compensaient étaient classés dans le niveau 3 et iii) les risques étaient gérés et présentés sur la base du solde net. En ce qui concerne la sensibilité globale, il est en pratique improbable que l'ensemble des autres hypothèses raisonnablement possibles se réalisent simultanément.

(en millions de dollars canadiens)	Au					
	31 juillet 2014			30 avril 2014		
	Juste valeur des instruments de niveau 3	Variation positive de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Variation négative de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Juste valeur des instruments de niveau 3	Variation positive de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Variation négative de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles
Valeurs mobilières						
Titres détenus à des fins de transaction						
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	7 \$	– \$	– \$	21 \$	– \$	– \$
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	–	–	–	–	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	21	2	(2)	36	2	(2)
Titres adossés à des actifs	373	11	(12)	451	12	(15)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	197	4	(4)	455	41	(34)
Titres de participation	164	–	–	218	3	(3)
Titres disponibles à la vente						
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	2 092	42	(74)	2 119	26	(75)
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	11	–	–	–	–	–
Titres adossés à des actifs	248	12	(17)	250	11	(16)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 566	10	(10)	1 577	10	(11)
Titres de participation	1 045	21	(20)	1 103	18	(22)
Prêts	460	9	(9)	464	1	(13)
Dérivés	853	29	(22)	647	29	(23)
	7 037 \$	140 \$	(170)\$	7 341 \$	153 \$	(214)\$
Dépôts	(620)	10	(10)	(5 598)	75	(43)
Dérivés	(1 881)	38	(57)	(1 936)	45	(62)
Autres, titres vendus à découvert, autres passifs et débiteures subordonnées	(14)	–	–	(138)	4	(3)
	(2 515)\$	48 \$	(67)\$	(7 672)\$	124 \$	(108)\$

(en millions de dollars canadiens)	Au					
	31 octobre 2013			31 juillet 2013		
	Juste valeur des instruments de niveau 3	Variation positive de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Variation négative de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Juste valeur des instruments de niveau 3	Variation positive de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Variation négative de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles
Valeurs mobilières						
Titres détenus à des fins de transaction						
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	22 \$	– \$	(1)\$	40 \$	– \$	– \$
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	370	–	–	163	–	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	28	1	(2)	52	1	(1)
Titres adossés à des actifs	291	3	(3)	204	3	(2)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	415	42	(32)	478	49	(37)
Titres de participation	183	–	–	185	–	–
Titres disponibles à la vente						
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	2 014	20	(64)	1 684	29	(53)
Titres adossés à des actifs	283	9	(16)	349	14	(19)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 673	9	(10)	1 669	9	(9)
Titres de participation	969	24	(20)	922	19	(15)
Prêts	414	3	(3)	592	4	(4)
Dérivés	1 194	84	(85)	781	80	(82)
Autres actifs	11	–	–	11	–	–
	7 867 \$	195 \$	(236)\$	7 130 \$	208 \$	(222)\$
Dépôts	(4 969)	60	(39)	(11 143)	138	(138)
Dérivés	(2 748)	77	(100)	(2 345)	60	(84)
Autres, titres vendus à découvert, autres passifs et débiteures subordonnées	(128)	1	–	(133)	2	(2)
	(7 845)\$	138 \$	(139)\$	(13 621)\$	200 \$	(224)\$

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)**Sensibilité**

Au 31 juillet 2014, l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles se traduirait par une augmentation de 140 millions de dollars et une diminution de 170 millions de la juste valeur des positions d'actif de niveau 3, dont une tranche de 85 millions et une tranche de 112 millions, respectivement, seraient inscrites dans les autres composants des capitaux propres. L'utilisation de ces hypothèses se traduirait par une diminution de 48 millions de dollars et par une augmentation de 67 millions de la juste valeur des positions de passif de niveau 3.

Données de l'évaluation des instruments de niveau 3 et approches utilisées pour formuler les autres hypothèses raisonnablement possibles

Les données non observables utilisées pour les instruments de niveau 3 et les approches adoptées pour l'élaboration des autres hypothèses raisonnablement possibles utilisées dans l'analyse de la sensibilité sont résumées ci-dessous.

Actifs ou passifs financiers	Méthode d'analyse de la sensibilité
Titres adossés à des actifs, titres d'emprunt de sociétés, créances d'entités gouvernementales et obligations municipales	Les sensibilités positives et négatives sont déterminées en utilisant un écart type positif ou négatif des écarts entre le cours acheteur et le cours vendeur ou des prix des données d'entrée, si un nombre suffisant de prix sont relevés, ou en utilisant les prix plafonds et planchers du vendeur comme autre hypothèse raisonnablement possible.
Titres à enchères	En calculant la sensibilité de ces titres à enchères, nous avons diminué la marge d'escompte pour l'établir entre 12 % et 15 % et l'avons augmentée pour l'établir entre 19 % et 37 %, en fonction de la fourchette raisonnable d'incertitude liée à la juste valeur pour chaque marché relatif à un instrument financier en particulier. Les modifications de la marge d'escompte reflètent les fluctuations mensuelles historiques sur le marché des titres adossés à des actifs liés aux prêts étudiants.
Titres de placements privés, placements dans des fonds de couverture et dérivés sur actions connexes	Les valeurs liquidatives des titres de placements privés, des fonds de couverture et des dérivés sur actions connexes sont fournies par le gestionnaire du fonds. Par conséquent, il n'y a pas d'autre hypothèse raisonnablement possible pour ces placements.
Dérivés sur taux d'intérêt	Les sensibilités des swaps de taux d'intérêt et des swaps de devises sont dérivées au moyen d'un écart type positif ou négatif de ces données et d'un montant basé sur l'incertitude du modèle et des paramètres, le cas échéant.
Dérivés sur actions	La sensibilité de la position de niveau 3 est déterminée en appliquant aux données non observables du modèle un écart type positif ou négatif par rapport aux données de marché des services d'établissement des prix, notamment la volatilité, les dividendes ou les corrélations, selon le cas.
Financement bancaire et dépôts	Les sensibilités des dépôts sont calculées en appliquant à la courbe de financement une fluctuation positive ou négative d'un certain nombre de points de base.
Obligations structurées	Les sensibilités dans le cas des obligations structurées liées à des taux d'intérêt et à des titres de participation sont dérivées en ajustant les données selon un écart type positif ou négatif et, dans le cas des autres dépôts, en estimant une fluctuation positive ou négative raisonnable de la courbe de financement de certains points de base.
Certificats de placement garanti de municipalités	La sensibilité est calculée au moyen d'un écart type positif ou négatif par rapport à l'écart entre le cours acheteur et le cours vendeur de la courbe de financement.

Note 4 Valeurs mobilières**Profits et pertes latents sur les titres disponibles à la vente** (1), (2)

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	31 juillet 2014				30 avril 2014			
	Coût/ coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur	Coût/ coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Créances d'entités gouvernementales canadiennes								
Gouvernement fédéral	11 788 \$	340 \$	(1)\$	12 127 \$	10 242 \$	328 \$	(2)\$	10 568 \$
Provinces et municipalités	817	6	(1)	822	632	6	(1)	637
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (3)	7 169	24	(115)	7 078	7 495	8	(137)	7 366
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	13 687	13	(2)	13 698	12 272	10	(2)	12 280
Titres adossés à des créances hypothécaires	128	6	–	134	150	7	–	157
Titres adossés à des actifs								
TGC	932	31	(2)	961	1 078	37	(3)	1 112
Titres non garantis par des créances	581	5	(71)	515	520	4	(80)	444
Titres d'emprunt de sociétés et autres	9 135	50	(15)	9 170	8 631	44	(18)	8 657
Titres de participation	1 368	375	(18)	1 725	1 358	384	(6)	1 736
Titres de substitut de prêt	125	4	(1)	128	125	2	(1)	126
	45 730 \$	854 \$	(226)\$	46 358 \$	42 503 \$	830 \$	(250)\$	43 083 \$

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	31 octobre 2013				31 juillet 2013			
	Coût/ coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur	Coût/ coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Créances d'entités gouvernementales canadiennes								
Gouvernement fédéral	9 572 \$	340 \$	(2)\$	9 910 \$	9 728 \$	336 \$	(2)\$	10 062 \$
Provinces et municipalités	665	3	(1)	667	641	3	(3)	641
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (3)	6 422	9	(153)	6 278	5 798	7	(160)	5 645
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	10 939	14	(4)	10 949	10 427	19	(5)	10 441
Titres adossés à des créances hypothécaires	130	10	(1)	139	197	11	(1)	207
Titres adossés à des actifs								
TGC	1 343	58	(4)	1 397	1 458	68	(4)	1 522
Titres non garantis par des créances	545	3	(85)	463	580	9	(94)	495
Titres d'emprunt de sociétés et autres	7 031	49	(29)	7 051	5 933	37	(30)	5 940
Titres de participation	1 407	312	(13)	1 706	1 472	264	(13)	1 723
Titres de substitut de prêt	125	3	(1)	127	125	9	(1)	133
	38 179 \$	801 \$	(293)\$	38 687 \$	36 359 \$	763 \$	(313)\$	36 809 \$

- (1) Comprend des titres détenus jusqu'à leur échéance de 681 millions de dollars au 31 juillet 2014 (387 millions au 30 avril 2014; 401 millions au 31 octobre 2013; 487 millions au 31 juillet 2013).
- (2) La plupart des prêts hypothécaires relatifs à nos titres adossés à des créances hypothécaires sont résidentiels. Le coût/coût amorti, les profits bruts latents, les pertes brutes latentes et la juste valeur liés aux titres adossés à des créances hypothécaires commerciales se chiffraient à 24 millions de dollars, à 1 million, à néant et à 25 millions, respectivement, au 31 juillet 2014 (32 millions, 1 million, néant et 33 millions au 30 avril 2014; 34 millions, 1 million, néant et 35 millions au 31 octobre 2013; 36 millions, 1 million, montant négligeable et 37 millions au 31 juillet 2013).
- (3) Comprend des titres émis par des entités autres que des agences aux États-Unis adossés à des actifs assurés par le gouvernement, ainsi que des titres adossés à des créances hypothécaires et des titres adossés à des actifs émis par des organismes gouvernementaux des États-Unis.

Les titres disponibles à la vente font l'objet de tests pour vérifier s'il y a une indication objective de dépréciation à chaque date de clôture, ou plus souvent si la situation le justifie. Selon la nature des titres faisant l'objet d'un test de dépréciation, nous appliquons des méthodes particulières pour évaluer si le coût/coût amorti du titre sera recouvré.

Au 31 juillet 2014, le total du coût/coût amorti du portefeuille de titres disponibles à la vente a augmenté de 3 227 millions de dollars, ou 8 %, par rapport au 30 avril 2014, principalement en raison des achats nets de créances d'entités gouvernementales canadiennes et de créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE.

Au 31 juillet 2014, les profits bruts latents ont augmenté de 24 millions de dollars, ou 3 %, par rapport au 30 avril 2014, pour s'établir à 854 millions. Cette augmentation est principalement attribuable à l'augmentation de la juste valeur des créances d'entités gouvernementales canadiennes en raison de la baisse des taux d'intérêt à long terme.

Au 31 juillet 2014, les pertes brutes latentes ont diminué de 24 millions de dollars, ou 10 %, par rapport au 30 avril 2014, pour s'établir à 226 millions. Cette amélioration s'explique principalement par l'augmentation de la juste valeur de certaines créances d'États, de municipalités et d'organismes américains et de certains titres adossés à des actifs découlant du resserrement des écarts de taux.

La direction est d'avis qu'il n'y a pas d'indication objective de dépréciation des titres susmentionnés qui affichaient une perte latente au 31 juillet 2014.

Titres détenus jusqu'à leur échéance

Les titres détenus jusqu'à leur échéance comptabilisés au coût amorti font périodiquement l'objet de tests de dépréciation et sont classés comme ayant subi une dépréciation lorsque la direction estime que le plein recouvrement du capital et des intérêts aux dates prévues n'est plus raisonnablement assuré. Le test de dépréciation des titres détenus jusqu'à leur échéance se fonde principalement sur le modèle de dépréciation utilisé pour les prêts. La direction est d'avis qu'il n'y a pas d'indication objective de dépréciation de nos titres détenus jusqu'à leur échéance au 31 juillet 2014.

Profit net et perte nette sur les titres disponibles à la vente (1)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2014	le 30 avril 2014	le 31 juillet 2013	le 31 juillet 2014	le 31 juillet 2013
	Profits réalisés	39 \$	77 \$	37 \$	156 \$
Pertes réalisées	(1)	(1)	(6)	(9)	(13)
Pertes de valeur	(2)	(5)	(4)	(17)	(21)
	36 \$	71 \$	27 \$	130 \$	137 \$

- (1) Les montants qui suivent ont trait à nos activités d'assurance et ils ne sont pas constatés au poste Profit net (perte nette) sur les titres disponibles à la vente. Ils sont constatés au poste Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires des comptes consolidés de résultat : les profits réalisés pour le trimestre clos le 31 juillet 2014 se sont chiffrés à 1 million de dollars (3 millions pour le trimestre clos le 30 avril 2014; 1 million pour le trimestre clos le 31 juillet 2013); les profits réalisés pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2014 se sont chiffrés à 10 millions (1 million pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2013). Il n'y a eu aucune perte réalisée pour le trimestre clos le 31 juillet 2014 (1 million pour le trimestre clos le 30 avril 2014; néant pour le trimestre clos le 31 juillet 2013). Les pertes réalisées pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2014 se sont élevées à 1 million de dollars (néant pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2013). Il n'y a eu aucune perte de valeur relativement à nos activités d'assurance au cours des trimestres et des périodes de neuf mois clos le 31 juillet 2014 et le 31 juillet 2013.

Profit net (perte nette) sur les titres disponibles à la vente

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2014, des profits nets de 36 millions de dollars ont été constatés dans les revenus autres que d'intérêt, comparativement à 71 millions au cours du trimestre précédent et à 27 millions à l'exercice précédent. Les résultats de la période considérée reflètent des profits nets réalisés de 38 millions de dollars, principalement composés des distributions et des profits à la vente de certains titres de participation. Les profits nets réalisés ont été neutralisés en partie par des pertes de valeur de 2 millions de dollars liées à des titres de participation.

Note 4 Valeurs mobilières (suite)

Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2014, des profits nets de 130 millions de dollars ont été constatés dans les revenus autres que d'intérêt, comparativement à 137 millions à l'exercice précédent. Les résultats de la période considérée reflètent un profit net réalisé de 147 millions de dollars, principalement composé des distributions provenant des titres de participation ainsi que des profits à la vente de certains de ces titres et sur le rachat et la restructuration de certains titres adossés à des actifs, de même qu'à la vente de certaines créances d'entités gouvernementales canadiennes. Les profits nets réalisés ont été neutralisés en partie par des pertes de valeur de 17 millions de dollars liées à des titres de participation.

Note 5 Provision pour pertes sur créances et prêts douteux**Provision pour pertes sur créances**

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2014						Solde à la fin de la période
	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes sur créances	Sorties du bilan	Recouvrements	Désactualisation	Variation des taux de change/autres	
Prêts de détail							
Prêts hypothécaires résidentiels	167 \$	10 \$	(7)\$	1 \$	(7)\$	18 \$	182 \$
Prêts aux particuliers	534	111	(133)	26	(5)	–	533
Prêts sur cartes de crédit	386	89	(119)	29	–	–	385
Prêts aux petites entreprises	66	8	(10)	3	–	(1)	66
	1 153	218	(269)	59	(12)	17	1 166
Prêts de gros							
Prêts aux entreprises	728	65	(30)	14	(8)	(11)	758
Prêts aux banques (1)	2	–	–	–	–	–	2
	730	65	(30)	14	(8)	(11)	760
Total de la provision pour pertes sur prêts	1 883	283	(299)	73	(20)	6	1 926
Provision pour engagements hors bilan et autres (2)	91	–	–	–	–	–	91
Total de la provision pour pertes sur créances	1 974 \$	283 \$	(299)\$	73 \$	(20)\$	6 \$	2 017 \$
Évalués individuellement	147	39	(6)	9	(5)	5	189
Évalués collectivement	1 827	244	(293)	64	(15)	1	1 828
Total de la provision pour pertes sur créances	1 974 \$	283 \$	(299)\$	73 \$	(20)\$	6 \$	2 017 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 30 avril 2014						Solde à la fin de la période
	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes sur créances	Sorties du bilan	Recouvrements	Désactualisation	Variation des taux de change/autres	
Prêts de détail							
Prêts hypothécaires résidentiels	166 \$	9 \$	(6)\$	– \$	(6)\$	4 \$	167 \$
Prêts aux particuliers	611	90	(184)	28	(7)	(4)	534
Prêts sur cartes de crédit	384	91	(119)	28	–	2	386
Prêts aux petites entreprises	67	11	(13)	2	–	(1)	66
	1 228	201	(322)	58	(13)	1	1 153
Prêts de gros							
Prêts aux entreprises	749	43	(52)	4	(10)	(6)	728
Prêts aux banques (1)	2	–	–	–	–	–	2
	751	43	(52)	4	(10)	(6)	730
Total de la provision pour pertes sur prêts	1 979	244	(374)	62	(23)	(5)	1 883
Provision pour engagements hors bilan et autres (2)	91	–	–	–	–	–	91
Total de la provision pour pertes sur créances	2 070 \$	244 \$	(374)\$	62 \$	(23)\$	(5)\$	1 974 \$
Évalués individuellement	221	30	(95)	–	(7)	(2)	147
Évalués collectivement	1 849	214	(279)	62	(16)	(3)	1 827
Total de la provision pour pertes sur créances	2 070 \$	244 \$	(374)\$	62 \$	(23)\$	(5)\$	1 974 \$

Pour le trimestre clos le 31 juillet 2013							
(en millions de dollars canadiens)	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes sur créances	Sorties du bilan	Recouvrements	Désactualisation	Variation des taux de change/autres	Solde à la fin de la période
Prêts de détail							
Prêts hypothécaires résidentiels	125 \$	6 \$	(2)\$	1 \$	(7)\$	20 \$	143 \$
Prêts aux particuliers	540	97	(122)	27	(5)	(1)	536
Prêts sur cartes de crédit	393	89	(120)	31	–	(8)	385
Prêts aux petites entreprises	73	7	(10)	2	–	–	72
	1 131	199	(254)	61	(12)	11	1 136
Prêts de gros							
Prêts aux entreprises	833	68	(127)	27	(10)	(8)	783
Prêts aux banques (1)	2	–	–	–	–	–	2
	835	68	(127)	27	(10)	(8)	785
Total de la provision pour pertes sur prêts	1 966	267	(381)	88	(22)	3	1 921
Provision pour engagements hors bilan et autres (2)	91	–	–	–	–	–	91
Total de la provision pour pertes sur créances	2 057 \$	267 \$	(381)\$	88 \$	(22)\$	3 \$	2 012 \$
Évalués individuellement	268	35	(99)	22	(7)	(3)	216
Évalués collectivement	1 789	232	(282)	66	(15)	6	1 796
Total de la provision pour pertes sur créances	2 057 \$	267 \$	(381)\$	88 \$	(22)\$	3 \$	2 012 \$

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2014							
(en millions de dollars canadiens)	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes sur créances	Sorties du bilan	Recouvrements	Désactualisation	Variation des taux de change/autres	Solde à la fin de la période
Prêts de détail							
Prêts hypothécaires résidentiels	151 \$	31 \$	(20)\$	1 \$	(20)\$	39 \$	182 \$
Prêts aux particuliers	583	341	(438)	78	(17)	(14)	533
Prêts sur cartes de crédit	385	265	(349)	83	–	1	385
Prêts aux petites entreprises	61	33	(33)	7	(1)	(1)	66
	1 180	670	(840)	169	(38)	25	1 166
Prêts de gros							
Prêts aux entreprises	777	149	(152)	26	(28)	(14)	758
Prêts aux banques (1)	2	–	–	–	–	–	2
	779	149	(152)	26	(28)	(14)	760
Total de la provision pour pertes sur prêts	1 959	819	(992)	195	(66)	11	1 926
Provision pour engagements hors bilan et autres (2)	91	–	–	–	–	–	91
Total de la provision pour pertes sur créances	2 050 \$	819 \$	(992)\$	195 \$	(66)\$	11 \$	2 017 \$
Évalués individuellement	240	97	(149)	13	(18)	6	189
Évalués collectivement	1 810	722	(843)	182	(48)	5	1 828
Total de la provision pour pertes sur créances	2 050 \$	819 \$	(992)\$	195 \$	(66)\$	11 \$	2 017 \$

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2013							
(en millions de dollars canadiens)	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes sur créances	Sorties du bilan	Recouvrements	Désactualisation	Variation des taux de change/autres	Solde à la fin de la période
Prêts de détail							
Prêts hypothécaires résidentiels	124 \$	26 \$	(13)\$	2 \$	(19)\$	23 \$	143 \$
Prêts aux particuliers	543	297	(366)	71	(12)	3	536
Prêts sur cartes de crédit	403	271	(354)	83	–	(18)	385
Prêts aux petites entreprises	72	23	(28)	7	(1)	(1)	72
	1 142	617	(761)	163	(32)	7	1 136
Prêts de gros							
Prêts aux entreprises	852	286	(362)	43	(33)	(3)	783
Prêts aux banques (1)	2	–	–	–	–	–	2
	854	286	(362)	43	(33)	(3)	785
Total de la provision pour pertes sur prêts	1 996	903	(1 123)	206	(65)	4	1 921
Provision pour engagements hors bilan et autres (2)	91	–	–	–	–	–	91
Total de la provision pour pertes sur créances	2 087 \$	903 \$	(1 123)\$	206 \$	(65)\$	4 \$	2 012 \$
Évalués individuellement	298	213	(296)	26	(22)	(3)	216
Évalués collectivement	1 789	690	(827)	180	(43)	7	1 796
Total de la provision pour pertes sur créances	2 087 \$	903 \$	(1 123)\$	206 \$	(65)\$	4 \$	2 012 \$

(1) S'entend principalement des institutions de dépôt réglementées et des maisons de courtage.

(2) La provision pour éléments hors bilan et autres est présentée séparément au poste Autres passifs.

Note 5 Provision pour pertes sur créances et prêts douteux (suite)**Prêts en souffrance mais non douteux**

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	31 juillet 2014				30 avril 2014			
	De 1 jour à 29 jours	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total	De 1 jour à 29 jours	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total
Prêts de détail	3 201 \$	1 292 \$	299 \$	4 792 \$	2 769 \$	1 282 \$	321 \$	4 372 \$
Prêts de gros	555	251	–	806	504	336	–	840
	3 756 \$	1 543 \$	299 \$	5 598 \$	3 273 \$	1 618 \$	321 \$	5 212 \$

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	31 octobre 2013				31 juillet 2013			
	De 1 jour à 29 jours	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total	De 1 jour à 29 jours	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total
Prêts de détail	2 953 \$	1 358 \$	329 \$	4 640 \$	3 024 \$	1 211 \$	299 \$	4 534 \$
Prêts de gros	624	303	17	944	423	277	17	717
Total	3 577 \$	1 661 \$	346 \$	5 584 \$	3 447 \$	1 488 \$	316 \$	5 251 \$

Valeur comptable brute des prêts évalués individuellement comme étant douteux (1)

(en millions de dollars canadiens)	Au			
	31 juillet 2014	30 avril 2014	31 octobre 2013	31 juillet 2013
	Prêts de détail	– \$	– \$	71 \$
Prêts de gros				
Prêts aux entreprises	633	569	815	810
Prêts aux banques (2)	2	3	3	3
	635 \$	572 \$	889 \$	813 \$

- (1) Le solde moyen brut des prêts évalués individuellement comme étant douteux était de 603 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 juillet 2014 (647 millions pour le trimestre clos le 30 avril 2014; 851 millions pour le trimestre clos le 31 octobre 2013; 841 millions pour le trimestre clos le 31 juillet 2013). Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2014, le solde moyen brut des prêts évalués individuellement comme étant douteux était de 704 millions de dollars (887 millions pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2013).
- (2) S'entend principalement des institutions de dépôt réglementées et des maisons de courtage.

Note 6 Instruments financiers dérivés et activités de couverture

Le tableau suivant illustre la juste valeur des instruments financiers dérivés et non dérivés qui sont désignés comme des instruments de couverture, ainsi que des instruments financiers dérivés qui ne sont pas désignés comme des instruments de couverture.

Instruments dérivés et non dérivés

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	31 juillet 2014				30 avril 2014			
	Désignés comme instruments de couverture dans une relation de couverture				Désignés comme instruments de couverture dans une relation de couverture			
	Couvertures de flux de trésorerie	Couvertures de la juste valeur	Couvertures de l'investissement net	Non désignés comme instruments de couverture	Couvertures de flux de trésorerie	Couvertures de la juste valeur	Couvertures de l'investissement net	Non désignés comme instruments de couverture
Actif								
Instruments dérivés	478 \$	1 419 \$	41 \$	70 885 \$	512 \$	1 428 \$	86 \$	70 607 \$
Passif								
Instruments dérivés	459	284	62	74 291	444	321	40	72 401
Instruments non dérivés	–	–	20 353	–	–	–	19 938	–

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	31 octobre 2013				31 juillet 2013			
	Désignés comme instruments de couverture dans une relation de couverture				Désignés comme instruments de couverture dans une relation de couverture			
	Couvertures de flux de trésorerie	Couvertures de la juste valeur	Couvertures de l'investissement net	Non désignés comme instruments de couverture	Couvertures de flux de trésorerie	Couvertures de la juste valeur	Couvertures de l'investissement net	Non désignés comme instruments de couverture
Actif								
Instruments dérivés	555 \$	1 461 \$	32 \$	72 774 \$	713 \$	1 250 \$	131 \$	75 752 \$
Passif								
Instruments dérivés	460	376	95	75 814	432	474	27	79 445
Instruments non dérivés	–	–	17 499	–	–	–	17 238	–

Résultats des activités de couverture comptabilisées en résultat net et dans les autres éléments du résultat global

	Pour les trimestres clos								
	le 31 juillet 2014			le 30 avril 2014			le 31 juillet 2013		
	Profits nets (pertes nettes) compris dans les revenus autres que d'intérêt	Profits nets (pertes nettes) compris dans le revenu net d'intérêt	Profits (pertes) latents après impôt compris dans les autres éléments du résultat global	Profits nets (pertes nettes) compris dans les revenus autres que d'intérêt	Profits nets (pertes nettes) compris dans le revenu net d'intérêt	Profits (pertes) latents après impôt compris dans les autres éléments du résultat global	Profits nets (pertes nettes) compris dans les revenus autres que d'intérêt	Profits nets (pertes nettes) compris dans le revenu net d'intérêt	Profits (pertes) latents après impôt compris dans les autres éléments du résultat global
(en millions de dollars canadiens)									
Couvertures de la juste valeur									
Profits (pertes) sur les instruments de couverture	56 \$	s.o.	s.o.	(87)\$	s.o.	s.o.	(617)\$	s.o.	s.o.
(Pertes) profits sur les éléments couverts attribuables au risque couvert	(88)	s.o.	s.o.	60	s.o.	s.o.	580	s.o.	s.o.
Tranche inefficace	(32)	s.o.	s.o.	(27)	s.o.	s.o.	(37)	s.o.	s.o.
Couvertures de flux de trésorerie									
Tranche inefficace	(10)	s.o.	s.o.	2	s.o.	s.o.	17	s.o.	s.o.
Tranche efficace	s.o.	s.o.	2	s.o.	s.o.	40	s.o.	s.o.	178
Reclassées en résultat au cours de la période (1)	s.o.	5	s.o.	s.o.	2	s.o.	s.o.	11	s.o.
Couvertures de l'investissement net									
Tranche inefficace	–	s.o.	s.o.	1	s.o.	s.o.	1	s.o.	s.o.
(Pertes) profits de change	s.o.	s.o.	(203)	s.o.	s.o.	(458)	s.o.	s.o.	553
Profits (pertes) liés aux couvertures	s.o.	s.o.	166	s.o.	s.o.	232	s.o.	s.o.	(358)
	(42)\$	5 \$	(35)\$	(24)\$	2 \$	(186)\$	(19)\$	11 \$	373 \$

	Pour les périodes de neuf mois closes					
	le 31 juillet 2014			le 31 juillet 2013		
	Profits nets (pertes nettes) compris dans les revenus autres que d'intérêt	Profits nets (pertes nettes) compris dans le revenu net d'intérêt	Profits (pertes) latents après impôt compris dans les autres éléments du résultat global	Profits nets (pertes nettes) compris dans les revenus autres que d'intérêt	Profits nets (pertes nettes) compris dans le revenu net d'intérêt	Profits (pertes) latents après impôt compris dans les autres éléments du résultat global
(en millions de dollars canadiens)						
Couvertures de la juste valeur						
Profits (pertes) sur les instruments de couverture	57 \$	s.o.	s.o.	(720)\$	s.o.	s.o.
(Pertes) profits sur les éléments couverts attribuables au risque couvert	(147)	s.o.	s.o.	655	s.o.	s.o.
Tranche inefficace	(90)	s.o.	s.o.	(65)	s.o.	s.o.
Couvertures de flux de trésorerie						
Tranche inefficace	(9)	s.o.	s.o.	1	s.o.	s.o.
Tranche efficace	s.o.	s.o.	(76)	s.o.	s.o.	129
Reclassées en résultat au cours de la période (1)	s.o.	11	s.o.	s.o.	39	s.o.
Couvertures de l'investissement net						
Tranche inefficace	1	s.o.	s.o.	1	s.o.	s.o.
Profits (pertes) de change	s.o.	s.o.	1 819	s.o.	s.o.	670
(Pertes) profits liés aux couvertures	s.o.	s.o.	(1 115)	s.o.	s.o.	(416)
	(98)\$	11 \$	628 \$	(63)\$	39 \$	383 \$

(1) Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2014, des profits après impôt de 9 millions de dollars ont été reclassés des autres composantes des capitaux propres au résultat (profits de 2 millions au cours du trimestre clos le 30 avril 2014; profits de 8 millions au cours du trimestre clos le 31 juillet 2013) et des profits de 8 millions ont été reclassés au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2014 (profits de 28 millions au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2013).

s.o. sans objet

Note 6 Instruments financiers dérivés et activités de couverture (suite)**Juste valeur des instruments dérivés selon la durée jusqu'à leur échéance**

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	31 juillet 2014				30 avril 2014			
	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Actifs dérivés	13 832 \$	25 052 \$	33 939 \$	72 823 \$	14 069 \$	25 606 \$	32 958 \$	72 633 \$
Passifs dérivés	15 793	26 695	32 608	75 096	15 038	27 044	31 124	73 206

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	31 octobre 2013				31 juillet 2013			
	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Actifs dérivés	13 695 \$	27 340 \$	33 787 \$	74 822 \$	15 977 \$	27 840 \$	34 029 \$	77 846 \$
Passifs dérivés	15 672	29 104	31 969	76 745	16 403	31 004	32 971	80 378

Note 7 Cessions importantes*Services bancaires aux particuliers et aux entreprises*

Le 27 juin 2014, nous avons conclu la vente de RBC Royal Bank (Jamaica) Limited et de RBTT Securities Jamaica Limited (collectivement, les activités de RBC en Jamaïque) à Sagicor Group Jamaica Limited, tel qu'il avait été annoncé précédemment, le 29 janvier 2014. En raison de cette transaction, nous avons comptabilisé une perte à la cession totalisant 100 millions de dollars (avant et après impôt), y compris une perte de 60 millions au premier trimestre et de 40 millions au troisième trimestre de 2014 comprenant des pertes de change reclassées du poste Autres composantes des capitaux propres. La perte à la cession a été incluse au poste Frais autres que d'intérêt – Autres.

Note 8 Dépôts

Le tableau suivant présente nos passifs au titre des dépôts.

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	31 juillet 2014				30 avril 2014			
	À vue (1)	Sur préavis (2)	À terme (3)	Total	À vue (1)	Sur préavis (2)	À terme (3)	Total
Particuliers	117 263 \$	17 271 \$	69 893 \$	204 427 \$	115 594 \$	17 279 \$	69 797 \$	202 670 \$
Entreprises et gouvernements	154 793	2 257	216 943	373 993	152 711	1 821	210 837	365 369
Banques	5 755	10	13 864	19 629	5 177	20	13 886	19 083
	277 811 \$	19 538 \$	300 700 \$	598 049 \$	273 482 \$	19 120 \$	294 520 \$	587 122 \$
Dépôts non productifs d'intérêts (4)								
Canada	63 594 \$	3 521 \$	– \$	67 115 \$	61 930 \$	3 553 \$	– \$	65 483 \$
États-Unis	1 788	9	–	1 797	1 227	10	–	1 237
Europe (5)	3 915	2	–	3 917	4 597	3	–	4 600
Autres pays	5 009	299	–	5 308	5 160	302	–	5 462
Dépôts productifs d'intérêts (4)								
Canada	168 275	10 649	240 391	419 315	165 823	10 773	236 257	412 853
États-Unis	3 355	1 331	42 606	47 292	3 614	898	39 562	44 074
Europe (5)	29 017	183	10 137	39 337	28 154	51	10 223	38 428
Autres pays	2 858	3 544	7 566	13 968	2 977	3 530	8 478	14 985
	277 811 \$	19 538 \$	300 700 \$	598 049 \$	273 482 \$	19 120 \$	294 520 \$	587 122 \$

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	31 octobre 2013				31 juillet 2013			
	À vue (1)	Sur préavis (2)	À terme (3)	Total	À vue (1)	Sur préavis (2)	À terme (3)	Total
Particuliers	111 566 \$	15 732 \$	67 645 \$	194 943 \$	109 604 \$	15 315 \$	66 464 \$	191 383 \$
Entreprises et gouvernements	146 985	1 209	202 670	350 864	141 378	1 676	197 786	340 840
Banques	5 734	11	7 798	13 543	6 013	9	8 833	14 855
	264 285 \$	16 952 \$	278 113 \$	559 350 \$	256 995 \$	17 000 \$	273 083 \$	547 078 \$
Dépôts non productifs d'intérêts (4)								
Canada	60 201 \$	3 282 \$	– \$	63 483 \$	58 538 \$	3 105 \$	– \$	61 643 \$
États-Unis	1 444	7	–	1 451	1 448	9	–	1 457
Europe (5)	3 810	1	–	3 811	4 264	1	–	4 265
Autres pays	4 684	315	–	4 999	4 290	579	–	4 869
Dépôts productifs d'intérêts (4)								
Canada	158 743	9 604	223 409	391 756	154 379	9 436	220 606	384 421
États-Unis	3 488	202	39 134	42 824	3 128	573	38 827	42 528
Europe (5)	28 985	45	7 992	37 022	27 940	42	7 139	35 121
Autres pays	2 930	3 496	7 578	14 004	3 008	3 255	6 511	12 774
	264 285 \$	16 952 \$	278 113 \$	559 350 \$	256 995 \$	17 000 \$	273 083 \$	547 078 \$

(1) Les dépôts remboursables à vue comprennent tous les dépôts pour lesquels nous n'avons pas le droit à un avis de retrait. Ces dépôts comprennent des comptes d'épargne et des comptes-chèques.

(2) Les dépôts remboursables sur préavis comprennent tous les dépôts pour lesquels nous pouvons exiger légalement un avis de retrait. Ces dépôts sont principalement des comptes d'épargne.

(3) Les dépôts à terme comprennent les dépôts remboursables à une date fixe. Ces dépôts comprennent les dépôts à terme, les certificats de placement garanti et d'autres instruments semblables. Au 31 juillet 2014, le solde des dépôts à terme comprenait aussi des billets de dépôt de premier rang que nous avons émis à des fins de financement à long terme de 147 milliards de dollars (143 milliards au 30 avril 2014; 134 milliards au 31 octobre 2013; 125 milliards au 31 juillet 2013).

(4) Les divisions géographiques des dépôts sont fondées sur l'origine des dépôts et le pays où les revenus sont comptabilisés.

(5) Comprend le Royaume-Uni, la Suisse et les îles Anglo-Normandes.

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles de nos passifs au titre des dépôts à terme.

(en millions de dollars canadiens)	Au			
	31 juillet 2014	30 avril 2014	31 octobre 2013	31 juillet 2013
Moins de 1 an :				
Moins de 3 mois	52 811 \$	47 009 \$	43 426 \$	58 684 \$
De 3 à 6 mois	21 779	22 156	34 291	17 471
De 6 à 12 mois	42 084	44 350	31 364	45 297
De 1 an à 2 ans	68 831	64 588	62 076	59 782
De 2 à 3 ans	31 746	36 304	34 274	30 308
De 3 à 4 ans	28 842	24 637	21 764	16 924
De 4 à 5 ans	26 090	27 011	25 596	23 739
Plus de 5 ans	28 517	28 465	25 322	20 878
	300 700 \$	294 520 \$	278 113 \$	273 083 \$
Montant global des dépôts à terme en coupures de 100 000 \$ ou plus	295 000 \$	259 000 \$	244 000 \$	240 000 \$

Note 9 Avantages du personnel – prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi

Nous offrons un certain nombre de régimes à cotisations définies et à prestations définies, lesquels fournissent des prestations de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi aux employés admissibles. Les tableaux qui suivent présentent la composition de notre charge au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi et la composition de nos réévaluations comptabilisées dans les autres éléments du résultat global.

Charge au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos					
	Régimes de retraite			Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi		
	le 31 juillet 2014	le 30 avril 2014	le 31 juillet 2013	le 31 juillet 2014	le 30 avril 2014	le 31 juillet 2013
Coûts des services rendus	79 \$	79 \$	74 \$	7 \$	8 \$	7 \$
Coûts des services passés	5	–	–	–	–	–
Frais d'intérêt, montant net	4	3	8	20	20	18
Réévaluations des autres avantages à long terme	–	–	–	3	–	(5)
Frais administratifs	3	3	3	–	–	–
Charge au titre des régimes à prestations définies	91 \$	85 \$	85 \$	30 \$	28 \$	20 \$
Charge au titre des régimes à cotisations définies	33	29	29	–	–	–
	124 \$	114 \$	114 \$	30 \$	28 \$	20 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de neuf mois closes			
	Régimes de retraite		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 31 juillet 2014	le 31 juillet 2013	le 31 juillet 2014	le 31 juillet 2013
Coûts des services rendus	236 \$	223 \$	23 \$	21 \$
Coûts des services passés	5	–	–	–
Frais d'intérêt, montant net	11	23	60	54
Réévaluations des autres avantages à long terme	–	–	6	–
Frais administratifs	9	8	–	–
Charge au titre des régimes à prestations définies	261 \$	254 \$	89 \$	75 \$
Charge au titre des régimes à cotisations définies	103	90	–	–
	364 \$	344 \$	89 \$	75 \$

Réévaluations des régimes d'avantages du personnel ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos					
	Régimes de retraite			Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi		
	le 31 juillet 2014	le 30 avril 2014	le 31 juillet 2013	le 31 juillet 2014	le 30 avril 2014	le 31 juillet 2013
(Profits) pertes actuariels :						
Modifications des hypothèses financières	411 \$	133 \$	(765)\$	58 \$	19 \$	(124)\$
Rendement des actifs des régimes (excluant les intérêts en fonction du taux d'actualisation)	(227)	(171)	140	–	–	–
	184 \$	(38)\$	(625)\$	58 \$	19 \$	(124)\$

Note 9 Avantages du personnel – prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi (suite)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de neuf mois closes			
	Régimes de retraite		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 31 juillet 2014	le 31 juillet 2013	le 31 juillet 2014	le 31 juillet 2013
(Profits) pertes actuariels :				
Modifications des hypothèses financières	677 \$	(241)\$	95 \$	(43)\$
Rendement des actifs des régimes (excluant les intérêts en fonction du taux d'actualisation)	(654)	(252)	–	–
	23 \$	(493)\$	95 \$	(43)\$

(1) Les hypothèses fondées sur le marché, y compris les modifications des hypothèses financières et le rendement des actifs des régimes, sont revues et mises à jour chaque trimestre. Toutes les autres hypothèses sont mises à jour à l'occasion de notre examen annuel des hypothèses des régimes.

Note 10 Transactions importantes portant sur les capitaux propres et le financement**Débitures subordonnées**

Le 17 juillet 2014, nous avons émis 1 milliard de dollars de débitures subordonnées. Les billets portent intérêt à un taux fixe de 3,04 % par année jusqu'au 17 juillet 2019 et, par la suite, ils porteront intérêt au taux des acceptations bancaires de trois mois majoré de 1,08 % jusqu'à leur échéance le 17 juillet 2024. Les billets sont assortis de clauses relatives aux fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV), qui sont nécessaires afin que les actions soient admissibles à titre de capital réglementaire de deuxième catégorie en vertu de l'accord de Bâle III. Les clauses relatives aux FPUNV exigent la conversion de l'instrument en un nombre variable d'actions ordinaires si le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) considère la Banque comme non viable ou si le gouvernement fédéral ou un gouvernement provincial au Canada annonce publiquement que la Banque a accepté ou a convenu d'accepter une injection de capitaux.

Le 18 juin 2014, nous avons racheté toutes les débitures subordonnées à 5,95 % échéant le 18 juin 2103 en circulation, d'un montant de 600 millions de dollars, pour un prix équivalant à 100 % de leur capital plus les intérêts courus à la date de rachat.

Le 4 novembre 2013, nous avons racheté toutes les débitures subordonnées à 5,45 % échéant le 4 novembre 2018 en circulation, d'un montant de 1 milliard de dollars, pour un prix équivalant à 100 % de leur capital plus les intérêts courus à la date de rachat.

Titres de fiducie de capital

Le 31 décembre 2013, la Fiducie de capital RBC II, une fiducie à capital variable constituée par RBC, a remboursé la totalité du montant en capital des titres de fiducie de capital de série 2013, soit 900 millions de dollars, contre un montant en espèces équivalant à un prix de remboursement de 1 000 \$ par titre.

Actions privilégiées

Le 3 juin 2014, nous avons émis 20 millions d'actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série BB, pour un produit brut de 500 millions de dollars. Pendant la période initiale de cinq ans jusqu'à la date de rachat la plus rapprochée, soit le 24 août 2019, les actions donnent droit à des dividendes en espèces trimestriels, si déclarés, à un taux annuel de 3,90 %. Le taux de dividende sera rajusté à la date de rachat la plus rapprochée et tous les cinq ans par la suite à un taux équivalant au rendement des obligations du gouvernement du Canada de cinq ans, plus une prime de 2,26 %. Les détenteurs ont la possibilité de convertir leurs actions en actions privilégiées de premier rang à taux variable et à dividende non cumulatif, série BC, sous certaines conditions, à la date de rachat la plus rapprochée et tous les cinq ans par la suite, à un taux équivalant au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada de trois mois, plus une prime de 2,26 %. Sous réserve du consentement du BSIF et des exigences de la *Loi sur les Banques* (Canada), nous pouvons racheter les actions en tout ou en partie contre un montant en espèces équivalant à un prix de 25 \$ l'action à la date de rachat la plus rapprochée et tous les cinq ans par la suite. Les actions sont assorties de clauses relatives aux FPUNV, qui sont nécessaires afin que les actions soient admissibles à titre de capital réglementaire de première catégorie en vertu de l'accord de Bâle III.

Le 24 février 2014, nous avons émis 2,4 millions d'actions privilégiées de premier rang à taux variable et à dividende non cumulatif, série AK, d'un montant total de 61 millions de dollars dans le cadre d'une option au gré du détenteur permettant la conversion à raison de une pour une de certaines de nos actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série AJ.

Le 24 février 2014, nous avons également racheté la totalité des actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série AN (9 millions d'actions), série AP (11 millions d'actions) et série AR (14 millions d'actions) émises et en circulation contre un montant en espèces, à un prix de rachat de 25 \$ par action.

Le 30 janvier 2014, nous avons émis 20 millions d'actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série AZ, pour un produit brut de 500 millions de dollars. Pendant la période initiale de cinq ans jusqu'à la date de rachat la plus rapprochée, soit le 24 mai 2019, les actions donnent droit à des dividendes en espèces trimestriels, si déclarés, à un taux annuel de 4,00 %. Le taux de dividende sera rajusté à la date de rachat la plus rapprochée et tous les cinq ans par la suite à un taux équivalant au rendement des obligations du gouvernement du Canada de cinq ans, plus une prime de 2,21 %. Les détenteurs ont la possibilité de convertir leurs actions en actions privilégiées de premier rang à taux variable et à dividende non cumulatif, série BA, sous certaines conditions, à la date de rachat la plus rapprochée et tous les cinq ans par la suite, à un taux équivalant au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada de trois mois, plus une prime de 2,21 %. Sous réserve du consentement du BSIF et des exigences de la *Loi sur les Banques* (Canada), nous pouvons racheter les actions en tout ou en partie contre un montant en espèces équivalant à un prix de 25 \$ l'action à la date de rachat la plus rapprochée et tous les cinq ans par la suite. Les actions sont assorties de clauses relatives aux FPUNV, qui sont nécessaires afin que les actions soient admissibles à titre de capital réglementaire de première catégorie en vertu de l'accord de Bâle III.

Actions ordinaires émises (1)

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)	Pour les trimestres clos					
	le 31 juillet 2014		le 30 avril 2014		le 31 juillet 2013	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Options sur actions exercées (2)	352	19 \$	535	30 \$	492	25 \$
Actions achetées aux fins d'annulation (3)	(165)	(2)	(1 381)	(14)	(4 686)	(46)
	187	17 \$	(846)	16 \$	(4 194)	(21) \$

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)	Pour les périodes de neuf mois closes			
	le 31 juillet 2014		le 31 juillet 2013	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Options sur actions exercées (2)	2 026	114 \$	1 650	77 \$
Actions achetées aux fins d'annulation (3)	(1 546)	(16)	(6 775)	(67)
	480	98 \$	(5 125)	10 \$

- (1) Les exigences de notre régime de réinvestissement des dividendes sont remplies soit au moyen d'achats d'actions sur le marché libre, soit au moyen d'actions propres. Au cours des trimestres clos le 31 juillet 2014, le 30 avril 2014, le 31 janvier 2014, le 31 juillet 2013, le 30 avril 2013 et le 31 janvier 2013, les exigences de notre régime de réinvestissement de dividendes ont été remplies au moyen d'achats d'actions sur le marché libre.
- (2) Les montants comprennent les espèces reçues au titre des options sur actions exercées au cours de la période et les ajustements de la juste valeur des options sur actions.
- (3) Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2014, nous avons acheté aux fins d'annulation des actions ordinaires à un coût moyen de 74,62 \$ (59,91 \$ pour le trimestre clos le 31 juillet 2013) par action. La valeur comptable s'élevait à 10,03 \$ (9,95 \$ pour le trimestre clos le 31 juillet 2013) par action. Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2014, nous avons acheté aux fins d'annulation des actions ordinaires à un coût moyen de 72,64 \$ (60,34 \$ pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2013) par action. La valeur comptable s'élevait à 10,03 \$ (9,94 \$ pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2013) par action.

Note 11 Bénéfice par action

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action)	Pour les trimestres clos			Pour les périodes de neuf mois closes	
	le 31 juillet 2014	le 30 avril 2014	le 31 juillet 2013	le 31 juillet 2014	le 31 juillet 2013
Bénéfice de base par action					
Bénéfice net	2 378 \$	2 201 \$	2 285 \$	6 671 \$	6 241 \$
Dividendes sur actions privilégiées	(55)	(52)	(63)	(169)	(192)
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(26)	(26)	(25)	(77)	(74)
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	2 297	2 123	2 197	6 425	5 975
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	1 442 312	1 443 115	1 443 350	1 442 615	1 444 686
Bénéfice de base par action (en dollars)	1,59 \$	1,47 \$	1,52 \$	4,45 \$	4,14 \$
Bénéfice dilué par action					
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	2 297 \$	2 123 \$	2 197 \$	6 425 \$	5 975 \$
Incidence dilutive des actions échangeables	3	4	14	17	40
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires, compte tenu de l'incidence dilutive des actions échangeables	2 300	2 127	2 211	6 442	6 015
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	1 442 312	1 443 115	1 443 350	1 442 615	1 444 686
Options sur actions (1)	2 966	2 757	2 187	2 871	2 191
Actions pouvant être émises en vertu d'autres régimes de rémunération fondée sur des actions	–	–	1	–	99
Actions échangeables (2)	4 177	4 399	20 453	7 382	20 805
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)	1 449 455	1 450 271	1 465 991	1 452 868	1 467 781
Bénéfice dilué par action (en dollars)	1,59 \$	1,47 \$	1,51 \$	4,43 \$	4,10 \$

- (1) L'incidence de la dilution liée aux options sur actions a été établie au moyen de la méthode des actions propres. Lorsque le prix d'exercice des options en cours excède le cours moyen du marché de nos actions ordinaires, les options sont exclues du calcul du bénéfice dilué par action. Pour les trimestres clos le 31 juillet 2014, le 30 avril 2014 et le 31 juillet 2013, aucune option en cours n'a été exclue du calcul du bénéfice dilué par action. Pour les périodes de neuf mois closes le 31 juillet 2014 et le 31 juillet 2013, aucune option en cours n'a été exclue du calcul du bénéfice dilué par action.
- (2) Comprend les actions privilégiées échangeables et les titres de fiducie de capital.

Note 12 Litiges

Nous sommes une institution mondiale de grande envergure qui est soumise à de nombreuses exigences juridiques et réglementaires complexes qui continuent d'évaluer. Par conséquent, la Banque Royale du Canada et ses filiales sont et ont été parties à diverses procédures judiciaires, y compris des poursuites en responsabilité, des vérifications réglementaires, des enquêtes, des audits et des demandes de renseignements de la part de diverses agences de réglementation gouvernementales et autorités chargées de l'exécution de la loi, dans divers territoires. Certaines de ces procédures pourraient faire intervenir de nouvelles théories et interprétations juridiques. La direction revoit régulièrement l'état d'avancement de toutes les poursuites et exercera son jugement afin de la résoudre au mieux des intérêts de la Banque.

Note 12 Litiges (suite)

Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2014, nos procédures judiciaires ont évolué comme suit :

Dans une décision de la Court of Chancery du Delaware, datée du 7 mars 2014, rendue dans le cadre d'un recours collectif contre la Banque Royale du Canada, la Banque Royale du Canada est tenue responsable des dommages subis par les anciens actionnaires de Rural/Metro Corporation relativement à l'acquisition par emprunt de Rural/Metro Corporation. Le tribunal n'a pas encore rendu sa décision à l'égard des dommages-intérêts, et la Banque Royale du Canada ne pourra interjeter appel tant que cette décision n'aura pas été rendue. À l'heure actuelle, il nous est impossible de prédire le dénouement de cette procédure, ni le moment auquel elle sera réglée. Bien que la direction soit d'avis que le règlement final de cette procédure n'aura pas de conséquence financière significative pour la Banque, les obligations éventuelles découlant de cette procédure pourraient influencer de manière significative sur nos résultats d'exploitation de toute période donnée.

Veillez vous reporter à la note 26 de nos états financiers consolidés annuels de 2013 pour une description des autres litiges significatifs.

Note 13 Résultats par secteur d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2014						Total
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et trésorerie	Marchés des Capitaux (3)	Services de soutien généraux (3)	
Revenu net d'intérêt (1), (2)	2 475 \$	117 \$	– \$	182 \$	999 \$	(126)\$	3 647 \$
Revenus autres que d'intérêt	979	1 468	1 383	298	1 186	16	5 330
Total des revenus	3 454	1 585	1 383	480	2 185	(110)	8 977
Dotation à la provision pour pertes sur créances	284	–	–	–	1	(2)	283
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	1 009	–	–	–	1 009
Frais autres que d'intérêt	1 624	1 191	143	330	1 269	32	4 589
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	1 546	394	231	150	915	(140)	3 096
Charge (économie) d'impôt	408	109	17	40	274	(130)	718
Bénéfice net	1 138 \$	285 \$	214 \$	110 \$	641 \$	(10)\$	2 378 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	85 \$	36 \$	4 \$	14 \$	7 \$	150 \$	296 \$
Perte de valeur des autres immobilisations incorporelles	–	–	–	–	2	–	2
Provisions pour restructuration	–	–	–	–	–	–	–
Total de l'actif	372 978 \$	26 522 \$	12 503 \$	97 662 \$	387 205 \$	17 000 \$	913 870 \$
Total du passif	372 002 \$	26 459 \$	12 562 \$	97 646 \$	387 003 \$	(35 299)\$	860 373 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 30 avril 2014						Total
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et trésorerie	Marchés des Capitaux (3)	Services de soutien généraux (3)	
Revenu net d'intérêt (1), (2)	2 378 \$	118 \$	– \$	184 \$	848 \$	(79)\$	3 449 \$
Revenus autres que d'intérêt	928	1 436	1 125	292	1 024	16	4 821
Total des revenus	3 306	1 554	1 125	476	1 872	(63)	8 270
Dotation à la provision pour pertes sur créances	231	–	–	–	13	–	244
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	830	–	–	–	830
Frais autres que d'intérêt	1 572	1 173	140	325	1 111	5	4 326
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	1 503	381	155	151	748	(68)	2 870
Charge (économie) d'impôt	388	103	1	39	241	(103)	669
Bénéfice net	1 115 \$	278 \$	154 \$	112 \$	507 \$	35 \$	2 201 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	89 \$	37 \$	4 \$	14 \$	7 \$	135 \$	286 \$
Perte de valeur des autres immobilisations incorporelles	–	–	–	–	–	–	–
Provisions pour restructuration	–	–	–	–	–	–	–
Total de l'actif	367 318 \$	25 892 \$	12 116 \$	91 595 \$	382 554 \$	16 421 \$	895 896 \$
Total du passif	366 376 \$	25 851 \$	12 173 \$	91 588 \$	382 442 \$	(34 510)\$	843 920 \$

Pour le trimestre clos le 31 juillet 2013							
(en millions de dollars canadiens)	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et trésorerie (4)	Marchés des Capitaux (3)	Services de soutien généraux (3)	Total
Revenu net d'intérêt (1), (2)	2 445 \$	104 \$	– \$	169 \$	727 \$	(53) \$	3 392 \$
Revenus autres que d'intérêt	927	1 283	561	287	701	17	3 776
Total des revenus	3 372	1 387	561	456	1 428	(36)	7 168
Dotation à la provision pour pertes sur créances	226	10	–	–	28	3	267
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	263	–	–	–	263
Frais autres que d'intérêt	1 586	1 064	137	316	884	4	3 991
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	1 560	313	161	140	516	(43)	2 647
Charge (économie) d'impôt	393	80	1	36	130	(278)	362
Bénéfice net	1 167 \$	233 \$	160 \$	104 \$	386 \$	235 \$	2 285 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	72 \$	34 \$	3 \$	13 \$	6 \$	127 \$	255 \$
Perte de valeur des autres immobilisations incorporelles	–	–	–	–	–	–	–
Provisions pour restructuration	–	–	–	44	–	–	44
Total de l'actif	361 327 \$	22 178 \$	12 074 \$	85 020 \$	355 102 \$	14 372 \$	850 073 \$
Total du passif	360 441 \$	22 141 \$	12 134 \$	85 142 \$	354 983 \$	(32 953) \$	801 888 \$

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2014							
(en millions de dollars canadiens)	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et trésorerie	Marchés des Capitaux (3)	Services de soutien généraux (3)	Total
Revenu net d'intérêt (1), (2)	7 296 \$	346 \$	– \$	549 \$	2 608 \$	(243) \$	10 556 \$
Revenus autres que d'intérêt	2 875	4 328	3 790	859	3 259	34	15 145
Total des revenus	10 171	4 674	3 790	1 408	5 867	(209)	25 701
Dotation à la provision pour pertes sur créances	789	19	–	–	12	(1)	819
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	2 821	–	–	–	2 821
Frais autres que d'intérêt	4 869	3 555	430	965	3 445	32	13 296
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	4 513	1 100	539	443	2 410	(240)	8 765
Charge (économie) d'impôt	1 189	302	14	115	757	(283)	2 094
Bénéfice net	3 324 \$	798 \$	525 \$	328 \$	1 653 \$	43 \$	6 671 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	250 \$	111 \$	12 \$	44 \$	21 \$	419 \$	857 \$
Perte de valeur des autres immobilisations incorporelles	–	–	–	–	2	–	2
Provisions pour restructuration	3	–	–	–	–	–	3
Total de l'actif	372 978 \$	26 522 \$	12 503 \$	97 662 \$	387 205 \$	17 000 \$	913 870 \$
Total du passif	372 002 \$	26 459 \$	12 562 \$	97 646 \$	387 003 \$	(35 299) \$	860 373 \$

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2013							
(en millions de dollars canadiens)	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et trésorerie (4)	Marchés des Capitaux (3)	Services de soutien généraux (3)	Total
Revenu net d'intérêt (1), (2)	7 029 \$	293 \$	– \$	506 \$	2 178 \$	(108) \$	9 898 \$
Revenus autres que d'intérêt	2 682	3 779	2 828	852	2 719	(15)	12 845
Total des revenus	9 711	4 072	2 828	1 358	4 897	(123)	22 743
Dotation à la provision pour pertes sur créances	720	9	–	–	177	(3)	903
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	1 906	–	–	–	1 906
Frais autres que d'intérêt	4 566	3 130	408	1 024	2 896	19	12 043
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	4 425	933	514	334	1 824	(139)	7 891
Charge (économie) d'impôt	1 115	249	26	86	593	(419)	1 650
Bénéfice net	3 310 \$	684 \$	488 \$	248 \$	1 231 \$	280 \$	6 241 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	207 \$	101 \$	9 \$	41 \$	18 \$	369 \$	745 \$
Perte de valeur des autres immobilisations incorporelles	–	–	–	–	–	–	–
Provisions pour restructuration	–	–	–	44	–	–	44
Total de l'actif	361 327 \$	22 178 \$	12 074 \$	85 020 \$	355 102 \$	14 372 \$	850 073 \$
Total du passif	360 441 \$	22 141 \$	12 134 \$	85 142 \$	354 983 \$	(32 953) \$	801 888 \$

(1) Le revenu intersectoriel et la quote-part des bénéfices des entreprises associées ne sont pas significatifs.

(2) Le revenu d'intérêt est présenté déduction faite des frais d'intérêt, puisque la direction se fie essentiellement au revenu net d'intérêt comme mesure du rendement.

(3) Majoration au montant imposable équivalent. La majoration au montant imposable équivalent pour le trimestre clos le 31 juillet 2014 s'élève à 174 millions de dollars (122 millions au 30 avril 2014; 95 millions au 31 juillet 2013). La majoration au montant imposable équivalent pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2014 s'élève à 391 millions de dollars (286 millions au 31 juillet 2013).

(4) Au cours du deuxième trimestre de 2013, RBC Services aux investisseurs a constitué une provision au titre de la restructuration de 44 millions de dollars. La majeure partie de cette provision est liée à l'abandon de nos activités en Europe.

Note 14 Gestion du capital**Capital réglementaire et ratios de capital**

Le BSIF établit des objectifs précis pour le capital à risque visant les institutions de dépôt au Canada. Au cours du troisième trimestre de 2014, nous nous sommes conformés à toutes les exigences en matière de capital imposées par le BSIF.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et les coefficients)	Au			
	31 juillet 2014	30 avril 2014	31 octobre 2013	31 juillet 2013
Capital ⁽¹⁾				
Capitaux propres ordinaires de première catégorie	34 967 \$	33 756 \$	30 541 \$	29 048 \$
Capital de première catégorie	41 408	39 725	37 196	35 702
Capital total	48 188	46 237	44 716	43 180
Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul des ratios de capital ^{(1), (2)}				
Ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie	368 320	349 094	318 981	314 804
Ratio du capital de première catégorie	369 772	349 094	318 981	314 804
Ratio du capital total	371 949	349 094	318 981	314 804
Total de l'actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul du capital total ⁽¹⁾				
Risque de crédit	281 684 \$	258 275 \$	232 641 \$	233 527 \$
Risque de marché	44 042	46 104	42 184	37 933
Risque d'exploitation	46 223	44 715	44 156	43 344
	371 949 \$	349 094 \$	318 981 \$	314 804 \$
Ratios de capital et coefficients ⁽¹⁾				
Ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie	9,5 %	9,7 %	9,6 %	9,2 %
Ratio du capital de première catégorie	11,2 %	11,4 %	11,7 %	11,3 %
Ratio du capital total	13,0 %	13,2 %	14,0 %	13,7 %
Coefficient actif-capital	17,3X	17,5X	16,6X	16,8X

- (1) Le capital, l'actif pondéré en fonction des risques et les ratios de capital et coefficients sont calculés conformément aux exigences en matière d'adéquation des fonds propres du BSIF fondées sur l'accord de Bâle III.
- (2) À compter du trimestre considéré, l'ajustement de l'évaluation du crédit lié au calcul de l'actif pondéré en fonction des risques mis en place au premier trimestre doit tenir compte de pourcentages différents pour chaque catégorie de capital. Cette modification reflète l'application progressive des ajustements de l'évaluation du crédit qui se terminera au quatrième trimestre de 2018. Au cours de la période d'application progressive, l'actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul du ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie, du ratio du capital de première catégorie et du ratio du capital total sera assujéti chaque année à différents pourcentages au titre de l'évaluation du crédit.

Note 15 Événements postérieurs à la date du bilan

Le 18 juillet 2014, nous avons annoncé notre intention de racheter la totalité des actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, séries AT et AV, le 24 août 2014, contre un montant en espèces équivalant à un prix de rachat de 25 \$ l'action à verser le 25 août 2014.

Renseignements à l'intention des actionnaires

Bureau central

Adresse :
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Tél. : 1-888-212-5533
Télé. : 416-955-7800

Pour toute correspondance :
P.O. Box 1
Royal Bank Plaza
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Site Web : rbc.com

Agent des transferts et agent comptable des registres

Agent principal :
Société de fiducie
Computershare of Canada
1500, rue University
Bureau 700
Montréal (Québec) H3A 3S8
Canada
Tél. : 1-866-586-7635
(au Canada et aux États-Unis)
ou 514-982-7555
(appels internationaux)
Télé. : 514-982-7580
Site Web : computershare.com\rbc

Co-agent des transferts
(États-Unis) :
Computershare Trust
Company, N.A.
250 Royall Street
Canton, Massachusetts 02021
États-Unis

Co-agent des transferts
(Royaume-Uni) :
Computershare Investor
Services PLC
Securities Services – Registrars
P.O. Box 82, The Pavilions,
Bridgwater Road,
Bristol BS99 7NH
Royaume-Uni

Co-agent des transferts (Symbol : RY)

Bourses où sont inscrites les actions ordinaires de la Banque :
Canada – Bourse de Toronto (TSX)
États-Unis – Bourse de New York (NYSE)
Suisse – Bourse suisse (SIX)

Toutes les actions privilégiées sont inscrites à la Bourse de Toronto.

Prix du jour d'évaluation

Aux fins du calcul des gains en capital, le prix de base de notre action ordinaire au jour d'évaluation (22 décembre 1971) s'établit à 7,38 \$ l'action. Ce prix a été ajusté pour refléter les divisions d'actions à raison de deux actions pour une de mars 1981 et de février 1990. Le dividende en actions de une action pour une, versé en octobre 2000 et en avril 2006, n'a eu aucune incidence sur le prix du jour d'évaluation de nos actions ordinaires.

Communications avec les actionnaires

Pour des renseignements relatifs aux dividendes, aux changements au registre des actionnaires ou aux changements d'adresse, à la perte de certificats d'actions, aux formulaires d'impôts, aux transferts de succession et au réinvestissement de dividendes, les actionnaires sont priés de communiquer avec :
Société de fiducie
Computershare of Canada
100 University Ave., 8th Floor
Toronto (Ontario) M5J 2Y1
Canada

Tél. : 1-866-586-7635
(au Canada et aux États-Unis)
ou 514-982-7555
(appels internationaux)
Télé. : 1-888-453-0330
(au Canada et aux États-Unis)
ou 416-263-9394
(appels internationaux)
Courriel :
service@computershare.com

Toute autre demande peut être adressée à :
Services aux actionnaires
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
9th Floor, South Tower
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Tél. : 416-955-7806
Télé. : 416-974-3535

Analystes financiers, gestionnaires de portefeuille, investisseurs institutionnels

Pour obtenir des renseignements financiers, veuillez communiquer avec :
Relations avec les investisseurs
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
4th Floor, North Tower
Toronto (Ontario) M5J 2W7
Canada
Tél. : 416-955-7802
Télé. : 416-955-7800
Il est aussi possible de consulter le site Web suivant :
rbc.com/investisseurs

Service de dépôt direct

Au moyen d'un transfert électronique de fonds, les actionnaires du Canada et des États-Unis peuvent faire déposer directement dans leur compte bancaire les dividendes sur leurs actions ordinaires de RBC; il leur suffit d'en faire la demande par écrit à notre agent des transferts et agent comptable des registres, la Société de fiducie Computershare du Canada.

Désignation à titre de dividendes admissibles

Aux fins des nouvelles dispositions en matière de crédit d'impôt pour dividendes contenues dans la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et dans toute législation fiscale provinciale ou territoriale applicable, tous les dividendes (ainsi que les dividendes réputés) que nous versons à des résidents du Canada sur nos actions ordinaires et privilégiées après le 31 décembre 2005 sont désignés comme des « dividendes admissibles ».

Dates de paiement des dividendes pour 2014

Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration

	Dates ex-dividende	Dates de clôture des registres	Dates de paiement
Actions ordinaires et actions privilégiées de séries W, AA, AB, AC, AD, AE, AF, AG, AJ, AL, AT ⁽¹⁾ , AV ⁽¹⁾ et AX	23 janvier 22 avril 22 juillet 23 octobre	27 janvier 24 avril 24 juillet 27 octobre	24 février 23 mai 22 août 24 novembre
Actions privilégiées de série AK et AZ	22 avril 22 juillet 23 octobre	24 avril 24 juillet 27 octobre	23 mai 22 août 24 novembre
Actions privilégiées de série AN, AP et AR ⁽²⁾	23 janvier	27 janvier	24 février

À moins d'avis contraire, tous les dividendes (ainsi que les dividendes réputés) versés après cette date sont désignés comme des « dividendes admissibles » aux fins de la législation susmentionnée.

Rachat d'actions ordinaires

Nous avons lancé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Durant la période de un an commençant le 1^{er} novembre 2013, nous pourrions racheter aux fins d'annulation jusqu'à 30 millions de nos actions ordinaires sur le marché libre, aux cours du marché. Nous déterminerons le montant de ces achats et le moment où ils auront lieu conformément à l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, sous réserve d'une consultation préalable avec le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF).

Un exemplaire de notre avis d'intention de déposer une offre publique de rachat dans le cours normal des activités peut être obtenu sans frais en communiquant avec le secrétaire de la Banque, à notre adresse postale torontoise.

Dates de publication des rapports trimestriels pour 2014

Premier trimestre	26 février
Deuxième trimestre	22 mai
Troisième trimestre	22 août
Quatrième trimestre	3 décembre

Assemblée annuelle de 2015

L'assemblée annuelle des actionnaires ordinaires se tiendra le vendredi 10 avril 2015, à Toronto, en Ontario.

(1) Le 18 juillet 2014, nous avons annoncé notre intention de racheter la totalité des actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, séries AT et AV, le 24 août 2014.

(2) Le 24 février 2014, nous avons racheté la totalité des actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, séries AN, AP et AR, émises et en circulation.

L'information disponible sur les sites Web mentionnés dans le présent rapport aux actionnaires ou l'information pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du rapport. Dans ce rapport aux actionnaires, les références à des sites Web ne constituent pas des hyperliens et ne sont faites qu'à titre d'information pour le lecteur, et à aucune autre fin.

Les désignations commerciales utilisées dans le présent rapport comprennent le symbole du LION et du GLOBE TERRESTRE, BANQUE ROYALE DU CANADA, RBC, RBC ASSURANCES et RBC SERVICES AUX INVESTISSEURS, lesquelles sont des désignations commerciales de la Banque Royale du Canada utilisées par la Banque Royale du Canada ou par ses filiales autorisées. Toutes les autres désignations commerciales mentionnées dans le présent rapport qui ne sont pas la propriété de la Banque Royale du Canada sont la propriété de leurs propriétaires respectifs.